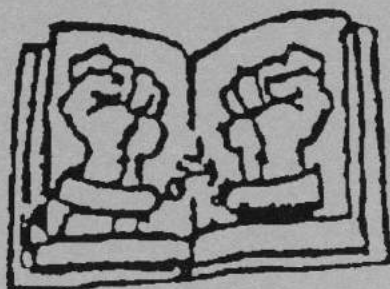


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 5 - MARS 1999

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **La grève des ouvriers du textile à Leningrad, au printemps 1928** p. 9
(Dmitri Lobok)
- **Lettre de Lominadzé à Orjonikidzé sur la situation des ouvriers et des paysans du Caucase en 1930** p. 13
- **La vie de Sergueï Ossipovitch Tsederbaum (frère cadet du dirigeant menchevique Iouli Martov)** p. 19
(Tatiana Popova-Tsederbaum)
- **Sur la mort de Léon Sédov** p. 31
(Marc Goloviznine, Jean-Michel Krivine)
- **Deux textes de Vadim Rogovine** p. 43
— Le NKVD en 1938
— Le Komsomol en 1938
- **La résistance à Staline en URSS** p. 55
— Le Parti ouvrier antifasciste d'URSS (1938)
— La Société des jeunes révolutionnaires de Saratov (1943)
(Andreï Kourionichev)
- **Berlin-Est, 1953 : des soldats et officiers soviétiques refusent de tirer sur les ouvriers allemands** p. 63
- **Des soldats contre la guerre : *Nous crions grâce*** p. 67
(Pierre Roy)
- **Les anarchistes espagnols de la CNT-FAI et la révolution de 1936-1937** p. 77
(Elías Garcia)

- **Une interview de Rémi Skoutelsky
à propos des brigades internationales p. 97**
- **La politique coloniale du Front populaire :
la répression au Maroc p. 103**
- **L'Action ouvrière (MUR) du Languedoc
en 1944-1945 p. 107**
(Gérald Suberville)
- **Raffin-Dugens : de la lutte contre la guerre de 1914
à la IV^e Internationale p. 117**
- **Pages oubliées p. 123**
— **L'école d'Uriage et le nazisme,
ou le négationnisme discret du corporatisme chrétien**
— **Marcel Baufrière : un trotskyste de retour des camps**
- **Un *Cahier du CERMTRI* sur la révolution allemande ... p. 141**
- **Chronique des falsifications p. 149**

Présentation

Ce numéro présente d'abord un document du Guépéou sur les grèves dans les usines du textile de Leningrad au printemps de 1928, qui offre un double intérêt : il donne une image des réactions ouvrières face à la situation créée par les débuts de l'industrialisation et un aperçu sur les rapports, d'un côté, entre l'appareil bureaucratique et la classe ouvrière et, de l'autre, entre divers secteurs de cet appareil bureaucratique. Affolée, la direction des usines touchées par la grève et celle du parti invitent le Guépéou à frapper. Ce dernier s'y refuse. Il serait naïf de voir là le signe d'un humanisme particulier du Guépéou, mais ce dernier apprécie sans doute mieux la situation sociale et politique que les apparatchiks. Ses représentants pensent probablement que, dans une ville dont l'appareil du parti était acquis jusqu'à la fin de 1925 à la "nouvelle opposition" de Zinoviev-Kamenev, puis fut entièrement remodelé au printemps 1926, mais demeure encore fragile, la répression d'un mouvement de grève qui touche plusieurs usines risque d'exacerber les tensions au lieu de les calmer. D'autant que, selon le Guépéou, de nombreux membres du parti et la masse des Jeunesses communistes ont, dans la principale usine, pris activement part à la grève...

La lettre de Vissarion Lominadzé à Ordjonikidzé de mai 1930 présente un intérêt tout particulier. Lominadzé est alors premier secrétaire du Parti communiste de Transcaucasie (c'est-à-dire qu'il chapeaute les trois partis communistes de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan). Le compte rendu direct et strictement personnel qu'il fait à l'un des principaux dirigeants du parti et du pays à l'époque donne un tableau saisissant de la situation réelle chez les ouvriers (en particulier de Bakou) et à la campagne dans les premiers mois de la collectivisation et de l'industrialisation.

L'article de Mark Goloviznine et le document publié par ses soins sur la mort de Léon Sédov ainsi que les commentaires de Jean-Michel Krivine réouvrent une discussion toujours brûlante, qui se situe dans un contexte social et politique dont les deux études de Vadim Rogovine sur les transformations qui se sont produites dans le NKVD et les Komsomols (Jeunesses communistes) à la fin de la Iejovchtchina, ou Grande Terreur, en 1938, donnent la dimension réelle.

Un autre aspect de la situation est illustré par les documents du Parti ouvrier antifasciste, créé en 1938 par le futur prix Nobel de physique Lev Landau, et de la Société des jeunes révolutionnaires, fondée à Saratov par des gamins âgés de 11 à 13 ans au milieu de l'année 1943. Ils montrent la continuité d'un mouvement d'opposition radicale et violente à Staline et au stalinisme, qui, malgré la brutalité sanglante et l'ampleur de la répression, ne s'est jamais éteint en URSS.

En un certain sens, c'est le même mouvement qui s'exprime dans le refus de 42 soldats et officiers soviétiques, en juin 1953, de tirer sur les manifestants et grévistes de Berlin-Est et de RDA, tous condamnés à mort et fusillés pour ce que le journaliste Potchivalov appelle à juste titre un "*défi au régime*". Rien ne saurait mieux montrer la vanité des analyses affirmant que le stalinisme (baptisé communisme) aurait désintégré la société, détruit la société civile au point de transformer les individus en simples rouages d'une énorme machine, placés dans l'impossibilité intérieure absolue de protester et de défendre si peu que ce soit leurs intérêts spécifiques. Bref, le *1984* d'Orwell réalisé.

La deuxième et dernière partie de l'étude d'Elias Garcia sur les anarchistes espagnols pendant la révolution de 1936-1937 apporte des éléments peu ou pas connus sur les secousses suscitées à l'intérieur de la CNT par la soumission de ses dirigeants à la politique du Front populaire, dont la republication d'un article de Robert-Jean Longuet sur la politique coloniale du Front populaire français au Maroc rappelle certains aspects systématiquement occultés. Dans les réponses qu'il a données à nos questions, Rémi Skoutelsky, l'auteur de *L'Espoir guidait leurs pas*, ouvrage consacré aux brigades internationales, revient sur le rapport entre les brigades et la politique de Staline.

Tout aussi occultée depuis longtemps, la position réelle des inspireurs de la Démocratie chrétienne et du christianisme social à l'égard du nazisme, analysé par l'école d'Uriage au lendemain même de la guerre avec le souci d'y distinguer le "passif" de "l'actif" ; le nazisme y est présenté comme une sorte de forme supérieure, voire héroïque, quoiqu'imparfaite et défectueuse, de l'organisation de la "communauté nationale", bref, du corporatisme.

Les pages de Gérard Suberville, commandant FFI dans l'Hérault en 1944-1945, sur l'activité de l'Action ouvrière du Mouvement unifié de Résistance donnent des éléments d'information précieux sur la situation dans un département de France au moment de l'effondrement du nazisme et de l'Etat de Vichy, et sur les espérances qui ont alors soulevé des millions d'hommes décidés à renverser le vieil ordre qui avait engendré la guerre et Vichy.

Pendant que Suberville organisait maquisards et syndicalistes dans l'Hérault, Marcel Baufrière, alors dirigeant trotskyste, était déporté à Buchenwald. Marcel Baufrière est mort à la fin de 1998. La republication de l'interview qu'il donna à *La Vérité* à son retour de déportation est à la fois un hommage à son activité passée et un rappel de certaines vérités, elles aussi systématiquement dissimulées par une propagande nationaliste tapageuse, dont les héritiers de l'école d'Uriage ne sont pas les derniers à emboucher la trompette.

On peut situer dans la même ligne la première partie du dossier sur Raffin-Dugens, l'un des trois députés de la SFIO qui, pendant la Première Guerre mondiale, engagèrent le combat public contre la guerre et la soumission du Parti socialiste à l'Union sacrée pour la guerre, et qui rejoignit les rangs du Parti communiste français avant de rompre avec ce dernier en 1945, alors qu'il était déjà gravement malade, et de rejoindre les rangs de la IV^e Internationale.

Jean-Jacques Marie



Manifestation ouvrière à Barcelone, en 1936.

**La grève
des ouvriers du textile
à Leningrad,
en 1928**

(Dmitri Lobok)

Nous proposons à l'attention des lecteurs un document rédigé par les agents du Guépéou du district militaire de Leningrad, en mai 1928, et qui évoque un certain nombre de "troubles" qui se sont produits dans toute une série d'usines de textile de Leningrad au printemps de 1928.

Ce thème était auparavant interdit dans l'histoire russe ; on ne pouvait évoquer le mécontentement suscité chez les travailleurs par les méthodes de Staline et de son entourage lors du lancement de l'industrialisation. La baisse du salaire, le rétablissement des méthodes de commandement administratif suscitèrent l'indignation des ouvriers.

L'administration, éperdue et effrayée, se tourna vers les organes répressifs pour éteindre l'agitation. Mais la direction du Guépéou n'était pas alors prête à déchaîner une répression massive contre les ouvriers et s'efforça de n'y recourir qu'en dernière extrémité.

Le document montre qu'outre la direction de l'entreprise, la direction du parti et celle des syndicats, ayant perdu leur influence sur les ouvriers, ont appelé à la répression. L'année 1928 a en effet été marquée par un tournant : le Parti communiste s'est orienté vers un durcissement en politique intérieure et une réduction de la démocratie syndicale.

Le document ci-contre, reproduit avec quelques menues coupures de détail, montre comment cette politique a été mise en œuvre dans sa première étape.

**Dmitri Lobok,
agréé d'histoire,
professeur à l'Université des syndicats de Saint-Pétersbourg**

Le rapport du Guépéou du district militaire de Leningrad

Rapport aux cam. Kirov (1)
et Ougarov (2),
le 8 mai 1928

A propos des événements qui se sont déroulés dans les fabriques de Leningrad

1. — Fabrique Khaltourine : la grève dans la section de filature a été provoquée par la baisse des salaires et par le mécontentement suscité par la grossièreté de la direction et de l'encadrement technique.

Aujourd'hui, le problème des salaires, augmenté de plusieurs pour-cent, a été réglé.

2. — La grève s'est développée de façon spontanée, sans aucun centre organisateur, si l'on ne tient pas compte de la différence entre les travailleuses les plus actives et les moins actives.

3. — Le slogan "*Les soviets sans communistes*", en réalité, n'a pas été avancé.

Les dirigeants : Golovine, membre du comité d'usine, membre stagiaire du Parti communiste et qui a pris en charge la défense des intérêts ouvriers, semble une grande gueule et un type grossier.

Fedorova : son mari est membre du Parti communiste, sa fille membre des Jeunesses communistes. Elle travaille en usine depuis vingt-quatre ans. A critiqué ce qui ne va pas, mais est loyale.

Leur slogan : "*Nous ne sommes pas contre le pouvoir soviétique, mais contre certains membres du parti qui dénaturent les directives du parti.*" La question d'une direction organisée de la grève tombe d'elle-même. Mais le "suivisme" des membres du parti et des jeunes communistes est apparu très fortement.

A l'usine Khaltourine, une grève de courte durée de l'atelier de préparation a eu lieu : le 22 mars, 30 personnes ont fait grève dix minutes ; le 6 avril, 220 personnes ont fait grève pendant deux heures vingt minutes ; le 7 avril, 240 personnes ont fait grève une heure et demie ; le 9 avril, 200 personnes ont fait grève pendant huit heures. Le comité de fabrique n'a pris aucune mesure exceptionnelle attestant de son influence sur les masses (réunion des militants du syndicat, mobilisation des forces du parti et des Jeunesses communistes, campagne d'agitation).

(1) Serguei Mironovitch Kirov occupait à cette époque les fonctions de premier secrétaire du comité régional du PC russe. Tué à Smolny le 1er décembre 1934.

(2) F. Ia Ougarov, secrétaire du comité régional de Leningrad des syndicats de 1926 à 1930.

Aucune de ces mesures n'a été prise même le 10 avril, au moment où la vague de grève a atteint son point culminant, lorsque 2 800 personnes ont fait grève. Le mouvement spontané a été laissé à lui-même et des représentants de toutes sortes erraient, impuissants, de métier en métier, en négociant avec des petits groupes de travailleurs ou des travailleurs isolés (la même chose s'est passée dans les usines Rabotchi et Noguine).

A l'usine Khaltourine, 260 membres titulaires et stagiaires du parti et 500 membres des Jeunesses communistes ont pris part à la grève. A l'usine Rabotchi, 6 membres du parti et 17 membres des Jeunesses communistes. A l'usine Noguine, 8 membres du parti et 10 membres des Jeunesses communistes.

Il faut remarquer qu'à l'usine Khaltourine, les jeunes communistes ont été les participants les plus actifs de la grève.

Lors de la "volynka" (3) des 9 au 12 avril, le secrétaire de la cellule locale de l'usine Noguine, Krylov, a proposé au responsable du Guépéou de l'arrondissement de Volodarski d'interpeller quatre travailleurs de l'usine, les ouvrières Fedorova, Konstantinova et Mikhaïdlova et l'ouvrier Toudets... et le 3 mai, il déclara qu'il attendait des mesures adéquates du Guépéou à l'égard du groupe de rouspéteurs.

Le secrétaire du comité du parti de l'usine V. I. Lénine, le camarade Zyskine, le directeur de la fabrique Khaltouri-

ne, Bystrov, et l'agitateur du parti du collectif, Prikhodko, ont eux aussi insisté sur la même chose (c'est-à-dire sur la répression).

Considérant :

1. — que de telles généralisations peuvent non seulement placer dans une situation fautive les organismes dirigeants du parti et, au lieu d'être utiles à la cause, entraîner un dommage incalculable ;

2. — que l'interpellation et l'arrestation d'ouvriers ne peuvent être mises en œuvre que comme mesure ultime ;

3. — que l'état d'esprit répressif n'est nullement en accord avec l'orientation prise par le parti vers le développement de l'autocritique et que des manifestations critiques analogues d'ouvriers sont vraisemblables à l'avenir, nous jugeons rationnel, à la fois, d'analyser les raisons des grèves qui ont eu lieu et d'écarter cet état d'esprit.

Représentation plénipotentiaire de l'Oguépéou du district militaire de Leningrad

(Archives de Saint-Petersbourg LPA
fonds 6 276, inventaire 272, dossier 6,
feuilles 9 à 13.)

(3) Nom donné à un mouvement de grève spontané et qui vise à en réduire la portée en le ramenant à une forme d'absentéisme (NDT).

**La situation au Caucase
en 1930**

**Lettre
de Vissarion Lominadzé
à Sergo Ordjonikidzé
(4 mai 1930)**

Le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première partie d'une lettre de Vissarion Lominadzé à Sergo Ordjonikidzé (à l'époque, membre du bureau politique et président de la commission centrale de contrôle du parti), dans laquelle il évoque les motifs, à ses yeux immérités, de sa disgrâce politique et celle de son ami Chatzkine.

La seconde partie de sa lettre porte sur ses rapports avec le philosophe boukharinien Sten. En janvier 1930, Lominadzé est nommé premier secrétaire du comité transcaucasien du parti (qui chapeaute donc les Partis communistes azerbaïdjanais, géorgien et arménien). Il est, dans ces fonctions, confronté en particulier aux problèmes de la collectivisation. Partisan de la politique de Staline de "*liquidation des koulaks en tant que classe*", il avait, dans une lettre précédente à Ordjonikidzé, proposé que l'on mette sur les maisons des koulaks un écriteau les dénonçant comme cibles du "*boycott populaire*".

Dans son examen de la situation dans les campagnes de trois pays du Caucase, il fait allusion à de récentes décisions : Staline avait lancé la collectivisation accélérée par un article publié dans la *Pravda*, du 7 novembre 1929, sous le titre "*Le Grand Tournant*". Un mois et demi après, le 27 décembre, il proclame dans la *Pravda* : "*Le mouvement kolkhozien croît comme une puissante avalanche.*" Il met en place "*la liquidation des koulaks en tant que classe*", qui se traduit par la déportation en Sibérie d'un peu plus de 380 000 familles paysannes, soit 1 800 000 personnes.

On est bien loin des écriteaux de Lominadzé !

Les insurrections paysannes (plus de 1 300 recensées par le Guépou en février 1930), l'abattage massif de bétail par de nombreux paysans hostiles à la collectivisation totale (collectivisant jusqu'au petit bétail, aux bottes, voire l'outillage le plus élémentaire), la crainte de voir les semailles mises en péril poussent Staline à publier, dans la *Pravda*, du 2 mars 1930, un article fameux, intitulé "*Le Vertige du succès*", où il dénonce les "*excès*" ("*pereguibi*", c'est-à-dire le fait de tordre trop dans un sens) gauchistes des cadres moyens, accusés de s'être laissés enivrer par l'enthousiasme des paysans et d'avoir exagéré. Il faut donc redresser ces déviations en relâchant la pression...

La situation au Caucase

JE ne t'ai pas écrit jusqu'alors parce que je n'avais pas encore réussi à me faire une idée claire de la situation dans le Caucase, et je n'avais pas envie de te communiquer mes premières impressions confuses et non vérifiées. Aujourd'hui, avec le départ de Beksadian, j'ai décidé de t'écrire quelques lignes, à toute vitesse, je te demande de ne pas l'oublier et d'être indulgent tant à l'égard de mon écriture que du contenu de ma lettre.

Beksadian emporte le texte de la résolution que nous avons adoptée sur les problèmes du ravitaillement. Je te demande d'en prendre connaissance. Je me suis efforcé par tous les moyens d'éviter toute exagération dans cette résolution, de ne pas décrire la situation comme pire que ce qu'elle est en réalité (ce qui est, me semble-t-il, impossible), de ne rien exiger de superflu et, en tout en état de cause, de ne pas "faire chanter" le comité central.

La situation du ravitaillement est très mauvaise. Si nous ne donnons pas au paysan ce que nous lui avons promis par contrat, nous nous discréditerons à tout jamais et, de plus, nous ruinerons la collecte de grains. Mais la situation chez les ouvriers est encore plus inquiétante. J'ai visité toute une série d'entreprises de Bakou et j'ai été stupéfait quand j'ai appris le montant du salaire d'un ouvrier de Bakou. Les ouvriers des derricks, dont le travail exige une énorme tension physique (vu de plus l'émulation socia-

liste sur un derrick : ils travaillent aujourd'hui à quatre au lieu de six jadis, puis de cinq ensuite), touchent en moyenne de 75 à 80 roubles. Les ouvriers du service de surveillance, qui n'ont aucune possibilité de prime, touchent de 60 à 62 roubles par mois, les ouvriers des équipes de jour de 75 à 80 roubles. Ce salaire brut est soumis à des prélèvements, qui s'élèvent à 12 %, effectués automatiquement à la comptabilité, malgré la décision prise en avril par le comité central et le conseil central des syndicats.

Le salaire d'un ouvrier de l'industrie pétrolière est inférieur à celui d'un ouvrier du textile. Et à Tiflis, tu ne trouveras pas un comptable qui touche moins de 110 roubles, pas une dactylo qui se fasse moins de 75-80 roubles. Le comité central régional de Bakou fournit aux travailleurs une incroyable cochonnerie comme nourriture : or, malgré le manque de produits, il pourrait nourrir les travailleurs dans les cantines beaucoup mieux et les approvisionner s'il voulait et savait le faire, si les dirigeants de Bakou ne se laissent pas engouffrer par la grande politique. J'ai pris au comité central du PC arménien toute une série de mesures purement pratiques en ce sens, qu'il aurait fallu prendre et mettre en œuvre il y a cinq mois. Les femmes des travailleurs passent des nuits entières à faire la queue pour avoir de la viande (en conserve) et, du poisson (qui manque complètement). De plus, les syndicats ne

s'occupent pas du tout de la défense des intérêts économiques des travailleurs et ont tellement perdu la face qu'il **ne faut pas** parler des syndicats à Bakou comme courroie de l'avant-garde vers les masses. Cette fonction très importante est complètement morte dans le mouvement syndical de Bakou.

Toute une série de "détails" révoltants irritent à juste titre les ouvriers :

1. — Les ouvriers des derricks, lors du passage à la semaine de cinq jours, doivent bénéficier, d'après la convention collective, d'une période de repos ininterrompue de 39 heures ; l'accord passé entre Azneft (1) et le syndicat des mineurs modifie ce point et les foreurs ne bénéficient plus que d'un repos de 32 heures. Or cette décision a été prise par Azneft et la **direction** du syndicat des mineurs sans aucune discussion à ce propos dans les assemblées ouvrières. Les ouvriers disent : si c'est nécessaire, nous serons même prêts à une plus grande réduction du repos, mais pourquoi personne ne nous a-t-on rien demandé là-dessus ?

2. — A la suite du passage à la semaine de cinq jours, les ouvriers des puits perdent jusqu'à 10 % de leur salaire ; les ouvriers qui travaillaient dans les puits avant le passage à la semaine de cinq jours perçoivent une compensation intégrale de cette perte de salaire, mais les ouvriers embauchés après ce passage ne perçoivent qu'un complément de 4 %. Personne — en tout cas, personne parmi les ouvriers — ne connaît la raison de cette différence idiote.

3. — Le passage à la journée de 7 heures (2) a aussi entraîné une baisse de salaires pour certains groupes de travailleurs, mais peu de gens s'intéressent à cette question. On pourrait multiplier les faits de ce genre, mais ma lettre est déjà bien longue. Or il me semble qu'une situation dans laquelle le salaire réel baisse, malgré toutes nos décisions et tous nos efforts, alors que la productivité du travail s'élève fortement, en tout cas dans les limites du plan, recèle en elle de graves dangers. Pour le moment, l'état d'esprit des ouvriers, dans l'ensemble, n'est pas mauvais, on peut même dire qu'il est très bon, mais le mé-

contentement s'accumule et il faut en tenir sérieusement compte. Voilà pourquoi je jugerais absolument nécessaire la satisfaction de nos exigences minimales en matière de ravitaillement. S'il est impossible de les satisfaire entièrement, il faut mettre à part Bakou et garantir au moins complètement ce secteur très important.

En ce qui concerne le travail des syndicats, je pense en parler avec toi et avec Koba lors de ma venue à Moscou pour le congrès (3). Je retournerai encore à Bakou pour suivre plus attentivement la situation et je pourrai alors formuler des propositions concrètes. Il est clair, cependant, qu'ici, il faut obtenir un changement significatif dans le travail syndical, avant tout en ce qui concerne la défense des intérêts matériels et la garantie, sinon de l'augmentation, en tout cas du maintien du salaire réel (je pense que ce **n'est pas** du trade-unionisme).

Pour le moment, je connais très peu la situation à la campagne. Je te donne mes impressions les plus superficielles, qui doivent être sérieusement vérifiées.

En Géorgie, la situation s'est indubitablement améliorée. On peut en juger par celle de la Kakhetie. Chalva en est revenu aujourd'hui, Mamoulia il y a trois jours. Tous les deux soulignent d'une même voix un redressement indubitable, un tournant sérieux vers une amélioration. Et la Khakétie, comme tu le sais, est le secteur le plus "atteint" de la Géorgie. Les kolkhozes, en Géorgie, rassemblent jusqu'à 25 % (et parfois plus) de paysans et, de l'avis général, assez solidement. En Géorgie, les semaines se déroulent bien.

En Arménie, les choses se présentent moins bien. Il est resté de 14 à 15 % d'exploitations paysannes dans les kolkhozes et une nouvelle déperdition (quoique peu importante) était tout à fait vraisemblable. Le mouvement de banditisme (4) n'était pas encore liquidé, mais Beria considère qu'il peut facilement se développer de nouveau, étant donné que les dachnaks (5) (étrangers et locaux) ont décidé de passer à une tactique plus active. Malheureusement, les luttes internes dans les sommets du parti détournent l'attention du parti arménien de la cam-

pagne. Mais j'y reviens plus bas. L'appareil du Guépéou en Arménie ne connaît pas la situation à la campagne. Nous avons démis le président du Guépéou arménien, Petrossian, et nous avons renforcé le Guépéou avec de nouveaux cadres. Mais il est aujourd'hui difficile de se porter garant de la situation en Arménie, bien que les semailles ne se présentent pas trop mal. Je suis allé à Erevan une journée et j'ai tiré de mes conversations avec les camarades l'impression que les excès et les fautes ne sont pas encore tous corrigés, et que les querelles internes du parti empêchent de les liquider rapidement. Je pense cependant que nous réussirons sans effort particulier à tourner l'organisation du PC arménien tout entière vers le travail à la campagne.

C'est en Azerbaïdjan que la situation est la pire. Elle est particulièrement mauvaise dans le district de Tsoukha. Jusqu'à ce jour, le mouvement de banditisme y est très fort et se renforce même encore, les communistes n'y ont aucun accès à la campagne, les cadres sont invraisemblablement faibles et ne surmontent pas leur désarroi, les meurtres de communistes, d'instituteurs, d'agronomes, présidents de soviets de villages continuent, et les semailles s'y déroulent très mal.

Dans la province de Naritchevan, l'écrasement de l'insurrection a permis un certain apaisement, mais le banditisme y est encore vigoureux ; et vu l'activité des moussavatistes (6) de l'étranger et, surtout, vu le développement de leur activité le long de la frontière perse, on peut craindre de nouvelles complications. Dans le district de Gandjin, Karaïev affirme qu'un tournant s'est produit, mais le Guépéou de Transcaucasie me conseille de ne pas trop croire à ces assurances optimistes. Si le Guépéou d'Arménie ne connaît pas assez bien la situation à la campagne, que dire alors du Guépéou d'Azerbaïdjan, qui ne dispose même d'aucun appareil à la campagne. De plus, Baguirov (7) juge la situation très inquiétante et grosse de graves désagréments. Le comité central du PC d'Azerbaïdjan connaît encore moins bien la situation réelle au village. A l'en croire, les semailles se déroulent

mieux que jamais en Azerbaïdjan, ce dont je doute très fortement. Le comité central azerbaïdjanais affirme que 130 000 hectares de coton seront obligatoirement ensemencés (au lieu des 150 000 prévus par le plan) et que si les semailles ne posent pas de problème, le danger risque de venir du manque d'eau (cette année, l'étiage de toutes les rivières est très bas, l'eau est rare), les châteaux d'eau fonctionnent mal, tout le système d'irrigation est dans un état lamentable, etc. Je n'ai pas encore réussi à vérifier dans quelle mesure les mesures de lutte contre les criquets indiquées dans d'innombrables résolutions sont mises en œuvre, mais là aussi la situation n'est pas fameuse. Je n'ai personnellement passé qu'une seule journée dans la campagne azerbaïdjanaise (dans le district de Chrivan) et j'en ai retiré l'impression que les excès ne sont pas assez corrigés (j'ai trouvé dans un village une grande commune qu'on laisse — tous freins serrés — s'organiser en artel (8), et l'état d'esprit des paysans ne m'a pas beaucoup plu ; une bonne partie d'entre eux "*ne veulent pas*" quitter la commune, par peur d'être dékoulakisés).

En règle générale, d'ailleurs, dans le Caucase tout entier, le redressement des erreurs, la correction ne s'effectuent pas de façon bien brillante. Toutes les décisions des comités centraux ne sont pas encore parvenues à la connaissance du village, ou sous une forme affaiblie. On continue à brimer les tentatives du paysan de faire du commerce. A Bakou et à Tiflis, on a mis en œuvre de façon si systématique le slogan de la liquidation de la bourgeoisie urbaine que le petit commerce privé est complètement étouffé, et vu les insuffisances du système coopératif, les ouvriers ont grand peine à obtenir des légumes, des fruits, des produits laitiers, etc. La campagne, surtout en Azerbaïdjan, est très peu et très lentement fournie en cadres.

Je pars demain à Bakou, pour essayer d'obtenir enfin que le comité central du PC azerbaïdjanais prenne des mesures en ce sens. Si nécessaire, nous allons passer publiquement un savon au comité central dans la presse et à la conférence du parti de Bakou. Je crains qu'il ne soit autre-

ment impossible de surmonter la désinvolture et l'incapacité du comité central. Beria m'accompagne, avec la mission d'extirper le plus vite possible le banditisme et de renforcer les mesures punitives contre les organisateurs d'actions contre-révolutionnaires, de meurtres de communistes, d'instituteurs et d'agronomes sans parti, etc. Sous ce rapport, on a jusqu'à aujourd'hui manifesté dans ce domaine une réserve superflue : les bandits et les moussavatistes ont tué une bonne centaine de soldats et égorgé plus d'une centaine de membres du parti et de représentants de l'intelligentsia locale, et nous n'avons à ce jour fusillé que vingt personnes, et encore sur mon insistance personnelle.

Ma lettre est terriblement longue. C'est que je suis très fatigué et pas en état de me contrôler. Je vais t'écrire une prochaine fois (certainement après-demain) sur les questions internes au parti. Je t'en donne juste un bref résumé.

En Géorgie, le travail du nouveau secrétariat du comité central me semble dans l'ensemble bien marcher. Les tiraillements et les malentendus à l'intérieur de la direction seront entièrement surmontés, car ils ne reposent sur rien de sérieux et ne sont fondés sur aucun désaccord politique.

En Arménie, la situation est plus difficile. Il y a un réel danger de divergences dans les cadres dirigeants et d'exacerbation de la lutte interne au parti. Il y a, d'un côté, les anciens partisans de Loukachine ; de l'autre, Saak et les éléments mécontents regroupés autour de lui ; ensuite, Khandjian et un groupe de camarades, qui cherchent à obtenir la paix dans le parti et une liquidation indolore du conflit ; d'un quatrième côté, un groupe de jeunes gars (Galoian, Bapaian, Akopian et d'autres) à l'humeur guerrière, hostiles à toute concession à Saak (9) comme aux partisans de Loukachine ; tout cela s'est enclenché et a suscité une lutte générale. L'organisation du parti d'Erevan est en ce moment agitée par une certaine fièvre, qui se communique-

ra peut-être même au congrès. Nous cherchons à obtenir un règlement pacifique des questions en discussion (la discussion naît extérieurement de problèmes de personnes, sans se transformer pour le moment en lutte politique ouverte), mais sans la moindre concession aux éléments opportunistes et à la condition exprès de garder fortement uni le noyau dirigeant actuel du comité central du PC arménien. Je pense qu'il sera possible d'éviter un conflit ouvert avec Saak jusqu'au congrès du Parti communiste soviétique, où nous réglerons la question ensemble, toi et moi .

En Azerbaïdjan, les choses ne se passent pas très bien avec Guikalo. Il ne **vient pas à bout** de ses tâches et, en particulier, n'arrive pas à unir les cadres autour du comité central. Mais j'en parlerai plus en détail la prochaine fois.

J'ai les meilleures relations du monde avec Chalva. Je n'ai parlé que deux fois avec Mamia et je crains qu'il n'ait conservé une bonne dose de mécontentement. De mon côté, je ferai tout pour lui faciliter le travail.

J'arrête de nous torturer tous les deux.

Je te serre vigoureusement la main.

Ton Besso.

Notes de la rédaction :

(1) Azneft : nom du "trust" local d'Etat du pétrole (veut dire "pétrole d'Azerbaïdjan").

(2) Décidée en décembre 1927.

(3) Il s'agit du XVI^e Congrès du PCUS, réuni en juin-juillet 1930.

(4) Banditisme : nom officiellement donné aux insurrections paysannes.

(5) Dachnaksoution : parti nationaliste arménien, de tendance sociale-démocrate.

(6) Moussavat : parti nationaliste azerbaïdjanais, allié aux Anglais contre les bolcheviks et les S-R de gauche, en 1918-1920.

(7) Baguirov : premier secrétaire du PC azerbaïdjanais.

(8) Artel : sorte d'association coopérative.

(9) Les dirigeants locaux cités ci-dessus ne jouent pas de rôle national et leurs luttes intestines sont purement locales et personnelles.

**La vie
de Sergueï Ossipovitch
Tsederbaum
(frère cadet
du dirigeant menchevique
Iouli Martov)**

(Tatiana Popova-Tsederbaum)

Les deux principaux dirigeants mencheviques russes furent Jules Martov et Fiodor Dan (dont le n° 4 des *Cahiers* a publié une brève biographie, page 152), unis par des liens familiaux, puisque Fiodor Dan épousa l'une des sœurs cadettes de Martov, Lidia Tsederbaum, qui mourut à New York en 1963.

Jules Martov est le pseudonyme de Iouli (ou Jules) Ossipovitch Tsederbaum, né à Constantinople le 12 novembre 1873.

La guerre entre la Russie et la Turquie (1876) contraignit le père de Iouli à rentrer en Russie ; la famille se fixa à Odessa, grande ville juive ravagée par un pogrom en 1881. Iouli vit naître un grand nombre de frères (parmi lesquels Sergueï, dont nous publions ci-dessous une biographie rédigée par sa petite-fille, Tatiana Popova-Tsederbaum, toujours en vie à Moscou) et des sœurs (Nadiedjda, Lidia, Margarita, Evguenia), qui tous, à des degrés divers, militèrent dans la social-démocratie russe et, à dater de la scission en 1903, dans son courant, puis parti, menchevique.

Coorganisateur avec Lénine de l'Union de lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière créée à Saint-Pétersbourg en 1895, et dont Dan fut lui aussi membre, Martov devint avec ce dernier en 1903 le dirigeant du courant menchevique. Hostile à la guerre, il dirigea à dater de 1914 son aile internationaliste, minoritaire. Il fit partie des 280 militants russes qui rentrèrent en Russie par l'Allemagne en 1917. Hostile à la révolution d'Octobre, qu'il considérait comme une aventure devant déboucher sur une dictature bourgeoise, il dirigea avec Dan dans le Parti menchevique le courant hostile à toute alliance avec les Blancs. Sa petite-nièce Tatiana affirme, à juste titre :

“L. Martov partit de Russie en 1920. Dans les journaux, on a affirmé qu'il était parti illégalement avec l'aide de Lénine. Pure invention. Il n'y avait là rien d'illégal ; Martov vivait à Moscou en toute légalité, ne se cachait nullement. Il fut arrêté une fois, mais pas emprisonné, simplement assigné à résidence et aussitôt remis en liberté. Il partit (en 1920) au congrès du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, où il devait prendre la parole (1). Il reçut au commissariat du peuple aux Affaires étrangères son passeport, avec un billet de train. Pendant le procès des socialistes-révolutionnaires (2), il voulut revenir en Russie pour prendre leur défense, mais le gouvernement soviétique ne lui donna pas de visa. Martov mourut de tuberculose le 4 avril 1923, au sanatorium de Schwartzwald.”

Son frère cadet Sergueï, resté en Russie, membre depuis 1920 du comité central des mencheviks, assura la continuité de l'action de son frère dans des conditions de plus en plus difficiles. Plusieurs fois arrêté, il fut fusillé par le NKVD en 1937.

(1) A ce congrès, Zinoviev intervint pour l'adhésion des sociaux-démocrates indépendants à la III^e Internationale, Martov contre. La majorité des congressistes suivirent Zinoviev (NDR).

(2) En juin 1922.

Le frère cadet de Martov

SERGUEÏ OSSIPOVITCH (Iosifovitch) Tsederbaum, frère de L. Martov (pseudonymes politiques : V. Iejov, Jacob, K. Avgoustovski), est né le 15 août 1879, à Odessa.

Avant la guerre

Il fait ses études au lycée n° 5 de Saint-Petersbourg, puis entre à la faculté de physique et de mathématiques de l'université de Saint-Petersbourg, section des sciences naturelles, en 1898. Il en est exclu à la suite d'une arrestation pour appartenance au courant social-démocrate.

Après six mois de prison, jusqu'à la fin de la procédure, il est exilé à Poltava sous surveillance policière. Il était parvenu, avant son arrestation, à regrouper toutes les associations social-démocrates de Saint-Petersbourg en se portant à la tête d'un mouvement social-démocrate, l'"Union de lutte", lorsque la police avait démantelé toutes les organisations démocratiques, et avait fondé le groupe Le Drapeau ouvrier après le premier congrès du POSDR (*en 1898, NDR*).

A Poltava, en juin 1900, il est condamné à trois mois de prison et trois ans de surveillance policière rapprochée. Après trois mois à la prison de Poltava, il est libéré et, son ordre d'incorporation

étant parvenu, est envoyé au service militaire. Il s'évade de la caserne et passe à la clandestinité. Il devient agent du journal l'*Iskra* ("L'Étincelle").

Il utilise les passeports de Samuil Sextman et de Girs Stupelj, organise le passage de l'*Iskra* à travers la frontière lituanienne à Kaunas (Kovno), est arrêté, puis transféré à la forteresse Pierre-et-Paul, le 4 janvier 1902, puis, le 8 novembre 1902, en détention préventive à la prison de "Kresty", cette fois sous son vrai nom, Tsederbaum. Il est expédié à Ekaterinoslav pour y connaître l'arrêt du tribunal concernant sa désertion. Il était condamné à passer trois ans sous les drapeaux pour manquement à la discipline en tant que pacifiste, sans les sursis auxquels lui donnait droit son niveau d'études ; mais, à ce moment, lui parvient sa condamnation pour l'affaire de l'*Iskra* et il est envoyé pour dix ans dans la région de Iakoutsk.

Il reste à la prison de transfert d'Alexandrovsk jusqu'au 9 octobre 1903, date à laquelle il s'évade, en compagnie de sa future femme, Konkordia Ivanovna Zakharova. Ils ont consacré un livre à cet épisode, *Souvenirs de l'époque de l'Iskra*.

Sur la décision du comité central (menchevique), il part travailler à Ekaterinoslav, où il est arrêté ; mais, le 1^{er} novembre 1903, il s'échappe de la prison Belostockaia. En 1904, il émigre à Ge-

nève avec sa femme, et travaille comme secrétaire de rédaction à l'*Iskra*. A la fin du mois de mai 1905, il revient en Russie avec une valise d'exemplaires de l'*Iskra*. Rapidement arrêté, il est emprisonné dans la prison de Kresty, dont il est libéré par l'amnistie de 1906 : il passe alors à l'activité légale.

Il devient un membre important du Parti menchevique, l'un des représentants de la fraction "liquidatrice" (1), et travaille comme rédacteur du journal du parti, *Kourier* ("Le Courrier"), ce qui lui vaut de passer en jugement. Il lui faut alors passer à la clandestinité et, en 1907, il quitte Moscou pour Bakou, où il prend une part active à l'édition des journaux du parti. En 1908, il est secrétaire de rédaction de la revue *Neftianoe dielo* ("La Cause du pétrole") à Bakou et correspondant étranger du comité pétrolier de Chibaev. Constatant que la police commence à s'intéresser à lui, il part à Moscou, où il commence à travailler comme chef du bureau des activités éditoriales et publicitaires d'une compagnie internationale de moissonneuses.

Il s'installe à Saint-Pétersbourg en 1911 et travaille comme rédacteur du secteur artistique aux éditions *Dieiatel* ("L'Homme d'action"). Il est arrêté, mais rapidement relâché. En 1913, lors d'une réunion d'un groupe d'initiative ouvrier, il est arrêté pour son appartenance au POSDR, jugé, condamné à douze ans de forteresse, mais une amnistie commue la forteresse en déportation à Tserdyn, dans la province de Perm, où il vit avec sa femme jusqu'en 1915. En 1915, il revient à Saint-Pétersbourg, d'où il est expulsé par le gouverneur militaire de la ville pour sa tentative d'organiser le journal *Outro* ("Le Matin"). Il rejoint Moscou, crée le Groupe des internationalistes, qui édite des textes contre la guerre. En 1915, il est chef du bureau de propagande populaire de l'Union des associations de consommateurs. Il participe au soulèvement à Moscou, devient membre du comité révolutionnaire après la création du soviet des députés ouvriers de Moscou, il est élu au présidium du comité exécutif. En mai 1917, au cours d'une conférence du parti, il est élu membre du comité central (menche-

vique), à la suite de quoi il s'installe à Petrograd (2).

Dans la révolution et la guerre civile

Le journal *Vperiod* ("En avant"), du 28 mars 1917, annonce qu'une assemblée des mencheviks à Moscou, sur rapport de S. O. Tserdbaum, a voté une résolution proclamant que la révolution russe avait été réalisée grâce au soulèvement de l'ensemble du peuple, soulignant la menace représentée par la contre-révolution et affirmant qu'en même temps que la défense des intérêts de la classe ouvrière, la social-démocratie devait assurer celle des intérêts politiques et sociaux des autres couches de la population, dans la mesure où ceux-ci n'entraient pas en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière ni avec les intérêts politiques et économiques généraux du pays. Tserdbaum était contre un gouvernement de coalition, il luttait pour l'arrêt immédiat de la guerre et appartenait à l'aile gauche des internationalistes. Au printemps 1918, en même temps que le comité central (menchevique), il s'installe à Moscou (3).

Elu membre du soviet de Moscou, il travaille au sein des instances du soviet. Dès 1917, il remplit les fonctions de président du soviet de la coopération ouvrière. Dès août 1919, avec le développement de la guerre civile, il commence à travailler comme chef de la direction centrale des magasins de l'Armée rouge, qui s'occupaient de fournir aux soldats démobilisés ainsi qu'aux enfants des produits alimentaires dans les gares ferroviaires. Puis il travaille au Magasin central pour l'approvisionnement de l'ar-

(1) Fraction des mencheviks qui, au début des années 1910, voulait abandonner (ou "liquider") l'activité clandestine au profit de la seule activité légale (NDR).

(2) Membre du POSDR (menchevique) depuis 1898, carte n° 21.

(3) Son adresse est : 14, rue Vvedenski, appartement 14.

mée (4). Il est arrêté pour la première fois depuis la victoire des bolcheviks en mars 1919, sans chef d'accusation. Après le départ de L. Martov de la Russie, S. O. Tsederbaum est à nouveau élu au comité central des mencheviks.

En mission à Rostov-sur-le-Don, il est arrêté en novembre 1920, prétendument pour activité menchevique (en tant que membre du comité central du Parti menchevique, il rencontrait des membres du parti à Rostov). Quatre jours plus tard, il est envoyé à Moscou, où il est aussitôt libéré. Mais, dès le 25 février 1921, il est de nouveau arrêté sans chef d'accusation lors d'une réunion des mencheviks au club du parti, "Vperiod" ("En avant"), au 31, rue Miasnikaia.

A la Loubianka

Le 27 décembre 1921, il se trouve à la Loubianka, et il est libéré avec une assignation à résidence à Moscou.

C'est alors que paraît le décret du gouvernement soviétique interdisant tous les partis, y compris le Parti menchevique. Dès lors, les bolcheviks commencent à poursuivre leurs opposants idéologiques.

En 1921, alors qu'il se trouvait à la Loubianka, S. O. Tsederbaum écrivait :

« Sans passer par les instances officielles, je m'adresse directement au comité central du PCR, qui, dans les faits, décide des destinées du pays et répond des actions des organes de pouvoir. Le comité central a estimé qu'il était logique de nous mettre en prison, nous, sociaux-démocrates, pour nous éloigner de la vie politique (comme ils l'avaient fait auparavant avec les SR). D'accord. Mais en prenant cette décision, le comité central a-t-il pensé aux conditions dans lesquelles seraient détenus ses prisonniers ? Sans fournir aucun chef d'accusation formel, sans les juger, se limiterait-il à une "inoffensivisation" des ses opposants politiques en les privant de leur liberté ou bien entreprendra-t-il de s'en venger, comme le faisait l'autocratie, entreprendra-t-il de les soumettre à des dé-

gradations physiques qui détruiront leur santé, à des humiliations et des vexations, qui n'entrent pas dans les intérêts du but poursuivi par le comité central et rappellent tout à fait le plaisir des geôliers. Je ne parlerai pas de ce que subissent mes camarades transférés de Moscou dans les prisons de Iaroslav, Kazan, Orel, Vladimir : je me contenterai de remarquer qu'on arrête systématiquement leurs parents qui essayent de les sauver de la faim en leur apportant des produits (Petrenko, Vassilieva, Melvitova et d'autres). Je veux porter à la connaissance du comité central — s'il ne le sait pas, comme j'aimerais le croire — ce que j'ai subi avec les autres pendant mon arrestation... »

Voici une autre lettre de S. O. Tsederbaum au responsable de la Tchéka, Agranov :

« Hier soir, au cours de la promenade, nous avons rencontré par hasard une de nos connaissances, vieille camarade de parti que nous avons naturellement saluée, sans nous approcher d'elle. Peut-être cela constitue-t-il une infraction aux règles de la prison, mais c'est à l'administration de prévenir de semblables rencontres. En tout cas, n'importe quel révolutionnaire qui a fait de la prison ne serait-ce qu'une fois dans sa vie comprendra qu'il est impossible d'exiger d'un détenu qu'il ne fasse aucun geste lors de rencontres de ce genre. Pourtant, le surveillant qui nous accompagnait s'est jeté sur nous et sur notre amie, avec grossièreté et en nous tuoyant, et a crié au garde : "Tape-lui

(4) Le 24 août 1920, le commissariat du peuple à l'inspection ouvrière et paysanne reçut une lettre du chef de la section alimentaire de la direction principale du ravitaillement des armées, où celui-ci expliquait que l'arrestation de Tsederbaum désorganisait complètement le travail du secteur, que toute l'organisation du travail du secteur reposait sur ses épaules, de même que la ventilation des produits vers les fronts et l'organisation des magasins mobiles sur le front. Ce chef demandait qu'on éclaircisse rapidement les causes de cette arrestation. J'ai trouvé cette lettre dans le dossier. En plus de son travail à la direction centrale des magasins de l'Armée rouge, S. O. Tsederbaum travaillait aussi comme collaborateur scientifique à l'Institut Marx et Engels, et, même en prison, il faisait des traductions de livres anglais pour l'Institut.

dessus !" Il a saisi son revolver, nous a menacés et a exigé que nous cessions la promenade avant que soit écoulé le délai imparti, déjà bien court. Ne souhaitant pas entamer une dispute avec ce monsieur, nous avons fait ce qu'il demandait, mais avons demandé qu'il nous donne son nom, ce qu'il n'a pas daigné faire. En vous faisant part de ce qui s'est passé, nous demandons qu'une enquête soit menée sur ce fait et que, si vous ne remplissez pas la promesse que vous nous avez donnée il y a deux semaines de nous transférer dans les prisons Boutyrka ou de Taganka, vous nous garantissiez (vous y êtes obligé) contre la grossièreté de je ne sais quel gamin impubère. »

Au même endroit, dans la prison intérieure de la Loubianka, S. O. Tserderbaum souffrant d'une angine, sa sœur a fait une demande pour qu'il soit libéré le temps de cette maladie, et cette demande n'a pas été examinée. Ensuite, il a passé quelque temps à l'hôpital de la prison Boutyrka.

Le 27 juin 1921, S. O. Tserderbaum écrit une lettre au comité central depuis la prison Boutyrka, cellule 387, sur les conditions de détention des "politiques", où il pose les questions suivantes :

"Le comité central endosse-t-il la responsabilité de toutes les monstruosités que je viens d'énumérer ? Trouve-t-il normal que des gens qui ont donné des dizaines d'années de leur vie à la cause du socialisme et à la classe ouvrière se trouvent actuellement, à l'heure où règne un parti qui, hier encore, était persécuté (et qui s'émeut tant des persécutions subies par ses partisans de la part des gouvernements bourgeois), dans des conditions qui conduisent parfois à regretter les prisons dans lesquelles nous avons été détenus en compagnie des dirigeants actuels ? Peut-on imaginer que la dictature du parti communiste soit remise en cause parce que les socialistes prisonniers à l'intérieur des prisons ("à l'intérieur des prisons" est souligné) ne seraient pas reclus, parce qu'ils pourraient communiquer les uns avec les autres, utiliser les toilettes, respirer l'air frais non pas une heure par jour, mais

quelques heures. Les fondements de cette dictature seront-ils ébranlés s'ils voient leur femme, leur mère, leurs enfants, non pas une fois par semaine mais deux fois, non pas une heure, mais plus ?

Le comité central du PCR est bien sûr très pris par d'importantes affaires d'Etat. Mais, à la vérité, s'il a à cœur l'honneur et la dignité de son parti, il ferait bien, en jetant un coup d'œil dans la prison intérieure de la Tchéka et dans le bâtiment d'isolement de la prison Boutyrka, de se renseigner sur ce qui s'y fait au nom de la révolution et du communisme."

Le 24 avril 1924, S. O. Tserderbaum est envoyé avec sa femme à Simféropol pour y recevoir des soins, suite aux démarches de Lidia Ossipovna Tserderbaum. Alors que Tserderbaum se trouvait à Simféropol, le NKVD décide de l'envoyer au camp de Portamin pour deux ans et il menace de se suicider. Il a dit plus tard qu'à cette époque, les bolcheviks n'auraient pas encore osé le pousser jusqu'au suicide, et il fut envoyé à Viatka pour six mois, puis, de là, à Kachino pour deux ans (5). A cette époque, vivaient à Kachino des membres du gouvernement menchevique de Géorgie (Ramichvili, Gogoua et d'autres). J'ai essayé de connaître les noms de ceux qui se trouvent sur la photographie que je fais figurer ici, mais on n'a pu m'aider, ni en Géorgie ni en Russie. A cette époque, la famille des Tserderbaum et les camarades géorgiens vivaient en commune (6).

Le 30 mars 1925, S. O. Tserderbaum est arrêté et accusé d'activités antisoviétiques illégales.

(5) Dans mes lectures concernant la déportation de Tserderbaum, mon attention a été retenue par un ordre de Deribas (membre du NKVD) concernant S. O. Tserderbaum. Il y est écrit que, pendant son transfert, il ne faudrait lui accorder aucune entrevue, que ce sont les gardes qui devraient lui remettre la nourriture, et il est particulièrement souligné que S. O. Tserderbaum a l'expérience de la fuite. Mais ce n'était déjà plus la même Russie, la Russie des gendarmes : le Guépéou, le NKVD avaient enserré la Russie d'un filet de provocateurs et d'observateurs ; il était presque impossible de fuir.

(6) A Kachino, Tserderbaum vivait au 4, rue Menjaevskaia.

Une décision de la conférence spéciale du Guépéou du 3 avril 1925 prévoyait de l'envoyer en camp de travail et de rééducation pour trois ans, mais, par égard pour son mauvais état de santé, le camp fut commué en un exil à Minoussinsk pour la même durée.

A Minoussinsk, Tsederbaum vivait avec toute sa famille. Il fut autorisé à quitter Minoussinsk avec un retard de cinq mois. Il s'installa à Saratov à partir de janvier 1928. A Saratov, j'habitais chez mes grands-parents ; ils vivaient dans une petite maison de bois, rue Toulounaia, au n° 2, et faisaient des traductions. Je me rappelle un livre de Jack London, *Croc blanc*. Grand-mère disait qu'ils avaient constitué une petite bibliothèque de traductions, mais tout cela a disparu et est impossible à retrouver. Il est dommage que les traducteurs ne soient pas mentionnés dans les bibliothèques et toutes mes tentatives pour retrouver les livres traduits par mes grands-parents sont vaines, puisqu'on ne mentionnait plus du tout les traducteurs "indésirables", et il est impossible de constituer une bibliographie de leurs travaux (7).

L'arrestation

Le 16 septembre 1930, se trouvant à Saratov, Tsederbaum est arrêté sur accusation d'activités antirévolutionnaires. En décembre 1930, il est envoyé à Moscou, où il est détenu à la prison centrale et à la prison Boutyrka.

En 1995, j'ai eu la chance de faire la connaissance du professeur V. N. Chtchelkatchev, qui, dans les années 1930, partageait la cellule de S. Tsederbaum. Chtchelkatchev raconte que, prisonnier à la Boutyrka (8), il s'occupait d'organiser des entretiens ou des rapports dans la cellule, car il s'y trouvait des gens très intéressants et, sans aucun doute, des spécialistes dans leur domaine. S. Tsederbaum faisait lui aussi quelques communications, mais il consacrait son attention aux questions de comportement et de sociabilité en prison, il faisait partager son expérience de détenu. Chtchel-

katchev a noté aussi que, pour Tsederbaum, ce qui importait avant tout dans ses relations avec les gens, c'était leurs qualités personnelles et non leurs convictions religieuses, il appréciait chez les autres la droiture et la générosité.

Par une résolution du collège du Guépéou, du 10 mai 1931, il est condamné à dix ans de détention en isolateur politique. Gravement malade, il passe deux mois à l'hôpital de la prison. Après son rétablissement, il est envoyé à Verkhneouralsk, puis transféré à l'isolateur politique de Iaroslav. En décembre 1931, la détention en isolateur politique est commuée en cinq ans de déportation à Kazan, où Tsederbaum travaille comme économiste.

En 1932, il travaille comme collaborateur scientifique à l'Institut d'histoire. Le 10 mars 1933, il est nommé chef du secteur économique du comptoir de la République "Soiouzoutil".

A Kazan, les Tsederbaum vivaient dans des maisons voisines (S. O. Tsederbaum, K. I. Zakharov-Tsederbaum et nous, c'est-à-dire Ju. S. Tsederbaum, mon père, Marija Ilinitcha, ma mère, Matrona Ivanovna, ma grand-mère, et moi).

Il y avait toujours beaucoup de monde chez nous, car mes parents avaient un revenu, à la différence des autres déportés, qui venaient souvent manger chez nous. S. O. Tsederbaum avait aussi un

(7) A Saratov, j'allais avec ma mère voir mon père (Ju. S. Tsederbaum) en prison ; les détenus se promenaient dans la cour, jouaient aux échecs. Je jouais avec Andreï Sergeïevitch Kranikhsfeld, il était très bon et aimait les enfants. Et à moi, qui étais enfant, la prison ne m'apparaissait pas du tout comme un endroit redoutable. Cependant, une visite au parloir du NKVD, rue Kouznetski Most (dans la cour, où il régnait une atmosphère oppressante), m'a laissé une tout autre impression ; quant au guichet du secret de la Matroskaïa, tout avait l'air plus simple, mais on donnait toujours de fausses réponses ; cela dit, même après 1956, lors de l'envoi des papiers pour la réhabilitation, le NKVD donnait de faux renseignements sur les causes de la mort et ce n'est qu'après 1991 que les véritables causes des décès furent indiquées : l'exécution.

(8) Désignation courante de la prison Boutyrka (NDT).

revenu et les gens venaient aussi manger chez eux. Il n'y avait pas moins de dix à quinze personnes à table. Les repas étaient simples et, souvent, après le thé, nous chantions. J'ai compris dès l'enfance qu'une maison devait être accueillante et ouverte.

Tous les déportés étaient obligés de se présenter au NKVD une fois par semaine. Et cet endroit était devenu pour eux une sorte de club, où ils se rencontraient et échangeaient les nouvelles. Très vite, le NKVD "dissout" ce club en répartissant les jours où l'on devait se présenter.

Paulina Stepanovna Miasnikova, se remémorant cette époque, dit que le couple Tsederbaum (S. O. et K. I.) a toujours joui d'un grand respect, d'une grande autorité ; malgré la pauvreté de leurs vêtements, on était frappé de leur tenue impeccable.

Je cite ci-dessous deux lettres qui évoquent la vie dans les années 1930.

Le 18 février 1929 (Saratov) :

« Les années se traînent les unes après les autres... Nous avons beaucoup voyagé, vu bien des choses, mais la toile de fond est presque partout la même. Nous sommes, bien sûr, hors de la vie, on ne nous laisse pas approcher, même à une verste : en un sens, nous sommes des observateurs étrangers. Nous ne voyons que ceux qui partagent notre sort. Parmi eux, on trouve des "anciens", mais il y a surtout des jeunes, qui ont grandi après 1917 et même après 1920. C'est que nos enfants aussi sont devenus adultes : mon fils a 22 ans, ma fille 18. Pour eux, bien sûr, nos conditions de vie sont bien plus pénibles que pour nous, qui avons déjà vécu et vu beaucoup de choses.

La plupart doivent mener une lutte très dure pour leur existence : il n'y en a pas beaucoup qui ont de la famille pouvant les aider. A cet égard, notre situation est plutôt bonne : avec des interruptions inévitables, nous avons eu presque tout le temps un travail littéraire, surtout de traduction ; on pourrait constituer toute une bibliothèque à partir des livres que nous avons traduits pendant ces années, Konkordia Ivanovna et moi. Maintenant, c'est vrai, la situation a bien em-

piré : l'absence de papier et l'arrêt de l'édition de textes en traduction n'y sont pas pour rien. Il faut changer notre fusil d'épaule, rédiger des travaux originaux : livres populaires et livres pour la jeunesse. Nous avons déjà publié quelques petites choses et d'autres sont en projet. »

Le 28 mars 1933 (Kazan) :

« Ici, tous les désagréments et les déboires personnels sont passés au second plan : les événements d'Allemagne produisent sur nous une impression très aiguë et très douloureuse. Personnellement, je m'attendais à cela — ou à peu près à cela ; cela fait longtemps que je ne voyais pas d'autres perspectives, mais, bien sûr, la réalité dépasse toutes les suppositions et toutes les craintes.

Pour la majorité de nos amis, qui ont toujours encouragé la pratique des genossen (camarades) européens, l'événement est parfaitement inattendu, c'est une vraie catastrophe et beaucoup d'entre eux sont en train de se précipiter dans l'extrême inverse. Je veux penser qu'il ne s'agit pas là d'une chose "sérieuse et durable", l'Allemagne n'est pas dans la même situation que celle où se trouvait l'Italie en 1921-1922, mais en tout cas, il faut s'attendre à ce que Hitler soit remplacé, le plus probablement, par la monarchie d'avant la guerre. Voici le bilan vraisemblable...

Mon deuxième mois sans travail touche à sa fin : l'institut scientifique où j'ai travaillé exactement un an est liquidé. Et les circonstances sont telles qu'il est très difficile de trouver un autre travail : partout, on réduit les effectifs, on réduit les charges de travail, beaucoup d'établissements sont fermés.

Je fréquente sans résultat la bourse du travail ou plus exactement le département des cadres du commissariat national au travail (Narkomtroud), car ici, il y a longtemps que les bourses ne fonctionnent plus, puisque le chômage n'existe pas : j'y vois des centaines et des milliers de gens comme moi... » (9).

(9) En dépit de ces conditions, S. O. Tsederbaum continuait à s'intéresser à tout ce qui se passait dans le monde.

Nouvelle arrestation

Le 17 février 1935, il est arrêté pour "activités contre-révolutionnaires" (10).

"Je déclare ouvertement que je ne sens pas en moi assez de force physique pour continuer à mener la vie à laquelle me condamnent les organes du NKVD, et comme je ne souhaite pas acheter mon repos par un renoncement à mes idées, il ne me reste qu'une solution : mettre moi-même fin à mes jours le plus rapidement possible.

Il me faut malheureusement recourir au mode le plus barbare de suicide, me faire mourir de faim. Je ne dispose pas d'autres moyens.

A 12 heures, le 17 février, j'ai cessé de recevoir nourriture et eau. Je sais que l'administration recourra à la nourriture artificielle et autres mesures. Je compte sur ma faiblesse cardiaque et sur le fait que mon cœur ne supportera pas d'être mis deux ou trois fois à l'épreuve sur un court laps de temps."

Sur une résolution de la conférence spéciale du NKVD, du 4 mars 1935, il est déporté en Sibérie pour cinq ans et ils s'installent à Kamen, sur l'Obi. Le 13 octobre 1935, S. O. Tsederbaum est embauché en qualité de comptable à la maison de la culture de Kamen ; le 8 février 1937, il est arrêté, emmené à la Loubianka, à Moscou, puis à la prison Boutyrka.

Dans le dossier de Sergueï Tsederbaum, se trouve une note expliquant qu'il considère que la situation de l'URSS est particulièrement pénible, que les bolcheviks se maintiennent par la terreur, que la faim existe dans le pays, que la population est réprimée, n'a aucun droit, et que la dictature en Russie ne se distingue absolument pas des fascismes allemand et italien. Voici un extrait du protocole d'interrogatoire du 25 avril 1937 :

"Conclusions médicales : le prévenu Tsederbaum-Iejov S. O., 58 ans, est entré à l'hôpital le 20 mars pour une grève de la faim, on a mis en place une alimentation artificielle. Le 25 mars, l'alimenta-

tion se fait par sonde nasale. Le 23 mars 1937, l'alimentation artificielle est interrompue par ordre du chef de la prison, Prudnikov.

Hôpital de la prison de Novossibirsk, 23 mars 1937."

Sergueï Ossipovitch a entamé sa grève de la faim parce qu'il ne voulait pas participer à des interrogatoires "imaginaires", et ce fut là sa dernière décision. Il avait compris que c'était fini (11).

Voici un extrait de sa déclaration au directeur du NKVD pour la zone de la Sibérie Ouest, de l'hôpital de la maison de détention préventive (DPZ), chambre n° 2 :

"Lors de sa visite du 26 avril de l'année en cours, l'enquêteur Jouk a déclaré en présence des malades et du chef de l'hôpital que les enquêtes concernant mon dossier seraient interrompues le temps de ma grève de la faim, qu'aucun chef d'accusation n'avait encore été présenté, bien que depuis mon arrestation, il se fût écoulé un mois et demi, et qu'on en inventerait un quand il le faudrait. Au vu de quoi je considère nécessaire de porter à votre connaissance que, dans la mesure où il n'a été commis aucun acte criminel, tout chef d'accusation qui sera retenu sera en effet inventé, selon l'expression de l'enquêteur Jouk, pour prolonger ma déportation de seize ans. Je ne prendrai aucune part dans la procédure d'enquête et ne fournirai aucune déposition. C'est pourquoi l'enquête concernant mon affaire peut être poursuivie indépendamment de ma grève de la faim."

Le 23 octobre 1937 les membres du NKVD de la province de Novossibirsk ont rédigé un acte expliquant que Tse-

(10) Déclaration de Sergueï Tsederbaum du 19 février, Kazan, chambre d'arrêt de la direction du NKVD.

(11) Il prit effectivement cette décision forcée en pleine conscience, puisque, selon le récit de Tchchelkatchev, dès 1930, Tsederbaum avait convaincu ce dernier, alors tout jeune encore, de ne pas faire cela et lui avait expliqué toute la vanité de l'entreprise, qui ne mènerait à aucun changement profond de la situation. Sous le pouvoir soviétique, les autorités n'en avaient rien à faire, et sa santé aurait pu en être fortement compromise.

derbaum avait fait part de son refus de déposer, qu'il refusait catégoriquement de répondre aux questions posées par les enquêteurs et qu'il ne voulait avoir aucun rapport non seulement avec l'enquête, mais avec le pouvoir soviétique.

« Mon refus de prendre part à l'enquête est dû à la déclaration du lieutenant Jouk, le 26 avril, en présence du médecin chef de l'hôpital de la prison et des autres malades : "Lorsqu'on en aura besoin, on inventera un chef d'accusation vous concernant." *Tsederbaum-Iejov.* »

Il fut transféré de Novossibirsk à la Lioubianka, parce qu'en Sibérie, on n'arrivait pas à lui faire signer les protocoles des interrogatoires et qu'à Moscou, on avait des bourreaux plus expérimentés, qui savaient torturer et arracher des dépositions qu'ils inventaient.

Dans les dossiers du KGB, j'ai trouvé cette déclaration, du 18 octobre 1938, de la prison Boutyrka, adressée à Beria :

"Déclaration.

Au cours du dix-septième mois de mon incarcération, j'ai été contraint, sous l'influence de mesures particulières de pression prises par les enquêteurs, de fournir des dépositions fausses et de reconnaître ce dont j'étais accusé, ainsi que les accusations portées sur moi par d'autres personnes, en signant un protocole d'interrogatoire inventé de toutes pièces. A la cession du collègue du 26 septembre, à l'audition de mon dossier, je me suis reconnu coupable uniquement d'avoir redouté, mon affaire s'orientant vers un complément d'enquête, la répétition de ces mesures de pression auxquelles j'avais été soumis durant l'enquête. Vu que je n'ai reçu pour la présente déclaration qu'un petit bout de papier (en effet, on trouve dans le dossier une feuille arrachée à un petit carnet à spirales, T. P.), je suis dans l'impossibilité de présenter et de réfuter ici dans le détail les chefs d'accusation qui m'ont été présentés. Je dois, pour cette raison, me limiter à ce qui suit.

On m'accuse d'avoir, en 1934, alors que je me trouvais à Kazan, formé avec Liber-Goljdman (déjà fusillés, T. P.) un centre unifié de l'organisation menchevique illégale, et de lui avoir donné com-

me un de ses buts la terreur. Cette accusation repose sur la déposition de Liber, avec lequel je n'ai pas été confronté, pas plus qu'avec les autres personnes qui m'ont accusé. L'accusation en elle-même est fondamentalement invraisemblable, puisque, selon les termes de l'enquête, ce centre a été composé par nous essentiellement de personnes qui se trouvaient alors déportées dans différentes villes de l'Union (Oufa).

J'ai été l'opposant le plus intransigeant de la terreur sous toutes ses formes. Le Parti menchevique, dont je suis accusé de faire partie, reste encore aujourd'hui opposé à la terreur. Ce caractère invraisemblable, non corroboré par les faits, inventé, marque aussi les accusations dont je suis poursuivi pour avoir reçu des directives de la délégation étrangère du Parti menchevique.

On me force à signer des moyens de correspondance illégale de mon lieu de déportation, moyens que je n'ai jamais utilisés. En outre, toutes les accusations se rapportent à des époques (1925, 1930, 1935) où j'étais sous enquête judiciaire et où les organes correspondants du Guépéou et du NKVD n'ont pas trouvé assez de données pour me faire passer en jugement et m'ont infligé des peines d'ordre administratif, parce que j'étais soupçonné d'activités antisoviétiques. Au vu de ce que je viens d'exposer, je demande au collègue militaire de demander un complément d'enquête sur mon dossier, avec la garantie que seront observés les règlements fixés par le Code de procédure pénale et d'enjoindre que je sois confronté aux personnes qui ont fait des dépositions contre moi. Je suis prêt à subir n'importe quelle peine pour mes convictions, comme menchevik, mais je proteste contre le fait qu'on m'attribue des actions qui vont à l'encontre de mes convictions.

S. Tsederbaum-Iejov."

Il n'"avait pas deviné", comme on le voit, que tous les procès étaient planifiés, que le scénario était inventé de toutes pièces et que plus il y avait de bêtises, plus cela plaisait aux cadres du NKVD. Quant aux gens dont il parle, cela fait longtemps qu'ils n'étaient plus en

vie. Personne n'a lu sa déclaration adressée à Beria, elle se trouvait dans le dossier. Beria ne l'a pas vue, elle ne servait à personne.

La mort

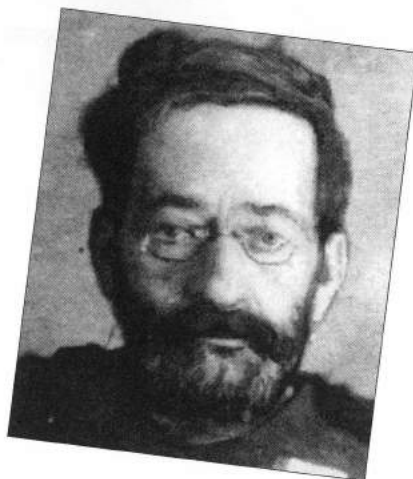
Le 25 février 1939, selon l'article 58-8-58-11 du code pénal de la RSFSR, il fut condamné à la peine de mort. La condamnation a été mise à exécution le 25 février 1939. J'ai vu le registre des

exécutions au KGB, j'ai lu les actes d'identification, établis lorsqu'on est venu le chercher dans sa cellule, puis l'acte rédigé dans la cour, avant l'exécution, et l'acte du médecin certifiant qu'il était mort. Une note indique que les cadavres ont été emportés au crématorium : donc, soit les cendres de mon grand-père reposent dans la fosse qui entoure le crématorium Donskoi, soit elles ont été épanchées sur les champs de choux à Kolomenskoe.


Tatiana Popova-Tsederbaum



Trois portraits de Sergueï Ossipovitch Tsederbaum réalisés en 1896, 1904 et dans les années 1920...



... et après son passage entre les mains du NKVD, en 1937.



СВИДЕТЕЛЬСТВО О СМЕРТИ

Гражданин (ка) Цедербаум - Ешов
Сергей Осипович фамилия, имя, отчество

умер (ла) 25.02.39г. число, месяц, год двухчасье
февраля (цифры и прописью) тысяча девятьсот
девятого (цифры и прописью) года

в возрасте 59 лет, о чем в книге регистрации актов о смерти
 19 91 года ноября месяца 27 числа
 произведена запись за № 22 "в"

Причина смерти расстрел

Место смерти: город, селение Москва
 район _____
 область, край _____
 республика РСФСР

Место регистрации ТАН С наименование и местонахождение органа ЗАГС

Дата выдачи 27 в качестве 19 91 г.

Заведующий отделом (бюро) записи актов гражданского состояния

VIII-МЮ № 344917

L'ordre d'exécution de Sergueï Ossipovitch Tsederbaum.

Sur la mort de Léon Sédov

**(Mark Goloviznine,
Jean-Michel Krivine)**



Léon Sédov...



... et son frère aîné Serge, accusé d'avoir empoisonné des ouvriers de l'usine où il était ingénieur et fusillé par le NKVD en 1937.

A propos d'un document sur la mort de Léon Sédo

MARK Goloviznine nous a fait parvenir un article publiant et commentant un document trouvé dans les archives de la Houghton Library, exposant "l'histoire de la maladie" de Léon Sédo. Jean-Michel Krivine, qui l'a traduit, l'a fait suivre d'un commentaire, que nous publions bien entendu intégralement.

Nous n'ajouterons aucun commentaire à ces deux textes. Juste une précision : la discussion fait référence au témoignage de Pavel Soudoplatov, l'ancien chef du service des "Affaires mouillées" du NKVD, à ce titre organisateur de l'assassinat de Léon Trotsky et dont les souvenirs ont été publiés en anglais, puis en français sous le titre *Missions spéciales*, en 1994. Soudoplatov en a ensuite communiqué le texte russe aux éditions GUEIA, à Moscou, qui l'ont publié en 1996. Dans son introduction, il remercie les deux journalistes américains Jerrold et Leona Schechter, qui ont, dit-il, "effectué l'enregistrement littéraire de mes souvenirs et leur ont permis de voir le jour". Il ne leur reproche aucune altération de son texte...

Et pourtant, la comparaison du texte russe avec le texte anglais ou français est très instructive. D'abord, la phrase de l'édition française : "Sédo est décédé à l'hôpital, en France, en février 1938, dans des conditions mystérieuses, après

une appendicectomie" (p. 116) est un peu différente dans l'édition russe : "*Le fils de Trotsky, on le sait, est effectivement mort en février 1938 dans des conditions tout à fait énigmatiques ("viesma zagadotchnykh") après une opération de l'appendicite*" (p. 95).

L'édition française comporte ensuite une phrase assez éloignée du texte russe : « *Les pièces dont nous disposons, dit l'édition française, montrent que Iejov, mis au courant par Spiegelglass de la mort naturelle de Sédo, fit ce commentaire : "C'est une bonne chose. Voilà du travail bien fait, non ?" Spiegelglass n'était pas à même de contredire Iejov, qui chercha à s'attribuer le mérite de la mort de Sédo dans son rapport à Staline. C'est ce qui a contribué à accréditer la thèse selon laquelle le NKVD s'était débarrassé de Sédo* » (p. 116). Or le texte russe ne fait aucune allusion à ces prétendues "pièces", ajoutées et donc inventées par les deux journalistes américains. Il dit simplement : « *En fait, Spiegelglass, dans le rapport qu'il fit à Iejov sur la fin de Sédo à Paris, évoqua seulement une cause naturelle de sa mort. Iejov, il est vrai, commenta cette communication en déclarant : "Bonne opération. On a pas mal travaillé, hein ?" Spiegelglass n'avait pas l'intention de discuter avec le commissaire du peuple, qui s'efforçait d'attribuer le mérite de "l'assassinat" de Sédo à ses services et*

en fit un rapport personnellement à Staline. Cela contribua à faire attribuer au NKVD la responsabilité de la mort de Sedov » (p. 96).

Ces "pièces dont nous disposons" n'étant qu'une invention des deux Américains, sur quoi Soudoplatov appuie-t-il son récit ? Quelles sont ses sources ? Il n'en dit mot. La phrase de Spiegelglass vient des aveux que Staline a exigés de lui. Ces aveux sont évidemment sans valeur, pour Spiegelglass comme pour tout autre, sauf s'ils étaient confirmés par ailleurs. Ce n'est pas le cas.

Enfin, les affirmations de Soudoplatov doivent être utilisées avec les plus extrêmes réserves. Le texte intégral de ses *Souvenirs* est en effet du niveau des érucations du procureur des procès de Moscou, Andreï Vychinski !

Dans le chapitre sur l'assassinat de Trotsky — et dans d'autres —, **les journalistes américains ont ainsi fait disparaître certains passages**, qui, en Occident, discréditeraient aujourd'hui tout le témoignage de Soudoplatov, qui les a rétablis dans l'édition russe. Ainsi, page 108 de l'édition française, ont disparu les deux paragraphes suivants, rétablis dans l'original russe page 88 :

« Les trotskystes étaient très actifs : ils organisèrent, en utilisant le soutien d'individus liés à l'Abwehr (1), une révolte contre le gouvernement républicain, à Barcelone, en 1937. Les cercles trotskystes fournissaient aux services spéciaux de France et d'Allemagne des documents "suggestifs" sur l'activité des Partis communistes en soutien de l'Union soviétique. Schultze-Boysen, qui devint plus tard l'un des dirigeants de notre groupe clandestin l'Orchestre Rouge, nous informa sur les liens entre l'Abwehr et les dirigeants de la rébellion trotskyste à Barcelone en 1937. Par la suite, après son arrestation, la Gestapo l'accusa de nous avoir communiqué ces informations, et ce fait figura dans le verdict de condamnation à mort prononcé à son encontre par le tribunal hitlérien.

Notre agent résidant à Paris, Vassilievski, nommé en 1940 représentant plénipotentiaire du comité exécutif du Comintern, nous fit connaître d'autres exemples d'utilisation par l'Abwehr de

ses liens avec les trotskystes pour débusquer les dirigeants du Parti communiste français qui se cachaient dans la clandestinité en 1941. »

L'auteur de semblables lignes, qui répètent les plus fantastiques affabulations contre le POUM et les trotskystes, ne saurait évidemment être considéré en rien ni sur rien comme un témoin digne de foi. Cela ne veut pas dire que tout ce qu'il écrit est faux, mais rien de ce qu'il écrit ne peut être pris en considération sans confirmation par une ou plusieurs autres sources fiables. Pas même sur Iejov. Soudoplatov était un homme de Beria, qui remplaça Iejov, épura son équipe et le liquida, après lui avoir extorqué des aveux aussi délirants que ceux que Iejov extorquait auparavant à ses victimes : il avoua ainsi qu'il avait délibérément envoyé trop de déportés à Kolyma pour y empêcher la mécanisation de l'extraction de l'or et des autres minerais exploités par le Goulag, et dont cette région de l'Extrême-Orient regorge ! Que Soudoplatov présente comme pur bluff l'affirmation de Iejov s'attribuant le mérite de la mort de Sédov ne prouve donc rien, ni dans un sens ni dans un autre.

Un autre passage (p. 95) du texte russe, situé juste avant les lignes consacrées à Leon Sédov — passage lui aussi censuré dans les éditions anglaise et française — donne le contenu politique de la haine de Soudoplatov pour Trotsky et illustre en même temps le caractère pour le moins amateur de la pensée politique du policier spécialisé dans l'assassinat :

« La vie a montré que la haine de Staline et des dirigeants du Parti communiste russe à l'égard des renégats et des concurrents politiques dans la lutte pour le pouvoir était justifiée. Le coup décisif contre le PCUS et l'Union soviétique a été porté précisément par un groupe d'anciens dirigeants du parti. Ce faisant, ces dirigeants ont masqué leurs intérêts étroits initiaux dans la lutte pour le pouvoir par les slogans empruntés à Trotsky de "lutte contre le bureaucratisme et la domination de l'appareil du parti". »

(1) Abwehr : service de renseignements de la Wehrmacht (NDA).

C'est ce que dit en substance aujourd'hui le secrétaire du Parti communiste de la Fédération de Russie, Ziouganov, antisémite et par ailleurs adhérent de ba-

se du groupe monarchiste et orthodoxe L'Héritage spirituel.

Jean-Jacques Marie

La version d'un médecin

LE 16 février 1938, dans une petite clinique parisienne, devait mourir, après une opération chirurgicale, Lev Lvovitch Sédov, fils de L. D. Trotsky. Il était l'éditeur et le rédacteur du *Bulletin de l'Opposition* (bolchevik-léniniste) et coordonnait effectivement l'activité des groupes du mouvement trotskyste international. Les circonstances peu claires de la mort d'un énergique jeune homme de 32 ans à la veille du procès du "*bloc des droitiers et des trotskystes*", la terreur sanglante que faisaient régner en Espagne les émissaires staliniens, les enlèvements et les assassinats organisés par les réseaux du NKVD dans une série de villes d'Europe (dont Paris), tout cela réunissait de mettre en doute que la mort de Sédov soit due à des causes naturelles. De plus, l'enquête menée en premier lieu à la demande des parents du défunt, L. D. Trotsky et N. I. Sédova, ne devait aboutir à aucun résultat concret pouvant réfuter la version officielle : la mort du malade résultait d'une péritonite post-opératoire et d'une diminution globale de la résistance de son organisme.

Au cours des soixantes années qui ont suivi, de nombreux aspects de la guerre secrète menée par Staline contre le mouvement trotskyste international ont été mis en lumière. Avec, en premier lieu, la reconstitution, sur la base d'une quantité de documents et de mémoires,

des circonstances du meurtre de L. D. Trotsky au Mexique, de I. Reiss en Suisse, de R. Klement à Paris. On peut se représenter avec une exactitude suffisante les actions des services spéciaux soviétiques en Espagne à l'encontre de la direction du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). La participation des services de renseignements soviétiques à ces actions a été confirmée dans une plus ou moins grande mesure par les sources soviétiques officielles, et ensuite par les sources russes.

Cependant, beaucoup d'événements de ces années attendent encore d'être éclaircis. Parmi eux, il y a la mort de Sédov, dont les circonstances continuent à poser toute une série de questions qui n'ont pas été tranchées par les historiens ou les auteurs de mémoires. Ainsi, P. A. Soudoplatov, l'organisateur de l'assassinat de Trotsky, impliqué plus ou moins dans toutes les actions violentes contre l'Opposition de gauche internationale, cite dans ses mémoires, qui firent du bruit, une conversation entre N. Iejov et l'adjoint du responsable de la section étrangère du NKVD, S. Spiegelglass, au sujet de la mort de Sédov. Iejov commenta cet événement par ces mots : "*Belle opération ! C'est pas mal comme travail, hein ?*"

Soudoplatov lui-même demeure assez sceptique quant à la participation du

NKVD à cette affaire. “Ni dans son (celui de Sédov) dossier ni dans les matériaux concernant l’Internationale trotskyste, écrit-il, je n’ai découvert aucune preuve que ce fut un assassinat. Si on avait tué Sédov, quelqu’un aurait dû recevoir une décoration ou aurait pu y prétendre (...). Quand nous avons discuté chez Beria du plan de liquidation de Trotsky, jamais ne fut rappelée l’élimination de son fils.”

Soudoplatov renforce son opinion en ajoutant que la liquidation de Sédov leur aurait fait perdre tous les liens et les canaux d’informations grâce auxquels le NKVD, à travers le réseau implanté dans l’entourage de Sédov, recevait une information précieuse sur le mouvement trotskyste international (1).

Dans la publication en plusieurs tomes *Aperçu sur l’histoire des services de renseignements russes pour l’étranger*, les auteurs du chapitre qui traite de la lutte contre le trotskysme semblent d’abord réfuter Soudoplatov. Comme on peut le voir dans le matériel d’archives du NKVD, le réseau parisien préparait sérieusement une opération d’enlèvement de Sédov pour l’emmener secrètement en URSS.

Un solide groupe opérationnel s’y était attelé, avec beaucoup de moyens matériels et techniques. On avait étudié en détail les itinéraires habituels des déplacements de Sédov, et même effectué une répétition de sa capture (2). Dans le même temps, les conclusions finales des auteurs coïncident avec l’opinion de Soudoplatov : la mort de Sédov dans une clinique parisienne fut un événement fortuit, ayant “entravé” l’accomplissement de l’action du NKVD.

A la lumière de ce qui vient d’être dit, le document conservé dans les archives de Trotsky à Harvard, à la Houghton Library (unité de conservation N 15 852) présente un intérêt indiscutable. A la différence des sources qui étaient jusque-là à la disposition de l’auteur du présent article, ce document, écrit par un médecin qui avait participé directement à la surveillance de Sédov pendant son séjour à la clinique, dévoile beaucoup de détails purement médicaux. A nos yeux, l’analyse de ces détails peut compléter de façon substantielle les versions actuellement

existantes. Nous livrons ci-après ce document dans son intégralité.

La première question qui se pose quand on a pris connaissance d’une source historique quelconque est la suivante : dans quelle mesure cette source est-elle digne de confiance ? Nous remarquerons que la description de l’histoire de la maladie de Sédov relatée plus haut n’est pas unique. Les militants du Comité international de la IV^e Internationale ont mené une enquête, dans les années 1970, sur les opérations secrètes du NKVD dans le mouvement trotskyste et, dans la partie consacrée à Sédov, ils présentent un tableau à peu près identique des derniers jours de sa vie. La différence se limite à ce que le début de la maladie est daté du 8 février et non du 6, et que l’opération aurait eu lieu le 9 février au lieu du 7 (3).

Malheureusement, l’auteur du document qui nous est parvenu demeure inconnu, mais cela n’empêche pas de faire quelques déductions intéressantes. Comme il ressort de cette communication, il n’y avait au départ chez Sédov ni appendicite aiguë ni péritonite. Il souffrait de ce qu’on appelle des adhérences intestinales, ayant provoqué une crise qui fut la cause de son hospitalisation et de son opération.

La symptomatologie décrite dans les premières pages et le comportement ultérieur des médecins évoquent de façon suffisamment crédible le diagnostic de maladie adhérentielle. Au cours de l’opération, une bride fut sectionnée. On ne découvrit aucun signe de nécrose de la paroi intestinale au niveau de la zone occluse, l’ouverture cutanée fut recousue et, les trois jours suivants, l’état de santé du patient s’améliora régulièrement.

L’aggravation se produisit dans la nuit du 13 au 14 février, quand l’opéré,

(1) Pavel Soudoplatov, Anatoli Soudoplatov : *Missions spéciales*. Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, Seuil, 1994, pp. 115-116.

(2) *Aperçu sur l’histoire des services de renseignements russes pour l’étranger*, Moscou, 1996, tome 3, pp. 82-84 (en russe).

(3) *How the GPU murdered Trotsky. Security and the Fourth International*, London, 1976.

dans un état de grande excitation, se précipita hors de sa chambre et quand, au bout de quelque temps, se manifestèrent des symptômes de faiblesse cardiaque avec apparition de sang dans les selles. Néanmoins, l'état du malade ne fut pas jugé menaçant par les médecins : une transfusion et un soutien de l'activité cardiaque (par des médicaments, semble-t-il) contribuèrent à la disparition des symptômes.

Une nette aggravation de l'état survint le jour suivant, lorsqu'apparurent subitement des signes d'occlusion intestinale aiguë et en même temps une augmentation de l'insuffisance cardiaque. La mise en place d'une dérivation intestinale pour évacuer les gaz et les matières ainsi qu'un lavage d'estomac permirent de nouveau d'obtenir des résultats : l'activité intestinale se rétablit partiellement.

Cependant, au cours de la nuit suivante, l'activité cardiaque continua à se dégrader sur un fond d'hyperthermie à 41°. Le malade perdit conscience et mourut au bout de quelques heures.

Bien entendu, l'observation médicale la plus détaillée ne peut être qu'un exposé succinct de l'histoire de la maladie et ne peut prendre en considération tous les détails. C'est pourquoi l'analyse que nous proposons sera dans une plus ou moins grande mesure approximative et non unilatérale.

Hypothèse 1, allant dans le sens de la version officielle

L'aggravation de l'état et la mort proviennent d'une péritonite post-opératoire, résultant d'une nécrose intestinale non diagnostiquée à l'endroit de l'occlusion, ou encore probablement d'une faute de technique opératoire en présence d'un rétrécissement intestinal.

En faveur de cette hypothèse jouent avant tout les résultats de l'autopsie, qui a affirmé la présence d'une péritonite, et les manifestations cliniques d'occlusion décrites dans le document. Mais en mê-

me temps, cette description laisse ouverte la réponse à la question : qu'est-ce qui était le plus important ? La péritonite ayant entraîné paralysie complète de l'intestin et intoxication ? Ou la paralysie intestinale totale d'une autre étiologie, qui serait à l'origine de l'intoxication, du lâchage des sutures intestinales et d'une péritonite secondaire dans la dernière étape de la maladie à quelques heures de la mort ?

Toute une série de détails cités dans le document permettent, dans une grande mesure, de se prononcer pour la deuxième hypothèse :

a) les premiers jours post-opératoires, l'état de santé de Léon SédoV s'améliora régulièrement, la température était normale, le transit intestinal se rétablit comme il convient, aucun signe de réaction inflammatoire dans la cavité péritonéale ne fut remarqué par les médecins ;

b) l'excitation psycho-motrice qui se déclencha chez SédoV dans la nuit du 13 au 14 n'était pas habituelle pour une péritonite. Comme on le sait, les patients atteints de cette affection s'efforcent au contraire, dans la mesure de leurs moyens, d'éviter tout mouvement superflu, parce que ces derniers augmentent notablement les sensations douloureuses.

Il est étrange pour nous qu'une telle catastrophe intra-abdominale ait pu se compliquer de façon si précoce et irréversible d'insuffisance cardiaque chez un homme encore assez jeune et que, dans les conclusions de la grande consultation entre chirurgiens et spécialistes expérimentés et qualifiés, l'éventualité d'une "péritonite" ne fut pas retenue.

Hypothèse 2 : emploi d'un poison inconnu

Comme on peut le constater d'après les résultats de l'enquête sur les activités du NKVD contre le mouvement trotskyste international, enquête menée par le Comité international de la IV^e Internationale dans les années 1970, cette version prit naissance encore du vivant de Léon SédoV. Aussitôt après l'aggravation

de son état dans la nuit du 13 au 14 février, le docteur Thalheimer demanda à ses proches si Sédov n'avait jamais fait de tentative de suicide, s'il n'avait pas pris auparavant des médicaments psychotropes, et en particulier des barbituriques (4).

Il est certain que Thalheimer se doutait qu'il convenait de rechercher les causes de la mort de son opéré au-delà des limites de la pure pathologie chirurgicale.

C'est pourquoi, lorsque l'affaire devint publique et que le véritable nom de famille du mort apparut dans les journaux au milieu des informations sur le nouveau procès de Moscou contre les "terroristes", il préféra se soustraire à une participation ultérieure à l'enquête. Au demeurant, ce qui vient d'être exposé n'est qu'une hypothèse.

La version de l'empoisonnement par un narcotique ne peut pas ne pas évoquer une autre mort mystérieuse, survenue treize ans plus tôt : la mort du commandant M. V. Frounzé, survenue également dans la période post-opératoire et provoquée, semble-t-il, par la toxicité des produits anesthésiques (5).

Il n'y a aucun doute que les produits du type chloroforme ou morphine, qui ont pu être utilisés chez Sédov lors de la première opération, sont capables, à doses toxiques, d'entraîner de graves perturbations de l'activité cardiaque et du système nerveux central.

Cependant, leur action se fait sentir le plus souvent sur la table d'opération ou dans les premiers jours post-opératoires. En ce qui concerne Sédov, d'après ce qui est décrit, il ne connut aucune aggravation pendant les trois ou quatre premiers jours post-opératoires.

A notre avis, si un empoisonnement a bien eu lieu, il faut le situer dans la malheureuse soirée du 13 février (précisément quand les médecins, redevenus optimistes, permirent à Sédov de recevoir des visites) (6). En ce qui concerne les suppositions quant à l'utilisation d'un poison "naturel", le document des archives amène à quelques réflexions. Au tout début de la maladie de Sédov furent prescrites des préparations de belladon-

ne, qui, au bout de quelque temps, eurent un bon effet curatif et étaient distribuées sans aucun problème dans la clinique.

Nombre de symptômes d'empoisonnement par les alcaloïdes de la belladonne ou par des composés chimiques voisins, par exemple l'atropine, se répètent presque à l'identique dans l'histoire de la maladie de Sédov, du 13 au 16 février : excitation psychomotrice, absence de perte de conscience, température élevée (même très élevée), insuffisance cardiaque et, pour finir, complète atonie intestinale se terminant par une paralysie totale du péristaltisme.

Il est possible qu'un jour, le secret de cette mort dans une clinique parisienne soit en tout point élucidé et que les contradictions mentionnées plus haut reçoivent telle ou telle explication. Cependant, jusqu'à ce jour, on n'a pas retrouvé de preuves directes affirmant l'empoisonnement de Sédov par des agents du KGB.

Dans les mémoires de Soudoplatov, au chapitre consacré à lutte contre les nationalistes clandestins en Ukraine, est rapportée une opération qui aurait pu être planifiée pour le scénario parisien de février 1938. Il s'agit de l'empoisonnement, à la fin des années 1940, par des collaborateurs du ministère de la Sécurité d'Etat de l'éminent chef des nationalistes ukrainiens, Choumski, à Saratov, et de l'archevêque de l'Eglise uniante ukrainienne, Romja, à Oujgorod.

Ces deux victimes se trouvaient en traitement à l'hôpital, ce qui aurait compliqué leur arrestation.

Dans les deux cas, la direction du MGB donna l'ordre de les liquider secrètement, ce dont se chargèrent les collaborateurs du laboratoire de toxicologie, qui était directement sous la dépendance du ministre. Le poison fut administré par du personnel médical recruté à cet effet, sous forme d'injection médicamenteuse, et la mort qui s'ensuivit fut présentée

(4) *Ibid.*

(5) *Bulletin de l'Opposition*, 1939, n° 70, p. 13 (en russe).

(6) Cf. *How the GPU murdered Trotsky. Security and the Fourth International.*

comme une aggravation soudaine de la maladie (7).

Marc Goloviznine,
candidat en médecine,
médecin-thérapeute
de niveau supérieur

(Traduction du docteur
J.-M. Krivine.)

Résumé sur le cours de la maladie de L. L. (Sédov)

Après le 20 janvier (1938), vives douleurs dans le ventre, avec température normale, sans vomissements ni diarrhée. Jusque-là, aucune manifestation gastro-intestinale. Examen chez un médecin au troisième jour de l'affection.

Diagnostic : légère crise d'appendicite sur le déclin.

Prescription : diète, préparation de belladonne, consultation dans deux semaines.

Amélioration rapide. Aucun symptôme pendant deux semaines.

Le 6 février au soir, douleurs dans le ventre, qui atteignent une telle intensité qu'à minuit on appelle le médecin. Température et pouls normaux, vives douleurs à type de crampes. Absence de vomissements et de diarrhée, selles normales au cours de la journée. A la palpation : douleur de tout le ventre, en particulier dans la région de l'appendice. Aucune nécessité d'opérer rapidement.

Prescription : repos complet, glace sur le ventre, aucune alimentation, médicaments.

Les douleurs se prolongent pendant la nuit, avec une certaine accalmie au matin, mais ensuite une vive reprise. Après délibération avec un chirurgien, et malgré la normalité de la température et du pouls, il est décidé de transfé-

rer le patient en clinique pour l'opérer. Pour des raisons compréhensibles, les hôpitaux de la ville sont récusés. On choisit une clinique privée de première classe, où L. L. est transporté en ambulance à 16 heures. En raison des hésitations sur le délai opératoire et de quelques obscurités dans le tableau de la maladie, il est fait appel à l'un des plus célèbres chirurgiens parisiens, le docteur Thalheimer. La consultation aboutit au diagnostic suivant : "*Appendicite, signes d'occlusion intestinale*" et, en raison de cette dernière, la décision est prise d'opérer sans tarder.

A 21 heures (le 7 février, M. G.), le docteur Thalheimer opère sous anesthésie générale. En dehors de lui et de son assistant, étaient encore présents deux médecins.

L'opération montra qu'il n'y avait ni appendicite aiguë ni signes de péritonite. L'appendice présentait des signes d'inflammation chronique (un petit stercolithe et sous lui une gouttelette de pus dans la lumière appendiculaire), mais en surface ni perforation ni gangrène, etc. Après de longues recherches dans la région de l'appendice, il fut trouvé une petite bride, en soi innocente, mais qui, par un malheureux hasard, serrait et étranglait comme par un nœud l'intestin grêle, ce qui expliquait le tableau d'occlusion. La bride fut sectionnée, l'appendice retiré, l'intestin coincé se relâcha aussitôt et se contracta. Il n'apparut aucun signe lésionnel à son niveau.

L'opération et l'anesthésie se déroulèrent sans aucun problème. Rien ne permettait de craindre une complication quelconque. Et en effet, les premiers jours post-opératoires s'écoulèrent tout à fait normalement.

Le deuxième jour, vers le soir, comme il est habituel, l'opéré émit des gaz. Le troisième jour le transit reprit, la température et le pouls, après une légère élévation, retrouvèrent la normale, la plaie cicatrisait normalement.

Le dimanche 13 février, on avait tout pour penser que l'alerte était passée,

(7) Cf. *Missions spéciales*, pp 312-313 et 316.

quand, dans la nuit, se produisirent des changements inattendus.

Dans la nuit du 13 au 14, en proie à une insomnie et à une forte excitation, l'opéré sauta sur ses pieds et se précipita dans la chambre voisine. Il était tout à fait conscient, mais une sorte d'agitation et d'excitation intérieure l'avait fait sortir de son lit. Au bout de quelques heures, des traces de sang apparurent dans ses selles.

Les médecins attribuèrent cet état à la très forte tension nerveuse de la dernière période et au choc des derniers jours, en liaison avec la crise douloureuse et l'opération. Les mesures nécessaires furent prises pour renforcer l'organisme et améliorer l'activité du cœur. Auprès du malade se tenait en permanence une sœur de charité. Le soir, une transfusion fut effectuée.

L'intestin fonctionna correctement toute la journée, le sang n'apparut plus. L'état général s'améliora tellement après la transfusion que les médecins se séparèrent à 11 heures du soir avec l'espoir qu'au matin tout serait rentré dans l'ordre et que la guérison suivrait son cours normal. Cependant, le lendemain matin, le mardi 15, l'état se détériorait à nouveau. Apparurent des symptômes d'occlusion intestinale aiguë, en même temps que d'auto-intoxication de l'organisme, l'activité cardiaque commença à faiblir.

On convoqua une grande consultation des chirurgiens et des médecins, parmi eux fut invité le gastro-entérologue le plus réputé de Paris, le professeur Gut-

mann ; on fit un examen radiologique et tout le monde aboutit à la même conclusion : le seul moyen de sauver le malade ne pouvait être qu'une réintervention. Il fallut faire un anus de dérivation intestinale pour libérer artificiellement les gaz et les matières qui ne pouvaient sortir par la voie habituelle et intoxiquaient l'organisme.

Aussitôt avant l'opération avait été faite une deuxième transfusion. La deuxième opération fut exécutée sous anesthésie locale.

L. L. fut tout le temps pleinement conscient. Ne se plaignant pas d'avoir mal, bavardant avec nous, il surmontait tout courageusement. L'opération se passa bien cette fois aussi. Par le tuyau mis en place commencèrent à s'évacuer des gaz et des matières et l'opéré ressentit tout d'un coup une nette amélioration. A minuit fut encore effectué un lavage d'estomac et les médecins se mirent à espérer une issue favorable.

Mais l'organisme n'avait plus de capacités de résistance. Au matin, l'activité cardiaque commença à faiblir, la température dépassa les 41° et le malade perdit connaissance.

On fit encore une transfusion, on soutint le cœur par tous les procédés possibles, les médecins restèrent constamment près du patient, mais le cœur lâcha et, à 10 h 56, sans avoir repris connaissance, L. L. mourut.

Paris, le 18 février 1938

Signature

(Dr F. (ou Ph.) Ar.)

La mort de Léon SédoV : assassinat ou décès post-opératoire ?

LE compte rendu du docteur F. (ou Ph.) Ar., retrouvé aux Etats-Unis par Goloviznine, n'apporte aucun élément nouveau à ceux qui se sont intéressés à la mort de SédoV et avaient la possibilité de s'informer, car se trouvant en dehors du "camp socialiste".

Son décès avait paru très suspect à l'époque, car on savait qu'il était traqué par le Guépéou et les médecins semblaient dépassés par les événements.

En 1983, avec le professeur M.-F. Kahn (1), nous avons émis l'hypothèse, à contre-courant dans le mouvement trotskyste, que la maladie avait bien tué SédoV avant que le Guépéou n'ait pu le faire. Nous nous basions sur un faisceau d'arguments :

— la nullité proverbiale du "célèbre" chirurgien, le docteur Thalheimer ;

— l'ignorance où l'on était alors du "syndrome du cinquième jour", correspondant à une péritonite, qui se déclare brutalement quelques jours après une appendicectomie banale aux suites immédiates simples ;

— l'existence maintenant bien connue de péritonites post-opératoires avec manifestations psychiques et confusionnelles prédominantes ;

— le retard de plus de 24 heures à la réintervention chirurgicale, qui aurait dû être immédiate dès la rechute ;

— l'absence de réanimation (inconnue à l'époque), faisant que SédoV, com-

plètement déshydraté, n'a reçu que 500 millilitres de sérum physiologique par jour, alors qu'il aurait dû recevoir quotidiennement plusieurs litres de liquides avec électrolytes ;

— le compte rendu d'autopsie, qui précisait : "*Dans la région rétro-coecale, large collection purulente ayant la dimension de près de deux paumes de main et qui avait fusé vers le péritoine*", alors que le rapport de recherches toxicologiques (de 42 pages...) concluait : "*L'expertise toxicologique n'apporte donc aucun fait de nature à établir que la mort de Monsieur Sedoff soit due à un empoisonnement*" ;

— quant au trouble et aux interrogations du docteur Thalheimer, qui avaient tellement impressionné l'entourage de SédoV, il ne s'agissait que du système de défense d'un illustre chirurgien se refusant à admettre qu'un opéré ayant bénéficié de ses soins éclairés puisse aller très mal.

Depuis la rédaction de cet article, plusieurs faits nouveaux sont venus conforter notre thèse. Tout d'abord, les Mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov, qui se glorifie de plusieurs liquidations dont il avait la charge (notamment celle de Trotsky), mais récuse la responsabilité de celle de SédoV (2).

(1) J.-M. Krivine, M.-F. Kahn : "La mort de Léon SédoV", *Cahiers Léon Trotsky*, n° 13, mars 1983.

(2) P. Soudoplatov : *Missions spéciales*, Seuil, 1994, pp. 115 à 117.

Ensuite, les déclarations de l'agent kagébiste alors incarcéré, Spiegelglass, en 1939 :

« *Sédov est mort à Paris dans la première moitié de 1938. J'ai téléphoné à Iejov pour le lui dire. Il m'a répondu : "Viens à mon bureau." Il m'a dit : "Bonne opération. On a fait un bon boulot, non ?".* »

Certes, en commentant cet événement, Pierre Broué se dit persuadé que Spiegelglass, après sept mois de torture, n'a avoué que ce qu'on lui a donné l'ordre d'avouer, pour pouvoir prendre Iejov en flagrant délit de mensonge, alors que Staline se préparait à le liquider (3). Cependant, nul ne sait si Spiegelglass a été obligé de proférer précisément ici une contre-vérité. Comme le faisait remarquer encore récemment Goloviznine (4), tout n'était pas faux dans les "aveux" des accusés des procès staliniens :

« *L'analyse soigneuse des sténogrammes des procès permet de supposer qu'à côté de fictions évidentes, les accusés exposaient des faits réels relatifs à leur activité oppositionnelle clandestine que n'auraient pu inventer les staliniens. L'appréciation de "parcelles de vérité" s'est exprimée dès les années 1930.* »

Les deux exemples d'empoisonnement par le MGB (*ministère de la Sécurité d'Etat, NDLR*) qui concluent l'article de Goloviznine nous paraissent peu convaincants, car ils ont été exécutés en 1946, certes dans des hôpitaux, mais en URSS, c'est-à-dire dans des lieux où le MGB pouvait tout contrôler et où l'on pouvait être sûr qu'il n'y aurait jamais ni autopsie ni recherche toxicologique, ni enquête.

Quant à l'information tirée du matériel d'archives du NKVD récemment publié et concernant le réseau parisien mis en place pour enlever Sédov, elle ne fait que confir-

mer les affirmations du collaborateur de confiance de Sédov, l'agent du NKVD Zborovski (alias Etienne) : après son exil aux Etats-Unis, Zborovski fut interrogé en février 1956 devant la sous-commission judiciaire du Sénat américain. Il y affirma :

« *Puis-je déclarer, sénateur, qu'il ne m'a pas été donné la mission d'attirer Sédov dans un lieu où il serait assassiné ? L'idée était, quand elle me fut exposée, d'attirer Sédov dans un lieu où, lui et moi, serions kidnappés pour être transportés en Union soviétique...* » (5).

On a donc bien la confirmation que Zborovski n'avait pas menti en 1956.

On a longtemps cru que Staline avait commandité le meurtre de Kirov en 1934 pour se débarrasser d'un rival politique et pouvoir enclencher la Grande Terreur, on sait maintenant qu'il ne s'était agi que d'un acte terroriste individuel, que Staline utilisa largement.

De la même manière, il aurait été parfaitement logique que le KGB ait liquidé Sédov comme il le fit pour Ignace Reiss, Rudolf Klement ou Trotsky. Mais en histoire, comme en en politique ou en médecine, le vraisemblable n'est pas toujours vrai...

Dr Jean-Michel Krivine
(chirurgien retraité)

(3) Pierre Broué : "Les archives du KGB entrouvertes", *Cahiers Léon Trotsky*, n° 51, octobre 1993, p. 124.

(4) M. Goloviznine : "Les relations avec l'étranger de l'Opposition de gauche dans les années 1930", *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, juin 1998, p. 31.

(5) Gérard Rosenthal : *Avocat de Trotsky*, Robert Laffont, 1975, pp. 268-269 et "Déposition de M. Zborowski (29 février 1956)", *Cahiers Léon Trotsky*, n° 13, mars 1983, p. 67.

**Deux textes
de Vadim Rogovine :**

Le NKVD en 1938

**Le Komsomol
en 1938**



Alexandre Kossarev, secrétaire du Komsomol jusqu'en novembre 1938.

Le NKVD en 1938

C'EST en engageant le NKVD à élargir l'épuration et ce en commençant par ses propres rangs que Iejov commença sa carrière de commissaire du peuple aux Affaires intérieures. Le 18 mars 1937, dans un rapport à une réunion des cadres dirigeants de son commissariat, Iejov déclarait que les espions occupaient dans cette institution des postes clés. Il exigea de *"bien se mettre en tête que Felix Edmoundovitch Dzerjinski avait lui aussi vacillé en 1925-1926 et mené parfois une politique hésitante"* (1). Ces paroles furent le signal de l'arrestation de tous les anciens collaborateurs de Dzerjinski, en premier lieu des Polonais.

La première vague de répression parmi les tchékistes frappa non seulement les vétérans de la Tchéka, mais également les protégés de Iagoda, qui en savaient trop sur les provocations et la falsification des enquêtes judiciaires commises les années précédentes. Au début de 1937, Moltchanov, chef du département politique secret de la direction centrale de la Sûreté d'Etat, organisateur direct depuis le début des années 1930 des persécutions contre les trotskistes et autres opposants, fut arrêté. Rendant compte à Trotski de ses conversations avec Krivitski, Sédov écrivait : l'accusation portée contre Moltchanov d'être de connivence avec les trotskistes *"fut présentée de telle sorte que mon informateur me demanda : n'avez-vous*

vraiment pas eu de relations avec Moltchanov ?" (2).

Peu après la réunion du comité central de février-mars furent arrêtés presque tous les chefs de département du ministère des Affaires intérieures et leurs adjoints. Parmi eux, se trouvait le chef du département opérationnel, directement en charge de la sécurité personnelle de Staline, Paouker. Comme l'a raconté Orlov, *"la garde personnelle de Lénine était composée de deux personnes. Après qu'il eut été blessé par Kaplan, on doubla le nombre de ses gardes du corps. Quand Staline parvint au pouvoir, il se constitua une garde personnelle de plusieurs milliers de collaborateurs secrets, sans compter les détachements militaires spéciaux, qui étaient en permanence en proximité et en état d'alerte"* (3). La constitution d'une si puissante armada (qui fut réduite de plusieurs fois après la mort de Staline et ne resurgit que sous Eltsine) était l'œuvre de Paouker, qui l'avait dirigée pendant presque dix ans.

En récompense de sa fidélité, Staline lui avait offert deux voitures d'importation et l'avait six fois décoré. Néan-

(1) *Oni ne moltchali* ("Ils ne sont pas restés silencieux"), p. 217.

(2) Archives de Trotski, n° 17 106.

(3) Orlov A., *Tainaïa istoria stalinskikh prestouplenii* ("Histoire secrète des crimes staliniens"), p. 306.

moins, en mai 1937, Paouker fut déchu de ses fonctions, arrêté et qualifié d'espion allemand. En même temps, toute la direction de la garde du Kremlin était remplacée (4).

Les plus proches collaborateurs de Iejov, arrêtés fin 1938-début 1939, ont décrit le régime instauré dans l'appareil central après l'arrivée de Iejov. C'est ainsi que Radzivilovski témoigna que Iejov avait déclaré au cours d'un banquet organisé en l'honneur d'un groupe de collaborateurs du ministère qui venaient d'être décorés :

"Nous devons maintenant éduquer les tchékistes pour en faire une secte fermée et soudée, qui exécute aveuglément mes ordres."

L'ex-adjoint du commissaire du peuple, Frinovski, déclara au tribunal que Iejov exigeait *"de choisir des juges d'instruction soit totalement liés à nous, soit coupables de quelque faute, et qui, le sachant, soient entièrement entre nos mains"* (5).

Les anciens cadres furent remplacés par de jeunes carriéristes cyniques, que n'arrêtait strictement aucune barrière morale. Dans son rapport au XX^e congrès du PCUS et dans ses mémoires, Khrouchtchev raconte l'effet que lui avait produit l'ex-chef adjoint de la section du NKVD chargé des interrogatoires dans les affaires particulièrement importantes, Rodos, personnellement en charge, notamment, des dossiers Kossior, Tchoubar et Kossarev, qui avait été convoqué en 1956 à une séance du présidium du comité central. De ses explications, il ressort nettement qu'il s'agissait *« d'un minable, obtus, et d'un véritable monstre sur le plan moral. Quand on demanda à Rodos comment il avait réussi à obtenir des aveux des prévenus, il répondit sans ambage : "On m'avait dit que Kossior et Tchoubar étaient des ennemis du peuple et, comme juge d'instruction, j'étais tenu de leur faire avouer qu'ils étaient des ennemis." Rodos raconte qu'il avait des instructions précises sur la façon d'obtenir ces aveux, et en particulier une directive directe concernant Tchoubar : "Frapper jusqu'à ce qu'il avoue". »* (6).

Jusqu'à la réunion du comité central de juin 1937 qui donna les pleins pouvoirs au NKVD, l'usage de la torture pendant les interrogatoires était officiellement interdit. L'ex-chef du département de la milice de la direction du NKVD, Ivanovski, se souvenait qu'au début, lui-même et ses camarades n'ajoutaient pas foi aux bruits qui couraient, selon lesquels le juge d'instruction Feldman avait passé Moltchanov à tabac : *"Nous considérions tous avec défiance ces récits et ces bruits sur l'usage de coups et considérions naïvement que Feldman avait exagéré de sa propre initiative et qu'il en avait été puni à juste titre"* (7).

La situation changea après l'envoi de la directive secrète du bureau politique de juillet 1937 sur le recours aux méthodes d'action physique pendant les interrogatoires. Pourtant, même à la fin de la Grande Terreur, certains dirigeants du parti, nouvellement nommés, supposaient que l'usage de la torture était dû à l'initiative de responsables locaux du NKVD (ce type de directive était retournée au comité central dès qu'on en avait pris connaissance et n'était pas connue des nouveaux cadres). Quand des questions à ce sujet parvinrent au comité central, Staline fit envoyer, le 10 janvier 1939, un télégramme chiffré aux secrétaires des organisations du parti au niveau des républiques et des régions, ainsi qu'aux dirigeants des commissariats du peuple et des directions du NKVD ; ce télégramme disait :

"Le comité central apporte des éclaircissements sur le recours aux moyens de pression physique dans la pratique du NKVD ; elle a été autorisée par le comité central depuis 1937... On sait que tous les services de renseignement bourgeois ont recours à ces méthodes contre les représentants du prolétariat socialiste, et ce, sous les formes

(4) *Ibidem*, p. 309.

(5) *La Pravda*, 1988, 29 avril.

(6) *Reabilitatsia*, p. 41 ; *Voprossy istorii*, 1990, n° 4, p. 72.

(7) Chreider M. B., *NKVD iznoutri* ("Le NKVD de l'intérieur"), p. 37.

les plus barbares. On se demande pourquoi le renseignement socialiste devrait être plus humain vis-à-vis des agents patentés de la bourgeoisie, des ennemis jurés de la classe ouvrière et des kolkhoziens. Le comité central considère que les méthodes d'action physique doivent absolument être mises en œuvre, à l'avenir également, uniquement à l'encontre des ennemis du peuple déclarés et impénitents, comme une méthode absolument juste et rationnelle" (8).

C'est ainsi que les "éclaircissements" sur la "rationalité" des "formes les plus barbares" de violence physique furent donnés par Staline au nom du comité central, dont 80 % à cette époque avaient personnellement éprouvé cette "méthode absolument juste". Staline, bien entendu, savait parfaitement que la torture n'était appliquée que dans les geôles fascistes et non par tous "les services de renseignement bourgeois". De plus, aucun individu raisonnant en marxiste ne pouvait avoir l'idée que les services de renseignement soviétiques dussent entrer en "compétition" avec les capitalistes dans l'application de méthodes inhumaines. Pourtant, à cette époque, Staline ne se gênait plus pour dévoiler devant l'appareil du parti ses mesures les plus barbares et les plus monstrueuses.

Dix jours après l'envoi de ce télégramme, Staline le compléta par un nouveau texte chiffré, qui précisait que "le recours à des méthodes de pression physique par le NKVD a été autorisé en 1937 avec l'accord des comités centraux de toutes les républiques" (9). Cet "éclaircissement" était un mensonge impudent. Comme il appert des explications de Molotov et Kaganovitch à la réunion de juin du comité central, la directive sur l'utilisation de la torture fut signée par Staline et un petit nombre de ses affidés, sans même, visiblement, que soient associés et informés les membres titulaires et suppléants du bureau politique, sans parler des comités centraux des républiques.

Dès les premiers mois de la Grande Terreur, l'appareil du NKVD, au centre comme localement, fut multiplié de plusieurs fois. Selon les souvenirs de

Khrouchtchev, « Staline (...) décida d'y faire entrer des gens venus directement de l'usine, de l'atelier. C'était des gens sans expérience, parfois sans la moindre formation politique. Il suffisait de leur donner des instructions et de leur dire : "L'essentiel, c'est d'arrêter les gens et d'obtenir des aveux" » (10).

Se trouvant pendant les interrogatoires en face de gens d'un tout autre milieu social et ayant sur eux un pouvoir sans limite, un grand nombre de ces "nouveaux" se transformèrent rapidement en bourreaux expérimentés et en sadiques finis. Parmi les tchékistes nouvellement enrôlés, il y en eut aussi beaucoup qui, stupéfiés par la situation régnant dans les "organes", devinrent fous ou se suicidèrent.

Pour faire du NKVD une caste à part, jalouse de ses privilèges, les émoluments de ses collaborateurs furent sensiblement augmentés en 1937 et dépassaient même ceux des dirigeants du parti. De plus, on créa dans le cadre du NKVD un système spécial de magasins, où étaient bradés les biens confisqués aux victimes de la répression. D'après l'ex-commissaire aux Affaires intérieures de Géorgie, Goglidzé, cette mesure avait été instaurée avant même 1937, "mais je ne sais pas qui l'a prise... Il en était ainsi non seulement en Géorgie, mais partout" (11).

Dépravés par le pouvoir absolu et les privilèges matériels, les plus zélés des dirigeants locaux des "organes" s'ingéniaient à se surpasser l'un l'autre par le nombre de gens arrêtés et condamnés. C'est ainsi qu'en Kirguizie, fut instaurée une "compétition socialiste" entre sections du NKVD. On pouvait lire dans un décret du commissaire du peuple aux Affaires intérieures de la République "Sur les résultats de la compétition socialiste entre les deuxième et troisième sections de la direction de la Sécurité de la république pour février 1938" :

(8) *Reabilitatsia*, pp. 40-41.

(9) *Inovo ne dano* ("Il n'est pas d'autre voie"), Moscou, 1989, pp. 561-562.

(10) *Voprossy istorii*, 1990, n° 6, p. 81.

(11) *Beria : konets kariery* ("Beria : fin d'une carrière"), p. 317.

“La quatrième section a dépassé la troisième section de 150 % pour le nombre d’arrestations dans le mois et a démasqué 13 espions et membres d’organisations contre-révolutionnaires de plus. Cependant, la troisième section a transmis 20 dossiers au collège militaire et 11 dossiers au collège spécial, ce que n’a pas fait la quatrième section, qui elle, en revanche, a dépassé le chiffre d’affaires exécutées par son propre appareil (sans compter la périphérie), après examen par une troïka, de presque cent unités” (12).

L’établissement par les commissariats du peuple de l’Union de limites et de chiffres de contrôle pour les commissariats de république et de région favorisait la bacchanale des arrestations ; ces chiffres étaient à leur tour ventilés par les satrapes locaux dans les diverses sections et directions. Suivant la déposition à l’instruction du tchékiste Pestel, à Moscou, « le nombre des arrestations de masse, qui avaient été fixées à l’avance d’après les chiffres de contrôle à 1 000-2 000 par mois par section, avait pour conséquence une véritable chasse à l’homme... et l’extermination de la partie mâle de la population... Si on analyse les comptes rendus et les “albums” des terroristes condamnés (...), on a devant les yeux ce tableau absurde et incroyable de dizaines et de centaines de “terroristes” dans les colonnes de manifestants aux fêtes du 1^{er} mai et du 7 novembre » (13).

Les “instructions chiffrées” envoyées localement étaient souvent strictement ciblées, orientant la terreur vers les vieux-bolcheviks et les militants du parti. L’ex-président du conseil des commissaires du peuple de Biélorussie a raconté comment le commissaire du peuple aux Affaires intérieures de sa république déclarait :

“Qu’est-ce que je vais faire... Je n’en ai pas la moindre idée. Jeïov m’envoie de nouvelles instructions chiffrées concernant les vieux communistes. Où vais-je les prendre ? Il n’y en a plus” (14).

Des instructions semblables étaient envoyées dans les districts par la direc-

tion des organes du NKVD au niveau des républiques et des régions. Le président d’un comité exécutif de district, Iliassov, a raconté comment ils avaient été convoqués, lui et le premier secrétaire, par le chef de district du NKVD, qui leur avait lu le texte chiffré suivant : *“Il vous faut préparer dix taureaux.”* Ensuite, il expliqua que “taureau” signifiait dirigeant du district, qu’il avait lui-même choisi un certain nombre de gens à arrêter et qu’il demandait à ses interlocuteurs de choisir les autres parmi les membres de l’appareil du parti et du comité exécutif. Après l’envoi d’un certain nombre de textes chiffrés de ce genre, tous les cadres du parti et du soviét, presque tous les présidents de kolkhose, directeurs de sovkhoses et dirigeants de stations de matériel agricole furent arrêtés. Si Iliassov échappa à l’arrestation, c’est seulement parce qu’il fut interné en hôpital psychiatrique, à la suite d’une maladie nerveuse (15).

Bien qu’en théorie, les organes du NKVD aient été sous le contrôle du parti, en fait, c’était exactement le contraire : chaque dirigeant du parti était en permanence surveillé et manipulé par ces organes. La pratique selon laquelle les organes du parti avaient obligatoirement connaissance des informations du NKVD sur chaque dirigeant nommé fut légalisée. Toutes les enquêtes matérielles étaient exclusivement dans les mains du NKVD et le rôle des secrétaires de parti se bornait à viser les ordres d’arrestation et les condamnations. Selon les paroles de Khrouchtchev, *“les dirigeants, même au niveau relativement élevé qui était le mien, dépendaient totalement des documents rédigés par le NKVD” (16).*

Pour impliquer plus étroitement les fonctionnaires du parti aux activités répressives, Staline, comme le rappelle Khrouchtchev, « avança l’idée que les

(12) *Reabilitatsia*, p. 249.

(13) *Soprotivlenie v Goulage* (“Résistance au Goulag”), pp. 119-120.

(14) *Voprossy filosofii*, 1988, n° 12, p. 93.

(15) *Sotsialistitcheskaïa industria*, 1989, 22 mars.

(16) *Voprossy istorii*, 1990, n° 6, p. 91.

secrétaires de région du parti devaient aller dans les prisons et vérifier l'activité des tchékistes... Ce n'était pas un contrôle, mais une fiction, un paravent qui dissimulait leurs actes... Il est clair, maintenant, que Staline avait agi consciemment, il avait imaginé tout ce système pour, en cas de besoin, pouvoir dire : "Mais il y a l'organisation du parti. Elle contrôle tout, cela fait partie de ses obligations..." En fait, ce n'était pas les organisations du parti qui contrôlaient les organes de la Tchèque, mais bien la Tchèque qui contrôlait toutes les organisations, tous les dirigeants du parti » (17).

Pour aggraver perpétuellement la terreur et lui donner un cadre légal, Staline et ses affidés élargirent la "couverture juridique" de la répression. C'est ainsi qu'un arrêté du comité exécutif central de l'URSS du 2 octobre 1937 portait de 10 à 25 ans la peine maximale pour espionnage et trahison (18). Le 14 septembre 1937, la procédure accélérée d'examen des affaires de terrorisme établie en 1934 (audition sans participation ni du procureur ni d'un avocat, suppression de l'appel et du recours en grâce, exécution immédiate du jugement) fut étendue aux affaires de sabotage et de diversion (19). Cette procédure copiait, en fait, celle qu'avait instaurée Stolypine sur les navires de guerre.

En 1937, le bureau politique élargit le champ de la répression extra-judiciaire. Là aussi, on fit appel aux traditions de la Russie tsariste, qui appliquait largement la relégation sans jugement, sur instruction d'un conseil spécial du ministère des Affaires intérieures, instaurée par Alexandre II. Au début du XX^e siècle, il y avait en Sibérie des centaines de milliers de relégués sur décision administrative.

Le 8 avril 1937, le bureau politique approuva la constitution d'un conseil spécial du NKVD, auquel était attribué le droit de reléguer sous surveillance publique "*des individus reconnus socialement dangereux*" ou de les envoyer dans des camps de redressement par le travail pour une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans. Le conseil spécial avait également le droit d'envoyer en prison pour

une durée de cinq à huit ans "*les individus soupçonnés d'espionnage, de sabotage, de diversion ou d'activité terroriste*" (c'est moi qui souligne, V. R.) (20). Quelques mois plus tard, les peines applicables par les conseils spéciaux furent étendues à 25 ans de réclusion et à la peine de mort. L'adoption de ces lois d'exception porta la répression administrative au rang de norme juridique.

Les conditions d'une répression sans frein furent créées également par des actes infralégaux, des décrets du commissaire du peuple aux Affaires intérieures. C'est ainsi qu'un décret de Iejov, du 30 juillet 1937, approuvé par le bureau politique, instituait dans les républiques, territoires et régions des "troïkas", qui avaient le droit, en l'absence de l'accusé, d'examiner l'affaire et de rendre un jugement, jusqu'à la peine de mort. Les "troïkas", d'habitude, ne se réunissaient même pas, ses membres recevaient du président, un membre haut placé du NKVD, un papier à signer. Les décrets de Iejov du 11 août et du 20 septembre 1937 instauraient également des "dvoïkas" (groupe de deux), composées d'un dirigeant local du NKVD et d'un procureur (21).

Ces décrets furent renforcés par des ordonnances du procureur général de l'URSS, Vychinski. C'est ainsi que, pendant l'été 1937, Vychinski enjoignit aux procureurs de transmettre aux "troïkas" toutes les affaires de crime d'Etat "*non encore examinées par les tribunaux*". Le 27 décembre 1937, il édicta une circulaire enjoignant de déférer au conseil spécial toute affaire criminelle où "*le caractère des preuves de la culpabilité de l'accusé ne permet pas leur utilisation dans le cadre d'un procès*" (22). Fai-

(17) *Ibidem*, n° 2, p. 104.

(18) *Sobranie zakonov i postanovlenii Pravitelstva SSSR* ("Recueil des lois et décrets de l'URSS"), 1937, n° 66, art. 297.

(19) *Oni ne moltchali*, p. 216.

(20) CRCEDHC, fonds 17, inventaire 3, dossier 986, feuille 24.

(21) *Izvestia Ts. K., KPSS*, 1989, n° 10, pp. 81-82.

(22) *Kommunist*, 1990, n° 10, p. 107.

saient partie de ce type de "preuves" les dénonciations des agents secrets, les dépositions de faux témoins et de provocateurs, etc.

Dans le pays, tout était fait pour relever l'autorité des hauts cadres du NKVD. Tous les commissaires du peuple aux Affaires intérieures des républiques de l'Union et des républiques autonomes, tous les chefs des directions de région et de district du NKVD étaient élus députés au Soviet suprême de l'URSS, tous leurs adjoints députés aux Soviets suprêmes des républiques.

Bien entendu, de nombreux agents du NKVD ne pouvaient pas ne pas se demander pourquoi on exigeait ouvertement d'eux de frauder et de falsifier. On peut se faire une idée de la réponse qu'apportait à cette question l'appareil central du NKVD en lisant les souvenirs de l'ex-secrétaire général du comité central de l'Union des jeunes communistes, Miltchakov. A son interrogatoire, son juge d'instruction, le lieutenant Mechik (qui, par la suite, monta dans la hiérarchie de l'appareil de Beria jusqu'au grade de général et au poste de commissaire du peuple aux Affaires intérieures de la république d'Ukraine), déclara cyniquement :

« Les gens comme toi ont fait leur temps, même si tu n'es pas vieux. Vous vous accrochez aux vieux fétiches de la démocratie des soviets et du parti, à l'autocritique. Du diable, à quoi sert tout ça ? Vous n'avez pas compris que la situation a changé. Il faut un régime nouveau, rénové, et avant tout un pouvoir fort, dirigé par un "maître" puissant. L'époque de Staline est venue et, avec elle, celle de gens nouveaux, qui occupent toutes les positions dans l'appareil. A l'avant-garde marche la garde de Staline, les tchékistes... Nous, tchékistes, sommes un parti dans le parti. Nous allons nettoyer le parti de toutes ces vieilleries comme la prétendue "vieille garde" et tous les individus liés aux vieux, aux conceptions d'hier. Nous avons déjà viré environ un million de membres du parti... Et les autres seront réduits. Ils nous suivront, il suivront

Staline comme des agneaux. Ils occuperont vos places dans tous les appareils et sauront apprécier notre confiance » (23).

Il est peu probable que ce jeune satrape fut de lui-même parvenu à ce genre de pensée. Visiblement, elles avaient été exprimées par Iejev pendant les réunions et les stages de l'appareil.

Quand des prévenus devaient participer à des procès publics, les agents les plus cyniques du NKVD ne jugeaient pas nécessaire de leur dissimuler le mécanisme de la fabrication des affaires. Après son retour de détention, un membre du parti depuis 1906, Rozenblum, a raconté que le chef du NKVD d'Ukraine, Zakovski, lui avait montré plusieurs schémas possibles du "centre de Leningrad" préparés pour le procès et lui avait déclaré :

"Tu n'as, toi, rien à inventer. Le NKVD te fera une note sur chacun des points, tu n'as qu'à les apprendre par cœur, à bien te rappeler toutes les questions et les réponses. On va mettre 4-5 mois, 6 même, à préparer cette affaire. Pendant tout ce temps, tu vas te préparer, pour ne pas jouer un mauvais tour à l'instruction et à toi-même. Du déroulement et de l'issue du procès dépend ton sort ultérieur" (24).

De nombreux agents du NKVD, organisateurs de la grande purge, passèrent eux-mêmes à la moulinette de l'histoire de ces années. De 1934 à 1939, 21 800 agents de commissariat, accusés de "crimes contre-révolutionnaires", furent eux-mêmes victimes de la répression (25). Ce chiffre recouvre essentiellement trois groupes : 1. — les tchékistes qui ont tenté de s'opposer à la répression ; 2. — ceux qui en savaient trop, par exemple sur l'affaire Kirov ou le mécanisme de fabrication des procès publics ; 3. — les organisateurs d'affaires "fabriquées", arrêtés fin 1938, début 1939.

(23) *Reabilitirovan posmertno* ("Réabilité post-mortem"), Moscou, 1988, pp. 415-416.

(24) *Reabilitatsia*, pp. 37-38.

(25) *Nedelia*, 1990, n° 20, p. 11.

Le Komsomol en 1938

DÈS le début des années 1930, les organisations de la Jeunesse communiste furent soumises à des purges locales. Ainsi, en novembre 1932, le comité central du Komsomol (Union de la Jeunesse communiste) décida une épuration des organisations rurales du Nord-Caucase, qui avaient particulièrement critiqué la collectivisation forcée. Après la seule purge du Kouban, 56,3 % des jeunes communistes furent exclus. Très souvent, des cellules étaient exclues au grand complet (1).

Un grand nombre de fondateurs des Jeunesses communistes adhérèrent aux oppositions internes au parti. Par exemple, Chatzkine, élu jeune communiste d'honneur aux V^e et VII^e Congrès de l'organisation. En 1929, Chatzkine fut sévèrement critiqué pour son article dans la *Komsomolskaïa Pravda*, où il condamnait l'attitude du "philistin" du parti, toujours prêt à approuver sans réflexion n'importe quelle directive venue d'en haut, toujours prêt à servir de "machine à voter" (2). Au XI^e Congrès des Jeunesses communistes, le secrétaire général, Kossarev, annonça que Chatzkine, par sa participation à l'activité du groupe Syrtsov-Lominadze, "avait pris ouvertement le chemin de la trahison" (3).

Malgré la répression des années précédentes, il restait à la direction des Jeunesses communiste une majorité de gens dont l'activité politique avait commencé pendant les premières années du pouvoir soviétique. Les jeunes de cette organisa-

tion représentaient un danger pour le régime, parce que c'était la partie de la société la plus sensible à l'injustice et la plus intrépide. Ne portant pas le fardeau, comme beaucoup de vieux bolcheviks, de reniements et d'auto-accusations humiliantes, ils pouvaient agir comme force de protestation contre l'arbitraire et la répression.

C'est pourquoi Staline contrôlait en permanence la purge dans les Jeunesses communistes et la dirigeait directement. Dans ce travail, il s'appuyait essentiellement sur Kossarev, devenu à 26 ans secrétaire général du Komsomol. Un "petit culte" de Kossarev fut instauré dans le pays. L'aéroclub central de l'Ossoavia-khim (Société pour la défense et la construction avio-chimique de l'URSS), un institut de recherche minière, un tout nouveau modèle de tank, des postes frontières et des détachements de pionniers portaient son nom (4).

Stalinien particulièrement fervent, Kossarev répétait docilement toutes les instructions sur la lutte contre les ennemis. Dans un rapport à une réunion du

(1) *Obchtchestvennye naouki* ("Sciences sociales"), 1989, n° 6, p. 146.

(2) *Komsomolskaïa Pravda*, 1929, 18 juin. Cf. lettre de Lominadzé à Ordjonikidzé (voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, pp. 75 à 86).

(3) Kossarev A., *Pour les rythmes bolchevique plus la qualité. Rapport et discours de clôture au IX^e Congrès du VLKSM*, Moscou, 1931, p. 21.

(4) Trouchtchenko N., *Kossarev*, Moscou, 1988, p. 366.

comité central du Komsomol de 1935, il disait encore :

“L’ennemi ne livrera pas volontairement ses positions. On ne peut en venir à bout que par la force, par les méthodes de l’action économique, par les méthodes de l’isolement politique et organisationnel, et, s’il le faut, par les méthodes de l’extermination physique” (5).

En 1937, l’ampleur de la répression dans les Jeunesses communistes parut insuffisante à Staline. Il reçut les trois secrétaires du comité central et exigea qu’ils *“reconsidèrent leurs positions et prennent vraiment en mains la lutte contre les ennemis du peuple”* (6).

Après cette conversation, Kossarev dit à ses camarades : *“Je n’arrive pas à comprendre d’où il nous vient tant d’ennemis.”* Il répéta cette pensée à sa femme : *“Que faire ? Staline exige des têtes. Qui nommer ? Où sont les ennemis ?”* (7).

Néanmoins, Kossarev sut bientôt surmonter ses doutes et se lança dans la chasse aux *“ennemis du peuple”*. A une séance, il jeta sur le papier l’esquisse de son discours : *“En finir avec le libéralisme envers nos ennemis et les forces hostiles, les déraciner totalement”* (8).

Cette position trouva son expression dans les travaux du IV^e plénum du comité central des Jeunesses communistes (21-28 août 1938), qui avait à son ordre du jour une seule question : *“Du travail des ennemis à l’intérieur du Komsomol.”* Avant l’ouverture du plénum, 35 membres et suppléants du comité central furent arrêtés, parmi lesquels les secrétaires Loukianov, Faïnberg, Saltanov, le président de la délégation du Komsomol à l’Internationale communiste de la jeunesse, Tchémoudanov, le rédacteur de la *Komsomolskaïa Pravda*, Boubiakine.

Staline envoya Kaganovitch, Andreiev, Jdanov et Malenkov participer aux travaux du congrès. Ces quatre hommes entrèrent dans la commission chargée de préparer une résolution sur le retard inadmissible pris à démasquer *“les organisations unifiées droite-trotskistes”* agissant dans les organes des Jeunesses communistes. Le lendemain de la clôture du congrès, la *Pravda* publiait un éditorial qui disait :

“Les ennemis du peuple déchaînés Saltanov, Loukianov, Faïnberg, Boubiakine, Andreiev et autres, profitant de l’idiotisme et de l’aveuglement politiques des membres dirigeants du bureau du comité central du Komsomol, et en premier lieu du camarade Kossarev, ont fait leur sale besogne” (9).

Cette *“idiotie politique”* ne présageait rien de bon pour Kossarev et les autres dirigeants épargnés.

Peu après le plénum, des dizaines d’autres membres du comité central et des centaines de membres des comités locaux furent arrêtés à leur tour. Avant la fin 1937, dans les seuls appareils de comité de région et de district, 561 personnes avaient été exclues comme *“ennemis du peuple”* et 830 pour *“liens avec un ennemi du peuple”* (10). Toutes les publications des Jeunesses communistes éditées dans les années 1920 et 1930 furent déclarées *“politiquement nocives”*. En décembre 1937, le bureau du comité central des Jeunesses communistes décida d’interdire et de retirer des bibliothèques 60 livres sur l’histoire des Jeunesses communistes et l’Internationale communiste de la jeunesse (11).

Après le plénum d’août, l’activité de Kossarev prit un tour plus brutal.

“Nous nous savons pas encore, déclara-t-il, démasquer les ennemis, les découvrir et les dénoncer comme il convient, comme l’exige de nous le parti... Certains de nos camarades cherchent les trotskistes-ennemis du peuple partout, dans toutes les organisations, sauf la leur propre, sauf au Komsomol, et pour cette raison leur lutte est insuffisante” (12).

(5) Kossarev A., *O perestroïke raboty komsomola* (“Sur la réorientation du travail des Jeunesses communistes”), Moscou, 1935, pp. 23-24.

(6) *Oni ne moltchali*, p. 324.

(7) *Ogoniok*, 1987, n° 7, p. 27.

(8) *Komsomolskaïa Pravda*, 1989, 16 juin.

(9) *La Pravda*, 1937, 29 août.

(10) *Voprossy istorii*, 1990, n° 11, p. 139.

(11) *Obchtchestvennye nauki*, 1989, n° 6, p. 144.

(12) *Izvestia Ts. K., VLKSM*, 1937, n° 10, p. 10.

En mars 1938, un ex-secrétaire du comité de région du Komsomol de Leningrad, récemment libéré de prison, demanda à être reçu par Kossarev. Celui-ci en informa aussitôt Iejov, dans une lettre où il disait :

“Outkine m’a confié sous le sceau du secret que les dépositions qu’il avait faites au NKVD n’auraient pas correspondu à la réalité, qu’elles lui auraient été extorquées et qu’il se considérait comme un honnête homme. J’ai vigoureusement contré ces affirmations. Je lui ai déclaré que ses paroles étaient pure calomnie contre le NKVD, que sa conduite démontrait une fois de plus qu’il était un ennemi, et de plus un ennemi qui n’avait pas déposé les armes” (13).

Cette dénonciation était un appel direct à une nouvelle arrestation ; Outkine passa seize ans en camp et n’en sortit, invalide, qu’au milieu des années 1950.

En même temps, dans certains cas, Kossarev tentait d’empêcher ou d’adoucir des mesures trop extravagantes. L’une de ces tentatives eut un épilogue tragique pour lui et toute la direction des Jeunesses de l’époque : il s’agit de “l’affaire Michakova”. En septembre 1937, l’instructeur du comité central du Komsomol, Michakova, fut envoyée à la conférence de compte rendu de mandat et d’élection du Komsomol de Tchouvaachie. Là, elle dénonça comme ennemis du peuple non seulement toute la direction des Jeunesses communistes de la république, mais même le premier secrétaire de région du parti. Le comité central du Komsomol releva Michakova de ses fonctions pour calomnie. A l’automne 1938, Michakova envoya une lettre à Staline, se plaignant d’être persécutée pour sa lutte contre les ennemis du peuple. Cette lettre fut pour Staline le signal de l’hallali contre toute la direction des Jeunesses communistes.

Le carnage fut quelque peu retardé par les grandes fêtes qui marquèrent le vingtième anniversaire de la fondation du Komsomol. Le 29 octobre 1938, une réunion solennelle du comité central fut convoquée pour célébrer cet anniversaire, la *Komsomolskaïa Pravda* rendait

compte de son ouverture dans les termes suivants :

« Les applaudissements déferlent 5, 10, 15 minutes. De toute la salle montent les ovations : “Vive le Guide de tous les peuples, le camarade Staline !”, “A notre Staline bien-aimé, les jeunes communistes, Hourra !”... Le plénum accueille avec enthousiasme et ferveur cette ovation vibrante et chaleureuse au camarade Staline » (14).

Pendant les travaux du congrès, Kossarev siège au présidium à côté de Staline, c’est lui qui introduit la réunion et fait le rapport principal. Le même jour, la *Pravda* publie son article “*Jeune au pays du socialisme*”. Rien ne laissait donc transparaître de la tourmente qui s’annonçait pour lui et les autres membres du comité central.

Trois semaines après, un nouveau plénum du comité central du Komsomol était convoqué, et il se prolongea du 19 au 22 novembre. La brigade de choc de la grande purge y participait au grand complet : Staline, Molotov, Kaganovitch, Andreiev, Jdanov, Malenkov et Chkiriatiou. Le sténogramme de la réunion a noté quelques dizaines de questions et de répliques, par lesquelles ils interrompirent le rapport de Kossarev. En plus des rapports des dirigeants du Komsomol, Chkiriatiou fit un rapport sur la situation dans l’organisation.

Dans son intervention, Kossarev se vanta que le comité central du Komsomol eut “souvent précédé le NKVD” et cita de nombreux exemples où des responsables avaient été arrêtés “sur les bases de nos informations” et “après nos enquêtes”. Néanmoins, pendant le rapport de Kossarev, Staline laissa clairement entendre qu’il n’était pas satisfait de l’ampleur de la répression contre les cadres du Komsomol. Quand Kossarev parla des erreurs dans le travail de son organisation, Staline lança une réplique lourde de sens :

(13) *Molodoï kommounist* (“Jeune communiste”), 1990, n° 10, p. 10.

(14) *Komsomolskaïa Pravda*, 1938, 30 octobre.

“Peut-être s’agit-il d’un système, et non d’erreurs ? Ça fait trop d’erreurs, après tout ce qui s’est passé. Voilà deux ans qu’on liquide le sabotage, et les erreurs sont encore nombreuses. Ne s’agit-il pas d’un système ?”

Dans son discours, Jdanov développa cette orientation en citant *les dépositions de responsables du Komsomol arrêtés sur le “travail hostile” de Kossarev* (15).

L’intervention d’Andreiev était tout aussi menaçante, il reprocha à Kossarev de *“l’avoir souvent entendu dire (...) que, pour lui, dans les Jeunesses, il n’y avait pas d’ennemis... Cette position était fausse et le camarade Kossarev a souvent été mis en garde par le comité central du Parti communiste, notamment aux réunions du comité central du Komsomol, on lui a souvent répété qu’il n’était pas possible qu’il n’y ait pas aux Jeunesses communistes des ennemis et toutes sortes d’hypocrites”* (16).

Le plénum releva Kossarev de ses fonctions, ainsi que quatre secrétaires du

comité central, pour *“attitude bureaucratique et hostile envers des responsables honnêtes du Komsomol, qui ont tenté de mettre à jour les insuffisances du travail du comité central et pour avoir condamné l’une des meilleurs de ces responsables (affaire de la camarade Michakova)”* (17).

Des 96 membres du comité central participant au plénum, 77 furent arrêtés et, parmi eux, 48 fusillés.

En tout, au cours des années 1937-1938, 96 des 128 membres et suppléants du comité central du Komsomol, élus au X^e Congrès de 1936, furent arrêtés (18).

(15) *Obchtchestvennye naouki*, 1989, n° 6, pp. 146-147 ; *Komsomolskaïa Pravda*, 1989, 16 juin.

(16) *Reabilitirovan posmertno*, p. 251.

(17) *Istoritcheski arkhiv*, 1993, n° 5, p. 77.

(18) *Voprossy istorii, KPSS*, 1989, n° 5, p. 101 ; *Reabilitatsia*, p. 84.

**La résistance
à Staline en URSS :**

**Le Parti ouvrier
antifasciste d'URSS
(1938)**

•
• •

**La Société des jeunes
révolutionnaires
de Saratov (1943)**

(Andreï Kourionichev)

Trois versions de l'histoire de l'URSS sous Staline ont été couramment répandues :

— la première, certes un peu vieillie : l'adhésion massive et enthousiaste des ouvriers et des paysans, qui s'est manifestée par le culte même de Staline ;

— la deuxième : la terreur de masse, jointe à la propagande, a complètement annihilé toute résistance, impossible dans un régime policier où tout le monde dénonce son voisin, son père, son frère ou sa mère ; elle a même disloqué la société tout entière et soumis la population au régime. Les tenants de cette version, aujourd'hui largement répandue, ont entre autres prétendu que les affirmations de Trotsky sur les activités de l'opposition en URSS et sur les diverses manifestations du mécontentement à l'intérieur du parti même et dans la population étaient pour l'essentiel imaginaires.

— la troisième : Staline a imposé son règne par la terreur, mais, après la victoire sur l'Allemagne hitlérienne, il est apparu à la population de l'URSS comme l'organisateur de la victoire et a bénéficié alors d'une grande popularité ; cette popularité, pendant la guerre, se manifestait par les cris des soldats partant à l'attaque : "*Pour la patrie, pour Staline !*" (en réalité, comme l'affirmait l'écrivain combattant du front, Viatcheslav Kondratiev, ces cris étaient poussés par les instructeurs politiques), et se traduisit par les manifestations de deuil qui ont suivi l'annonce de sa mort. Bref, le maréchal avait conquis la popularité qui avait manqué au secrétaire général.

A vrai dire, Beria, alors ministre de l'Intérieur, ne partageait pas cette vision, puisqu'au témoignage de Mikoïan, lors du plénum du comité central de juillet 1953, il avait déclaré à ce dernier, au sortir d'une réunion du bureau politique où Staline avait proposé une augmentation massive des impôts sur les paysans : "*Nous aurons des insurrections paysannes.*" Et c'est pourquoi, dès la mort de Staline, Beria se fit le plus zélé partisan d'un abandon des aspects les plus terroristes de l'héritage de Staline.

On connaissait déjà quelques groupes d'opposants par des souvenirs de déportés, mais l'histoire officielle voulait qu'il ne s'agisse au mieux que de manifestations épisodiques et très marginales, même si le plus connu d'entre eux, le Parti communiste de la jeunesse, avait réuni dans la seule petite ville de Voronège, en 1946-1947, une bonne cinquantaine d'adhérents.

En fait, ces groupes foisonnèrent, surtout dans la jeunesse, même si leur existence fut en général brève et leurs adhérents d'ordinaire peu nombreux, par l'impossibilité où ils étaient de se développer sans être aussitôt repérés et démantelés.

Leur trait le plus frappant est sans aucun doute leurs ambitions gigantesques, et donc leur optimisme profond. Le Parti communiste de la jeunesse se fixait comme fin la révolution mondiale ; la Société des jeunes révolutionnaires de Saratov, que nous évoquons ci-dessous,

visait — en pleine guerre ! — au renversement de Staline et de son clan et à l'instauration d'un nouveau gouvernement.

Nous publions ci-dessous deux documents : l'un, émanant d'un groupe de jeunes physiciens rassemblés autour du futur prix Nobel de physique Lev Landau ; l'autre, la partie documentaire d'un article du jeune historien russe Andreï Kourionichev, consacré à la Société des jeunes révolutionnaires de Saratov, formée en 1943, en pleine guerre, par des gamins de 11 à 13 ans, tous fils de militants, voire de responsables du Parti communiste soviétique.

Leur "dirigeant", Gueli Pavlov, rescapé du Goulag, sera devant la Maison-Blanche de Moscou, en août 1991, contre le putsch.

On remarquera que, dans les deux cas, les opposants assimilent le stalinisme au fascisme. Lorsqu'en 1939, Trotsky avait affirmé que les méthodes du Guépéou et de la Gestapo étaient identiques, il avait soulevé une tempête d'indignation dans les milieux "progressistes" et "antifascistes". Apparemment, il n'aurait pas soulevé la même réaction auprès de nombreux étudiants, ouvriers et paysans soviétiques.

Comme ces exemples sont loin d'être isolés, nous publierons de nouveaux documents sur ces manifestations de la résistance de la population, et surtout de la jeunesse, à Staline et au stalinisme.

Le Parti ouvrier antifasciste (1938)

LE 27 avril 1938, le NKVD arrête le jeune, mais déjà grand physicien, Lev Davidovitch Landau, accusé d'avoir constitué depuis 1935 un groupe intitulé Parti ouvrier antifasciste à l'Institut technique de physique d'Ukraine.

S'il paraît un peu étrange que le groupe soit essentiellement constitué de Juifs (Rozienkevitch, Moïse Korets, Lifchitz, Alexandre Weisberg, l'auteur de *L'Accusé*, et Akiezer), le tract très violent qui leur est reproché est sans doute tout à fait authentique, car l'enquêteur du NKVD tentera de faire avouer à Landau qu'il n'est qu'un camouflage des véritables intentions de leurs auteurs ; il lui dit :

"Il était plus avantageux de donner au tract un aspect extérieur antifasciste

en présentant les événements qui se déroulaient dans le pays (...) comme des méthodes fascistes de direction, comme le résultat d'une dégénérescence fasciste des sommets soviétiques. Ainsi, le slogan du renversement du pouvoir soviétique pouvait apparaître comme visant à sauver le pays du danger fasciste."

L'enquêteur du NKVD auteur de cette explication de textes n'a sans doute pas fait long feu dans ces services. En tout cas, le seul camouflage, en l'occurrence, est dans la signature : "*Comité de Moscou (et non de Kharkov) du Parti ouvrier antifasciste*".

Le tract, qui reprend en exergue le slogan "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*", exprime la haine violente que suscitaient "*Staline et sa clique*" dans toute une partie de la population :

“La grande cause de la révolution d’Octobre a été trahie. Le pays est noyé sous des flots de sang et de boue. Des millions de gens innocents sont jetés en prison et personne ne peut savoir quand viendra son tour. L’économie se désintègre. La famine s’annonce.

Est-ce que vous ne voyez pas, camarades, que la clique de Staline a effectué un coup d’Etat fasciste ? Le socialisme ne subsiste que dans les pages de journaux qui mentent comme des arracheurs de dents. Dans sa haine furieuse du socialisme, Staline a égalé Hitler et Mussolini. En détruisant le pays pour conserver son pouvoir, Staline le transforme en une proie facile pour le fascisme allemand enragé.

La seule issue pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs de notre pays, c’est d’engager une lutte décisive contre le fascisme stalinien et hitlérien, une lutte pour le socialisme.

Camarades, organisez-vous ! Ne craignez pas les bourreaux du NKVD. Ils ne sont capables que de frapper des emprisonnés sans défense, de capturer des innocents qui ne se méfient de rien, de voler la propriété du peuple et d’inventer des procès stupides sur des complots inexistantes. Camarades, entrez dans le Parti ouvrier antifasciste. Entrez en contact avec son comité de Moscou. Organisez dans les entreprises des groupes du POA. Mettez en œuvre une technique clandestine. Par l’agitation et la propagande, préparez un mouvement de masse pour le socialisme.

Le fascisme stalinien ne repose que sur notre absence d’organisation.

Le prolétariat de notre pays, qui a rejeté le pouvoir du tsar et des capitalistes, saura se débarrasser du dictateur fasciste et de sa clique.

Vive le 1^{er} Mai, jour de lutte pour le socialisme.”

(publié dans *Izvestia TSK KPSS*, n° 3, 1991, pp. 146-147)

La Société des jeunes révolutionnaires de Saratov (1943)

CES derniers temps, de nombreux faits sur l’existence d’une activité clandestine anti-stalinienne en URSS sont devenus connus. Malheureusement, l’étude de ce phénomène est entravée par deux éléments : d’un côté, le fait que les archives des organes de la Sécurité d’Etat se ferment de nouveau aux chercheurs ; de l’autre, le règne, dans l’historiographie, d’une conception sur le “*caractère infondé des répressions staliniennes*”. Les couches de la bureaucratie du parti et de l’Etat qui, dans le processus de re-fonte idéologique de la société sovié-

tique, ont mis l’accent sur la dénonciation des “*monstruosité du stalinisme*” et qui se trouvent aujourd’hui au pouvoir n’ont aucun intérêt à découvrir dans l’histoire des manifestations d’opposition réelle au stalinisme, sous quelque forme que ce soit. Cela vaut autant pour les procès de 1936-1938 que pour le prétendu complot des militaires (de 1937) et bien d’autres manifestations de lutte contre le stalinisme dans les années 1930-1940.

L’élimination du prétendu “culte de la personnalité” de Staline, entreprise

pour la première fois à l'époque de Khrouchtchev, s'est déroulée, on s'en souvient, sous le slogan du "*retour aux normes léninistes de la vie du parti et de l'Etat*". Dès lors, à l'époque du "dégel", on n'a pas réhabilité, loin de là, toutes les victimes des purges staliniennes. Et, bien entendu, pas ceux qui avaient lutté contre le stalinisme pendant la Grande Guerre patriotique. Khrouchtchev donna la qualification de fidèles léninistes ayant souffert de la main de Staline et de ses complices, d'abord, aux staliniens comme lui : Postychev, Kossior, Eikhe, etc.

Ce n'est qu'au cours des années 1980, lors de la "perestroïka", que la réhabilitation finit par atteindre les "fidèles léninistes" victimes de la répression avant les collègues de Khrouchtchev cités ci-dessus. Le premier fut Boukharine, puis vint le tour de Rykov et de Tomski, suivis peu après par Zinoviev et Kamenev. Ils furent tous représentés comme d'innocentes victimes de la terreur stalinienne. Les publications de ces années n'évoquent pas leur lutte contre le groupe dirigeant du parti et du pays, ou alors de façon très vague et confuse. Ils étaient simplement les victimes du bandit Staline, que Lénine avait, dans son testament, accusé de déloyauté et de grossièreté.

Ce n'est qu'au début des années 1990 qu'ont commencé à paraître des articles et des ouvrages consacrés à la vie et à l'activité de Trotsky, en particulier sur sa période d'exil, puis ses œuvres. Il apparut alors que Staline et le stalinisme ne s'étaient pas seulement heurtés à des concurrents personnels dans la lutte pour le pouvoir, mais qu'avait existé un programme alternatif de construction du socialisme en URSS et de développement de la révolution socialiste mondiale. Dans la lutte contre le régime, la seule stalinophobie ne pouvait suffire au succès.

Mais ni Khrouchtchev ni Gorbatchev n'étaient intéressés à montrer qu'il avait existé une alternative au stalinisme dans le cadre d'un cours socialiste de développement du pays. Les déstalinisateurs khrouchtchéviens empruntèrent leur argumentation antistalinienne à Trotsky,

mais continuèrent à présenter ce dernier comme "*le pire ennemi du léninisme*". Khrouchtchev s'efforça de présenter le stalinisme comme la déformation d'un cours léniniste correct. Mais il n'avait pas intérêt non plus à mettre un signe égal entre le socialisme qui se construisait en URSS et le stalinisme. Suivant la doctrine de Khrouchtchev, tout ce qui avait été fait en URSS était correct, la Grande Guerre patriotique s'était terminée par la victoire, etc., mais il y avait eu le "culte de la personnalité" de Staline, qui avait dénaturé la nature démocratique du régime social soviétique et les normes léninistes de la vie du parti.

Khrouchtchev, en bon représentant de la bureaucratie stalinienne, ne pouvait évidemment pas reprendre la formule de Trotsky sur l'URSS "Etat ouvrier dégénéré et déformé", très précisément comme résultat de l'usurpation du pouvoir par la bureaucratie. C'est pour cette raison que ni les trotskystes ni les zinoviévistes ne furent réhabilités dans leur masse pendant la période khrouchtchévienne, et tous les réhabilités furent présentés comme des victimes de l'arbitraire, "*réprimés sans fondement*".

L'histoire montre que le degré de fermeté dans la lutte, de conviction dans les idéaux communistes, dans la théorie marxiste, était d'autant plus grand parmi les membres des groupes antistaliniens que, sans connaître pour autant le plus souvent les travaux de Trotsky, ils s'approchaient plus de conclusions proches des siennes. L'histoire du groupe antistalinien qui se forme en 1943 à Saratov constitue une bonne illustration de cette réalité.

La Société des jeunes révolutionnaires (SJR) s'est constituée à Saratov au cours de l'automne 1943, en plein feu de la guerre, bien avant que la victoire ne se dessine. Les membres de la société avaient de 11 à 13 ans. On ne s'étonnera donc pas du caractère plutôt naïf de leur antistalinisme. On peut, en revanche, trouver étonnant le fait que, sur certaines questions, le fondateur et le leader de la SJR, Gueli Pavlov, avait des points de vue proches de ceux de Trotsky. Mais rien ne témoigne qu'il ait eu connaissance

ce des travaux de ce dernier. Ses parents étaient des cadres du comité régional du parti et n'avaient jamais appartenu à un groupement oppositionnel. Gueli Pavlov était parvenu par lui-même à ses conclusions, en analysant la réalité, en écoutant les récits de sa mère sur le travail du comité régional. Lorsque le père de Gueli trouva la mort, sa mère, comme c'est courant dans ce genre de situation, partagea avec son fils les chagrins et les joies de son travail. Cela contraignit Gueli à se sentir un adulte, sans doute trop tôt. Telle était la brutale réalité de cette époque.

Pendant, la vie n'était pas sévère de la même façon pour tout le monde. Le père du petit Gueli était parti comme volontaire au front et y avait trouvé la mort. Mais nombre de cadres du comité régional, qui auraient pu, comme lui, partir au front, étaient restés embusqués à l'arrière et Gueli s'en rendit manifestement compte. Le garçon s'aperçut aussi qu'alors que la masse de la population se trouvait au bord de la famine, les cadres du comité régional utilisaient les services des cantines spéciales et des buffets spéciaux. L'enfant y vit une violation des principes de la justice révolutionnaire et communiste, et un signe de l'éloignement des sommets du parti et de l'Etat d'avec le peuple.

Pour Gueli Pavlov, la dissolution du Comintern représentait une trahison plus grande encore de la cause de la révolution d'Octobre. Il y vit un abandon du cours vers la révolution mondiale. Le garçon considéra comme un signe de dégénérescence bourgeoise des sommets du parti et de l'Etat la campagne orchestrée par eux en soutien de "l'exploit" de Theraponte Golovaty. Rappelons-le, Golovaty, pendant la guerre, faisait commerce du miel récolté dans son rucher. Ayant à sa disposition des sommes d'argent énormes pour l'époque, il en sacrifia une partie pour aider à la construction d'un avion. Pour les garçons de la Société des jeunes révolutionnaires, Golovaty était un koulak qui s'engraissait grâce à la famine du peuple, et non le patriote que les autorités présentaient. Pour eux, le pouvoir soviétique se confondait ainsi avec la couche des koulaks, avec la

bourgeoisie paysanne, et cessait d'être un pouvoir populaire. Les membres de la Société des jeunes révolutionnaires écrivaient cela dans leurs tracts, dont ils collèrent environ vingt-cinq textes à travers la ville.

Gueli avait depuis longtemps commencé à réfléchir sur la différenciation sociale croissante en URSS, sur la dégénérescence des "sommets". Dès 1941, il écrivait dans son journal :

"A mon sens, une partie de l'intelligentsia actuelle, de la famille des commissaires du peuple, des dirigeants des comités régionaux sont les nepmen d'aujourd'hui. Après la guerre, ça sera leur fête !"

Considérant dans les faits l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré, les membres de la Société des jeunes révolutionnaires jugeaient nécessaire de se battre pour préparer une nouvelle révolution. Ils le dirent lors des interrogatoires auxquels ils furent soumis après leur arrestation. Ainsi, l'un des dirigeants du groupe, Sigismund Schwarz, déclara que le but final de leur activité était d'organiser une révolution populaire et de construire une société communiste dans le pays.

Les membres de la Société des jeunes révolutionnaires voulaient réaliser cette révolution en transformant leur organisation en un parti de masse. A leurs yeux, les membres de leur organisation devaient se trouver partout, parmi les militaires, parmi les paysans et parmi les ouvriers. Les garçons se fixaient même l'objectif de recruter à leur parti des membres du commandement supérieur de l'armée du pays : des généraux, des colonels, etc. Ils comptaient utiliser l'aide de l'armée, qui, à un moment déterminé, serait attirée vers les lieux où se produiraient les manifestations les plus vigoureuses des ouvriers et des paysans. Ils envisageaient de s'emparer des endroits habités les plus importants du pays, puis de s'adresser au peuple par radio. Leur déclaration à la radio devait indiquer au peuple qui ils étaient, ce qu'ils voulaient faire, et annoncer toute une série de décrets. Une fois leur coup d'Etat réalisé, les membres de la Société des

jeunes révolutionnaires envisageaient de proposer au peuple le droit d'élire le pouvoir. Si le peuple élisait les membres de leur parti au comité de direction du pays, ils ne devaient pas renoncer au pouvoir, mais si le peuple ne les élisait pas, ils avaient alors décidé d'abandonner la direction des affaires et l'activité révolutionnaire.

Ce plan de la Société des jeunes révolutionnaires coïncide tout à fait avec le programme de Trotsky. Les garçons n'envisageaient pas de modifier la structure économique et sociale de l'URSS et se proposaient d'effectuer une sorte de

révolution politique. Leur but consistait à écarter la direction du parti et de l'Etat et à en installer une nouvelle, dans la mesure où Staline et son entourage s'étaient éloignés des principes léninistes de direction.

En se préparant à la révolution, les membres de la Société des jeunes révolutionnaires décidèrent de propager leurs idées en collant des tracts sur les murs de la ville de Saratov. Le texte des tracts reflète le radicalisme des revendications de ces jeunes.

Voici le texte de l'un de ces tracts :

“Camarades qui souffrez sous le joug stalino-fasciste !

Le pays est dirigé par la bande des réactionnaires staliniens.

Les porteurs de galons dorés étouffent à nouveau tout ce qui est vivant.

Les Républiques fédérées sont simplement leurs colonies.

Toutes les libertés démocratiques sont anéanties.

Les préceptes de Lénine sont bafoués.

La III^e Internationale a été dissoute.

On dit que la liberté existe en URSS, mais quiconque se risque à critiquer ouvertement le gouvernement finit en prison.

Une cascade d'impôts pillent les travailleurs.

L'URSS, la création de Lénine, a été transformée en l'Empire fasciste de Joseph Premier.

Camarades, dressez-vous pour le combat. Anéantissez la bête sauvage Hitler et ensuite renversez Staline !

Vive la grande révolution populaire.”

Société des jeunes révolutionnaires

Gueli Pavlov fut condamné à six ans de camp, au titre de l'article 58 du Code pénal de la République de Russie, “pour participation à une organisation antisoviétique, pour agitation antisoviétique et pour avoir affirmé des intentions terroristes”. Il fut envoyé dans une colonie (1) située dans le village de Zakovka,

dans la province de Tomsk, en Sibérie centrale. Sa mère fut jugée, au titre du même article, “pour agitation antisoviétique” et passa huit ans en prison.

(1) Camp spécial de redressement pour adolescents (NDT).

ТОВАРИЩИ, СТРАДАЮЩИЕ ПОД
 СТАЛИНСКО-ФАШИСТСКИМ ИГОМ!
 Страной правит шайка сталинских
 реакционеров. Вновь душат все живое
 здесь топчонники. Союзные республики
 шши их колонии. Вредопритисеки
 свободны уничтожены. Уничтожены заветы
 Ленина. Разогнали III Интернационал.
 Товарищи! Это в С.С.С.Р. свобода, но
 кто рискнет открыто критиковать
 правительство, попадет в тюрьму.
 Трудящиеся страдают разными способами.
 Детишки Ленинской С.С.С.Р. превратились
 в фашистскую интернию Иосифа первого.
 Трудящиеся поднимайтесь на борьбу.
 Уничтожьте зверя Сталина, а потом
 свергните Сталина.
 Да здравствует великая народная революция
 Советского Союза революционеров

Texte du tract de la Société des jeunes révolutionnaires de Saratov, traduit en page précédente.

Berlin-Est, 1953 :
des soldats
et officiers soviétiques
refusent
de tirer sur les ouvriers
allemands



"Quand la conscience ne se soumettait pas aux ordres."

42 soldats et officiers fusillés pour refus d'obéissance

TROIS mois et demi après la mort de Staline, le 16 juin 1953, les ouvriers du bâtiment de la Stalinallee, à Berlin-Est, déclenchent un mouvement de grève contre l'augmentation de 10 % des normes de travail, qui se traduisait par une baisse du salaire réel, et manifestent à quelques centaines d'abord, qui deviennent vite des milliers. Le mouvement s'étend comme une traînée de poudre à toute la population ouvrière de Berlin-Est, puis des grandes villes de la RDA. Des comités de grève sont élus dans plusieurs grandes villes (Halle, Merseburg, Bitterfeld) et leurs exigences prennent très vite un aspect politique : les manifestants de Berlin-Est réclament la démission d'Ulbricht, premier secrétaire du parti, et de Grotewohl, chef du gouvernement. Un orateur, au nom des camarades de son usine, réclame l'instauration d'un "gouvernement des métallos". A Bitterfeld, le comité central de grève prend le contrôle de la situation et exige la constitution d'un gouvernement formé par des ouvriers.

Le lendemain, 17 juin, au milieu de la journée, face à l'extension foudroyante du mouvement et à l'impuissance du gouvernement Ulbricht-Grotewohl, Moscou prend les choses en main : les chars soviétiques casernés dans la plupart des villes de RDA écrasent les manifestations et réduisent les grèves par la

violence. L'ordre règne à nouveau à Berlin. Apparemment, du côté soviétique, la seule conséquence immédiate de cette grève générale est l'arrestation le 26 juin du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Beria, accusé entre autres par ses pairs d'être responsable du mouvement par ses tentatives de déstabilisation de l'équipe Ulbricht-Grotewohl et d'avoir voulu abandonner la RDA. Seule conséquence au sommet. Il y en eut d'autres plus bas.

Un article du *Literatournaia Gazeta* (le "Journal littéraire"), du 10 juin 1998, sous le titre "*Quand la conscience ne se soumettait pas aux ordres*", publie l'information suivante :

« Au sein des troupes envoyées à Berlin pour pacifier la population, quelques dizaines de soldats et d'officiers refusèrent de tirer sur les habitants désarmés. Selon les organisations allemandes des droits de l'homme, il y en eut quarante-deux. Certains considèrent qu'il y en eut plus. Leur conscience ne se soumit pas aux ordres. Ils passèrent devant un tribunal militaire, puis furent fusillés dans les geôles du NKVD construites à Berlin et à Potsdam. Tout se déroula dans le plus grand secret. A la procureure militaire de la République de Russie, on nous a informés que la liste des condamnés à mort figure dans un dossier particulier, conservé dans des archives particulières portant l'estampille "ultra-ultra secret".

Ce dossier concernerait de plus Beria lui-même. »

Selon l'auteur de l'article, Leonide Potchivalov, Beria se serait rendu à Berlin pendant les événements. Il ajoute :

“Jusqu'à ce jour, ce refus d'obéissance de soldats et d'officiers soviétiques aux ordres de leur commandement est systématiquement passé sous silence (...). En URSS, peu de gens étaient au courant de ce qui s'était passé à Berlin. Parmi eux, bien entendu, les familles des condamnés à mort, qui porteront pendant de longues années le sceau d'infamie accolé un jour par un tribunal militaire sur le destin de leurs proches, fils, pères, grands-pères fusillés comme traîtres à leur patrie.”

Selon Potchivalov, *“ces quelques dizaines de soldats et d'officiers soviétiques ont eu le courage de lancer un défi au régime”*.

Leur acte a d'autant plus de signification que la guerre ne s'était terminée que depuis huit ans, que les traces en étaient encore nombreuses et vivaces, que le mot “allemand” avait encore en URSS une résonance fâcheuse et que certains des officiers qui refusèrent de tirer sur les manifestants et les grévistes désarmés étaient sans doute passés par l'école de la guerre...

Le journal *Literatournaia Gazeta* a lancé une campagne pour l'ouverture par la procureure russe du dossier de ces 42 “traîtres”. A ce jour, sans succès.



Une prison de la Sécurité d'Etat en RDA.

**Des soldats
contre
la guerre :
*Nous crions grâce***

(Pierre Roy)



Nous crions grâce : deux universitaires, Thierry Bonzon et Jean-Louis Robert, ont publié, aux Editions ouvrières, sous ce titre, en 1989, un livre tout à fait remarquable : il s'agit d'un recueil de 154 lettres écrites par des soldats, individuellement ou collectivement, par des femmes de soldats, par des militants, etc., au député socialiste de l'Allier, Pierre Brizon, durant l'été et l'automne 1916.

Ces lettres furent adressées au député Brizon après son intervention à la Chambre du 24 juin 1916, où il avait dénoncé la poursuite de la guerre et refusé de voter le budget militaire avec deux de ses collègues socialistes : Raffin-Dugens, député de l'Isère, et Alexandre Blanc, député du Var.

Cette prise de position, qui fit sensation, était intervenue à la suite de la participation de ces trois députés — appartenant à la minorité du Parti socialiste — à la conférence de Kienthal (1), qui, comme on sait, chercha à faire faire un pas de plus à la reconstitution de l'internationalisme prolétarien brisé par le ralliement des chefs socialistes allemands et français à la guerre impérialiste, c'est-à-dire à leurs bourgeoisies respectives. Brizon, Raffin-Dugens et Blanc appartenaient tous les trois à la minorité socialiste, animée notamment par Jean Longuet.

A la différence de ce dernier en particulier, et de leurs collègues de la minorité en général, ils avaient décidé de rompre la sacro-sainte discipline parlementaire du groupe socialiste, subordonnée entièrement elle-même à l'accord d'Union sacrée, pour refuser au gouvernement les moyens de poursuivre la boucherie impérialiste.

(1) C'est à Pierre Brizon que la Conférence de Kienthal confia le soin de rédiger le manifeste : *Aux peuples qu'on ruine et qu'on tue !* (texte dans Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale*, tome 2, Mouton, 1959, pages 94, 95 et 96).

Des lettres de soldats du front au député socialiste Pierre Brizon

LE 24 juin 1916, Brizon, au milieu du tumulte, des injures, des vociférations, des menaces physiques et des voies de fait, avait déclaré :

« Après deux ans d'une guerre qui dévaste l'Europe, la ruine, la saigne, la menace d'épuisement, les gouvernants des pays belligérants demandent encore des milliards et encore des milliards pour prolonger cette guerre d'extermination.

Au moment d'un vote si grave, notre pensée se tourne vers la paix dans la liberté, vers ceux qui y travaillent avec la conscience d'accomplir le plus beau devoir qui soit au monde, vers les courageux socialistes de la minorité allemande (2), qui sont l'espoir du monde dans le combat contre le fléau le plus terrible qui se soit jamais abattu sur les hommes.

Ils luttent contre la guerre.

Ils luttent contre l'empire.

Ils luttent pour la paix immédiate et sans annexion.

Et voici ce qu'ils disent :

« Dans cette guerre monstrueuse entre deux coalitions formidables, dans cette guerre désormais immobilisée, malgré le flux et le reflux des batailles, il n'y a et il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Ou plutôt tous seront saignés, ruinés, épuisés.

Avec la jeunesse dans la tombe, les meilleures générations sacrifiées, la civi-

lisation en partie détruite, la fortune perdue, la désolation partout, une victoire serait-elle une victoire ?

Et s'il y avait, par malheur, des vainqueurs exaspérés et des vaincus irrités, la guerre recommencerait pour la vengeance, pour la revanche.

Car la guerre n'a jamais tué la guerre.

Il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher les guerres futures : c'est la victoire du socialisme en Allemagne et dans les autres pays sur les classes, les gouvernements et les hommes de proie.»

Les socialistes allemands ajoutent :

« Les gouvernements européens, avec leur diplomatie secrète et leurs appétits de conquêtes, ont déchaîné la guerre. Ils la prolongent pour se sauver.

Les peuples veulent la paix. Ce sont eux, ce sont les paysans, ce sont les meilleurs ouvriers de la civilisation qui tombent en masse, victimes d'une guerre qui n'est pas la leur, qui n'a pas pour but d'écraser la féodalité qui les exploite (...).

Il faut arrêter la guerre. Assez de morts ! Assez de ruines ! Assez de souffrances !

(2) A ce moment de l'intervention de Brizon, le *Journal officiel*, qui rend compte de la séance parlementaire, note : « *Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche — Mouvements divers*. M. Mayeras [député socialiste de la minorité, NDA] : « Vive Liebknecht ! » (*exclamations et bruit*). »

Il faut obliger notre gouvernement à déclarer ses conditions précises de paix. Il faut lui imposer la paix immédiate sans annexion. Si nous faisons cela, nous savons qu'il y aura dans les autres pays des socialistes et des hommes de bonne volonté pour exercer la même pression contre la guerre, pour la paix, pour la liberté des peuples."

A ces hommes-là, messieurs, mes amis Alexandre Blanc, Raffin-Dugens et moi, avec la certitude que notre geste ne tombera pas dans le vide, avec la conviction d'agir en bons Français comme en bons socialistes, nous tendons nos mains fraternelles du haut de la tribune française (3).

Eux et nous, nous sommes fidèles aux antiques décisions des congrès socialistes internationaux, d'après lesquels, si la guerre éclate malgré tout, c'est le devoir des classes ouvrières de s'entre-mettre pour faire la cesser promptement.

Pour aider ces hommes dans leur rude combat contre la guerre, pour la paix sans annexion, pour un armistice immédiat (4), nous déclarons que leurs paroles sont aussi les nôtres (...) (5).

Nous regrettons le mauvais emploi des milliards perdus pour le peuple et nous votons contre les crédits de guerre, pour la paix, pour la France, pour le socialisme » (6).

Cette prise de position, la première du genre dans l'Assemblée nationale de l'Union sacrée française, fut publiée au Journal officiel, mais c'est par les citations qu'en firent les journaux à grand tirage de l'époque (7), tous ultra-chauvins, que les soldats en prirent connaissance. Comme on peut s'en douter, les citations faites par ces journaux venaient à l'appui de commentaires indignés que les propos de Brizon suscitaient chez les plumeurs de service. Mais les soldats savaient lire et, par une sorte d'ironie de l'histoire, les journaux de l'Union sacrée, en voulant apporter les preuves de l'indignité inouïe

du député Brizon (qui sera d'ailleurs suspendu de son mandat pendant deux mois), fournirent l'essentiel de son discours aux soldats, qui s'en emparèrent avec ferveur.

Les lettres des soldats à Brizon sont des documents étonnants ; toutes, sans exception, traduisent un rejet de la guerre et une conscience aiguë de la gigantesque duperie meurtrière qu'une discipline de fer les oblige à subir ; un grand nombre de ces lettres sont d'une force politique tout à fait exceptionnelle. Prenons par exemple cette lettre du 27 juillet 1916 (*Nous crions grâce*, n° 64, pp. 96-97) :

(3) Après ces paroles de Brizon, le *Journal officiel* note : « MM. Alexandre Blanc et Raffin-Dugens : "Très bien !" »

(4) Le *Journal officiel* note après ces mots, entre parenthèses : "(Bruit)".

(5) Le *Journal officiel* rend compte alors de l'intervention du président de l'Assemblée et de la réplique de Blanc.

M. le Président : "Aucun Français ne pourrait accepter ni un armistice immédiat, ni une paix qui seraient, devant les violations répétées du droit, une détestable abdication" (vifs applaudissements).

M. Alexandre Blanc : "Nous reconnaissons que notre déclaration aura plus de succès dans les tranchées qu'ici."

(6) Le *Journal officiel* note à cet endroit : "(Exclamations prolongées. Bruit.)"

(7) A noter ce qu'un soldat écrit à Brizon (cf. *Nous crions grâce*, lettre 75) : "Ce que vous avez dit à la Chambre, tous les soldats, ou plutôt les martyrs, sont bien de votre avis. Mais le malheur, c'est que pas beaucoup le sauront (souligné dans le texte). Car les journaux qui reproduisent vos belles paroles si franches ne franchissent pas les tranchées. C'est par un hasard que j'ai pu le voir ainsi que quelques copains."

Ainsi la censure militaire bloquait y compris les journaux de l'Union sacrée par crainte que les soldats n'y trouvent matière, par-delà les mots et le délire chauvins, à conforter leur refus de la boucherie où ils étaient jetés. On peut penser que la censure militaire, ne pouvant fouiller toutes les poches des permissionnaires, a dû laisser s'introduire sur le front des coupures de presse rapportant les propos de Brizon et que c'est par ce canal que les poilus furent mis au courant.

« Ce jour, 27 juillet 1916.

Mon cher Brizon, Alexandre Blanc et Raffin-Dugens,

Je tiens à vous faire connaître les sentiments d'admiration que vos énergiques interventions contre cette abominable boucherie ont rencontrés dans tous les régiments de mon secteur.

Depuis que nous avons eu connaissance de cette énergique déclaration que vous avez lue à la face de cette caste sans honneur, le seul cri que l'on entend de tous les soldats est de "Vive Brizon ! Vive Alexandre Blanc ! Vive Raf. Dugens !".

Par contre, si vous trois vous êtes portés par des louanges plus haut que les nues, une hostilité ne cesse de grandir vis-à-vis des élus socialistes, qui, eux, se font complices des crimes capitalistes et se souillent les mains du sang de la classe ouvrière qu'ils ont trompée lâchement. Je me rappelle des tournées de propagande électorale et du programme présenté par les élus socialistes à leurs électeurs. C'est à grande pompe qu'il était dit qu'ils s'opposeraient à la guerre par tous les moyens. Hélas ! la guerre existe sans que nous puissions en connaître les responsables. Pour mon compte personnel, j'en conclus que la guerre était préméditée par tous les capitalistes des puissances belligérantes, pour arriver à détruire ce noyau de conscience intelligente qui montait, et pour retarder le progrès d'un siècle.

Donc que ce serait été plus logique de la part des élus socialistes, après l'engagement affirmatif qu'ils avaient pris devant leurs électeurs, 1. — de s'abstenir de toute participation ministérielle, 2. — de rechercher toutes les (illisibles) possibles pour rétablir la paix, 3. — d'avoir une attitude énergique et violente comme réponse à nos gouvernants assassins, qui redisent toujours cette même hypothèse jusqu'au bout, 4. — s'abstenir de voter les crédits de guerre s'ils ne voulaient pas voter contre, 5. — de reprendre les relations internationales, et essayer de trouver un terrain d'entente entre ouvriers, pour que, dans chaque Parlement des nations belligérantes, tous les élus socialistes puissent collectivement faire entendre leur protestation contre cette abominable boucherie, 6. — chaque élu socialiste, pendant leurs vacances, devrait aller dans tous les centres et leurs circonscriptions dénoncer à leurs électeurs le chauvinisme des capitalistes, 7. — chaque élu devrait dans tous ces milieux préparer l'après-guerre pour qu'une seconde fois nous ne soyons pas obligés à baisser la tête, comme à la mobilisation.

Voilà le point de vue de tous mes camarades socialistes et c'est le mien aussi ; le rôle qu'auraient dû jouer les élus pendant cette horrible boucherie. Car plus tard, dans l'histoire sociale, ce sera une honte de plus pour la classe ouvrière.

Hélas ! le drapeau rouge qui flottait si fier avant cette guerre, qui lançait un défi aux capitalistes, aujourd'hui, dans ses plis, n'abrite plus que la honte de la part de ses élus.

Honneur à vous trois, qui avez essayé de sauver l'honneur de la classe ouvrière traîné dans la boue par ses élus qui l'ont si lâchement trompée. En ce moment, cette classe ouvrière se sépare de ses élus traîtres, et vous crie à vous trois : "A votre tour de vous séparer de cette caste qui plus tard vous ferait rougir." Organisez, fondez un parti et chassez ces hypocrites, la classe ouvrière vous suivra, tandis que si c'est le contraire, ce parti socialiste sera mort, ses ouvriers qui ont été trompés ne voteront pas et les capitalistes seront triomphants. Ayez pitié de la classe ouvrière. Sauvez-là de l'abîme, vous trois, vous le pouvez. Fondez un nouveau parti, le parti des exploités, le parti prolétaire, mais abandonnez l'étiquette socialiste, car elle est sale et bien sale.

Par cette lettre, je vous transmets l'idée générale de tous les soldats qui sont pour la paix immédiate. Elle vous donnera l'énergie pour protester plus fort contre cette boucherie. L'armée est avec vous et à votre appel vous suivra. A bas la guerre ! Vive la révolution libératrice !

Vive Brizon, Dugens et Blanc et cordiale poignée de main.

Vous voudrez m'excuser si je n'ai pas le courage de signer cette lettre. Vous devez sans doute connaître les rigueurs militaires. Si par malheur dame censure venait à l'ouvrir, je serais sans aucun doute fusillé. Dès que vous l'aurez reçue, vous pourrez envoyer une note dans Le Matin, Le Journal ou Le Parisien, les seuls journaux que nous ayons au front, pour faire comprendre que vous l'avez reçue, et je vous ferai une lettre pacifique en me signant.

Votre tout dévoué militant socialiste, qui après la guerre dénoncera les lâches. »

Beaucoup des lettres publiées, surtout celles rassemblées sous le titre *Locuteur socialiste*, sont de cette tonalité. Toutes ne concluent pas, avec la netteté étonnante de celle qui vient d'être citée, sur la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier, mais toutes sont traversées par cette interrogation formulée de différentes façons : "Comment est-il possible que les représentants socialistes demeurent partisans de la guerre après deux ans d'une épouvantable tuerie que l'enfer de Verdun vient de porter à son paroxysme ?" Quant aux correspondants les plus avancés, ils poussent leur réflexion jusqu'à cette question fondamentale : "Comment a-t-il été possible que les socialistes aient fait cause commune avec la bourgeoisie quand la guerre a éclaté ?"

Lisons au hasard du courrier reçu par Brizon :

« Nous, peuple, voici 2 années que nous souffrons et déjà je croyais notre belle devise "socialisme" effacée !

Car qui peut laisser se déchaîner un pareil cataclysme ?

(...) Prolonger la guerre est la ruine de l'ouvrier, l'extermination de la race. Que la cloche d'alarme sonne ! Nous, combattants, attendons le fruit de votre éloquence. Causez ! Causez ! Les poilus vous écoutent. Il sont tous sans exception avec vous ; ils veulent la cessation immédiate de ce maudit carnage » (Nous crions grâce, page 97, lettre 65, s. d.).

"Soyez certain que vous avez derrière vous l'approbation de milliers et de milliers de poilus du front, qui, écœurés par l'attitude du parti socialiste français, sont heureux de voir qu'il y a encore des courageux qui s'élèvent contre l'abominable boucherie qui déshonore tous les gouvernements et que vous avez si bien qualifiée d'abattoir humain.

Les causes de la guerre :

Du côté anglais : Transvaal, Egypte.

Italien : Tripolitaine.

Français : Maroc (discours de Jaurès avant la guerre).

Et pour terminer : toute la haute finance internationale.

Les principales victimes : tous les prolétariats.

Donc : bravo camarade, continuez, nous suivons de tout cœur" (Nous crions grâce, page 98, lettre 66, du 30 juin 1916).

"Voilà déjà huit jours que je traîne dans ma poche le Journal du dimanche 25 juin, qui donne le compte rendu de la séance de la Chambre des députés de la veille.

(...) Nous regrettons tous la perte du Grand Jaurès, qui aurait eu le courage de s'élever contre cette iniquité et qui aurait pesé de tout son talent pour arrêter ces hécatombes inutiles. Vous êtes 3, ne désespérez pas, la vérité se fera jour (...). Dites-vous que, dans les tranchées,

on en a assez — c'est la vérité —, que chaque jour qui prolonge ce cauchemar crée des orphelins, misérables épaves que la cupidité bourgeoise et capitaliste laissera sombrer dans l'Océan de la vie" (*Nous crions grâce*, pages 99 à 102, n° 67, du 2 juillet 1916).

« Camarade,

Une vague de soulagement mais apparue en lisant dans les : *Hommes du jour* « l'assaut que vous avez sû donnée h ... à la Tribune de la Chambre "noire obscure" donc une bande de rapasse buveur de sang humain y siège sans se soucier, que trop des notes son morts déjât ! ...des notes ... oui rien que des notes, d'un coté et d'autre de se que l'on appelle frontière... bourgeoise" oui ! (...) » (8) (*Nous crions grâce*, page 103, lettre n° 68, du front, le 8 juillet 1916)

Ne nous a-t-on pas rebattu les oreilles d'un patriotisme des soldats sortant des tranchées, la fleur au fusil, pour donner l'assaut aux tranchées d'en face ! Non, la conscience de classe n'était pas morte. Elle est restée intacte dans les pires conditions d'existence qui puissent se concevoir pour des citoyens d'une République parlementaire réduits à la condi-

tion d'esclaves voués à devenir de la chair à canon, à tout instant menacés de mort ou de mutilations irréversibles.

Ces témoignages sont accablants pour les dirigeants socialistes, dont les plus lâches expliquaient qu'ils avaient été obligés d'agir comme ils l'avaient fait pour ne pas se couper des masses, tant était, prétendaient-ils, puissante et insurmontable la vague patriotique. En général, d'ailleurs, quand des responsables, pour justifier une conduite de capitulation, invoquent la responsabilité des masses "qui n'auraient pas conscience des problèmes", "qui seraient amorphes", "qui ne sont pas prêtes à agir", etc., on peut, à tout coup, considérer que ce sont là des alibis commodes, qu'ils se fabriquent pour se donner bonne conscience et excuser leur propre lâcheté.

(8) Le lecteur saura rectifier de lui-même les fautes d'orthographe et de syntaxe qui rendent d'autant émouvantes ces lignes écrites par des travailleurs qui n'étaient évidemment pas rompus au travail d'écriture. Ce qui frappe dans la totalité du recueil, c'est la qualité et la netteté des formules avec lesquelles ils s'expriment. Est-il excessif d'y voir le résultat remarquable de l'instruction gratuite, laïque et obligatoire ?

Citons des extraits d'une autre lettre :

« J'ai tardé à vous écrire pour vous témoigner mon immense admiration ainsi qu'à vos chers collègues, MM. Alexandre Blanc et Raffin-Dugens, pour votre refus de voter les crédits de guerre (...). Veuillez m'en excuser, car les circonstances ne me l'ont pas permis, sortant de "l'Infernal secteur de Verdun", où j'y ai passé trois mois affreux.

Vous et vos deux collègues, vous êtes des braves parmi les braves — de vrais héros, aurait dit l'illustre et Regretté Jean Jaurès (victime de la canaille cléricale). Vous n'avez pas craint de dire et d'exprimer votre vraie Pensée, au milieu du mépris et de la Haine déchaînés par vos déclarations au palais Bourbon (refuge de la Comédie et de l'Hypocrisie) (...).

Vous avez eu raison de dire que "vous refusiez de laisser tomber nos soldats pour donner Constantinople à la Russie" et nos "Grands Chefs" n'hésitent pas une seconde pour nous faire massacrer par milliers comme au Mort-Homme, à la cote 304, à Douaumont et à Thiaumont.

Le peuple ne voit rien, mais s'il voyait "comme je l'ai vu" à Verdun les voitures de cadavres et l'Horreur de la Lutte, il serait épouvanté des ravages que fait cette horrible guerre dans les "Rangs de la Classe ouvrière".

C'est à croire — et beaucoup de soldats le pensent et le disent — que cette destruction systématique est voulue par tous les gouvernants d'Europe, par cette clique de rois et d'empereurs qui voyaient, avec crainte, monter peu à peu "La Vague Rouge" (...).

J'ai été content, ainsi que beaucoup de mes camarades las d'aller à "l'abattoir et à Boucherie", de voir que les efforts et la vie de Jaurès n'avaient pas été vains et qu'il y a encore, à la Chambre française, trois députés, trois Hommes courageux, qui ont "Osé refusé de voter l'Argent" afin d'éviter "Le massacre des Innocents, dirigés de loin par les Coupables".

Vous êtes dignes du nom de "Représentants du Peuple" tels que l'avaient conçu nos "Pères de la Grande Révolution de 1789".

Vous êtes dignes d'avoir vos noms associer à ceux des Jaurès, des Ferrer, des Bebel, des Liebneck «Espoirs du Monde".

Oui, il serait temps que cette affreuse guerre cessât, - Le sang a déjà trop coulé et la Honte étend ses voiles sur toute l'Europe.

Protestez, Monsieur le député et vos deux chers collègues, tant que vous aurez une goutte de sang dans vos veines, vous serez acclamés et applaudis par la Grande partie de ceux qui combattent, — "Enchaînés dans l'Horrible Engrenage militaire dans les rangs de l'armée française.

A bas la Guerre entre les Peuples. - Guerre au cléricalisme, à l'alcoolisme, aux rois et aux empereurs, assassins et bourreaux de l'Europe.

Vivent les députés courageux Brizon, Alexandre Blanc et Raffin-Dugens !

Gloire à l'Immortel, Illustre et Regretté Jean Jaurès, ainsi qu'à notre grand savant Louis Pasteur, qui ont consacré toute leur vie "pour le Bien de l'Humanité".

Veillez, s'il vous plaît, monsieur le député, montrer ma lettre à vos collègues ; cela leur fera plaisir et les encouragera à persévérer dans leur courageuse attitude.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Vive la république sociale !

Un "citoyen du Monde" et un "Partisan des Etats Unis d'Europe".

PS : Veillez m'excuser, je ne puis vous donner mon nom à cause de la "Censure militaire" qui pourrait s'emparer de ma lettre » (Nous criions grâce, pages 103, 104, 105, lettre n° 69, du 11 juillet 1916).

Une autre lettre :

« La continuation de la guerre est imputée avec raison à l'Angleterre qui nous tiendra sous sa tutelle dans l'avenir et en partie au gouvernement français actuel qui marche à fond dans cette politique !!

C'est donc contre ceci que vous devez vous élever et, je suis étonné comme nous tous du peu d'action du parti à ce sujet.

Est-ce une approbation de la politique suivie ? Est-ce par respect

d'"union sacrée" ou est-ce par impossibilité de lutter contre un courant trop fort ?? (...) Je ne voudrais pas faire un grief constant au parti sur ces objets, mais je constate simplement ceci :

Jusqu'ici, aucune voix, autre que les vôtres ne s'étaient élevées, contre la prolongation de la guerre !! (Où est Jaurès ??)

La politique de "destruction des peuples" est celle qui domine entièrement sans être manifestement combattue !!

Les crédits sont votés, (sauf pour les derniers) sans objection !!

C'est presque renier les principes de notre parti, détruire la base vitale de nos théories humanitaires !!

(...) Nous vous adressons toutes nos félicitations pour les paroles et les actes qui vous ont permis d'avoir l'approbation de tous !!

Luttez donc contre ces Nationalistes - catholiques !! luttez contre ces partisans de guerre à outrance dont la destruction des hommes leur importe peu et qui se consolent en prêchant la repopulation des nouveaux sacrifiés » (Nous crions grâce, page 107, lettre n° 72, s. d.).

Plus loin, dans le recueil, nous lisons :

"(...) Soyez persuadé que nos cœurs ont battus et que nous étions fiers d'avoir des hommes à inscrire sur le livre d'or de l'humanité à côté du nom du grand Karl Liebknecht que nous admirons tous (souligné dans le texte).

Je vois que l'ardeur révolutionnaire dont nous ont laissé nos aïeux n'est pas morte pour tous.

Nous serons toujours prêt à verser notre sang mais pour l'ennemi de l'intérieur qui est cause de tous nos souffrances que nous subissons depuis bientôt 2 ans.

(...) Dire qu'on n'ose seulement pas vous envoyer nos pensées car la discipline est terrible et nous n'avons aucune confiance à nos bourreaux :

Un copain partant en permission à Paris vous enverra ma lettre et si je sors de cette tuerie, je vous dirai mon nom, voilà mes initiales, L. G." (Nous crions grâce, pages 112-113, lettre n° 75, s. d.).

Un autre soldat prend le risque — énorme — de signer sa lettre. Pour qu'il ait pris un tel risque, il fallait que ce soldat — militant socialiste — fût prêt à tout sacrifier pour faire avancer la cause incarnée par Brizon. Il écrit :

"A la veille du Conseil national où sera discutée la demande de contrôle formulée contre vous et nos camarades Blanc et Raffin-Dugens, je tiens à vous

envoyer mon approbation pleine et entière pour votre conduite courageuse et si conforme à la doctrine et aux traditions du parti, abandonnées par tous ceux qui ont en main les rênes de notre organisation.

Le Parti déclare ceci, le Parti a décidé ça etc. etc. ; mais est-ce bien le Parti et y comptons-nous encore dans le Parti, nous socialistes des tranchées ? Il nous semble que nous sommes bien oubliés et qu'on ne se rappelle de nous que lorsqu'on nous demande de nous faire tuer au nom de principes qui avaient une toute autre signification lorsqu'on les développait sur l'herbe du Pré Saint-Gervais.

Rien, que je sache, n'a été fait pour nous hâter la fin d'un massacre épouvantable.

Nous n'avons même pas voulu causer au sein de l'Internationale, et je n'ai jamais entendu dire que des gens, évitant toute conversation arrivassent à éclairer leur mutuelle religion.

Nous n'avons même pas pu, malgré notre pouvoir incontesté, arriver à faire définir exactement par les gouvernants (et ce n'est pourtant pas les discours qui ont manqué) les conditions de paix que nous voulions et cette obscurité creuse pourtant au cœur des combattants un abîme de doute et d'incertitude(...).

Continuez donc dans votre attitude, mon cher citoyen Brizon et dites-vous bien que les socialistes des tranchées sont plus avec vous qu'avec vos détracteurs, qu'ils s'appellent Briquet, officier de réserve à la Chambre ou Hervé, futur représentant de la L.D.P.

(...) Veuillez, citoyen Brizon, recevoir l'assurance de mes meilleurs sentiments socialistes qui ne sont pas prisonniers du pouvoir, ceux-là.

*H. Charny. Téléphoniste,
313° d'Infanterie, CAR, sect. 9,
membre de la Fédération de Seine-et-Marne."*

(Nous crions grâce, pages 114-115, lettre n° 76, Argonne, 30 juillet 1916.)

Autre extrait de lettre signée :

“Après Merrheim, Bourderon, R. Rolland, vous venez de prononcer le premier au Parlement français, les paroles que nous avons attendues pendant de longs mois, ceux du front. Nous faisons hommage d’un héroïsme imposé, et qui nous pèse, au courage civil, au vrai courage qui a tenu tête à une assemblée pusillanime lui faisant avaler la vérité dans tout son scandale.

(...) Vous avez su briser avec la discipline d’un parti qui avait brisé, lui, avec son idéal et sa raison d’être, les arguties de prudents révolutionnaires qui brandissent de petits textes et font naître de petits incidents d’audiences (pour faire oublier que l’essentiel de leur doctrine, le meilleur de leur âme est trahi) — vous ne vous êtes pas satisfait dans votre conscience de ces exemples médiocres : vous avez pu faire le rude effort de retrouver le chemin vrai. De quel cloaque vous voilà sorti !

(...) Et sachez que quand vous voudrez, après la guerre, organiser un puissant mouvement d’opinion pour que jamais cette abominable plaisanterie ne se représente, si nous sommes encore vivants, nous répondrons avec enthousiasme à votre appel de mobilisation, notre expérience de Champagne, d’Artois, de Verdun, nous servira, je l’espère, à prendre d’assaut la Bastille moderne, les grandes usines de canons, Krupp et ses associés.

*Raymond Lefebvre, salle 11, Hôpital
Complèment, 45, Nouveau Lycée, Lyon
(blessé le 10 mai à la cote 304,
adresse civile : 126 av. Mozart, Paris)*

Voulant ne risquer que seul la poursuite d’une police qui violerait le secret

postal, j’ai signé seul. Mais je témoigne que l’immense majorité de mes camarades eût signé comme moi : Elisabeth Albert, 69 rue Vieille du Temple, Paris ; Louis Michel, 14 rue du Châtelet à Châlons sur Marne ; Merlin Albert, 30 bd des Batignolles à Paris” (Nous criions grâce, pages 115-116, lettre 77, s. d.).

Ces quelques citations auront, nous l’espérons, démontré la valeur du recueil avec l’importance et la force historiques de ces “voix” de la base socialiste ou de militants affirmés. Lorsque Lénine, au même moment, dans cette deuxième moitié de l’année 1916, tendait tous ses efforts, de la Suisse où il était exilé, pour orienter une avant-garde vers la fondation d’une nouvelle Internationale, n’avait-il pas, à partir d’une analyse politique rigoureuse, considérée alors par beaucoup comme doctrinaire, rigide et exagérément optimiste, saisi l’essentiel de l’état d’esprit des prolétaires sous l’uniforme, conscients de la faillite du socialisme officiel et désireux de créer un nouveau parti ouvrier ? Est-il excessif d’interpréter les lettres de certains correspondants de Brizon, qui saluent avec admiration et reconnaissance le geste des trois députés, comme une invitation qui leur est aussi faite, à ces trois parlementaires, amicalement mais fermement, de s’orienter vers ce nouveau parti dont les soldats, auteurs des lettres, sans évidemment connaître Lénine de près ou de loin, avaient conscience de la nécessité ?

On ne saurait trop chaleureusement recommander la lecture de ce livre *Nous criions grâce*. C’est le prolétariat qui s’y exprime à un moment particulièrement critique de l’histoire. Quelle formidable leçon de lucidité politique !

Pierre Roy

Les anarchistes espagnols dans la guerre civile

**(deuxième partie :
mai 1937-fin 1938)**

(Elías García)



Affiche de la CNT : "Nos côtes seront défendues par nos braves marins."

Aggravation des divisions dans le mouvement libertaire, des journées de mai 1937 à la fin de 1938, en Catalogne

La crise d'avril 1937 et l'augmentation des tensions politiques

La remise en cause des institutions révolutionnaires nées en juillet-août 1936 et la dénonciation de la part du PSUC des "incontrôlés" anarchistes et poumistes devient de plus en plus agressive. C'est en particulier en Catalogne, bastion anarchiste, région la plus uniformément touchée par la révolution, qu'augmente l'opposition entre les deux "camps", celui de la révolution (CNT-FAI-POUM) et celui de la légalité républicaine (UGT-PSUC-ERC-Estat Catalá).

Au printemps 1937, de multiples accrochages ont lieu entre les différents corps chargés de l'ordre public. Ils sont de deux sortes : d'un côté, les patrouilles de contrôle, sous l'autorité de la Généralité de Catalogne, sont dirigées par une *Junta de Seguridad Interior*, dans laquelle sont représentées toutes les organisations "antifascistes". Les anarchistes y sont majoritaires et, dans certains quartiers ouvriers de Barcelone, les patrouilles sont composées presque exclusivement des hommes des comités de défense anarchistes (comités qui étaient traditionnellement chargés de protéger l'organisation ouvrière contre les at-

taques des "jaunes" ou de la police). L'autre police est composée des gardes d'assaut et la garde nationale républicaine (les carabiniers). Leurs effectifs ne cessent d'augmenter et ils obéissent directement au gouvernement républicain. Les militants du PSUC et des autres partis légalistes y sont les plus nombreux.

A Barcelone, de petits accrochages ont lieu de plus en plus souvent et les provocations sont fréquentes de la part des gardes d'assaut, encouragés par la presse du PSUC, qui insulte les patrouilles et réclame à grands cris leur dissolution en même temps qu'elle injurie les Jeunesses libertaires, la FAI, et qu'elle professe le plus grand mépris pour l'économie collectivisée. Cette attitude irrite au plus haut point, dans les quartiers ouvriers de la ville, ceux qui avaient étouffé l'insurrection militaire de juillet 1936 et qui fournissaient les hommes qui allaient verser leur sang sur le front d'Aragon. Les ouvriers savaient aussi que leurs camarades miliciens anarchistes étaient "oubliés" par le gouvernement dans la distribution des armes. Pour eux, c'était clair : il s'agissait de discréditer les milices populaires en les empêchant de remporter des victoires, pour mieux les dissoudre et les fondre dans la nouvelle armée républicaine, dite "armée populaire". Un ancien membre des patrouilles exprime cette amertume (1) :

« Souvent, on enrageait, prêts à en découdre (...). Cette rage, elle venait des multiples provocations du PSUC (...). Provocations en ce sens que chaque fois qu'ils tenaient un meeting, ils traitaient d'idiots tous ceux de la CNT (...) Ils disaient que ceux qui étaient allés sur le front d'Aragon étaient des tribus (de sauvages), comme disait le Comorera (2). (...) Ensuite, l'organe du PSUC, Treball, sortait avec des titres comme ça (énormes) ; des choses du genre : "Venez, on vous attend" (...). Chaque fois que je voyais Treball ou que j'apercevais ces gars-là... là, tu bouillais. »

Des affrontements plus importants avaient eu lieu dans le village de La Fatarella, dans la province de Tarragone, à la fin janvier 1937, auxquels des patrouilles de contrôle de Barcelone (entre autres), avaient pris part. Les anarchistes y avaient vu une tentative de soulèvement contre-révolutionnaire.

En janvier 1937, toujours, en réponse à une proposition du PSUC de fondre tous les corps de police en un seul, dans les mains de l'Etat, la CNT répond dans *Solidaridad Obrera* :

"Les patrouilles de contrôle doivent être non seulement maintenues, mais élargies. Toutes les attaques dont elles feront l'objet sont des attaques contre le cœur même de notre révolution" (3).

Malgré cet avertissement, le 4 mars, paraît au *Journal officiel* catalan un décret de dissolution des patrouilles, visant à la constitution du corps unique d'ordre public. Mais il apparaît clairement que la direction de ce nouveau corps sera confiée aux actuels chefs des gardes d'assaut et de la garde nationale républicaine.

Devant l'agitation, l'inquiétude, puis le ferme refus de la base, la direction de la CNT prend position contre l'application des décrets. Leur application est alors différée.

Ces décisions du gouvernement étaient liées à la décision de militarisation des milices et à la question de la mobilisation régulière pour constituer une armée qui ne soit plus contrôlée directement par les organisations syndicales.

Fin mars, le gouvernement entre officiellement en crise, un nouveau cabinet est formé le 3 avril avec des ministres ERC-PSUC-CNT, mais le 7, le PSUC présente un "plan pour la victoire" prenant complètement le contre-pied des positions de la CNT.

La tension monte à tel point que le journal de la FAI, *Tierra y Libertad*, titre le 10 avril :

"Ecrasez la contre-révolution, camarades ! Voilà votre mandat. Notre devoir est de le réaliser."

De son côté, la direction de la CNT négocie toujours avec les partis pour arriver à une entente, pour créer un nouveau cabinet mort-né le 16 avril.

Le lendemain, on lit dans le journal des Jeunesses libertaires, *Ruta* :

"Le moment de faire reculer la contre-révolution est venu. La FAI et les Juventudes Libertarias ont montré qu'il va falloir aller à bagarre pour en finir avec ces gens incapables d'être loyaux et d'embrasser largement la cause de l'antifascisme et de la révolution."

Le 24 avril, un attentat manqué a lieu contre le responsable de la police de la ville, Rodriguez Salas, membre du PSUC. Le lendemain, Roldán Cortada, ministre et dirigeant du PSUC, est assassiné, ce que ses camarades exploitent immédiatement pour exiger la dissolution des patrouilles et le désarmement des "incontrôlés", c'est-à-dire les anarchistes et les membres des Jeunesses libertaires...

(1) Extrait de l'article de Joan Casanovas, "La guerra civil a Barcelona : les patrulles de control de Sants vistes per un dels seus membres", dans *Historia y Fuente Oral. Apuntes de Barcelona*, publication de l'Université de Barcelone, n° 7, 1992.

(2) Allusion à une déclaration, lors d'un meeting, de Joan Comorera, le dirigeant du PSUC, où il avait qualifié les ouvriers en armes qui avaient vaillamment résisté aux insurgés franquistes en juillet 1936 de "tribus" méprisables et négligeables, déclaration qui a provoqué une énorme colère chez les ouvriers de la CNT, au point que ce mot résume à lui tout seul la provocation dans la bouche de ce témoin, cinquante ans après.

(3) *Solidaridad Obrera*, 28 janvier 1937.

Au même moment, des nouvelles arrivent de la mort du dirigeant anarchiste de Puigcerdá, Antonio Martín (4).

La tension est telle que les négociations CNT-UGT pour un 1er Mai unitaire échouent. Bien plus, on s'accorde pour que, ce jour-là, les travailleurs restent chez eux, de peur que Barcelone ne s'embrace. Les 1er et 2 mai, les comités de défense anarchistes patrouillent dans les quartiers ouvriers, en réaction aux tentatives des gardes d'assaut de désarmer des militants dans le centre ville. La "Soli" titre : *"Travailleurs, que personne ne se laisse désarmer sous aucun prétexte."*

Les journées de mai et les Amis de Durruti

Raconter en détail les sanglants affrontements qui eurent lieu du 3 au 7 mai à Barcelone dépasserait le cadre de cet article. Si on a insisté sur les raisons de l'exaspération des masses anarchistes et l'attitude provocatrice des partis du gouvernement, en particulier du PSUC, c'est pour rendre plus compréhensibles les événements de mai et, en particulier, la levée en masse des ouvriers de la ville. C'est maintenant sur l'attitude de la direction et de la base anarchiste que l'on va essayer d'apporter du nouveau.

Le 3 mai, trois camions de gardes d'assaut, sous les ordres de Rodriguez Salas, investissent violemment le premier étage du bâtiment de la Telefónica (5), géré et occupé par un comité ouvrier à majorité CNT, dans le centre de Barcelone. Les occupants des étages supérieurs les empêchent d'aller plus loin. Des bandes armées du PSUC prennent alors position sur le toit des bâtiments alentours et canardent la Telefónica. Quand la nouvelle arrive dans les quartiers ouvriers, la colère explose et les locaux syndicaux se remplissent de militants en armes. Bientôt, toute la ville est sur le pied de guerre. Le lendemain, la grève est générale, des barricades sont érigées partout, les ouvriers de la CNT contrôlent la majorité de la ville. Seul le

centre est aux mains de la police et des hommes armés du PSUC et de l'ERC. Pour les travailleurs de Barcelone, c'est un nouveau 19 juillet 1936 (6), la grève générale est largement spontanée ; elle n'a pas été appelée par la CNT ni par le POUM, qui sont au contraire surpris de cette mobilisation spectaculaire et ne savent comment réagir.

Du 4 au 7 mai, il faudra plusieurs appels au calme de la CNT, puis de la CNT et de l'UGT ensemble, pour faire rentrer les travailleurs chez eux. Les combats font vraisemblablement des centaines de morts. Mais à aucun moment les dirigeants anarchistes ne donnent l'ordre de converger vers le centre. Bien au contraire, ils visitent les barricades et passent leur temps au téléphone pour appeler les locaux syndicaux et ordonner de déposer les armes, de ne pas répondre aux tirs de la police et du PSUC. Les dirigeants du POUM demandent à la CNT de prendre le pouvoir avec eux, mais devant leur refus, ils se résignent et finissent par s'associer au mot d'ordre de : *"Cessez le feu ! Ni vainqueurs ni vaincus ! Rentrez chez vous !"*

Un des dirigeants de la FAI, Abad de Santillán, se rappelle :

"J'ai entendu au téléphone des camarades pleurer de rage quand ils appe-

(4) Voir l'article publié dans le numéro précédent. Un échange de vues avec un lecteur, auteur d'une thèse sur la Cerdagne à cette époque, ainsi que la très récente découverte d'une nouvelle pièce d'archives me conduit à rectifier un point : la mort d'Antonio Martín n'eut pas lieu lors d'un "affrontement entre des centaines d'anarchistes de Puigcerdá et des forces de police de Bellver". Il n'y a vraisemblablement pas eu d'attaque anarchiste contre cette ville. Le dirigeant anarchiste de Puigcerdá venait à Bellver en voiture, car il avait appris que la ville était en armes et empêcherait le passage de militants de la CNT qui avaient besoin de la traverser pour rentrer chez eux dans la ville voisine de la Seo de Urgel. Avant d'avoir pu mettre pied à terre, il est pris sous un feu nourri, et meurt, ainsi qu'une poignée de ses camarades.

(5) La centrale téléphonique, par où passaient tous les appels, était d'une grande importance stratégique.

(6) A chaque fois que les militants de la CNT-FAI font référence au "19 juillet", c'est à la réaction populaire contre le soulèvement franquiste, et plus largement à la révolution qu'ils font allusion.

laient les comités (comités dirigeants CNT-FAI) et qu'on leur répondait de ne pas tirer même si on les mitraillait" (7).

Pendant ce temps, la section des bolcheviques-léninistes (8) et les Amis de Durruti tentaient de maintenir un esprit offensif sur les barricades et appelaient à la prise du pouvoir. Les premiers distribuaient un tract où on lisait :

"Vive l'offensive révolutionnaire ! Pas de compromis ! L'instant est décisif. La prochaine fois, il sera trop tard... Seul le prolétariat peut assurer la victoire militaire. La classe ouvrière doit s'armer. Vive l'unité d'action CNT-FAI-POUM !"

La proclamation des Amis de Durruti distribuée le 5 mai sur les barricades disait quant à elle :

"Travailleurs ! Il faut une junte révolutionnaire ! Exécution de tous les coupables ! Désarmement de tous les corps armés ! Socialisation de l'économie ! Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe travailleuse ! Ne cédon pas la rue. La révolution avant tout ! Nous saluons nos camarades du POUM, qui ont fraternisé avec nous dans la rue. Vive la révolution sociale ! A bas la contre-révolution !"

Pourtant, les ouvriers refluent et rentrent chez eux avec leurs armes, pendant que la police commence à les arrêter par dizaines et que les séides de Staline assassinent Camilo Berneri (9) et son camarade Francesco Barbieri. Des renforts de 1 500 gardes d'assaut arrivent de Valence, la responsabilité de l'ordre public étant passée du gouvernement de la Généralité de Catalogne au gouvernement central de Valence. Ordre est donné à l'aviation et aux bateaux proches de la ville de bombarder Barcelone en cas de besoin.

Le 8 mai, les Amis de Durruti, déclarés "éléments provocateurs" par la direction de la CNT, qui a condamné leur premier tract, distribuent en réponse un manifeste au ton très violent. Ils y font le bilan des affrontements et proposent leurs mots d'ordres ; mais surtout, ils tirent les enseignements de l'attitude de la direction anarchiste :

« La Généralité ne représente rien. Sa survie fortifie la contre-révolution. La bataille, ce sont les travailleurs qui l'ont gagnée. Il est inconcevable que les comités de la CNT aient agi si timidement qu'ils en soient arrivés à ordonner le "cessez-le-feu" et qu'ils aient imposé le retour au travail alors que nous étions à deux doigts de la victoire totale. Il n'a pas été tenu compte du lieu d'où l'agression est partie, on n'a pas fait attention à la signification de ces journées. Une telle conduite doit recevoir le nom de trahison de la révolution (...). Nous ne savons comment qualifier le travail néfaste réalisé par Solidaridad Obrera et les militants les plus en vue de la CNT. »

Le pas est franchi, la rupture avec la direction est désormais nette, plus encore quand celle-ci réagit et demande, dans *Solidaridad Obrera*, à tous les syndicats et groupements locaux d'expulser de leur sein les adhérents du groupe les Amis de Durruti.

Face à de telles mesures, Balius et ses camarades, traités "d'incontrôlés" et "d'agents provocateurs" par les instances dirigeantes de la CNT, s'organisent comme un mouvement politique : ils se dotent d'un journal, *El Amigo del Pueblo*, et d'un programme politique, autour duquel ils font de l'agitation. Dans le n° 1 de leur journal, ils répètent leur accusation de trahison. Mais ils restent des "hommes de barricades" (10) et pas des hommes de parti. La construction d'un parti indépendant capable de mettre en œuvre le programme de prise de pouvoir par une *Junta revolucionaria* n'apparaît nulle part comme une nécessité dans les douze numéros connus de *El Amigo del Pueblo*, pas plus que dans le pamphlet *Hacia una nueva revolución*

(7) *Fragua social*, 15 mai 1937.

(8) Nom que se donnaient les quelques partisans de la Quatrième Internationale, qui tentaient d'appliquer les directives de Trotsky.

(9) Voir l'article paru dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(10) Expression que j'emprunte à Agustín Guillamón, *Los Amigos de Durruti (1937-1939)*, *Balance*, n° 3, décembre 1994, Anexo, *Corresp. Bolloten-Balius (1946-1949)*, Barcelona, Ed. del Autor, 1994.

(“Vers une nouvelle révolution”) écrit par Jaime Balius en 1938.

Même si le regroupement que furent les Amis de Durruti parvint à s’attirer la sympathie de milliers de membres de la CNT avant les journées de mai, il n’a jamais représenté par la suite une alternative politique sérieuse à la ligne de la direction : au fur et à mesure que les événements se succèdent, ils sont réduits à un petit groupe et éprouvent les pires difficultés à éditer leur journal, qui disparaît à la mi-1938. Pourtant, on ne peut pas les considérer comme isolés à l’intérieur de la CNT et de la FAI, loin de là. La sympathie à leur égard est grande, et bien plus, ils ne sont pas les seuls à contester la ligne de la direction.

Selon Agustín Guillamón, quand la direction régionale de la CNT décida d’exiger de toutes les fédérations et les sections syndicales d’expulser de leurs rangs les Amis de Durruti, une majorité s’y refusa (11). Il est difficile de vérifier une telle assertion, mais on peut quand même citer des lettres de protestation envoyées au comité régional de la CNT par des sections qui refusent d’appliquer la consigne. En juin 1937, la fédération locale de Sabadell (12), après avoir lu et discuté en assemblée générale la circulaire de la direction et le journal des Amis de Durruti, écrit ceci (13) :

“(…) Là (dans El Amigo del Pueblo), nous avons une critique fondée sur nos principes, de l’action menée par le comité (régional) et les représentants de nos organismes aux postes de responsabilité. Critique qui a été et sera toujours la force vitale et de progrès de notre mouvement libertaire. (Nous disons) que l’existence et les agissements des Amis de Durruti ne doivent pas être considérés comme un mouvement d’opposition au sein ou en marge du mouvement libertaire, mais comme la manifestation d’un droit, qui a toujours été respecté entre nous, de la part des éléments extrémistes, de critiquer et de dire son opinion sur les erreurs des comités et des camarades responsables.”

Ils considèrent l’existence de ce groupement et de son journal comme nécessaire : “Un journal clandestin n’a ja-

mais compromis ni ne compromettra jamais l’existence d’un syndicat, mais au contraire, il élève le moral des syndicats.”

Plus qu’une défense des Amis de Durruti, la réunion devient une occasion de mettre la direction face à ses responsabilités :

“La couardise collective et la trop grande tolérance sont bien plus dans le fait de se taire devant les faits accomplis et en train de s’accomplir que dans le fait de dire publiquement ce qu’on sent pour tenter de sauver le prestige de l’organisation. (Nous disons) qu’une conduite juste de nos comités et camarades responsables sera la meilleure manière pour faire taire la critique dont ils sont l’objet, puisque le groupe en question et les secteurs extrémistes se limitent à défendre l’essence et l’esprit du 19 juillet, et à attaquer les organismes officiels et les secteurs qui agissent si indignement et misérablement contre notre mouvement et en profitent pour faire œuvre partisane et sectaire” (14).

Quelque mois après, le bureau des syndicats de la ville de Manresa écrit :

“Mais, pour notre part, nous ne pouvons accepter qu’ils soient expulsés de notre organisation, car en dépit des différences d’opinions, nous les considérons comme des camarades révolutionnaires.”

Une aile radicale qui ne rompt pas, au-delà des Amis de Durruti

Ces quelques passages témoignent de l’existence, après mai 1937, d’un courant réel de critique et de résistance à

(11) *Ibidem.*

(12) Sabadell est une ville textile importante près de Barcelone.

(13) Archivo Histórico Nacional de Salamanca, série Político-social Barcelona, carp 1407.

(14) Passages soulignés dans le texte original.

l'orientation développée par la direction de la CNT et de la FAI.

Ce courant critique, qui est bien plus important numériquement que les Amis de Durruti, est représenté en particulier dans la fédération locale des groupes anarchistes de Barcelone et dans les Jeunesses libertaires de Catalogne. Mais on trouve aussi des prises de position tout à fait claires ailleurs qu'à Barcelone même.

Une des critiques les plus immédiates reste celle des militants révolutionnaires victimes de la répression d'après-mai. En effet, dès la fin des affrontements, les arrestations commencent et se prolongent bien au-delà de l'été 1937. Des centaines de militants anarchistes et anarcho-syndicalistes sont arrêtés. La répression ne se limite pas au POUM et aux miliciens étrangers du front d'Aragon ; le nombre d'anarchistes arrêtés, emprisonnés et jugés ou non dépasse largement celui des oppositionnels communistes (15). Une bonne partie des arrestations se fait dans le cadre de la dissolution effective des patrouilles de contrôle et le désarmement de l'arrière (qui ne concerne que la CNT-FAI et le POUM).

Les plaintes des "prisonniers antifascistes"

De toutes les prisons de Catalogne, les prisonniers de la CNT écrivent au comité régional. Dans la prison de Barcelone, ils sont bientôt au nombre de 500, en comptant les étrangers et les poumistes, et ils s'appellent eux-mêmes les "prisonniers antifascistes". Ayant mis en place un comité, c'est comme groupe politique que les militants anarchistes s'adressent à leur direction. Ils font pression pour être défendus en tant que groupe et non pas individu par individu, comme entreprend de le faire la commission juridique mise en place par l'organisation.

Ils veulent une défense politique, qui soit aussi une défense de l'orientation révolutionnaire de l'été 1936, et ils ne

comprennent pas le silence de la direction sur l'énorme répression qui frappe les rangs anarchistes et, plus largement, tous les révolutionnaires.

Le 17 juin, les prisonniers écrivent à la direction (16) :

"Considérant que la détention et l'inculpation de ceux qui ont tout donné pour la révolution, avant et après le 19 juillet, est la chose la plus monstrueuse qui puisse arriver au nom d'un vieux système policier ; considérant que nous subissons les rigueurs de la loi de la même façon que si nous étions des fascistes ; considérant que les auteurs des lois qui nous sont appliquées ont été des représentants de l'organisation qui ont légiféré avec l'assentiment de celle-ci (17) ; (...) tenant compte du fait que jusqu'à présent aucun des organes de la presse (confédérale) ne s'est occupé le moins du monde des prisonniers, de leur état moral ou matériel, de faire savoir à l'opinion que les vieux procédés contre les révolutionnaires étaient ressuscités, et (constatant) que l'organisation dans son ensemble ne s'est pas préoccupée et ne se préoccupe toujours pas de la situation des prisonniers à Barcelone (...)"...

(15) De mai 1937 à janvier 1938, sur l'ensemble de la Catalogne, j'estime à plus de 4 000 le nombre de CNTistes arrêtés, qu'ils soient relâchés au bout de deux jours ou de quinze mois. Quant aux poumistes, en comptabilisant 150 d'entre eux, il me semble qu'on peut doubler ce chiffre, mais pas plus. Les "antifascistes étrangers", c'est-à-dire en majorité allemands, italiens et français, atteignent peut-être le chiffre de 400 individus. De très nombreux militants n'échappèrent aux arrestations qu'en se réfugiant sur le front, en particulier dans la 26e division, ex-colonne Durruti. Pour le POUM, il reste à faire une étude sérieuse du devenir des hommes de la 29e division (ex-colonne Lénine) après la dissolution de ce parti.

(16) AHN Salamanca, série PS Barcelona, carp. 286.

(17) Celui qui est visé ici est Juan García Oliver, ministre de la Justice du gouvernement Largo Caballero et dirigeant de la FAI, auteur de la loi réorganisant l'appareil judiciaire de la république. Ce personnage est jusqu'à la fin de la guerre une des cibles privilégiées des critiques des militants, tant il représente à leurs yeux la compromission de la collaboration gouvernementale et, partant, du reniement des principes anarchistes.

... ils annoncent une grève de la faim pour le 22 juin.

Le comité régional accourt alors et leur fait des promesses pour qu'ils se calment. Mais, ne voyant rien venir, ils écrivent à nouveau le 5 juillet (18) et, cette fois-ci, leur critique est plus politique :

“Nous vous avertissons, camarades, que si nous employons ce ton quelque peu violent, cela n'est pas dû au désespoir ni à l'impatience, mais c'est parce que nous sommes sûrs d'avoir des raisons pour le faire. Parce que, en plus, nous nous rendons compte que le fameux plan que vous disiez avoir à notre sujet a échoué complètement, et que nous sommes abandonnés, tant du point de vue de la presse que de la propagande (...). Pour nous, tout cela a atteint une extrême gravité (...). Nous constatons que les camarades qui représentent l'organisation ne sont pas à la hauteur des circonstances, au vu de ce que nous venons d'exposer. Car admettre des responsabilités dans les événements de mai serait nous rendre responsables de faits dont nous avons la certitude qu'ils ont été une provocation tout à fait préméditée. Nous considérons qu'il n'y a pas de raison pour que l'organisation descende aussi bas. Il serait plus que désastreux que nous assumions ces faits horribles, que ce soit par dignité ou par grandeur d'âme. Ni vainqueurs ni vaincus (...).”

En reprenant exactement la formule des dirigeants qui les avaient contraints au cessez-le-feu les 6 et 7 mai, ils leur jettent au visage leurs reniements.

Un sentiment général au lendemain de mai à Barcelone

Il ne faudrait pas croire que ces cris indignés sont isolés et seulement dus à l'internement. Un passage du procès-verbal de la réunion des comités régionaux de la CNT, de la FAI et des Jeunesses libertaires, du 9 juin 1937, révèle l'ampleur de la contestation. Le secrétai-

re régional de la CNT, Valerio Más, présente sa démission, ce qui provoque ces paroles de Pérez, du comité régional de la FAI :

“Le problème, ce n'est pas seulement toi, c'est celui de tous les comités. A la (fédération) locale (de la CNT), pour les mêmes motifs, ils ont présenté leur démission groupée, et elle a été acceptée. Les critiques contre les comités sont les mêmes pour tous, et cette ambiance hostile à notre égard se répand partout, et, par conséquent, ce qu'il faudrait, c'est que tous, nous présentions notre démission.”

Les assemblées générales des syndicats ont hué les membres des comités et leur ont fait toutes sortes d'accusations. Mais au-delà, quand on lit les paroles du délégué de la fédération locale :

« Je répète ce qu'a dit un des camarades, selon quoi l'ambiance de la rue est contre les comités, et que ceux-ci ne vont pas pouvoir continuer à agir sans autorité, car les premières paroles qui nous viennent aux oreilles sont “Liquidateurs ! Vendus ! Vous qui avez dit cessez le feu !” »,

on s'aperçoit que c'est “le peuple de la CNT” dans son ensemble qui se sent floué et qui le crie.

La tentative des groupes anarchistes pour construire une alternative politique

Si la critique est générale, elle ne trouve pas toujours à s'exprimer comme une opposition politique véritable. Et dans cette réunion du 9 juin, c'est précisément sur cette incapacité que comptent les comités pour rester en place et maintenir la même orientation de collaboration avec les autres forces politiques et la

(18) *Ibidem.*

ligne de la participation aux gouvernements.

Pourtant, comme avant mai, les groupes anarchistes, en particulier ceux de Barcelone, vont être un des lieux d'expression d'un fort courant d'opposition. Au cours du plénum des groupes anarchistes de Catalogne du 1er juillet 1937, il apparaît clairement que la fédération, dans sa majorité, est opposée à la ligne de la collaboration gouvernementale (19).

Le délégué de la ville de Badalona explique :

"Il faut éclaircir l'affaire des journées de mai, peut-être que le comité régional a bien agi du point de vue administratif, mais pas d'un autre point de vue (politique, cette fois-ci, même si ce terme rebute notre délégué anarchiste). Il ne s'est pas comporté comme on l'aurait cru devant l'attaque générale qu'on a subie dans les campagnes, il ne s'est pas montré à la hauteur des circonstances. La guerre n'a aucun intérêt pour nous si nos efforts se voient récompensés par notre disparition à l'arrière. Il faut renouveler les charges et imprimer une nouvelle orientation."

Un représentant des anarchistes chiliens exprime le point de vue de nombreux délégués :

"Nous sommes face à la tendance à la collaboration aveugle, car la révolution s'est arrêtée le jour où la CNT et la FAI ont accepté de collaborer avec le gouvernement, et depuis ce jour, avec l'acceptation des organismes responsables, on a accepté beaucoup de reculs. Ça a été une erreur énorme de désarmer l'arrière."

Mais les responsables expliquent qu'ils ont choisi de ravalier leurs critiques et de ne pas rompre avec la ligne de la direction nationale de la CNT :

"Tant le secrétaire du comité régional (de la FAI) que moi-même, nous sommes forcés d'accepter les résolutions de tous les comités pour donner un sentiment d'unité face aux rumeurs (de division)."

C'est la peur de s'isoler qui les retient. Les groupes les plus virulents ont

la même peur vis-à-vis de la fédération : ils ne veulent pas s'isoler de la FAI par une attitude trop brutale d'opposition.

Une résolution en trois points est présentée par un comité créé *ad hoc* pour "harmoniser" les différents points de vue :

"1. — Que tous les camarades qui occupent des postes dans les organismes officiels se retirent immédiatement de ceux-ci et réintègrent leurs postes de travail et de lutte syndicale et spécifique, pour que, depuis ces lieux, ils puissent favoriser le triomphe de la guerre et de la révolution sociale (...).

2. — La FAI fera une déclaration publique dans laquelle, après avoir fait le récit des actes barbares que nos ennemis commettent, elle déclarera clairement et avec l'énergie nécessaire que, si ne cessent pas immédiatement les attaques contre les conquêtes révolutionnaires et les assassinats, en dépit de la situation de guerre (qu'il nous intéresse plus qu'à quiconque de gagner), nous répondrons sur le même mode à l'action des ennemis de la liberté et nous ne nous arrêterons que quand nous aurons imposé le respect pour notre organisation, ses membres, et les libertés populaires."

Le troisième point exige la collectivisation intégrale de l'économie et la prise en charge du ravitaillement par les magasins de distribution confédéraux.

Cette orientation va être battue, comme dans la réunion du 12 avril (20) et l'argument décisif va être le fait qu'une assemblée de la FAI ne peut rompre avec la ligne générale de la CNT, et encore moins, dans le cas présent, décider pour l'ensemble du mouvement libertaire (21) de la cessation de la collaboration et du retrait des représentants des postes officiels. La minorité des groupes fidèles à la direction ont aussi beau jeu de montrer que ce retrait provoquerait un affaiblissement général des positions anar-

(19) International Institute of Social History, Archivo CNT-FAI, FAI-Comité Peninsular, Paquette 17 B.

(20) Cahiers du mouvement ouvrier, n° 4, pp. 117-132.

(21) C'est-à-dire les trois organisations CNT-FAI-Jeunesses libertaires.

chistes. Ce statu quo l'emporte, car à aucun moment les plus radicaux ne parviennent à formuler une alternative politique concrète. Parmi les propositions d'un groupe, on trouve celle-ci : *"Il faut revenir à un nouveau 19 juillet et arriver à préparer une économie anarchiste"*, mais il ne dit pas comment serait résolue la question du pouvoir, qui se poserait de la même façon qu'au lendemain du 19 juillet. Un autre délégué va un peu plus loin : *"Nous devons créer, face à l'État, une superstructure et être des anarchistes pratiques"*, ce qui reviendrait à la situation de double pouvoir de l'été 1936.

Peirats, jeune membre du groupe Les Irréductibles, dit bien que *"la question de l'État doit être résolue dans le sang"* et qu'il faut faire un nouveau 19 juillet, mais il ne propose à aucun moment de prendre le pouvoir. Au contraire, il insiste sur les principes anarchistes de non-participation à un État, même ouvrier. Lors du vote, il est finalement décidé de respecter la ligne actuelle de la CNT, tout en maintenant les critiques.

Au cours de cette réunion, les délégués de groupes reprochent à leur direction d'être inconséquente et de faire preuve de *"suivisme"* par rapport à la CNT, et en particulier à son secrétaire national, Mariano Vázquez. De leur côté, les dirigeants (et certains délégués) se lamentent sur le fait que la majorité des groupes sont incapables d'avoir une politique indépendante et vont toujours à la remorque des sections ou des fédérations syndicales.

Faute d'une tendance politiquement organisée, c'est finalement autour de quelques personnes que se font et se défont les discussions et les votes en assemblées.

Elus sans réel mandat alternatif ou minoritaires dans les instances nationales, les porte-parole de la contestation comme Merino, de la fédération locale des groupes anarchistes, ou Peirats, du secrétariat régional des Jeunesses, se sentent bien vite isolés et finissent soit par s'aligner sur l'orientation définie par le comité national, soit par abandonner la partie, démoralisés.

Les Jeunesses libertaires de Catalogne

C'est exactement ce qu'on observe pour les Jeunesses libertaires catalanes. C'est dans leurs rangs que l'on traite le plus volontiers les dirigeants de la CNT de *"réformistes"*. En mai, un nouveau comité régional est élu, avec à sa tête José Peirats et Santana Calero, proche — et membre pendant deux mois — des Amis de Durruti. De mai à octobre 1937, les Jeunesses catalanes résistent aux injonctions du comité national de la CNT de proclamer l'Alliance de la jeunesse antifasciste (AJA) avec les Jeunesses socialistes unifiées et de rompre les relations avec les Jeunesses du POUM (22). Elles développent une orientation anticollaborationniste et hostile au Front populaire. En octobre, lors du congrès régional des Jeunesses, Calero et Peirats, n'ayant pas trouvé d'issue politique, n'ayant pas réussi à rallier la FAI catalane à leurs positions et subissant la pression énorme de la direction nationale, ne se présentent pas à un nouveau mandat.

Peirats, comme il l'a révélé plusieurs décennies plus tard, part sur le front dans l'espoir de s'y faire tuer (23). L'AJA finira par être signée, mais la résistance de la base des Jeunesses de Barcelone la videra de son contenu jusqu'à l'été 1938. Malgré une pression énorme de la part des directions nationale et régionale, la fédération de Barcelone des Jeunesses est la dernière à se soumettre à la ligne politique majoritaire, et encore ne le fait-elle que formellement.

(22) Une des raisons de ce refus, particulier aux Jeunesses catalanes, est le fait que les JSU participaient quotidiennement, aux côtés de leurs aînés du PSUC et de la police, aux assauts et à la fermeture de presque tous les locaux des Jeunesses, à Barcelone et dans d'autres villes de la région, du mois de mai à la fin de l'été 1937.

(23) Peirats José, *Colección de historia oral : El movimiento libertario en España*, Fundación Salvador Seguí, Madrid, s.d. Finalement, Peirats sera chargé pendant quelque temps du journal de Lérida *Acracia*, et, dans l'exil, il écrira les trois volumes de *La CNT en la revolución española*.

L'impossible scission

Comme pour les groupes anarchistes catalans vis-à-vis de l'ensemble de la FAI, les Jeunesses sont, vis-à-vis de leur organisation nationale, dans une situation difficile. Elles sont taxées de scissionnistes par la direction et, à plusieurs reprises, leurs résolutions prennent à contre-pied la ligne nationale. Et, en sens inverse, elles se voient reprocher de ne pas l'appliquer, dans un contexte où on voit le mouvement libertaire se "militariser" ; la discipline devient le maître mot de Mariano Vázquez, le secrétaire national de la CNT. Il bénéficie de l'appui des autres régions, ce qui isole les contestataires catalans. De plus, avec les défaites militaires, la perte du Nord d'abord, à l'automne 1937, et l'enfoncement du front d'Aragon au printemps 1938, les questions politiques semblent passer à l'arrière-plan.

La campagne pour l'unité CNT-UGT et pour l'intégration de la CNT au Front populaire, menée par le PCE et le PSUC, bat son plein. L'unité est finalement décidée par les instances nationales du mouvement libertaire, avec l'appui de la majorité des délégués régionaux. En Catalogne, la libération des prisonniers antifascistes a été une des conditions pour signer le pacte d'unité : la vague répressive reflue à la fin de l'hiver 1938 et de nombreuses libérations ont lieu au printemps. L'avancée des troupes franquistes vers la Catalogne en avril, le changement d'attitude du PSUC, l'incapacité pour les anarchistes contestataires d'ouvrir une issue politique, l'urgence de l'unité, tout cela fait que la FAI et les Jeunesses locales se soumettent à la ligne d'intégration au Front populaire. On peut observer comment, au fur et à mesure que les journées de mai s'éloignent, que l'ordre public s'impose et que les défaites militaires poussent à l'unité sans conditions, les porte-parole des tendances radicales sont de moins en moins en mesure de sauter le pas de la scission. A cela s'ajoutent les accusations de division et de défaitisme, qui viennent du PSUC comme de la direction de la CNT elle-même.

La nouvelle discipline dans le mouvement libertaire

Cette paralysie de l'opposition interne permet à la direction nationale de développer une politique intransigeante de discipline au sein du mouvement. Un projet de nouvelle structuration de la FAI, visant à la transformer en une sorte de parti de masse, se heurte à la résistance des groupes de Barcelone, qui y voient, sans doute à juste titre, un moyen de noyer leur point de vue sous un flot de nouveaux adhérents moins expérimentés et moins vigilants.

Le 3 avril 1938, un comité exécutif du mouvement libertaire est créé en Catalogne, regroupant les directions des trois branches du mouvement, avec une prépondérance pour la CNT, de loin la plus massive. Son autorité n'est pas contestable et elle s'applique à toutes les instances du mouvement, permettant ainsi de "cadenasser" les oppositions.

Quant aux Jeunesses catalanes, elles sont forcées d'entrer dans la Fédération ibérique des Jeunesses libertaires (FIJL), dont le comité national est acquis à la ligne de l'appareil dirigeant. Une fois dans ce cadre, elles sont rappelées à l'ordre, sommées d'appliquer la ligne nationale et de se conformer à la "*discipline organique*". Très fortement touchées par la mobilisation pour l'armée républicaine, elle sont de plus complètement dépendantes du comité national de la CNT et du comité exécutif de Catalogne pour le financement de leurs activités et de leurs journaux.

Dans une circulaire du 10 avril sur la situation politique, Mariano Vázquez prévient les jeunes catalans (24) :

"Il est indispensable que les Jeunesses n'oublient pas un seul instant que nous sommes dans un moment difficile et que, pour que tirer des fruits de notre engagement, il sera nécessaire que l'ac-

(24) AHN Salamanca, P-S. B. 239.

tuel gouvernement (25) adopte des résolutions qui, en de nombreuses occasions, pourront heurter les aspirations de notre organisation de jeunesse ; mais aujourd'hui, le premier objectif est de mobiliser, de tout utiliser et mettre à contribution pour résister, c'est-à-dire aller vers la victoire.

Nos Jeunesses, nos militants doivent prendre pleinement conscience de l'énorme responsabilité qui pèse sur le mouvement avec notre intervention au gouvernement, en s'imposant une discipline sévère d'organisation, qui empêche les agitations inopportunes et les actions qui mettraient le mouvement libertaire dans une position fautive" (26).

Cette véritable révolution dans les pratiques de l'organisation libertaire espagnole ne fait pas complètement taire les critiques, elle empêche simplement leur traduction dans des actes, elle prévient de trop importantes "déviation politiques".

La clandestinité

Faute de pouvoir se développer et l'emporter politiquement, les divergences de nombreux jeunes, ainsi que de certains groupes anarchistes (27) se traduisent par le développement d'une action clandestine plus ou moins tolérée par la direction. Le phénomène est assez important pour retenir l'attention.

Il faut, premièrement, signaler l'existence de plusieurs journaux clandestins autres que celui des Amis de Durruti, *El Amigo del Pueblo*. On connaît douze numéros de ce journal, le premier paraissant le 20 mai 1937, le douzième en février 1938 (28). Jaime Balius et ses amis avaient du mal à publier ce journal de quatre pages de façon régulière.

Il est alors étonnant de constater l'existence d'un journal appelé *Libertad*, lui aussi clandestin, c'est-à-dire non soumis à la censure terrible qui pesait sur les autres journaux — en particulier sur *Solidaridad Obrera*. *Libertad* — dont le contenu se partageait entre deux grands sujets : l'exigence de la libération de

tous les prisonniers antifascistes, et l'attaque contre le PSUC et le travail de son leader, Joan Comorera, aux services du ravitaillement. Il était d'une parution plus régulière que *El Amigo del Pueblo*. En janvier 1938, alors que Balius et ses amis se débattaient pour trouver du papier et un imprimeur, *Libertad* passe de quatre à huit pages et devient hebdomadaire (29).

Son ton contraste avec la mesure de la direction de la CNT quand elle s'adresse au PCE et au PSUC. Dans un article intitulé "*Pas encore, les amis, pas encore !*" (30), ils prennent des libertés qui scandalisent la "*Soli*" :

« Non, les amis, non, c'est encore un peu prématuré pour imposer dans la péninsule ibérique la "soupe Staline", la "coiffure Vorochilov" et les "sandales Jejov". Nous avons peut-être des goûts un peu ordinaires et ces produits sont sans doute réservés à des esprits délicats et raffinés. Vous voulez que le "gouver-

(25) Le nouveau gouvernement Negrín, formé le 5 avril 1938, avec participation de la CNT, en la personne de Segundo Blanco, au poste de ministre de l'Education.

(26) Une des principales raisons invoquées par Mariano Vázquez pour réaliser l'unité avec le PCE et entrer au gouvernement est le risque d'une politique de liquidation de la guerre, incarnée dans la personne de Prieto, ministre de la Défense, et qui serait appuyée par les partis petits-bourgeois et des puissances étrangères comme la France. Le PC étant la principale force politique qui veuille continuer la guerre, le rapprochement se fait très vite, dans l'urgence de l'avancée franquiste.

(27) Les deux milieux se recoupent largement, les Jeunesses étant à l'origine une section culturelle de la FAI, nombre de ses membres font partie des groupes anarchistes. Cela ne signifie pas pour autant que leurs aînés soient en retrait dans le travail clandestin.

(28) Jaime Balius, chef de file des Amis de Durruti, affirme qu'il y eut quinze numéros, le dernier étant sorti à la fin de 1938.

(29) La parution s'arrête au n° 11, le 5 février 1938. On en trouve des exemplaires à l'AHN de Salamanque, ainsi qu'au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), à Lausanne, et à l'International Institute of Social History (IISH), à Amsterdam.

(30) N° 9, 15 janvier 1938, page 7.

nement de la balle dans le dos” (31) gouverne en dictateur et massacre les anarchistes ? Vous voulez que la censure mutile tous les articles qui ne sont pas louangeurs pour le régime stalinien ? (...). »

Sans attaquer de front la direction de la CNT, les articles manifestent pourtant un grand scepticisme quant à la situation politique, notamment sur la question des prisonniers :

« Les prisons sont toujours pleines à craquer de prisonniers antifascistes. Rien ni personne ne semble pouvoir en finir avec cette honte. Les intérêts particuliers de quelques mandarins politiques sont au-dessus des intérêts généraux de la révolution et de la guerre. La persécution des antifascistes va continuer, il y aura encore des prisonniers antifascistes ; malgré l'UGT, malgré la FAI, malgré la CNT et malgré la nécessité de maintenir le front antifasciste. La volonté des politiciens professionnels est bien au-dessus de toutes ces “mesquineries” sociales. Après la volonté du vautour politique, le déluge... » (32).

Ce journal est soutenu mystérieusement par quelques membres du comité régional de la CNT et de la FAI. Du moins, à ses débuts, il est rapidement évoqué dans les procès-verbaux. Si on peut émettre l'hypothèse qu'il constitue pour une partie des dirigeants régionaux une tentative de regagner l'opinion militante en servant d'exutoire à l'indignation de la base, il faut bien convenir que cela nécessite un appareil clandestin de publication et de diffusion. Il y a donc des lecteurs, des diffuseurs, des militants qui veulent faire autre chose qu'appliquer la ligne de la direction. L'existence d'autres publications du même genre, mais moins importantes, comme par exemple *El Incontrolado* (un numéro en février 1938), confirme cette impression.

Plusieurs groupes anarchistes décident, dès l'été 1937, de passer à la clandestinité, publient des tracts et les font circuler même hors de Barcelone, collent des affiches exigeant la liberté pour les prisonniers ou attaquant le gouvernement Negrín. Deux jeunes filles anarchistes du quartier de Gracia, l'un des

plus virulents de la ville, sont inculpées pour avoir collé en novembre 1937 des affichettes qui disaient :

“Le gouvernement Negrín est lâche parce qu'il est à Barcelone au lieu d'être à Madrid.

Traître parce que, s'appelant lui-même antifasciste, il a livré le Nord aux rebelles.

Fasciste parce qu'il est en train de négocier avec l'Angleterre et la France un armistice et que peu lui importe le sang de milliers de travailleurs tombés pour la défense de la liberté” (33).

Cette activité ne s'arrête pas avec l'entrée de la CNT dans le gouvernement Negrín en avril 1938 et le repli des courants opposés à la direction. D'autres militants sont arrêtés pour diffusion de tracts clandestins en juin 1938. La direction de la CNT rechigne en général à les défendre, car ils ont contrevenu à la ligne officielle. Mais la pression militante oblige à le faire : la sensibilité des anarchistes de Barcelone à la question de la répression est toujours très forte.

En juillet 1938, le syndicat de la métallurgie du quartier de Armonia écrit à la direction à propos d'un de leurs militants, condamné à mort pour avoir caché des armes :

“Nous exigeons alors que le camarade César soit mis en liberté et, dans le cas contraire, les groupes et les militants sont disposés à agir et à payer dans la même monnaie que celle qu'on nous sert jusqu'à présent ; car il est temps de mettre les choses à leur place, de parler clairement et de juger franchement, car il est incompréhensible que, alors que notre organisation fait partie du gouvernement et préconise l'unité effective entre les partis et les organisations antifascistes, l'arbitraire continue de cette

(31) L'expression originale, *gobierno de las fugas*, est une allusion à la loi selon laquelle celui qui est arrêté et qui fuit peut être abattu, et renvoie aux rumeurs d'assassinats de nombreux miliciens anarchistes sur le front, d'une balle dans le dos, pour “tentative de passer à l'ennemi”.

(32) N° 10, 29 janvier 1938.

(33) AHN Madrid, Causa general.

façon contre nos organisations libertaires” (34).

Au même moment; les groupes anarchistes du quartier de Gracia critiquent violemment la manière dont sont défendus les prisonniers par la commission juridique qui dépend de la direction :

“(Ceux) qui ont le malheur de tomber dans les griffes de ce fatidique Tribunal d’espionnage (35), tous condamnés à la peine maximale ou à trente ans de camp de travail (36), avec la bénédiction des comités supérieurs (de la CNT) et avec la collaboration de notre organisation au gouvernement de la république, nous considérons que ceci ne peut continuer, ne peut pas se développer, car ce comité de quartier est décidé à aller jusqu’où il faudra pour que nos camarades ne soient pas condamnés.”

L’isolement politique des Amis de Durruti

Pour conclure, il faut revenir sur la question de la perspective politique ouverte par Jaime Balius, le leader des Amis de Durruti, et sur l’étonnant repli sur soi des courants importants qui contestaient la direction. On a vu leurs tâtonnements pour proposer une alternative à la ligne de la direction. Pour eux, les reniements de leur direction venaient de l’abandon des principes de l’anarchisme concernant la politique. De la méfiance vis-à-vis de la participation politique à un gouvernement, ils en arrivaient rapidement à un dégoût pour tout ce qui pouvait porter l’adjectif de “politique”, dans un réflexe de retour à la “pureté de l’anarchisme” (expression que l’on trouve assez souvent telle quelle). Ce réflexe compréhensible et cette méfiance de toujours vis-à-vis du pouvoir rendaient difficile l’élaboration de solutions politiques dans un contexte de guerre et d’urgence.

José Peirats, qui fut confronté à ces problèmes, explique pourquoi lui et beaucoup d’autres, malgré un élan de sympathie, n’ont pas suivi Jaime Balius dans sa rupture :

« Quand les événements (de mai 1937) se terminèrent sur un si honteux compromis, il y en eut quelques-uns pour lever de nouveau le drapeau de la révolte, et ils constituèrent le groupe des Amis de Durruti (37), ils sortirent un journal, *El Amigo del Pueblo*, et ils se réunirent. Mais ils n’avaient pas beaucoup d’impact (...). Ils ne furent pas acceptés par tous, même parmi ceux qui étaient en désaccord avec les consignes de l’organisation. Là, je ne fais que traduire un sentiment que j’ai, moi. Comme je connaissais ces individus, je n’ai jamais ressenti de véritable sympathie pour les Amis de Durruti, car je trouvais qu’ils avaient des tendances très autoritaires. Le fait de dire : “Nous imposerons ceci et cela, et celui qui ne..., nous le fusillerons” me semblait un peu trop bolchevisant. C’est pour ça que je ne les ai pas suivis. J’ai assisté à plusieurs réunions, mais, à chaque fois, juste pour discuter. Les inclinations de certains d’entre eux firent que beaucoup refusèrent de les aider » (38).

Quelles sont ces inclinations qui firent l’isolement des Amis de Durruti ? Peirats parle de tendances bolchevisantes. Il suffit de lire le programme de ce groupe. En mai, ils réclamaient qu’une *Junta revolucionaria*, un comité révolutionnaire, prenne le pouvoir et dirige la guerre et la révolution. Parmi les mesures à prendre, on lit dans le n° 4, du 22 juin 1937, de *El Amigo del Pueblo* :

“Socialisation de tous les moyens de production et d’échange. Lutte à mort contre le fascisme et ses alliés. Epura-

(34) AHN P-S. B. Carp 365.

(35) Les Tribunaux d’espionnage et de haute trahison sont nés en août 1937. Le premier visait à juger les dirigeants du POUM ; ils ont ensuite servi pour d’autres procès, tous relevant d’une justice d’exception au fonctionnement proche de la cour martiale.

(36) Le ministre anarchiste García Oliver avait institué des camps de travail pour les prisonniers “fascistes” ; à partir de décembre 1937, ils servirent aussi à parquer des anarchistes et des poumistes.

(37) En réalité, la constitution de ce groupe date d’avant les événements, c’est la rupture avec la direction de la CNT qui leur est postérieure.

(38) Peirats, *op. cit.*

tion de l'arrière. Création de comités de quartier. Implantation immédiate du salaire familial sans exceptions bureaucratiques. La guerre et la révolution doivent toucher tout le monde de la même façon. Suppression du Parlement bourgeois. Suspension des passeports. Mobilisation face à la contre-révolution."

Les remarques de Peirats sont, après ces lignes, plus faciles à comprendre : Badius s'acheminait vers une conception de dictature du prolétariat. Et, dans son livre publié à la mi-1938, *Vers une nouvelle révolution*, il en tire toutes les conséquences sur la CNT :

"La CNT était orpheline d'une théorie révolutionnaire. Nous n'avions pas de programme correct. Nous ne savions pas où nous allions. Beaucoup de lyrisme, mais, au bout du compte, nous ne savions pas quoi faire avec les masses (...)."

Quant à la collaboration politique, il ne la voit pas comme une contamination fatale par le virus de la politique, mais comme une collaboration de classes :

"Les collaborationnistes (39) sont les alliés de la bourgeoisie. Les individus qui promeuvent de telles compromissions ne comprennent rien à la lutte des classes et n'ont pas la moindre estime pour les syndicats. A aucun moment, il ne faut accepter la consolidation de notre adversaire. L'ennemi, il faut le

battre (...). Entre exploiters et exploités, il ne peut y avoir le moindre contact. Seule la lutte doit décider qui s'imposera. Ou les travailleurs, ou les bourgeois. Mais en aucune manière les deux à la fois."

Dans un article publié en février 1939 sur les journées de mai, il expliquait :

"Le prolétariat se trouvait à la croisée des chemins. Il n'y avait le choix qu'entre deux voies : ou bien se soumettre à la contre-révolution, ou bien se préparer à imposer son propre pouvoir, le pouvoir prolétaire.

Le drame de la classe ouvrière espagnole est caractérisé par le divorce le plus absolu entre la base et les dirigeants. La direction a toujours été contre-révolutionnaire. Au contraire, les travailleurs espagnols (...) ont toujours été bien au-dessus de leurs dirigeants en ce qui concerne la vision des événements et leur interprétation. Si ces héroïques travailleurs avaient rencontré une direction révolutionnaire, ils auraient écrit devant le monde entier une des pages les plus importantes de l'histoire" (40).

Elías García

(39) Peirats, *op. cit.*

(40) A. Guillamón, *op. cit.*

Le 3 avril 1938, alors que les armées de Franco ont enfoncé le front en Aragon, sont aux portes de la Catalogne et s'apprêtent à couper le territoire de la république en deux zones, les trois comités régionaux de la CNT, de la FAI et des Jeunesses libertaires décident de créer un comité exécutif du mouvement libertaire. A ce moment, la CNT s'apprête à entrer dans le nouveau gouvernement Negrín. Elle a signé quelques jours avant un pacte d'unité avec l'UGT, laquelle est passée complètement sous l'influence du PCE, du PSUC et de l'aile droite du Parti socialiste. Ce pacte est tellement en contradiction avec les positions générales de la CNT jusqu'alors que son secrétaire national, Mariano Vázquez, déclare lors d'un meeting de célébration du pacte :

“Nous savons qu'il y en a beaucoup à s'être mis en colère quand ils ont su que (...) l'UGT et la CNT avaient réussi à trouver des points de convergence, élaborant un vaste programme qui les unisse pour le travail à réaliser tout de suite pour gagner la guerre et reconstruire l'économie dévastée” (1).

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre cette initiative d'un comité exécutif en Catalogne, que le même Mariano Vázquez présente de cette façon dans une note du 10 avril :

“Tout le monde est au courant du désaccord plus ou moins fort qui a existé au sein de notre mouvement libertaire catalan. La gravité du moment, la tragique situation amenée par les revers de la guerre ont permis que ces divergences aient disparu ou au moins se soient apaisées” (2).

La nécessité d'appliquer le programme de collaboration avec le gouvernement et d'entrer dans le Front populaire imposait de discipliner les militants catalans, et en particulier les membres de la fédération locale de la FAI et des Jeunesses. C'est bientôt ce comité exécutif qui décide en dernière instance en Catalogne, tous les autres comités doivent se soumettre à son autorité.

Résolution de la commission de rédaction nommée par le plénum des groupes, délégués des syndicats, militants et comités des trois organisations du mouvement libertaire, qui a eu lieu le 3 avril 1938 :

“Les représentants des trois organisations libertaires réunis sont convenus qu'il est nécessaire de constituer, tant que dureront les circonstances créées par la guerre, un comité de caractère exécutif qui régule le fonctionnement du mouvement libertaire.

Ce comité exécutif sera constitué par trois représentants du comité régional de la CNT, deux de la fédération locale CNT, deux pour le comité régional de la

FAI, un de la fédération locale de la FAI, un du comité régional des Jeunesses et un autre de la fédération locale des Jeunesses (3).

Les membres du comité exécutif seront nommés par chaque organisme, qui les désignera de façon responsable et directe, en choisissant entre ses propres membres ou en faisant appel à d'autres

(1) *Solidaridad Obrera*, 25 mars 1938.

(2) *Informe de los últimos acontecimientos políticos ocurridos a raíz de la ofensiva fascista en el frente de Aragón*, AHN, PSB 239.

(3) A chaque fois, les termes Fédération Locale désignent celle de Barcelone, la plus importante de Catalogne.

camarades qu'il considère plus capables et offrant de fortes garanties morales pour cette charge, même s'ils ne font pas partie de ces mêmes organismes.

Ce comité exécutif sera régi selon la règle suivante : toutes les résolutions seront prises à la règle de la majorité et, en cas d'égalité des votes, il sera procédé à la rénovation totale des membres du comité (4).

Toutes les instances locales et intermédiaires des trois mouvements seconderont et appliqueront les résolutions de ce comité.

Le comité exécutif du mouvement libertaire sera conseillé par une commission politique et une autre militaire, pour l'éclairer par l'étude préalable des problèmes.

Le choix des membres aptes à constituer ces commissions de conseil politique et militaire reviendra au comité exécutif, en accord avec les comités du mouvement.

Les attributions exécutives de ce comité iront jusqu'à l'expulsion foudroyante des individus, groupes, syndicats, unions locales, cantonales ou comités qui n'appliquent pas les résolutions générales du mouvement et dont les agissements lui sont nuisibles.

Il sanctionnera aussi ceux qui apportent leur appui à quiconque aura été expulsé des trois organisations pour les raisons précédemment signalées.

Les facultés exécutives et de sanction de ce comité seront les mêmes sur le front qu'à l'arrière.

Points d'accord fondamentaux auxquels est arrivé le mouvement libertaire et dont le comité exécutif veillera à l'application.

1. — *Soutenir la guerre contre le fascisme tant qu'il restera un arpent de terre aux mains de l'ennemi.*

2. — *Accepter la militarisation avec toutes ses conséquences.*

3. — *Ne pas protéger les déserteurs et les fuyards et les obliger à se présenter devant les instances de l'Armée Populaire.*

4. — *Intensifier la production dans tous les domaines du travail.*

5. — *Paralyser toutes les branches productives considérées comme superflues et affectation de leurs personnels aux tâches de la guerre. Adaptation de la femme à tous les aspects de la production.*

6. — *Ne pas couvrir ni protéger les saboteurs de la production.*

7. — *Ne pas couvrir ni protéger les perturbateurs de l'ordre antifasciste.*

8. — *Défendre uniquement les camarades qui seraient prisonniers à la suite d'une erreur ou d'une incompréhension des autorités.*

9. — *Participation de la CNT aux gouvernements de la république et de la Généralité (5), aux conseils municipaux et dans tous les organismes administratifs et directeurs du pays.*

10. — *Maintien de la CNT et de la FAI au sein du Front Populaire Antifasciste de Catalogne."*

E. G.

(4) La pratique du vote à la règle de la majorité remplace de plus en plus, pendant la guerre, celle de la décision à l'unanimité, couramment pratiquée dans le mouvement libertaire, qui refusait qu'une minorité soit "asservie" à la volonté d'une majorité. D'où la pratique qui consistait à élire une commission de rédaction chargée d'harmoniser les différents points de vue pour chercher l'unanimité.

(5) Gouvernement de la Catalogne, autonome.

Ce texte est la dernière partie d'un rapport du comité de défense CNT-FAI de la ville de la Seo de Urgel, dans le nord de la Catalogne, et daté du 6 mai 1937. Dans la première partie, y sont exposés les événements qui ont eu lieu dans les villes voisines de Puigcerdá et de Bellver (1). Les anarchistes de la Seo de Urgel ont perdu quatre hommes dans l'affaire et sont très mécontents de la façon dont les commissions envoyées par le comité régional de la CNT ont réglé la question en accord avec la police, ont permis que les forces de sécurité restent dans la région et se sont prononcées pour le désarmement de leurs militants. Au moment où les journées de mai se terminent, où le comité régional et le comité national de la CNT ont choisi la voie de la collaboration avec le gouvernement à tout prix, ces lignes manifestent un autre point de vue, sans doute largement partagé dans le mouvement libertaire, en ce printemps 1937.

“Nous avons dit au début que nous n'avions pas la prétention de livrer à la Seo de Urgel une bataille qui doit être livrée dans toute la Catalogne et dans toutes les régions de l'Espagne antifasciste, bataille que nous devons commencer à mener, bien malgré nous, à l'intérieur de notre propre organisation, contre les modérés et les réformistes.

Ce qui nous intéresse, c'est qu'une solution, la plus digne possible, puisse être trouvée à l'affaire de Bellver. Nous n'avons pas de désirs cachés de représailles, malgré nos morts. La solution ne peut venir que du déplacement des forces qui sont sur le pied de guerre contre nous dans ce canton. C'est une condition préalable à toute solution définitive. Quand ces forces se seront retirées, nous procéderons s'il y a lieu à une épuration, mais pas avant. Les passions mal contenues peuvent éclater d'un moment à l'autre et aggraver la situation. Nous l'avons répété à satiété. Pourtant, les commissions n'ont rien fait qui aille dans ce sens. La dernière commission, en particulier, est pleine de sentiments légalistes, prête à laisser les choses suivre leur cours, alors qu'une simple décision exécutoire, une autorité sur les forces provocatrices, aurait vite ouvert une voie vers une solution.

L'entêtement officiel nous oblige à maintenir en place les camarades qui, faisant fi des contre-ordres des comités, sont accourus vers cette ville pour nous apporter leur nécessaire solidarité.

Disons en conclusion de ce rapport quelques paroles d'ordre général, pour bien fixer notre point de vue par rapport à la situation contradictoire et perverse de nos organisations.

Ce qui est en train de se passer dans plusieurs cantons de la Catalogne (2), le nôtre en particulier, est l'aboutissement de tout un processus contre-révolutionnaire, dont l'objectif est l'élimination de la CNT et de la FAI, et pas seulement dans le domaine du pouvoir politique. Si cela s'arrêtait au domaine du pouvoir, ça serait le meilleur cadeau que l'on pourrait nous faire, vu les conséquences de la collaboration gouvernementale. On tente d'éliminer l'influence anarchiste pour son lien avec la révolution populaire.

Pendant huit mois, nous avons redonné vie à l'engrenage des lois et des dispositions autoritaires appelées à broyer la révolution. La CNT a toujours laissé passer : la militarisation des milices, le sabotage sur le front, le boycott de la socialisation, le désarmement du peuple, la constitution de corps de mercenaires à l'arrière, l'emprisonnement de camarades, la censure et la suppression de notre presse.

Pendant ces huit mois de contre-révolution légalisée, la bourgeoisie s'est refait une santé, et elle a organisé l'appareil répressif appelé à la défendre contre l'audace révolutionnaire.

(1) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 4, pp 124-125, et, dans l'article précédent, la note 4.

(2) La Catalogne est composée de trois “provincias”, qui correspondent à nos départements, elles-mêmes divisées en “comarcas”, qu'on peut traduire par cantons.

Les événements que nous vivons en Catalogne sont l'annonce de ce qui va se passer dans toute l'Espagne. Et, devant des faits si éloquents, qui peut nier la nécessité d'une réaction confédérale et anarchiste ? Il est important de briser les cadres dans lesquels ils essayent de couler de nouveau la république bourgeoise à la façon de Casas Viejas (3) ou d'une accolade de Vergaran (4), qui mettent une fin honorable à la guerre. Si cela devait arriver, les vautours fascistes et antifascistes fêteraient une nouvelle communion dans une orgie de sang prolétarien.

La CNT et la FAI doivent revenir sur le terrain de leurs positions classiques, qui, ces jours-ci, se retrouvent dans la rue. Nous devons revenir aux cadres des syndicats et des comités de défense, de l'économie du travail, du peuple, et ne plus aller dans les secrétariats d'Etat et les ministères, où l'on prostitue nos idées et on piétine les conquêtes prolétariennes, provoquant un divorce absolu avec la base populaire, qui est la révolution par excellence ; ce divorce se fait toujours au profit de la bête étatique et politicienne.

Dans le cas de Seo de Urgel, nos revendications sont celles de la Catalogne. Si vous ne voulez pas aller à la bataille à la Seo, nous ne nous renierons pas et porterons l'affaire dans tout l'arrière. Pour la révolution et pour la guerre, défendons nous-mêmes les libertés du peuple.

Comme conclusion de ce rapport, nous demandons au comité régional de Catalogne la convocation urgente d'une assemblée des délégués locaux et des cantons, qui examine et donne son avis sur l'opinion que nous exprimons dans ce rapport, laquelle peut-être sans difficulté étayée et détaillée."

**Signé : Sindicato Unico de la Federación de Industrias
El Comité de Defensa
Por las Juventudes Libertarias, el secretario.
Por los grupos anarquistas y la federación local, el secretario**

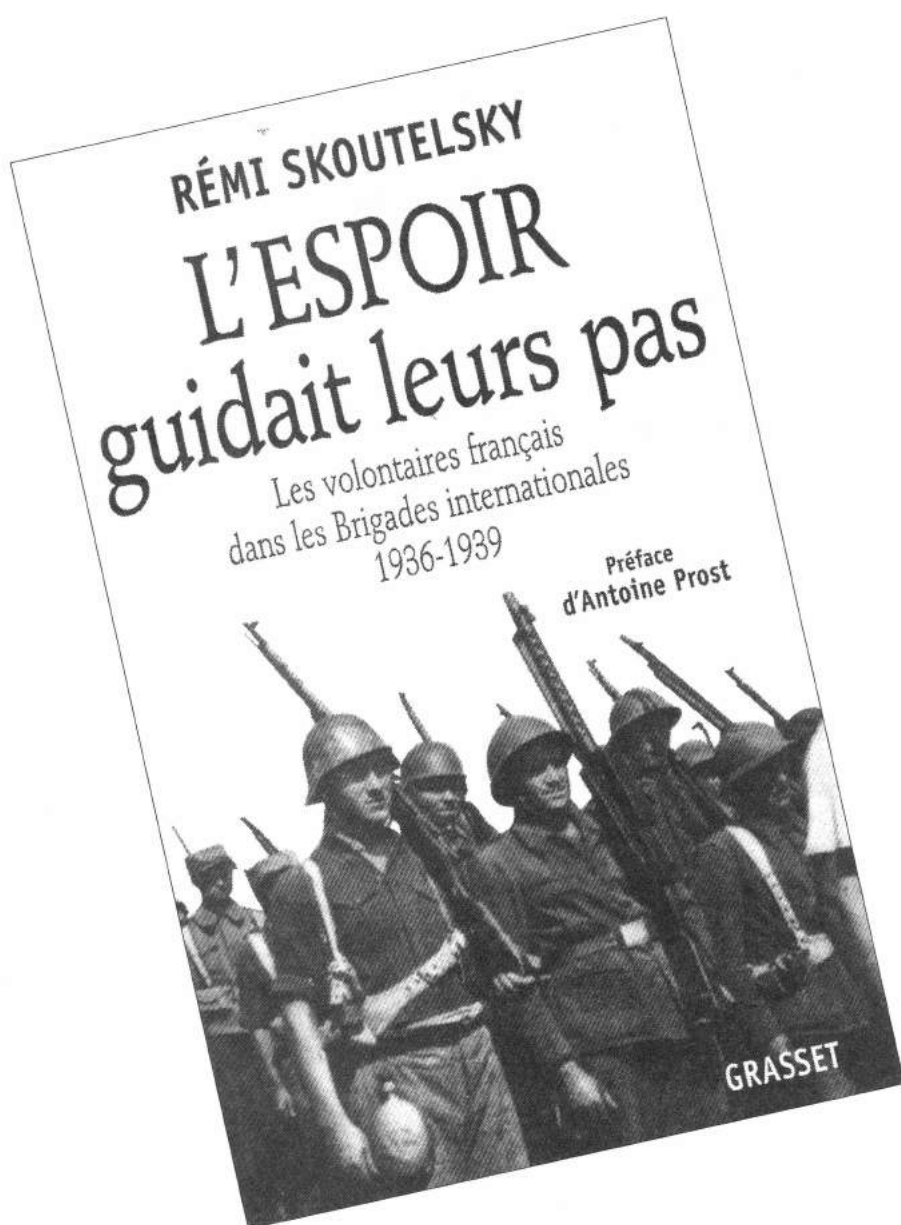
E. G.

(3) Un soulèvement anarchiste paysan à Casas Viejas, en 1933, avait été réprimé dans le sang par la république. Le président Azaña avait donné la consigne de tirer dans le ventre.

(4) Référence à un traité signé à Vergara, mettant fin à la première guerre carliste, en 1839, et devenu synonyme depuis de compromis honteux.

**Une interview
de Rémi
Skoutelsky
à propos
des brigades
internationales**

Rémi Skoutelsky est l'auteur de *L'Espoir guidait leurs pas*, un ouvrage consacré aux brigades internationales. Il répond aux questions que nous lui avons posées pour tenter de préciser le rapport entre les motifs de l'engagement des trente et quelques milliers de volontaires des brigades et la politique du Komintern, donc de Staline, qui en contrôlait l'organisation.



1. — Les brigades internationales ont deux images très différentes, voire contradictoires : élan spontané de solidarité et instrument de Staline et de la bureaucratie soviétique. Ton livre privilégie, me semble-t-il, le premier aspect. Quelle est la raison de ce choix ?

J'ai effectivement privilégié l'aspect "humain" des brigades internationales, parce que je m'intéresse d'abord à l'histoire sociale, composante fondamentale de l'histoire politique, et non pas discipline parallèle. Ensuite, parce que c'est dans ce domaine que j'avais le plus à apporter : prouver que les brigades internationales étaient une émanation du Komintern revient à enfoncer des portes ouvertes à grands coups d'épaulé ; en revanche, le profil des hommes qui les composaient restait en définitive assez flou. Enfin, parce que l'on s'est beaucoup intéressé au système bureaucratique, sans suffisamment s'attacher à ses contradictions. Or, précisément, tu en soulignes une, dans ta question. Le second terme de cette contradiction — même si je ne le définirais pas ainsi — est le mieux connu, reste le premier...

Il n'en reste pas moins que j'ai retrouvé dans les archives du Komintern, à Moscou, des documents permettant de mieux comprendre le fonctionnement politique des brigades internationales, et les ai largement utilisés.

2. — Comment, dans la réalité, se combinent et se confrontent ces deux aspects des brigades (élan de solidarité et instrument de Staline) ? Quels problèmes posent cette combinaison et cette confrontation ?

La domination politique de la III^e Internationale sur les brigades est totale.

Cependant, je réfute le terme "*d'instrument de Staline*" : les volontaires ne sont pas impliqués dans les actes de répression des staliniens; ils sont laissés à l'écart des journées de mai 1937, à Barcelone, et ne jouent aucun rôle dans la décollectivisation en Aragon.

En outre, alors que les communistes dominant l'armée, il s'avère que les brigades internationales ne sont pas mieux pourvues en équipements divers que d'autres unités, et sont, semble-t-il, plus durement traitées. Elles ne sont un instrument que dans la mesure où la propagande faite autour d'elles sert les communistes, surtout au moment de la bataille de Madrid. C'est le PCE et le NKVD, et non les brigades, les instruments privilégiés de Staline en Espagne.

Pourquoi ? Tout simplement parce que leur recrutement ne se fait pas sur des bases strictement politiques : des centaines de socialistes, notamment chez les Italiens, des centaines d'anarchistes, des milliers de militants non staliniens combattent en leurs rangs. Et ils ne sont pas venus exécuter les basses œuvres de Staline en Espagne : l'instrument aurait été peu fiable.

Que les brigades internationales n'aient pas été les "instruments" de Staline ne signifie pas qu'elles n'étaient pas dirigées par des staliniens. Paranoïa anti-trotskyiste et espionnite sévissaient, évidemment. Avec des "dérapages", c'est-à-dire des exécutions, probablement surtout au sein du contingent allemand. Moins qu'on ne l'a dit, d'ailleurs.

En réalité, les difficultés résidaient précisément du côté de la direction. Appliquer une discipline stalinienne à des hommes prêts au sacrifice suprême pour leurs idées revenait à provoquer des vagues de désertions. L'état-major en fit rapidement l'expérience !

3. — Entre la volonté de milliers de militants, surtout communistes, d'aller se battre en Espagne contre Franco et la politique de Staline, n'est-ce pas, malgré les aspirations et la détermination des brigadistes, sa politique qui est déterminante ? Ainsi, Quand Staline décidera que les Brigades devront quitter l'Espagne, elles s'en iront, point final.

En termes d'orientation stratégique, c'est naturellement au Kremlin que les décisions sont prises (on ne sait encore pas tout à ce sujet : certaines archives ne sont pas encore consultables). Cela ne souffre pas de contestation. En revanche, on constate que certains ordres partis de Moscou rencontrent une réelle résistance dans les brigades. Ainsi, lorsqu'on décide de faire passer l'ensemble des communistes des brigades sous la direction du parti espagnol, les représentants des différentes autres sections du Komintern réussissent à faire traîner l'application de cette directive. C'est d'ailleurs parce qu'ils constituent un facteur de désorganisation, attisant notamment les discordes nationales au sein des brigades, que la décision a été prise.

4. — Comment apprécies-tu ce que furent à l'époque l'adhésion ou les critiques des brigadistes envers les orientations stratégiques et politiques dictées par le Komintern aux brigades Internationales (“pas de révolution sociale, république démocratique, guerre d'indépendance”) ?

Les volontaires étaient des militaires, dans un pays étranger. De par leur situation d'isolement et leur maintien presque constant au combat, la barrière de la langue et, évidemment, l'impossibilité pour l'opposition communiste d'agir au sein des brigades, ces soldats-militants étaient peu à même de se faire une opinion sur la politique *réelle* du Komintern en Espagne. Ceux qui étaient venus faire la révolution — motivation gommée par l'historiographie communiste de la guer-

re d'Espagne, mais dont je rappelle la réalité indéniable dans mon livre — croyaient en la duplicité du Komintern. On prendra le pouvoir, mais après avoir gagné la guerre, et pour la gagner, il faut éviter d'effrayer la bourgeoisie favorable à la République. “*Nous pensions que nous allions rouler la bourgeoisie en disant une chose et en en faisant une autre. En fait, c'est nous qui avons été roulés*”, a résumé un ex-communiste. Reste ceux qui avaient les outils conceptuels et le recul — de par leur fonction à l'arrière — pour analyser la situation, et la condamner. Ils étaient en réalité, dans les brigades, probablement fort peu. Lorsque l'on lit les mémoires de brigadiste “dissidents”, il apparaît qu'il condamnaient alors la déformation stalinienne de leur direction, pas les orientations stratégiques du Komintern. C'est après que certains yeux se sont ouverts. Je ne parle pas ici, naturellement, des militants oppositionnels de gauche et anarchistes qui combattaient dans les milices libertaires ou du POUM. Enfin, il est vrai que se trouvaient dans les prisons de Barcelone une poignée de volontaires qui avaient critiqué l'orientation du Komintern en Espagne.

5. — Dans ton livre, tu réfutes la vision de Marty en “boucher d'Albacete”. Mais, alors même que le Komintern et le PCE contrôlaient la propagande en Espagne républicaine, comment expliques-tu la diffusion de cette image de Marty et crois-tu que l'on puisse vraiment séparer sa personnalité brutale, son adhésion cent fois marquée à Staline et au stalinisme, de la surveillance policière et de la répression dans les brigades, et donc le dégager de la responsabilité politique des mesures répressives ?

En tant que membre de la direction de la III^e Internationale, en tant qu'ultra-stalinien, André Marty fait partie du collectif politiquement responsable de la répression en Espagne. Il ne s'agit pas pour moi de dégager André Marty de ses responsabilités politiques, mais simple-

ment de rétablir, dans la mesure de nos connaissances, la vérité historique. A savoir que pour qu'il y ait "boucher d'Albacete", il faut qu'il y ait "boucherie". D'abord, il n'est pas directement responsable de la répression contre les Kurt Landau, Orwell et autres Berneri, qui ne combattaient pas au sein des brigades internationales. Pas par bonté d'âme, mais tout simplement parce que cela n'était pas dans ses attributions. Les exécutions de masse qu'on lui a prêtées sont jusqu'à preuve du contraire imaginaires. Il ne fusillait pas au petit matin à Albacete, base des brigades, parce que le gouverneur socialiste de la province veillait, avec l'appui du ministre de la Guerre, à ce que cela ne se produise pas. Il est probable, cependant qu'il ait participé à l'exécution de "mutins" en 1938 et il a, avec le reste de l'état-major de la base d'Albacete, la mort d'une poignée de volontaires allemands accusés de l'assassinat d'Hans Beimler sur la conscience.

Sa réputation de boucher, née en Espagne, a été propagée par l'extrême droite française, d'une part, et par Ernest Hemingway, d'autre part. Il la doit à son caractère violent, ses menaces de mort incessantes et au fait que les "bavures" commises dans les brigades (et dont il a fait parfois punir les responsables) et la répression extérieure aux brigades lui ont été mises sur le dos : parce que chef suprême d'Albacete, parce que plus haut dignitaire de l'Internationale en Espagne. Si on s'attache aux responsabilités strictement individuelles dans la politique répressive du Komintern, un Togliatti, véritable patron du PCE à partir de 1937, a plus de sang espagnol sur les mains. Sans parler d'Orlov, l'assassin de Nin.

6. — Nombre d'anciens des brigades affirment que ces dernières auraient été maintenues à l'écart de la chasse aux "trotskystes", réels ou prétendus, anarchistes, poumistes, communistes dissidents ou critiques, etc., organisée par le NKVD et le PCE. Comment peut-on croire que Staline et Iejov auraient décidé de laisser de côté,

dans leur traque internationale, les quelques dizaines de milliers d'engagés des brigades ? Qu'en penses-tu ?

Si Albacete n'était pas un abattoir, on ne saurait pour autant en faire une terre d'asile ! Le comportement politique des volontaires était suivi de très près, notamment par les commissaires politiques, et le SIM agissait aussi chez les internationaux. Walter Ulbricht, futur homme fort de la RDA dans sa période la plus noire, monta son propre service de "contre-espionnage", en liaison avec le NKVD (la direction des brigades ne pouvant d'ailleurs exercer aucun contrôle dessus.) Quels crimes peut-on précisément mettre à son actif ? A vrai dire, je l'ignore, mais c'est probablement chez les Allemands que les exactions à l'encontre de militants oppositionnels furent les plus nombreuses. D'ailleurs, le rayon d'action du service d'Ulbricht dépassait les brigades.

Mais les brigades, présentées par les communistes comme un "Front populaire international", servaient de vitrine au Komintern : on ne pouvait y faire n'importe quoi. Au demeurant, "poumistes" et trotskystes ne prenaient pas le risque de servir au sein même des brigades. Et il semble bien que les ressortissants de nations démocratiques, anglais ou français, par exemple, ne subirent pas de "traque", pour reprendre ton expression. Auquel cas, d'ailleurs, plusieurs des anciens d'Espagne que j'ai interviewés n'auraient jamais repassé la frontière des Pyrénées !

7. — Comment expliques-tu la décision de Moscou de retirer les brigades d'Espagne et le moment choisi ? Nul ne croit, en effet, à la mascarade du "retrait des volontaires dans les deux camps". Comment les brigadistes réagissent-ils à cette décision ? Quelle possibilité ont-ils d'exprimer leur réaction ?

Très franchement, je crois qu'il s'agit là en partie d'un faux problème. Depuis

l'échec de l'offensive de l'Ebre, la guerre est perdue. Des milliers de volontaires sont restés sur les champs de bataille, d'autres, plus nombreux, sont rentrés chez eux, en général pour des raisons sanitaires. Si on prend l'exemple des Français, moins du quart sont encore présents en Espagne en septembre 1938. Bref, les internationaux n'ont plus grande utilité militaire (même si 5 000 d'entre eux, ressortissants de pays fascistes restés en Espagne, rendront un dernier service, de poids, en couvrant l'exode des populations civiles en 1939). Et épargner la vie de cadres aguerris, quand un nouveau conflit se profile à l'horizon, n'est pas totalement stupide. Reste, évidemment, le signe politique : pour l'URSS, la guerre est finie, même si quelques armes continueront à arriver.

8. — Comment les brigadistes accueillent-ils le pacte germano-soviétique, puis la politique de dénonciation de la “guerre impérialiste” menée par le Komintern jusqu'à l'invasion de l'URSS par les nazis, deux décisions qui prennent le contrepied de la “lutte antifasciste” au nom de laquelle les brigades avaient été constituées ?

Il serait erroné de faire des Brigadistes des communistes plus lucides que leurs camarades restés en France entre 1936 et 1938 ! Ils trouvent des justifications plus ou moins bancales au pacte, ou ils partent. Dans quelles proportions ? Je l'ignore, et on ne le saura probablement jamais. Notons le cas de Vital Gayman, ancien chef d'état-major de la base d'Albacete, qui quitte le parti après la signature du deuxième pacte, en déclarant publiquement :

“Je trahirais la mémoire des mes camarades de combat, tombés sur la terre d'Espagne dans la lutte contre le fascisme franquiste, mussolinien et hitlérien, si je n'affirmais pas aujourd'hui de la façon la plus catégorique mon désaccord

total avec une politique qui concourt à un but diamétralement opposé à celui pour lequel ils ont généreusement et héroïquement donné leur vie.”

9. — Pourquoi, à ton avis, de nombreux cadres soviétiques et internationaux, de retour d'Espagne, furent-ils victimes des purges avant et après la Deuxième Guerre mondiale ?

Tu as raison de préciser “à ton avis”, je ne suis pas un spécialiste des purges staliniennes. Il faut séparer le cas des cadres soviétiques, liquidés pour la plupart dans les jours qui suivirent leur retour, des autres. Mon sentiment est que leur destin était scellé avant même leur départ en Espagne. Beaucoup étaient des “vieux bolcheviques”, certes ralliés à Staline, mais qui avaient à un moment donné frayé avec l'Opposition de gauche. Ô combien expérimentés, leur concours à la politique du Komintern outre-Pyrénées, dans ses aspects les moins glorieux comme les plus honorables, était précieux : ils n'y avaient pas été envoyés par hasard ! Mais évidemment, leur tâche accomplie, Staline ne pouvait les laisser vivre : l'Espagne n'avait constitué qu'un sursis.

Il est indéniable que les ex-brigadistes étaient particulièrement visés par les purges de l'après-guerre, dans les procès de l'Est. A cela deux raisons, allant parfaitement dans la logique de cette campagne. La première, que je qualifierai de “primaire” : en Espagne, ces militants avaient combattu main dans la main avec des Américains et des Yougoslaves “hitléro-titistes”. La seconde : ils étaient le symbole d'une lutte internationaliste (autre que la solidarité avec l'URSS), et les procès furent l'occasion d'un déchaînement nationaliste. Rappelons que le “cosmopolitisme” faisait partie des actes d'accusation...

Toutes proportions gardées, et surtout avec des conséquences moins terribles, les volontaires français étaient également suspects à ces deux points de vue.

**Une page
de la politique
coloniale
du Front populaire :
la répression
au Maroc**

A l'occasion de la republication de deux articles de Daniel Guérin consacrés à la dissolution par le gouvernement de Front populaire, en 1937, de l'Etoile nord-africaine (algérienne) et du Parti d'action marocaine, deux organisations nationalistes et démocratiques, nous signalions, dans le n° 3 des *Cahiers du mouvement ouvrier* (pp. 101-103), que la quasi-totalité des ouvrages consacrés au Front populaire sont totalement ou à peu près totalement muets sur sa politique coloniale, pudiquement passée sous silence, escamotée ou trafiquée.

C'est bien dommage, car peu d'éléments éclairent aussi bien la réalité du Front populaire que sa politique à l'égard des peuples colonisés, c'est-à-dire sa défense inconditionnelle de l'Empire colonial français.

Nous publions ci-dessous un extrait de *Juin 36*, journal de la Fédération socialiste de la Seine de la SFIO, puis du PSOP, qui en évoque la réalité. Nous publierons dans le n° 6 des extraits de la presse trotskyste de l'époque.

Dans le numéro du 18 mars 1938, sous le titre "*On assassine au Maroc*", Robert-Jean Longuet, le fils de Jean Longuet, anticolonialiste qui, par ailleurs, ne se prétendait nullement révolutionnaire, souligne que c'est le gouvernement de Léon Blum qui a installé au Maroc l'administration la plus féroce et réactionnaire que ce pays ait connue depuis 1931.



“On assassine au Maroc”

(par Robert-Jean Longuet)

EN 1931, le directeur des affaires musulmanes au Maroc, le général Noguès, fit bastonner et condamner arbitrairement des Marocains qui furent reconnus par la suite innocents

A la suite de pressantes demandes faites par Jean Longuet et le signataire de ces lignes auprès de Briand, celui-ci limogea le général.

En 1936, le gouvernement de Front populaire, berné par des amis de l'entourage de feu le maréchal Lyautey — influencés par la puissante Banque de Paris et des Pays-Bas —, nomma ce même Noguès résident général au Maroc.

L'orgueilleux et sot personnage décida de se venger de ces “coyons” d'hommes de “gôche” qui l'avaient limogé et qui avaient la candeur de le nommer à ce poste.

Il comprit surtout fort bien que ceux qui le nommaient n'étaient pas tous des naïfs, et que quelques-uns se soumettaient à Finaly (1) et à la Banque de Paris. Alors, il n'hésita pas.

Il choisit son état-major parmi les ex-collaborateurs du maréchal Lyautey, de ce maréchal qui mourut président d'honneur des Jeunesses patriotes, sans doute parce qu'il avait beaucoup aimé les jeunes gens.

Alors, Noguès réussit à en réunir quelques-uns... des ex-collaborateurs.

A Fès, il nomma comme chef de la région le général Blanc, d'Action Française.

A peine nommé, celui-ci crut devoir relever le prestige du Blanc en giflant en pleine rue, dans la Médina, un chérif (descendant du Prophète), étudiant de la célèbre Université Karayonine, parce qu'il ne l'avait pas salué !

Cette action française (qu'il dit) faillit nous créer les pires difficultés. Noguès couvrit, si nous osons ainsi nous exprimer, son subordonné.

A la direction des affaires musulmanes, Noguès rappela un colonel d'Action Française, très répressif, qui fut déjà chassé deux fois des postes qu'il occupait. C'est lui, en effet, qui fut limogé par Lucien Saint après les bastonnades de 1931 et rechassé par le résident Ponsot, qui avait commis la maladresse de le rappeler.

C'est ce colonel Mellier, vomi par deux présidents sans audace pourtant, qui est repêché au nom du Front populaire par Noguès !

Alors, les camarades se sont émus. Allo, Paris, que dites-vous ? Allo, Paris ? — Pas libre !

Pour diriger le bureau de presse et donner aux républicains les informations impartiales, voire Front populaire, Noguès nomma — comme directeur — un contrôleur civil, d'Action Française, ca-

melot du roy bien connu, M. Mazoyer, puis, de peur qu'il ne traite pas assez souvent Blum de chien-chameau, il lui adjoignit un nommé Simonnot, croix de feu, ex-rédacteur en chef de *Savez-vous*, ce journal qui fut saisi pour avoir traité les ministres du gouvernement de Front populaire de sales juifs et les avoir traînés dans la boue.

A ces belles références, Simonnot peut ajouter celle d'avoir été un des jeunes collaborateurs de Lyautey.

Comme on le voit, il ne manqua plus que Bailby (2), mais il est vrai que ce n'est pas Lyautey qui lui a donné le jour.

Avec une pareille équipe, le Front populaire a été *remarquablement* informé des événements du Maroc. C'est ainsi que l'on apprit que la Fédération socialiste du Maroc avait une lourde part de responsabilité dans les massacres de Meknès.

Et le secrétaire fédéral Delmas fut convoqué et menacé.

Et tous les Marocains connus pour leurs sentiments démocratiques et leurs relations avec les militants SFIO furent impitoyablement arrêtés.

Allo, Paris ? Paris est toujours en communication.

— Mais avec qui ?

— Avec la Banque de Paris, des Pays-Bas et du Maroc !

L'un des malheureux Marocains arrêtés et déportés sans jugement, professeur à l'Université, Karayonne Ahmed Korri, âgé de 40 ans, est décédé à la suite des coups violents que lui ont administrés — pour le *civiliser* ! — les garde-chiourme.

Des protestations indignées se sont élevées et la capitale est alertée.

— Allo, Paris ?

— Allo, le Front populaire ?

— Allo.

— Nous vous alertons, on emprisonne arbitrairement, on assassine au Maroc. Alerte, camarades !

— Mais tout va bien au Maroc, nous venons d'avoir une longue conversation avec la Banque de Paris et sa succursale, je veux dire la Résidence.

— Mais la mort de Korri...

— Voyons, vous exagérez toujours, camarades... Je viens de téléphoner aux camarades Athalin et Finaly — je veux dire au baron Athalin...

— Comment ? Que dites-vous ? Ce n'est pas croyable ! Qui est à l'appareil ? Allo, Paris ? Allez-vous encore longtemps vous foutre de nous ?

(1) Gros banquier (NDR).

(2) Directeur du journal réactionnaire *L'Intransigeant*, et dès cette époque admirateur déclaré du maréchal Pétain (NDR).

**L'Action ouvrière
(MUR)
du Languedoc
en 1944-1945**

(Gérald Suberville)

Gérald Suberville

ex-«Commandant Janvier»
Chef départemental F.F.I. de l'Hérault

L'Autre Résistance



L'Autre Résistance...

GÉRALD SUBERVILLE fut, sous le nom de commandant Janvier, le chef des Forces françaises de l'intérieur (FFI) — constituées à l'échelle nationale en janvier 1944 — dans le département de l'Hérault de mai à décembre 1944, et responsable régional de l'Action ouvrière constituée dans l'Hérault, et plus largement dans le Languedoc, et rattachée au Mouvement unifié de résistance (MUR), rassemblant sous direction gaulliste les groupes antérieurs Combat, Libération et Franc-Tireur.

Avant d'assumer ces responsabilités, Gérard Suberville, avant la guerre avocat stagiaire, avait travaillé comme ouvrier à l'usine d'alumine de Tarascon-sur-Ariège (pendant l'automne 1940 et l'hiver 1941), puis comme ouvrier dans l'usine de textile La Timone, à Marseille, de février à juin 1941.

De juillet 1941 à janvier 1942, il travaille comme employé dans le service local du ravitaillement ; de février à juillet 1942, il reprend son poste de travail à l'usine La Timone, puis entre dans la Résistance, dans l'organisation gaulliste Combat, à Montpellier. Dès janvier 1943, il entreprend l'organisation de l'Action ouvrière du Languedoc. Il adhère en 1943 au Parti communiste français, dont il est exclu en 1951.

En octobre 1998, les éditions AIOU, de Saint-Etienne Vallée française, ont publié un petit volume de souvenirs, rédigé par lui en 1963, sous le titre *L'Autre Résistance*.

Ce petit volume raconte essentiellement l'activité des FFI de l'Hérault et, plus particulièrement, celle de l'Action ouvrière. Nous reproduisons ci-dessous l'essentiel des lignes consacrées par Gérard Suberville à cette dernière.

Elles éclairent un pan d'un aspect, en général laissé dans l'ombre, de l'époque de l'Occupation et de la Résistance, à savoir les tentatives spécifiques d'action ouvrière et syndicale, et les aspirations révolutionnaires des ouvriers et militants qui s'y engagent.

A la fin du volume, Gérard Suberville reproduit le texte intégral du procès-verbal — publié en russe par une revue d'archives soviétiques, puis en français par *Cahiers d'histoire* et par *Communisme* — de l'entretien entre Staline et Maurice Thorez, avant le retour de ce dernier en France, le 19 novembre 1944.

Alors que l'Etat français s'effondre et se désintègre, Staline évoque surtout le danger de la "réaction" :

"Il faut chercher des alliés même chez les socialistes. Il faut essayer de créer un bloc contre la réaction. Il serait bon d'attirer dans ce bloc des socialistes aussi (...). Il faut créer des forces qui se grouperont autour du parti communiste pour le défendre et, quand la conjoncture sera modifiée, pour passer à l'offensive (...). Les communistes ne sont pas assez forts pour prendre sur eux seuls tout le poids de la lutte contre la réaction (...)."

Si ses ennemis parviennent à le provoquer, le parti sera étouffé. Il faut créer

un bloc de gauche pas à pas, patiemment. Si des succès sont obtenus dans ce domaine, la réaction sera plus prudente” (p. 169).

Staline conseille aux communistes français de dissoudre leurs forces armées :

“Il faut prendre en considération le fait qu’aujourd’hui, en France, il y a un gouvernement reconnu par les puissances alliées. Dans ces conditions, il est difficile pour les communistes de disposer de forces armées parallèles, puisqu’il existe une armée régulière. On peut demander aux communistes pourquoi ils ont besoins de détachements armés parallèles (...).

Le cam. Staline explique qu’il a évoqué ce problème parce qu’il lui semble que les communistes n’ont pas encore compris que la conjoncture en France avait changé. Les communistes font les fanfarons et continuent de suivre l’ancienne ligne, alors que la situation est déjà autre (...).

Les communistes tentent de conserver leur milice. Ce ne sera pas accepté. Un gouvernement a été créé, reconnu par la Grande-Bretagne, l’Union soviétique, les Etats-Unis et d’autres puissances, tandis que les communistes continuent à agir par inertie. Cependant, la situation est nouvelle, différente, elle a tourné en faveur de De Gaulle. La situation a

changé et il faut prendre un tournant” (pp. 170-171).

Ensuite, Staline propose que le Mouvement de la Résistance soit rebaptisé Front pour la reconstruction, et précise :

“L’un des objectifs principaux d’un mouvement de masse pour la reconstruction de la France doit être la remise en route des entreprises industrielles, avant tout des industries d’armement” (p. 172).

Evoquant la situation militaire de la France, *“le cam. Thorez dit qu’à son avis la France doit avoir une armée forte. Le cam. Staline répond qu’il est d’accord et que les communistes français ne doivent pas craindre la création d’une grande armée” (p. 176).*

Staline souligne en passant :

“Il faut s’efforcer d’avoir le plus possible de Français dans l’armée française. Il y a parmi les Algériens des types bien, mais tout de même, ce n’est pas la même chose que les Français» (pp. 175-176).

Bref, c’est lors de cet entretien qu’est définie l’orientation du Parti communiste français pour la reconstruction de l’Etat français antérieur, autour du mot d’ordre *“Un seul Etat, une seule armée, une seule police”*, qui exige donc la dissolution de toutes les formations parallèles constituées au cours de la Résistance.

L'activité de l'Action ouvrière du Languedoc

FUYANT le climat malsain de Montpellier, où répression et trahison voisinaient avec une "résistance" bourgeoise et attentiste, à l'ombre de la préfecture régionale, nous nous établîmes dans le Biterrois. Le puissant dépôt ferroviaire de Béziers allait être le milieu idéal de notre implantation logistique. Le cheminot Sainte-Cluque, figure extraordinaire de syndicaliste révolutionnaire, exdirigeant "unitaire" des chauffeurs-mécaniciens, se languissait dans le camp de Saint-Sulpice, d'où le PC ne l'autorisait pas à s'évader...

Il prit sur lui de rompre cet enfermement absurde et vint reprendre sa place de combat, aux côtés de ses camarades — qui étaient les nôtres. Sur la gare de Béziers, le comité AO, sur son impulsion et celle de Palat (service d'exploitation) et du jeune Grandidier (apprentis), eut tôt fait de créer ou de ranimer quatre syndicats. Toute la "traction" était acquise, au point que le chemin de fer était devenu notre outil de travail, un outil irremplaçable.

Dès avant le 6 juin 1944, il était possible d'évaluer à quelque 10 000 les travailleurs mobilisés aux côtés de nos militants.

L'Action ouvrière dans l'action immédiate

a) Les grèves

Les rapports d'activité de l'AO enregistrent en Languedoc cinquante mouvements grévistes à partir du 1^{er} novembre 1943.

Vingt-quatre de ces mouvements concernent l'Hérault, onze le Gard, l'Aveyron et la Lozère, sept l'Aude.

Chez les cheminots : dix mouvements ; vingt-sept dans les mines, treize sur les usines et les chantiers. Les mineurs du Bousquet-d'Orb battent les records, avec cinq grèves en deux mois (novembre-décembre 1943).

Les mouvements d'ensemble culminaient aux dates historiques. A l'occasion du 1^{er} mai 1944, les jeunes apprentis SNCF de Béziers ne purent se satisfaire d'un arrêt de travail. Le groupe de Grandidier s'empara de deux trains, à trois jours d'intervalle, sur le même site, à 3 km de la ville. Nos amis précipitèrent ces convois sur la gare de Béziers, où ils vinrent s'écraser dans un fabuleux enchevêtrement de ferraille...

Le 14 juillet 1944, la grève prenait un tour carrément insurrectionnel. Au Bousquet-d'Orb, nous étions reçus par la di-

rection de mines qui prenait des engagements pour le blocage du charbon et le paiement des salaires aux mineurs devenus maquisards... Une délégation de paysans de la vallée d'Orb venait solliciter l'autorisation de battages. Nous avons transformé le Nord-Ouest héraultais en zone semi-libérée.

b) Les sabotages

Ceux-ci constituaient l'outil de guerre privilégié de l'AO. Une statistique peut être dressée sur la base de quinze rapports rédigés entre le 1^{er} novembre 1943 et la Libération. Sur cette seule période, et sans retenir les tâtonnements de l'été 1943, quatre-vingt-seize actions de sabotage sont relevées. Sur ce total, soixante-trois se situaient avant le 6 juin 1944 et trente-trois dans la dernière période.

Sur ces quatre-vingt-seize actions, cinquante-deux visaient la SNCF : 118 locomotives et motrices, de multiples installations détruites, des wagons et des convois entiers incendiés... Avec la montée du climat insurrectionnel, ce furent les attaques de trains. Lors de l'opération du 1^{er} mai à Béziers, évoquée plus haut, l'objectif visait la coupure de la grande transversale Toulouse-Marseille : les trains lancés sur la rampe étaient destinés à sauter le pont qui enjambe la transversale. Mais à deux reprises, cet objectif militaire échoua, car il eût fallu, pour l'atteindre, disposer du matériel sophistiqué que les attentistes recevaient de Londres... et qu'ils enterraient dans les cimetières (...).

c) Les maquis

L'équipe régionale de direction de l'AO observa d'abord avec réticence l'éclosion de maquis, où les réfractaires cherchaient des planques, dans des zones reculées, loin des objectifs stratégiques.

Au début de 1944, nous recevions un émissaire de nos amis de l'AO de Lyon. C'était le responsable national du CAD (1). Un excellent et chaleureux contact s'établit aussitôt. Nous étions d'accord pour former des maquis de douze hommes au plus, dans les parages immé-

diats des zones industrielles et des nœuds ferroviaires.

Ainsi naquit le maquis *Stalingrad*, implanté en mars dans l'Aveyron, avec la vocation, assez vaine, de constituer une "école de cadres", qui devait essaimer... Le responsable en était "Daniel" (Emile Arino, de Laguépie). Nous déléguâmes auprès de lui Louis Ferrero, qui avait déjà une expérience de maquis, et le métallo "Maurice" (Largenton), qui joua un rôle de commissaire politique et qui sut mettre en échec, après le 6 juin, une dangereuse tentative de récupération téléguidée par le CAS (2), et menée par des jeunes, ignorant que leur chef, Robert, était un agent de la Gestapo...

Cependant, le développement de *Stalingrad* s'inscrivit dans les lois inexorables du genre... Bientôt, il groupait 300 maquisards, dont 100 à peine étaient armés. Notre collectif de Béziers dépêcha l'un des siens, le syndicaliste "Ravaud" (Raoul Bérard). Il s'efforça de trouver des armes pour le maquis, au prix de dangereux contacts avec ceux qui les recevaient. Il fut pris à cette occasion, à Rodez, et ne revint pas de sa déportation (...).

L'AO et les syndicats

Dès le démarrage de l'AO, fin 1942 et début 1943, je m'adressais tout naturellement aux syndicalistes de plusieurs centres ouvriers. Mais ceux-ci, souvent d'accord pour participer à une "résistance" attentiste et de tout repos, n'étaient nullement prêts à assumer les tâches fondamentales d'une organisation de combat. C'est ainsi qu'à Alès, j'avais réuni les "responsables" syndicaux en place sur les mines, et ils exprimèrent — assez mollement — leur accord. Je dus bien vite déchanter... et confier le district aux cheminots de base. Ceux-ci, à Alès, se désintéressaient de tout travail syndical,

(1) CAD : Comité d'action contre la déportation (CNR).

(2) CAS : Comité d'action socialiste (sous contrôle PS).

mais excellaient à “bomber” les locomotives ; d'accord avec les FTP, ils combinèrent une opération de sabotage qui provoqua — enfin — un arrêt des mines.

A Perpignan, il en fut de même. Le district AO, composé de syndicalistes professionnels, fit preuve d'une si parfaite inactivité que nous le rayâmes de nos contrôles.

A Béziers, chez Fouga, le syndicat ne groupait que cinquante métallos, sur les 2 000 de l'usine. Ce syndicat était “contrôlé” par l'AS. A l'occasion de la grève du 11 novembre 1943, il passa un accord avec la police pour éviter tout arrêt de travail. Nos camarades Rothan et Bompard dénoncèrent cet accord empoisonné et entraînèrent 60 % de l'effectif de l'usine dans la grève du 11 novembre.

En fait, la plupart des syndicats étaient vides de tout contenu ouvrier. Ils n'étaient qu'un alibi à la “situation” des bureaucrates vichystes. Ainsi s'explique tout naturellement l'échec de nos démarches auprès des appareils syndicaux, qui ne trouvèrent de conclusion heureuse qu'à Decazeville, avec Cayrol.

Nombre de camarades, parmi les plus efficaces, étaient indifférents, voire hostiles, à tout travail syndical. Nous remontâmes patiemment la pente ; nous exaltions, dans notre organe, *Languedoc ouvrier*, les exemples positifs... A Sète, nous réussîmes à épurer, par l'intérieur, la “direction” syndicale. L'union locale était occupée par un “demi-soldier” parachuté de Marseille. Ce fonctionnaire avait mis sur pied, avec son compère Blankaert, de la fédération des ports et docks, une société négrière destinée à recruter de la main-d'œuvre au rabais au profit des chantiers de la Todt et de la Kriegsmarine. Notre édition locale démasqua ce magouilleur, et les dirigeants élus des cinq syndicats portuaires, organisés en comité AO, portèrent l'affaire jusqu'à Alger. C'en fut fait du brillant avenir syndical du requin de l'UL (3).

Provoquer des réunions de base, poser des revendications, mettre ainsi les directions bélinistes au pied du mur et les acculer à la démission, telle était la méthode “basiste” que nous préconisions. Pour cela, il fallait décider les ou-

vriers à adhérer en masse aux syndicats, à les renforcer, pour les épurer. Un rapport du 20 décembre 1943 établit que l'AO de notre région, à cette date, avait créé de toutes pièces une dizaine de syndicats, chez les cheminots, aux aciéries de Saint-Chély, dans les cuirs et peaux, à Béziers. Nous avons renfloué et épaulé une dizaine d'autres syndicats. Certains étaient exemplaires : à Séverac, il regroupait 180 cheminots, soit 100 % de l'effectif, et sa direction nouvelle était celle du district AO.

Des UD (4) furent constituées, sur l'impulsion de notre camarade “Gervais”, dans le Gard et l'Aude. Celle du Gard lançait, le 7 mars, un appel dénonçant l'attentisme comme un crime. On était loin des errements belinistes...

Au comité régional de *Libération*, notre camarade Roquefort, ex-militant syndical “confédéré”, fut désigné comme représentant de tout le prolétariat uni, après que le délégué ex-“unitaire” lui eût remis fraternellement son mandat. Cette nomination fut imposée contre la candidature du négrier de Sète, soutenu opiniâtrement par le CAS.

Qui mieux que Roquefort eût pu représenter au CRL (5) la classe ouvrière au combat, lui qui avait perdu dans la lutte son beau-frère Armagnac, tombé lors de la tragédie de Cabardès, ainsi que ses deux frères du même maquis, assassinés par les nazis ?

Le collectif régional de l'Action ouvrière

Quinze camarades participèrent à l'activité du collectif régional de direction. Ce furent, par ordre d'entrée au collectif, de 1942 à 1944 : G. Suberville, “Janvier” ; Désirée Lieven, “Lucienne” ; Auguste Sainte-Cluque, “Benoît” ; Marcel Jalade, “Michel”, M. Largenton,

(3) UL : union locale des syndicats.

(4) UD : union départementale des syndicats.

(5) CRL : Comité régional de libération.

“Maurice” ; L. Ferrero, “Louis” ; Raoul Berard, “Ravaud” ; Michel Bruguier, “Audibert” ; Galtier, “Guérin” ; Félix Roquefort, “Cantal” ; Joseph Dufour, “Gervais” ; Albert Delranc, “André” ; Esprit Pioch, “Edmond” ; Georgette Quet, “Josette” et son compagnon Léon.

Le milieu socio-professionnel dominant de ce collectif était ouvrier ; sept travailleurs industriels, dont deux cheminots, un métallo, un mineur. Cinq de ces militants ouvriers avaient été ou étaient toujours des responsables syndicaux élus. Trois camarades étaient étudiants, les autres : secrétaire, employé ; moi-même, après 1940, m'étais “établi en usine”, bien que toujours inscrit au bureau de Rennes... et nous comptions même, avec “Edmond”, un chasseur-pêcheur de Camargue, ex-maire (communiste) des Saintes-Marie-de-la-Mer...

Sur cette équipe, dix étaient originaires du Languedoc, huit avaient fait avant-guerre l'expérience du militantisme politique : quatre au Parti socialiste, quatre au Parti communiste. Plusieurs étaient passés par les camps ou les prisons, et presque tous vivaient dans l'illégalité : ils étaient des résistants révolutionnaires à plein temps.

L'AO du Languedoc et l'environnement résistant

Dans la région de Montpellier, l'AO, branche des MUR (6), menait un combat très contesté par nombre de dirigeants de la Résistance, sous l'influence des notables, qui redoutaient l'action immédiate autant que l'insurrection libératrice.. Dans un tel contexte, nous ne pouvions que vivre une deuxième illégalité au sein de l'autre... C'était le corollaire d'une lutte de classe persistante à travers la lutte patriotique, ce dont nous avons pleinement conscience. On a vu d'ailleurs que nos chutes provenaient presque toujours de ces “contacts” si redoutables. La rançon de notre attitude fut la solide ré-

putation de “communistes” et de “secrétaires” dans les milieux de la résistance “bourgeoise”. Nous ne pouvions faire confiance qu'à Gilbert de Chambrun, le chef régional des MUR, qui fut ensuite le colonel “Carrel”, commandant des FFI du Languedoc. Avec lui, le contact, établi dès les premiers jours, fut toujours marqué d'une grande estime réciproque et d'une véritable fraternité.

Boycottés par les milieux liés au BCRA (7), qui recevaient des armes, nous ne reçûmes jamais aucun parachutage, alors même que nous contrôlions des maquis de plusieurs centaines de partisans, même lorsque je fus nommé par Kœnig, en juillet 1944, chef des FFI de l'Hérault. Tel fut également le cas de notre camarade Bruguier, promu chef des FFI du Gard...

Le DMR (8) adjoint, qui avait en charge, pour le BCRA, les départements du littoral, n'eut de cesse de nous combattre, avec une extraordinaire agressivité. Il prodigua les envois d'armes au profit de dissidences qu'il encourageait, telles que le maquis de la Montagne Noire ou celui de l'Aigoual, qui s'affichaient en lutte ouverte contre nous, les FFI. Est-ce pour se procurer un alibi pour les lendemains de la Libération ? Une seule fois, un message de ce DMR me fut destiné, m'invitant à participer à une répartition d'armes parachutées sur le Saumail (Saint-Pons), les 1^{er} et 3 août 1944. Encore ce message ne me parvint-il... qu'après la libération de la R 3 !

(...) L'AO du Languedoc était verticalement rattachée à une direction nationale à Lyon. Dans ce cadre s'inscrivaient nos relations avec Fouché et Valrimont, qui dataient de fin 1942. A Lyon, nos amis menaient un combat parallèle au nôtre, mais leur optique se fit de plus en plus différente. Pour eux, l'AO était l'outil d'une lutte qui visait, à travers le COMAC (9), les CFL (10), puis les FFI,

(6) MUR : Mouvements unis de la Résistance (*Combat, Libération, Franc-Tireur*), sous contrôle gaulliste.

(7) BCRA : Bureau central de renseignements et d'action (service militaire gaulliste à Londres).

(8) DMR : délégué militaire régional (mandaté par le BCRA).

à faire basculer tout l'appareil de la résistance "bourgeoise" attentiste dans l'action immédiate, alors que notre projet était d'entraîner le monde ouvrier dans cette action immédiate.

Je ne pense pas que nos amis, qui étaient des communistes d'avant-guerre, aient jamais reçu de consignes ou directives du PC, pas plus que je n'en reçus plus tard, quand j'y adhérerai moi-même. Leur contact avec le PC "officiel" dut être aussi tardif que pour les communistes de notre collectif. Pour ma part, je ne connus les très sympathiques "fédéraux" Germa et Balmigère qu'à l'ultime phase de la Résistance, lorsque le PC officiel sortit de sa clandestinité blindée...

Nos amis de Lyon réussirent pleinement dans leurs ambitieux objectifs stratégiques. Pour y parvenir, ils préconisèrent des lignes tactiques qui nous paraissaient, à nous, en Languedoc, passablement opportunistes.

Dans un texte du 1^{er} mai 1944, Valrimont écrivait : *"Le seul but de notre service (l'AO) est de rassembler toutes les forces sociales (...), le premier objectif est de travailler à unir tous les Français au sein de leur entreprise."*

Déjà, le 2 décembre 1943, on pouvait lire dans le journal *L'Action*, publié par nos amis de Lyon, une exaltation de *"l'Union féconde entre Français dans les comités patriotiques, où tous les membres d'une même entreprise sont représentés"*. Prenant le relais, un "comité provençal" d'AO (qui, à ma connaissance, ne manifesta pas autrement son existence) titrait un éditorial de *L'Action provençale* : *"La collaboration nécessaire"* (numéro daté du 1^{er} mars 1944). C'était l'union nationale en place de la lutte des classes, c'était la révolution évacuée des perspectives.

Cela passait mal, très mal, au sein du collectif AO du Languedoc. Nous pu-

bliions pour notre part, du 8 décembre 1943 au 3 juillet 1944, une feuille d'abord ronéotypée, puis imprimée presque luxueusement. Elle ne cessa d'annoncer la couleur : *Languedoc ouvrier*. Tout au long des sept numéros, le ton ne change pas, la ligne est simple et constante : l'action immédiate, la confiance dans les forces de la classe ouvrière, décuplée par la perspective exaltante d'une insurrection qui ne pouvait être que révolutionnaire, et que nous voulions avec autant de passion que la libération patriotique.

L'histoire de l'AO du Languedoc ne s'inscrit guère comme celle d'une branche MUR parmi les autres, ce qu'elle était sur les organigrammes. Tout en travaillant sous le contrôle d'un "centre" lyonnais, elle apparaît également très autonome, par rapport à l'histoire générale de l'organisation dite "AO", qui, outre le Languedoc, ne connut d'existence réelle, semble-t-il, qu'à Lyon et Paris.

L'AO du Languedoc traduisait, dans notre région, la vitalité d'un courant révolutionnaire en marge des partis et organisations institutionnelles, que ce soient les MUR, le CAS ou le PC.

Ce même courant animait aussi bien les groupes de "L'Insurgé", à Lyon, que ceux de "Libérer-Fédérer", à Toulouse. Nous espérions en une Libération qui eût sonné le glas du nazisme mais aussi de l'exploitation capitaliste...

Cependant, notre vie allait s'inscrire dans celle de la France post-vichyste s'engageant dans le tripartisme et les guerres coloniales, sourde aux aspirations des peuples assujettis et rebelles poursuivant, pour leur propre compte, la lutte de "libération" qui avait été la nôtre, au temps de la Résistance.

(9) COMAC : Commission d'action (CNR).

(10) CFL : Corps francs de libération (MUR).

PLUTÔT MOURIR DEBOUT QUE DE VIVRE À GENOUX



OHÉ PARTISANS!

N° 4

AOÛT 1945 - 3 fr.

JOURNAL FONDE PAR UN GROUPE DE F.T.P.

A BAS
l'union sacrée
avec
la bourgeoisie !

EXÉCUTION DE PÉTAÏN,
le bourreau des travailleurs !

LIBÉRATION IMMÉDIATE
de tous les F.T.P. et militants
révolutionnaires emprisonnés !

Contrôle ouvrier
de la production !

Liberté de la presse à la
caserne !

Vive la lutte des peuples coloniaux
pour leur émancipation !

A bas le gouvernement bourgeois,
l'arbitre des TRUSTS !

Vive le mouvement ouvrier
et Paysan !



**Un discours sensationnel
sur les salaires de famine**

**La vie a haussé de 222 %
Les salaires de 50 %**

Nous publions sans commentaires le texte se suffisant à lui-même, le discours d'un grand patron grenoblois.

Tous nos camarades le copieront, le reproduiront, le citeront à chaque contact avec le patronat et réclameront la revalorisation de leur salaire de famine.

Déclaration de Mr. Lanat Vice-Président de la
Chambre de Commerce de Grenoble le 31 mai 1943

A défaut d'une augmentation des salaires, on a pu obtenir, sous le titre « d'aide alimentaire » une majoration des salaires de 10% en novembre 1942, et de 5% en mai 1943. Cette majoration représente une augmentation de 50% par rapport au taux des salaires de 1939. Or si nous considérons l'indice du coût de la vie, nous voyons qu'entre ces mêmes dates 1939-1943, l'augmentation a été de 222%. Réfléchissez un moment à ces chiffres 50% de hausse sur les salaires, mais 222% d'augmentation du coût de la vie, et appréciez à sa juste valeur le déséquilibre. Si vous ne voulez pas que ce déséquilibre matériel aboutisse un jour à un déséquilibre social dont les conséquences seraient funestes, non seulement pour notre pays, mais pour vous-même, vous saurez ce qui vous reste à faire.

Vous vous devez par tous les moyens en votre pouvoir, d'aider votre personnel et sa famille à vivre.

Édité par "l'insurgé"

A afficher sur les lieux de travail

Le CERMTRI
organise une conférence avec **Gérald Suberville**
dans ses locaux du 28, rue des Petites-Ecuries,
le samedi 10 avril, à 14 h 30

Raffin-Dugens :
de la lutte
contre la guerre de 1914
à la IV^e Internationale

La Vérité, du 13 octobre 1945, annonce en page une :
“*Raffin-Dugens, le pèlerin de la paix à Kienthal, le disciple de Lénine,
rallie la IV^e Internationale.*”

Agé alors de 84 ans et déjà gravement malade, Jean-Pierre Raffin-Dugens se présente comme candidat sur la liste du PCI aux élections législatives avec Charles Martel, ouvrier typographe, et le médecin Henri Fabre. Tous les trois ont, à des moments divers, été exclus du Parti communiste français : Charles Martel en 1931, Raffin-Dugens et Fabre viennent de l'être au début de l'année 1945.

La Vérité, du 6 avril 1946, annonce la mort de l'ancien participant de la Conférence de Kienthal.



Jean-Pierre Raffin-Dugens (1861-1946).

“Ils ont eu raison de se révolter”

JEAN-PIERRE RAFFIN-DUGENS est une figure historique. Né en 1861 à Saint-Pierre-d'Alevard, dans l'Isère, élève à l'école normale d'instituteurs de Grenoble, instituteur en fonction dès 1890, il adhère au Parti ouvrier de France (guesdiste) en 1898. En 1910, la fédération socialiste de l'Isère le présente comme candidat aux élections. Il est élu, puis réélu en 1914.

Le 25 juin 1916, trois députés du groupe parlementaire de la SFIO, Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens, tous les trois enseignants, votent contre les crédits de guerre. Les trois hommes venaient de participer à la conférence internationale contre la guerre, qui s'était tenue à Kienthal, en Suisse, du 24 au 30 avril 1916, qui poursuit, prolonge et amplifie l'action contre la guerre décidée à Zimmerwald l'année précédente (du 5 au 8 septembre 1915).

Interrogé à son retour de Suisse par le journal *Le Bonnet rouge*, Raffin-Dugens déclare accorder à la Conférence de Kienthal *“une importance politique capitale. En ce sens qu'elle montre aux sections de l'Internationale ouvrière le chemin à suivre. Oh ! Je ne me suis pas fait d'illusions. Ni quand nous avons franchi la frontière à l'aller ni quand nous l'avons franchie au retour, nous n'avons pas un seul instant cru faire ces-*

ser immédiatement la guerre. Mais nous avons conscience d'accomplir tout notre devoir de socialistes. Je suis prêt, quant à moi, à recommencer. Je me serais même rendu à Zimmerwald si j'avais été prévenu.”

Indiquant que la commission administrative permanente du Parti socialiste l'a *“convoqué à comparaître devant elle”*, il ajoute :

“Je verrai si je dois m'y rendre. Mais vous pouvez être persuadés que si je m'y rends, ce ne sera pas pour faire figure d'accusé.”

Seul des trois députés kienthaliens convoqués, il se rend devant la commission administrative permanente, le 9 mai 1916. Blanc et Brizon, refusant de s'y présenter, ont envoyé une lettre affirmant qu'ils ont, en se rendant à Kienthal, agi à titre personnel et en harmonie avec les résolutions des congrès de l'Internationale socialiste avant la guerre. Raffin-Dugens dit la même chose à la commission. Celle-ci, par onze voix (dont Renaudel, Sellier, Sembat et Morizet) contre sept (dont J. Longuet et Pressemane) et six abstentions (dont Albert Thomas, Bracke et Compère-Morel), invite les fédérations auxquelles appartiennent les trois hommes (l'Allier pour Brizon, le Vaucluse pour Blanc et l'Isère pour Raffin-Dugens) à prendre les sanctions qu'elles jugeront nécessaires contre les trois citoyens, qui ont *“contrevenu*

aux décisions prises par la dernière assemblée nationale du Parti”, favorable à la guerre jusqu’à la victoire et à l’Union sacrée.

Cet appel à la “base” échoue. Le résultat est sans appel : la fédération du Vaucluse se solidarise entièrement avec Blanc, l’Isère se refuse à toute sanction contre Raffin-Dugens et l’Allier, constatant que l’ élu (non nommé...) “*a agi en son nom personnel, passe à l’ordre du jour*”, qui porte sur autre chose.

Le journaliste l’interroge ensuite sur les réactions de ses électeurs.

“*Mes électeurs ? Mais tous ceux que j’ai rencontrés m’ont dit : vous avez bien fait. Et puis, les préoccupations électorales sont pour l’instant le dernier de mes soucis. Ce que je regarde avant tout, c’est le bien de l’humanité.*”

Et il cite au journaliste des extraits de son “*tas de lettres*”, qui sont en général des “*lettres de félicitations*”.

Le président de la République, Poincaré, invite alors Raffin-Dugens à une conversation privée. L’entretien entre les deux hommes dure une heure et demie. D’après Raffin-Dugens, elle fut très “*courtoise*”, mais, selon Trotsky, qui rapporte cette entrevue dans son journal publié à Paris en russe, “*autant que l’on peut en juger, les deux parties restèrent sur leurs positions*”.

Raffin-Dugens ne cessera dès lors de voter contre les crédits de guerre et la participation socialiste au gouvernement ; l’insertion de ses questions orales au *Journal officiel* lui sera plusieurs fois refusée, ces questions, entre autres celles qui concernent les pertes en hommes, étant considérées comme susceptibles de porter atteinte au moral des troupes.

En même temps, pour Trotsky, la position de Raffin-Dugens, qui, à ses yeux, exprime celle du Centre dans la social-démocratie de l’époque, se distingue de celle d’un Karl Liebknecht ; pour lui, ce dernier ne se contente pas de refuser la confiance au gouvernement, comme les hommes du Centre, il lui “*déclare la guerre*”. Et Trotsky commente :

« *La formule de Raffin-Dugens est célèbre*: “Je vote contre les crédits, mais

si leur sort ne dépendait que de ma voix, je voterais pour.” *Elle exprime, sinon la pensée, du moins la conscience politique de la majorité des dirigeants politiques du Centre (Haase-Kautsky-Bernstein). Cette formule n’est nullement aussi caricaturale qu’on peut le penser à première vue. Un vote négatif est une manifestation de méfiance, mais n’est pas un acte de mobilisation des masses pour la lutte révolutionnaire*” (Natchalo, 6 octobre 1916).

C’est sans doute cette position, qualifiée par Trotsky de “centriste”, qui explique que Raffin-Dugens n’adhéra jamais au Comité pour la reprise des relations internationales, fondé par Merrhein et Bourderon, les deux militants français qui avaient participé à la Conférence de Zimmerwald et avaient été empêchés de se rendre à Kienthal par les autorités françaises.

Raffin-Dugens, comme Blanc et Brizon, dans l’atmosphère d’enthousiasme suscitée par la révolution russe, signe le 16 mars l’adresse du groupe parlementaire SFIO aux “*Frères de Russie*”. Cette adresse, qui salue la chute du tsarisme, tente d’utiliser la révolution russe aux fins de la défense nationale. Selon ce texte, la révolution russe, “*comme la Révolution française, est l’œuvre du peuple, du Parlement et de l’armée (...). La Douma (c’est-à-dire le “Parlement”, J.-J. M.) a réalisé l’unité de la nation russe pour sa défense (...). La révolution russe affirme que la guerre doit avoir pour conclusion la liberté politique et l’indépendance des nations. Puisse cette révolution (...) dicter leur attitude aux prolétariats socialistes d’Allemagne et d’Autriche-Hongrie. Elle les replace en face de leurs responsabilités.*” Le prolétariat français n’est nullement invité, lui, à suivre cette même voie.

Trois jours plus tard, affolés par les bruits de paix séparée entre la Russie et l’Allemagne, les députés socialistes envoient en Russie Albert Thomas, ministre socialiste du gouvernement d’Union sacrée, afin d’exhorter les soldats à continuer à se battre pour les buts de guerre des gouvernements alliés. Ils abreuvent Kerenski, les socialistes-révo-

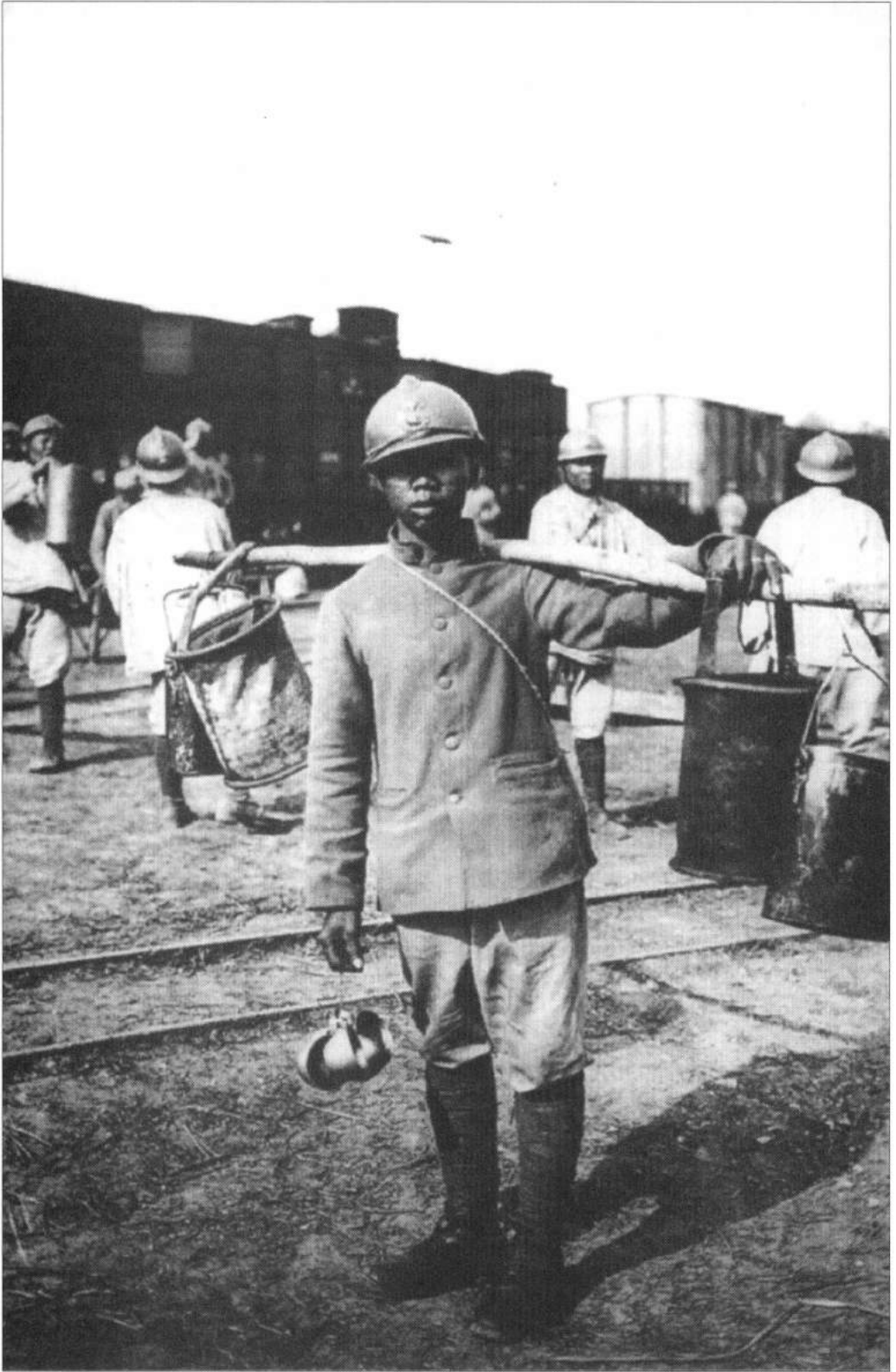
lutionnaires et les mencheviks de télégrammes leur demandant de ne pas séparer leur sort de celui des Alliés et de ne pas s'engager dans cette voie. Raffin-Dugens, comme Blanc et Brizon, refuse de signer de tels télégrammes, qui accompagnent le départ d'Albert Thomas et préludent au départ en Russie, fin mars, de Marcel Cachin, Marius Moutet et E. Lafont, chargés de poursuivre la mission patriotique d'Albert Thomas et de convaincre les soldats russes et le soviét, dirigé par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, de continuer à faire la guerre.

Raffin-Dugens salue la révolution d'Octobre, défend en 1919 les mutins de la mer Noire, qui, dit-il, "*ont eu raison de se révolter*" et qui "*font bien de continuer*". Il n'est pas réélu député en 1919. En décembre 1920, fort des trois quarts des mandats (84 sur un peu plus

de 100) de la fédération SFIO de l'Isère, il vote l'adhésion à la III^e Internationale et fonde la fédération de l'Isère du Parti communiste français. Candidat du PCF aux élections législatives de 1924, il n'est pas élu. Il est élu conseiller municipal à Eybens (Isère) en 1935. Hostile à la politique chauvine de la direction du PCF à l'époque et à la collaboration de classes qui en est le corollaire, il en est exclu au début de l'année 1945 et adhère alors au Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* publieront dans le n° 6 un dossier sur diverses périodes de l'activité de Raffin-Dugens, de son action contre la guerre à son activité dans le Parti communiste français et son adhésion au PCI.

Jean-Jacques Marie



Jeune Annamite faisant partie des dizaines de milliers de travailleurs réquisitionnés en Indochine au cours de la Première Guerre mondiale.

Pages oubliées

**L'école d'Uriage
et le nazisme**

ou

**le négationnisme discret
du corporatisme chrétien**

(Jean-Jacques Marie)

la condition humaine

VERS LE STYLE DU XX^E SIÈCLE

PAR

L'ÉQUIPE D'URIAGE

sous la direction de

GILBERT GADOFFRE

ACHEVÉ D'IMPRIMER
EN 1945 PAR
CURIAL - ARCHEREAU
O. P. L. N° 30.0132
Dép. Lég. 3^e Trim. 1945
N° 163. Paris N° 3491.

Quand un ouvrage collectif de l'école d'Uriage publié en 1945 jugeait l'"actif" et le "passif" du nazisme

LE bilan du nazisme publié ci-après est extrait d'un ouvrage collectif publié sous la responsabilité de Gilbert Gadoffre à l'automne 1945 : *Vers le style du XX^e siècle*. Présenté au nom de "l'équipe d'Uriage", il engage donc ses membres, qui en ont entrepris la rédaction dès 1943, à une nuance près. La préface signale, en effet, en passant : "*L'étude sommaire du système nazi et du système communiste* (pp. 60-70) paraît très discutable à une partie de l'équipe", réserve elliptique bien désinvolte, surtout à la date à laquelle elle est formulée.

Le premier tirage indique la liste complète des auteurs de l'ouvrage, que ces derniers appelaient entre eux "La Somme" : sous la direction de Gilbert Gadoffre, l'ont donc rédigé : H. Beuve-Méry, M. Bonnemaison, G. Chaîne, J.-M. Domenach, J. Dumazedier, G. Ferry, F. Le Guay, S. Nora.

Le chapitre intégralement reproduit constitue les pages 61 à 64 du volume. Ce dernier se présente comme un bilan théorique et politique collectif de l'école d'Uriage, dont l'apport décisif dans la pensée du christianisme social et de la démocratie chrétienne a été mille fois souligné par les intéressés eux-mêmes.

Néanmoins, le passage en question est en règle générale systématiquement passé sous silence et l'ouvrage dont il est tiré trop rarement évoqué, sauf de façon allusive ou sélective. La lecture de ces pages permet de comprendre les raisons de cette discrétion pudique.

Un escamotage bien utile

Dans *Les Hommes d'Uriage* (1), Pierre Bitoun affirme dans le chapitre sur "L'esprit" d'Uriage qu'il n'utilise pas pour définir ce dernier "*l'ouvrage Vers le style du XX^e siècle, qu'une partie de l'équipe entreprendra de rédiger à partir de 1943 et dont les principaux thèmes sont déjà présents ou en germe à Uriage*" (p. 72) ; reproduisant pourtant la page de couverture de cet ouvrage dans son cahier photos, il le commente par la légende : « *La couverture de "La Somme"*. »

Il renvoie d'ailleurs, dans la suite de son livre, à de très nombreuses pages de cette "Somme", **mais jamais à ces pages**. Il cite les pages 67 à 69, 74, 100-101, 111, 114-115, 135-137, 148-149, 155, 158-159, 170 à 174, 178-179, 181 à 184, 191 à 194, 194 à 196, 230-231, 255. Ainsi, Pierre Bitoun a soigneusement épluché l'ouvrage et en a utilisé de nombreux passages ; il a donc délibérément décidé d'ignorer ces pages. Et, comme l'ouvrage en question est depuis longtemps introuvable, cette décision revient à occulter un aspect décisif, mais fort gênant, de la pensée des "hommes d'Uriage".

Lorsqu'il aborde l'examen détaillé de "La Somme", il affirme : "*Les rencontres de la Résistance ont imprimé*

(1) La Découverte, 1988.

leur marque sur la pensée de l'équipe. Nous allons le voir maintenant, La Somme, ainsi que tous les autres textes rédigés par le groupe dans les années 1943-1944, en portent la trace" (2). Après quoi, l'auteur, sautant allégrement par-dessus les pages 61 à 64 consacrées au nazisme, passe directement au "bilan globalement négatif du communisme" (pages 67 à 69) de *Vers le style du XX^e siècle*. Ce saut périlleux est à la limite de la falsification.

Cette occultation des pages 61 à 64 est indispensable à la démonstration de Pierre Bitoun, désireux de réfuter les critiques adressées à l'école d'Uriage et à E. Mounier par Bernard-Henri Lévy, dans *L'Idéologie française* (3), et surtout à E. Mounier par Z. Sternhell, dans *Ni droite, ni gauche : l'idéologie fasciste en France* (4).

L'ouvrage de Bernard-Henri Lévy ne consacre que quatre pages et demie (pp. 50 à 54) à l'école d'Uriage. Bernard-Henri Lévy n'a manifestement pas lu *Vers le style du XX^e siècle*, car il n'en cite que le titre, sans y faire jamais la moindre référence. Il affirme d'ailleurs, à propos de l'école d'Uriage : "*Ce n'est pas qu'on y eût la moindre sympathie nazie*" (5), et fonde cette affirmation sur le seul exemple de Beuve-Méry, qui, "*antimunichois avant la guerre, ne cesse par la suite, et dès le premier jour, de dénoncer la collaboration avec Hitler et de diffuser des textes violemment hostiles aux perspectives de la Nouvelle Europe*" (6). Si Bernard-Henri Lévy avait lu le chapitre reproduit ci-dessus, il aurait pour le moins nuancé cette affirmation abrupte.

Ses cinq pages rapides ont néanmoins suscité alors des réactions très vives, en particulier de Jean-Marie Domenach et, surtout, de Gilbert Gadoffre, auteur d'une attaque *ad hominem* peu glorieuse, destinée sans doute à dissimuler une difficulté à répondre sur le fond :

"On peut se demander dans lequel des deux camps se serait trouvé Bernard-Henri Lévy avec vingt ans de moins et un autre nom. Sans doute pas dans celui de la Résistance avouée. Peut-être chez les intellectuels neutralistes, qui grenouillaient dans Paris occupé et qui, par horreur du style militaire et du nationalisme, prêchaient la paix définitive avec l'Allemagne nazie" (7).

En un mot, si Bernard-Henri Lévy avait eu vingt ans de moins, s'il s'était appelé Dupont et s'il avait été antimilitariste, il aurait probablement été collabo. La revue *Esprit*, dont Jean-Marie Domenach, rappelons-le, fut longtemps le directeur, s'est manifestement sentie piquée au vif pour publier une telle réponse ! Le lecteur du chapitre sur le nazisme de l'ouvrage composé sous la direction de ce même Gadoffre comprendra aisément les raisons de cette violence gratuite.

Bitoun veut présenter l'école d'Uriage comme un foyer antinazi. Résumant les réactions d'anciens d'Uriage au livre de Bernard-Henri Lévy, il écrit :

"Beaucoup (...) racontent que l'école était l'un des rares lieux en France où se faisait, publiquement et dès 1940, le procès du nazisme, de l'antisémitisme et du racisme" (8).

Comment comprendre, alors, le texte reproduit ci-dessous, publié en 1945, qui ne dit mot de l'antisémitisme, porte un jugement positif sur le racisme et un jugement balancé, voire nuancé, sur le nazisme ? C'est une vision de 1940 revue et corrigée par le travail de la mémoire. On comprendrait mal, d'ailleurs, autrement, la visite amicale de l'amiral Darlan et de Georges Lamirand, secrétaire d'Etat à la Jeunesse, à Uriage en juillet 1941.

Certes, l'aumônier De Naurois a manifesté son désaccord avec Darlan :

"J'ai écouté tout son discours, face à lui, les bras croisés. Ça été remarqué et commenté" (9).

Résistance discrète, avouons-le. Bertrand d'Astorg est plus près de la vérité quand il déclare à Bitoun :

"Quel a été le miracle qui a fait que nous ne sommes pas devenus des nazis ?" (10).

(2) *Ibidem*, p. 134.

(3) Bernard Grasset, 1981.

(4) Le Seuil, 1983. Sternhell n'évoque Uriage que deux fois en passant, page 300.

(5) *L'Idéologie française*, op. cit., p. 52.

(6) *Ibidem*, p. 52.

(7) *Esprit*, n° 5, 1981, p. 38.

(8) *Les Hommes d'Uriage*, op. cit., p. 22.

(9) *Ibidem*, p. 90.

(10) *Ibidem*, p. 22.

S'il y a eu miracle, c'est donc qu'un certain nombre d'éléments factuels auraient pu permettre ou favoriser ce "devenir".

Pierre Bitoun affirme par deux fois, dans la même page 98, l'essence, selon lui, antinazie d'Uriage :

"Les veillées de la fin décembre 1942 (...) nous disent, affirme-t-il, le sacré de la communauté : le patriotisme et le drapeau tricolore de la nation française, la foi chrétienne et les chants liturgiques, le respect de la personne humaine et les conseils du Vieux Chef. C'est-à-dire très précisément l'antithèse des valeurs nazies" (souligné par moi) (11).

Plus bas, il prétend qu' "à l'heure même du départ comme à l'origine de l'école, au cœur de son esprit comme au plus profond du lien de la communauté, se trouvait l'antinazisme" (12).

Un "document étonnant"

Voir "l'antithèse des valeurs nazies" dans le drapeau tricolore, la foi chrétienne, les chants liturgiques, le respect de la personne humaine et les conseils du monarchiste Dunoyer de Segonzac, emballés sous l'étiquette "sacré", c'est oublier les aspects sociaux, politiques et racistes du nazisme. C'est beaucoup, mais c'est précisément tout ce qui est traité sous un angle positif dans le chapitre évoqué.

Il y a là un tour de passe-passe. En réalité, la majorité des cadres d'Uriage, pétainiste jusqu'à la dissolution de l'école fin décembre 1942 ou jusqu'à l'invasion de la zone libre (novembre 1942), penchant vers la Résistance ensuite, s'affirme patriote et antiallemande. Le "Vieux Chef", le monarchiste Dunoyer de Segonzac, plus honnête en cela que bien d'autres rescapés d'Uriage, évoque d'ailleurs "la position antiallemande" (13) d'Uriage et sa propre "attitude antiallemande" (14). Mais le "patriotisme" et l'hostilité tricolore à l'occupant étranger ne sont nullement équivalents à "l'antinazisme". Affirmer le prétendu antinazisme originel et permanent

d'Uriage exige l'occultation complète des pages 61 à 64 de "La Somme".

Peut-être faut-il trouver une seconde raison dérivée de cette occultation dans le fait que le principal signataire de *Vers le style du XX^e siècle*, Gilbert Gadoffre, sera en 1945 membre du comité qui a mis sur pied l'École nationale d'administration (ENA), chargée de préparer les hauts fonctionnaires de l'Etat, puis fondateur du centre culturel de Royaumont et organisateur de ses colloques. Joffre Dumazedier, autre membre de l'équipe d'Uriage, auteur, dans ce volume collectif, de la partie consacrée aux "élites populaires" et l'un des théoriciens les plus conséquents du corporatisme, adhèrera quant à lui en 1945, l'année de la publication de l'ouvrage collectif, au Parti communiste français, où il restera une année : c'est l'époque ultra-nationaliste du "Reconstruire d'abord", du "Retrouvez vos manches", où Maurice Thorez dénonce les mauvais ouvriers qui travaillent mal parce qu'ils traînent trop au bal et déclare : "La grève est l'arme des trusts." Le corporatiste Dumazedier peut s'y sentir à l'aise.

René Pucheu, expert à l'Assemblée de l'Episcopat français de Lourdes, dans son article liminaire du numéro spécial de la revue *Esprit* sur "Les militants d'origine chrétienne" (15), qualifie ce volume de "document étonnant, qui, en 1945, condensait les réflexions de l'équipe d'Uriage" (pp. 15-16). Document étonnant, pourquoi ? Parce que, selon René Pucheu, il a préparé la génération des cadres catholiques ultérieure :

« Cette génération de l'action catholique a accédé aux pouvoirs "sociétaux" quand, vers 1955, la société française s'engouffrait dans ce qu'à l'époque on appelait le néo-capitalisme, auquel, dans l'ensemble, cette génération a cru et qu'elle a géré avec compétence. Rencontre préparée apparemment, si l'on en croit le document étonnant qui, en 1945, condensait les réflexions de l'équipe d'Uriage ; il est clair que la "technocratie" ne fut pas pour certains militants

(11) et (12) *Ibidem*, p. 98.

(13) *Ibidem*, p. 88.

(14) *Ibidem*, p. 94.

(15) *Esprit*, n° 4-5, 1977.

une ruse que leur imposa l'histoire. La "planification démocratique", la "politique contractuelle" ? A certains infléchissements près, ce fut voulu de loin. Peut-être même la Constitution de la V^e République ! » (16).

Si l'on comprend bien René Pucheu, ce condensé des réflexions de l'école d'Uriage a, selon lui, préparé la "planification démocratique" de la CFDT, la "politique contractuelle" de Chaban-Delmas et même la Constitution de la V^e République.

René Pucheu revient un peu plus loin sur ce volume :

« *Le texte précité de l'équipe d'Uriage se préoccupe grandement de la "cristallisation des élites nouvelles" et notamment des moyens de former "les hommes dont la classe ouvrière aura besoin plus que jamais pour remplir sa mission dans la société de demain". Peu à peu se dégagera un type nouveau de leader, dont le rôle et le nom conviennent si bien à l'univers du militant : l'animateur. En tout état de cause, grâce à cette heureuse ambiguïté, cette pédagogie a pu former à la fois des "cadres responsables" et des militants rêvant d'autogestion ! » (17).*

Toutes notions qui, si l'on comprend bien encore René Pucheu, remonteraient au moins partiellement à l'école d'Uriage ou du moins y trouveraient une formulation particulièrement adéquate. Remarquons en passant — car là n'est pas en l'occurrence l'essentiel — que ce qui différencie "l'animateur" du "délégué", c'est que le premier n'étant pas élu par ceux qu'il "anime", à la différence du "délégué", n'a pas, à la différence de ce dernier, de compte rendu de mandat à faire à la "base" qu'il encadre, et qu'il est même plus précisément désigné pour encadrer. Il est donc plus proche d'une organisation ecclésiastique que d'une organisation démocratique.

Un rappel

Rappelons quelques éléments essentiels à la compréhension de la place de l'école. Uriage se trouve à douze kilomètres de Grenoble. C'est là que, fin octobre 1940, au lendemain de la défaite

militaire, Pierre Dunoyer de Segonzac, fils d'une vieille famille militaire, officier de cavalerie sorti de Saint-Cyr, installe une école de cadres, où le futur directeur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry, remplit les fonctions de chef du bureau des études de l'école. L'école a d'abord été créée en juillet, à La Fauconnière, près de Vichy, et le maréchal Pétain lui-même l'a honorée d'une visite.

Jacques Thibau, énarque, auteur de *Le Monde, histoire d'un journal* et *Un journal dans l'histoire* (18), écrit dans ce dernier ouvrage :

« *L'école avait d'abord été chargée par les services de la jeunesse (du gouvernement de Vichy, J.-J. M.) de donner un minimum de formation aux cadres des Chantiers de jeunesse, puis aux étudiants admis aux grands concours de la fonction publique* » (19).

Sont passés par Uriage, on le sait, Emmanuel Mounier, le fondateur de la revue *Esprit*, Hubert Beuve-Méry, fondateur du *Monde*, Jean-Marie Domenach, directeur d'*Esprit* pendant de longues années, Paul Delouvrier, ministre de De Gaulle, P.-H. Chombard de Lauwe, Simon Nora, conseiller de Pierre Mendès-France puis de Chaban-Delmas, membre de la Fondation Saint-Simon, etc.

Jacques Thibau ajoute :

« *Uriage, création personnelle de Dunoyer de Segonzac, relève de la politique du gouvernement de Vichy. Georges Lamirand, directeur des services de la jeunesse, ne ménage pas son appui à l'école* » (20).

Dunoyer de Segonzac lui-même souligne :

« *La loyauté à mon égard de Georges Lamirand ne s'est jamais démentie* » (21).

Jacques Thibau résume en quelques lignes les références doctrinales d'Uriage, si connues que nul ne peut les contester :

(16) *Ibidem*, pp. 15-16.

(17) *Ibidem*, p. 17.

(18) Jean-Claude Simoen, 1978.

(19) *Ibidem*, p. 44.

(20) *Ibidem*, p. 48.

(21) *Dunoyer de Segonzac. Le Vieux Chef. Mémoires et pages choisies*. Le Seuil, 1971, p. 102.

« La plupart des stagiaires interrogés aujourd'hui indiquent que Péguy, Proudhon et Maurras se trouvaient fréquemment au centre des débats. Lyautey (22) aussi, qui avait écrit en 1891 Du rôle social de l'officier et qui attribuait aux vingt mille officiers français de la fin du XIX^e siècle cette structuration de la trame sociale par des cadres responsables, formés et désintéressés, qui est à la base de la conception d'Uriage » (23).

Cette conception trouve sa forme achevée dans le corporatisme, dont Dumazedier, l'un des principaux théoriciens d'Uriage, donne l'une des formulations les plus achevées que l'on puisse trouver :

“Il importe de restaurer, dans la mesure du possible, la vie artisanale et de porter l'essentiel de ses vertus au cœur de la fabrique moderne. L'idéal communautaire fera l'âme de l'atelier parce qu'il épanouit la personne du travailleur. La division du travail s'accompagnera d'un partage de la grande entreprise en communautés à la taille de l'homme (sections d'ateliers autonomes).

Le commandement sera d'autant mieux restauré qu'il sera plus décentralisé. L'ouvrier obéira d'autant plus qu'il aura l'espoir d'être promu un jour. Au vieil esprit de lutte, à l'esprit moderniste d'assurance sociale, il faudra substituer le noble idéal mutualiste (dans l'organisation des secours, des services sociaux, etc.). C'est de l'intérieur que cette solidarité ouvrière devra s'étendre à la nation. Lorsque l'entreprise sera devenue une hiérarchie de fonctions, les syndicats pourront être rénovés dans l'esprit communautaire ; au lieu d'être des foyers de lutte, ils pourront devenir les foyers de culture des travailleurs” (24).

L'exaltation de la “communauté nationale” et du “racisme” nazis

Cette conception corporatiste explique que, malgré l'hostilité à l'occupant d'une bonne partie de ses membres, les cadres d'Uriage puissent, à l'automne 1945, dresser et publier le bilan du nazisme pour le moins extrêmement balan-

cé et mesuré reproduit ci-après, même si les auteurs affirment que “le passif l'emporte déjà sur l'actif”. C'est qu'ils retrouvent dans le nazisme, fût-ce de façon exacerbée (encore ne le disent-ils pas), un certain nombre de traits caractéristiques du corporatisme :

“Le nazisme a restauré le sens de la communauté nationale et uni les citoyens d'un même Etat en leur faisant prendre conscience d'une mission et d'un destin communs.”

Cette exaltation de la “communauté nationale” transcendant les classes et supprimant la représentation spécifique des intérêts de classes (syndicats, partis, etc.) amène les auteurs à passer complètement sous silence l'exclusion des Juifs de cette prétendue “communauté nationale”, exclusion qui découle pourtant de la définition nazie de cette communauté et qui prélude à leur extermination. Plus de Nuit de Cristal, plus de chasse aux Juifs... Ces aspects ne sont jamais abordés, même brièvement, dans le texte. Et l'évocation des “peuples inférieurs” est dénuée de tous guillemets, donc présentée non comme une citation avec laquelle on prend ses distances, mais comme une donnée de fait.

Des camps de concentration bien banals...

A l'époque où le texte est publié, la vérité sur les camps d'extermination nazis a éclaté au grand jour ; nul ne peut alors se targuer de l'ignorer, même si l'on ne connaît pas encore en détail tous les éléments de leur mécanique meurtrière. Dans l'ouvrage de Stéphane Courtois et Adam Rayski *Qui savait quoi ?* (25), Denis Peschanski souligne qu'à la BBC, “dès le 1^{er} juillet 1942, Jean Marin évoque au micro le massacre de 700 000

(22) Ce maréchal colonialiste, monarchiste et catholique (1854-1934), finit président d'honneur des fascistes Jeunesses patriotiques.

(23) *Le Monde*, op. cit., p. 45.

(24) *Cahiers d'Uriage*, n° 35, pp. 135-136.

(25) La Découverte, 1987.

Juifs de Pologne et signale l'existence des chambres à gaz ; mais les informations sur le génocide furent précisées en 1943" (26). Mais peut-être n'écoute-t-on pas la BBC à Uriage. Notons que cet ouvrage, qui, en plusieurs chapitres, pose les questions : "*Que savait-on dans le monde ? Que savait Vichy ? Que savaient les Français ? Que savait la presse clandestine non communiste ? Que savait la presse communiste clandestine ?*", n'évoque jamais la position d'Uriage. Pierre Bitoun ne pouvant esquiver complètement la question, ose écrire :

"La rigueur et la lucidité du propos, la dénonciation des camps de concentration forcent, me semble-t-il, l'admiration, et ce d'autant plus que l'essentiel des extraits de conférence cités plus haut datent de décembre 1940" (27).

En réalité, si l'on excepte les souvenirs postérieurs suspects de complaisance, Bitoun ne cite qu'un unique propos de l'aumônier De Naurois sur ce point :

"Le camp de concentration a une fonction essentielle en Allemagne : la terreur spirituelle est employée comme un moyen de gouvernement. Le camp de concentration a sa place dans ce système de la terreur. Les gens, en Allemagne, ont une terreur folle du camp" (28).

Même si la remarque de l'aumônier — qui ne pouvait certes tout savoir en 1940 — a une portée critique, la réduction du camp de concentration à un élément de "terreur spirituelle" en oublie les aspects essentiels et surtout se retrouve encore très fortement adoucie cinq ans plus tard dans *Vers le style du XX^e siècle*.

Génocide juif ? Camps de la mort ? Connais pas !

Le texte de "l'équipe d'Uriage" se contente en effet d'évoquer les camps de la mort une unique fois, et de façon à la fois extrêmement discrète et très curieuse :

"Les haras voisinent avec les camps de concentration et les écoles du parti."

Opposés aux haras, où l'on s'occupe de l'amélioration de la race chevaline, les

camps sont mis sur le même plan que les écoles du parti. Or ces dernières remplissent un simple rôle de propagande et de "formation" idéologique, sans fonction d'extermination ; mis sur le même plan que les "écoles du parti", le camp de concentration semble ainsi avoir pour fin essentielle le lavage de cerveaux (c'est la "terreur spirituelle" de l'abbé De Naurois) ; apparemment, pour l'équipe d'Uriage, la fonction fondamentale d'extermination — avec le travail forcé — des camps de concentration n'existe pas.

Elle est gommée, effacée de l'histoire, à une date, répétons-le, où la vérité sur les camps était connue de tous dans ses grandes lignes depuis six bons mois. Apparemment, le génocide ne trouble ni les nuits ni les jours des penseurs d'Uriage.

Au moment où ces gens-là font imprimer ces lignes, David Rousset entame la rédaction de *L'Univers concentrationnaire*. Si ce n'est pas du négationnisme, qu'est-ce donc ?

Vive le racisme et "l'homme nouveau" nazi ?

Les auteurs de ce texte évoquent le prétendu "socialisme nazi". S'ils mettent en question sa nature "socialiste", ils saluent néanmoins "*ses réalisations sociales indiscutables (et) souvent grandioses*". A leurs yeux, "*le nazisme ne répond qu'à moitié aux aspirations de l'homme et du travailleur*", ce qui veut dire qu'il y répond à moitié quand même. Ils se félicitent que de ce "*le racisme a su remédier à la crise démographique de l'Allemagne en réprimant l'avortement*". Vieille idée chérie de l'Eglise, la répression de l'avortement vaut bien un hommage au "racisme"... Mais si le "racisme" nazi le réprime, c'est par souci — fantasmagorique, certes, mais aux conséquences réelles dramatiques — de préserver et d'étendre la prétendue "race supérieure" ; or cette défense de la "race supérieure" est la cou-

(26) *Ibidem*, pp. 86-87.

(27) *Les Hommes d'Uriage*, op. cit., p. 85.

(28) *Ibidem*, p. 78.

verture idéologique — si l'on ose dire — de la chasse aux Juifs et autres “races inférieures” que sont les Tziganes et les Slaves. L'hommage rendu par l'équipe d'Uriage au racisme nazi est donc logiquement complété par un silence total, mais assourdissant, sur l'extermination des Juifs et même sur toutes les mesures de persécution antisémite qui ont marqué le règne d'Hitler dès son avènement.

Comment s'étonner, dès lors, de trouver ensuite l'affirmation enthousiaste que “*le nazisme a su créer un homme nouveau en contact avec les forces de la nature, capable de comprendre le monde actuel et même de le dominer temporairement. Il y a dans l'élite nazie de la jeunesse un dynamisme, un héroïsme et une largeur d'horizon qui ne peuvent être perdus sans appauvrissement pour l'Europe*”.

Le “*nazisme a su créer un homme nouveau en contact avec les forces de la nature*” (29) ! Vraiment ? Cet enthousiasme aussi imprudent que révélateur rappelle certains passages de Robert Brasillach, l'écrivain et journaliste nazi, rédacteur en chef de *Je suis partout*, fusillé à la Libération. Il reprend purement et simplement la propagande nazie, qui transforme en héroïsme la rapacité sanglante et raciste des hordes de parasites et de tueurs SA et SS, ou l'enrégimentement de la Hitler Jugend.

Puisque les démocrates-chrétiens et chrétiens-sociaux insistent eux-mêmes sur leur filiation avec Uriage, on est fondé à s'interroger sur le sens de cet éloge

critique du nazisme au lendemain même de l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne. Le texte répond de lui-même : c'est parce qu'il a donné une forme achevée à la “communauté nationale” et au corporatisme en liquidant toute représentation spécifique des classes antagonistes, et d'abord celle de la classe ouvrière avec ses syndicats et ses partis, que le nazisme a suscité l'intérêt de l'école d'Uriage. Le nazisme l'a fait sous une forme monstrueuse — guère soulignée dans ce texte —, plus monstrueuse que le fascisme italien, car il exprimait les tendances d'un capitalisme plus puissant, plus dynamique, plus conquérant, et la rapacité d'une caste bureaucratique encore plus avide et plus brutale, rêvant l'un et l'autre de la domination de l'Europe et de la planète.

Par-delà telle ou telle adaptation circonstancielle aux réalités du moment, la communauté (régionale, nationale ou européenne) et le corporatisme apparaissent ainsi comme les fondements réels de la conception du monde des descendants d'Uriage. C'est pourquoi il est bon de tirer ce chapitre de l'oubli immérité où il gît.

Jean-Jacques Marie

(29) Pendant que les croisés d'Uriage méditaient ainsi dans leurs veillées et, plus tard, sur “l'actif” et le “passif” du nazisme, *La Vérité* clandestine trotskyste publiait un article sur l'enfer du camp de Drancy reproduit ci-dessous (5 décembre 1941) ou les révélations d'un déporté d'Auschwitz libéré (20 mai 1943). Chacun ses priorités.

« **Au camp de Drancy** : quelques Juifs, gravement atteints par la maladie, sont sortis du camp de Drancy. Leurs témoignages concordent absolument avec des renseignements provenant d'autres sources. Aussi, lorsqu'ils nous ont dit : “*Le camp était un enfer*”, les avons-nous crus sur parole.

On sait déjà par tous les journaux, et nous l'avions signalé, à quel odieux trafic se sont livrés les gardes-mobiles qui gardaient le camp. 125 F une cigarette, 40 F une carotte, et ainsi de suite, voilà les tarifs de ce marché noir on ne peut plus aryen. On sait que les buildings où sont parqués les Juifs avaient été désertés par la garde mobile, ils sont inhabitables. Aussi la maladie fait-elle des ravages parmi les internés. Il y a quelques jours, le chiffre des morts atteignait 52. Les lettres qui nous parviennent du camp sont des lettres d'angoisse : “*Tiendrons-nous le coup ?*”, interrogent-elles.

Camarades, il faut partout organiser la solidarité avec les Juifs enfermés. Comme les militants ouvriers, ils sont, eux aussi, les victimes désignées du fascisme. Camarades, il ne faut pas les laisser mourir ! **A bas l'antisémitisme ! Solidarité avec les victimes du fascisme !** » (*La Vérité*, 5 décembre 1941).

“Les nazis redoublent de violences contre les Juifs, déportant et massacrant des hommes et des femmes sans défense, séparant les parents de leurs enfants (...), le gouvernement français, docile aux ordres de Hitler, fait enfermer dans ses camps des milliers d'innocents” (*La Vérité*, 15 janvier 1943).

Un texte soigneusement passé sous silence

Le système nazi

A. — Sa force

Le nazisme est une réponse. — Le malaise des démocraties posait la question d'une économie, d'une société et d'une anthropologie nouvelles. C'est parce qu'il s'est présenté comme une réponse à cette triple aspiration que le national-socialisme a pris un essor si puissant. Sa faiblesse vient de ce que, ces aspirations, il les a plutôt *déviées et utilisées* que satisfaites.

A une économie anarchique il a opposé, en effet, une économie orientée vers la communauté nationale et réglée par elle. Au chômage, il a substitué le travail obligatoire en vue de recréer la force nationale. Aux *trusts* tout-puissants, il a prétendu imposer le contrôle d'un Etat socialiste, et de même, à un individu déraciné, désorienté, il a proposé un idéal tangible, matériel : celui d'une civilisation fondée sur le *Blut und Boden* à retrouver et à étendre. Il a rétabli le contact entre l'homme et les forces infrarationnelles de la nature et de la race ; et par là, l'homme nouveau du nazisme a acquis ces bases fermes qui lui ont permis de se dresser avec tant de vitalité animale dans le siècle. Plus encore que par ses réalisations, c'est par cette prise en charge de l'homme total que le nazisme a conquis les masses.

Le nazisme est un système. — Il englobe à la fois tout l'homme et unifie une société d'un type nouveau. Plus d'incertitude, plus de désordre : le principe initial une fois posé, toute pensée et toute action en découlent. Le sang est véritablement porteur de civilisation, de *Kultur* : aussi Hitler peut-il affirmer dans *Mein Kampf* : "*Le but suprême de l'existence des hommes n'est pas la conservation d'un Etat : c'est la conservation de leur race.*" De cette règle, l'hégémonie mondiale promise à la race supérieure suit aussi logiquement que les principes d'une politique eugéniste. Rien ne saurait échapper à la *Weltanschauung* nationale-socialiste ; et c'est parce qu'il a donné une orientation nouvelle à l'homme et au monde que le nazisme a obtenu des conquêtes aussi rapides et aussi étendues.

S'il échoue cependant, c'est que, dès l'origine, cette orientation est une déviation.

B. — Sa faiblesse

Le nazisme est un ersatz. — Aux aspirations de l'homme et du travailleur, il ne répond en effet qu'à moitié — et les ressources nouvelles de la propagande lui servent temporairement à masquer ce manque profond.

L'homme était avide de retrouver un contact avec les forces d'en bas et celles d'en haut, avec les valeurs infraration-

nelles et suprationnelles. Le matérialisme nazi de la race ne peut combler le vide spirituel qui est dans l'homme qu'en exaltant une mystique du sacrifice et de l'héroïsme sans autre justification que la beauté de cette attitude. Mais le néant que cache cet idéal risque toujours d'apparaître et la propagande est une arme à double tranchant : elle peut façonner des surhommes en série, elle ne peut que vider ces surhommes de toute vie personnelle. Le nazisme, en créant des titans, a créé des chevaliers du néant ; et l'on peut prévoir que le creux de ces armures sonnera subitement.

Les solutions qu'il a apportées dans le domaine économique relèvent de la même fragilité. Ses réalisations sociales sont indiscutables et souvent grandioses, qu'il s'agisse du cadre de travail, des organisations, des loisirs et des voyages, ou de l'éducation populaire : stades, maisons ouvrières, usines modernes, "asiles de camaraderie" ou locaux communautaires se sont multipliés. Mais le mal n'a pas été attaqué dans sa racine ; il a été dissimulé sous un emplâtre. Le socialisme nazi n'est qu'un *capitalisme d'Etat*, et la raison profonde pour laquelle la crise sociale semble apaisée, c'est que le nazisme a opéré un véritable *transfert psychologique*. Au travailleur qui souffrait de se sentir exploité, il a proposé de devenir le maître des autres peuples. Il n'y a pas eu libération du prolétariat parce que la conscience prolétarienne s'est effacée devant la conscience de la race supérieure. Mais quand cette race sera vaincue, comment se résoudra le problème ?

Le système nazi apparaît ainsi condamné par ses fondements mêmes. Il fut puissant parce qu'il répondait à un mal profond des démocraties. Il reste faible parce que ce mal n'est qu'à moitié guéri ; et le passif l'emporte déjà sur l'actif.

C. — Son bilan

Actif. — Le nazisme a su créer un homme nouveau, en contact avec les forces de la nature, capable de comprendre le monde actuel, et même de le

dominer temporairement. Il y a dans l'élite nazie de la jeunesse un dynamisme, un héroïsme et une largeur d'horizon qui ne peuvent être perdus sans appauvrissement pour l'Europe.

Le nazisme a su affirmer à tous les échelons du commandement un principe d'autorité fondé sur l'initiative et la responsabilité du chef. Il a su trouver des méthodes pour dégager les élites sociales et une aristocratie de commandement.

Le nazisme a restauré le sens de la communauté nationale et uni les citoyens d'un même État en leur faisant prendre conscience d'une mission et d'un destin communs. Le racisme a su remédier à la crise démographique de l'Allemagne en réprimant l'avortement et en favorisant par tous les moyens une politique de haute natalité.

Le nazisme, enfin, a, dans une certaine mesure, compris le devenir économique et politique du monde en réclamant la formation de grands espaces économiques, par-dessus les frontières nationales.

Passif. — Mais le nazisme n'a pas pu se délivrer de certaines contradictions internes qui lui ôtent toute valeur universelle.

Sur le plan humain : son matérialisme et l'utilisation sans scrupule des procédés de propagande et de police les plus bas vont à l'encontre même de l'idéal humain qu'il veut promouvoir : la race des maîtres est elle-même traitée et maniée comme une masse sans noblesse, les haras voisinent avec les camps de concentration et les écoles du parti. Que sera-ce chez les peuples inférieurs ?

Si la crise démographique est palliée, les futurs citoyens du Reich risquent de manquer des racines familiales ou humaines qui les intégreraient profondément à la communauté nationale.

Si le sol résonne à nouveau sous des pas virils, le Germain qui a retrouvé Wotan et les dieux des forêts ne lève les yeux que sur un ciel vide.

Si des chefs sont nés, ils ne conduisent les foules qui les suivent qu'à un néant héroïque.

Sur le plan international. — Il est contradictoire de vouloir étendre un nationalisme au-delà des frontières de la nation. Le nazisme, qui n'était pas à l'origine un article d'exportation, se veut aujourd'hui doctrine mondiale.

Or si certains de ses principes ne sont pas susceptibles d'extension (par exem-

ple, ses fondements raciaux), d'autres peuvent prétendre à une plus large diffusion : principes d'héroïsme individuel ou de cohésion nationale. Mais, alors, en vertu de ces principes mêmes, un nationalisme étranger ne peut, sans se nier, se soumettre au nazisme. Qui veut l'imiter dans ce qu'il a de fort et d'humain ne peut que le combattre.

**Marcel Baufrière :
un trotskyste
de retour des camps**

“Notre camarade Liber, interné depuis deux ans à Buchenwald, revient parmi nous”

(interview publiée dans *La Vérité*, n° 86, du 11 mai 1945)

NOUS sommes sans nouvelles de la grande majorité de nos déportés. Beaucoup ne reviendront pas. Mais nous avons retrouvé notre camarade Liber, qui a survécu à de longs mois de torture, à la faim et aux coups dans le bagne de Buchenwald. Nous publions les déclarations de ce militant trotskyste, qui a fait là-bas l'admiration de tous ceux qui l'ont approché.

• **Comment a été organisé votre rapatriement ?**

• Rien n'était prévu pour nous ; on nous a maintenus au camp jusqu'au jour du départ, dans des conditions d'hygiène lamentables, auprès des tas de cadavres qui étaient laissés sur place. Nous sommes restés trois jours sans pain. Ensuite, la soupe a été enrichie, sans précautions, de matières grasses et de viande... et tout le monde a eu la dysenterie.

Les rapatriements rapides, par avion, ont été réservés aux huiles et aux petits copains : généraux, notables, hommes d'argent. Aucune discrimination sérieuse n'a été faite entre les politiques et les droit commun, qui se sont fait, à leur

arrivée, les colporteurs de tous les bobards.

Les services de Frénay ont été au-dessous de tout. Les seuls cas de dévouement constatés ont été dus à l'initiative individuelle. A Eisenach, première étape, nous avons dû faire deux heures de queue pour toucher une assiette de soupe claire.

Le voyage s'est fait d'abord en camion découvert ; puis, de Mayence à Longuyon, en wagon à bestiaux, dans lesquels nous avons roulé 30 heures sans aucun ravitaillement pour environ la moitié du convoi.

• **Quelle était ta vie à Buchenwald ?**

• Il faut d'abord que je te parle de mon arrivée, car ce fut le moment le plus dur. De Compiègne à Buchenwald, nous avons été enfermés pendant 60 heures, à 120 camarades, dans un wagon à bestiaux dont les ouvertures étaient obturées par des planches. Dans le noir complet, sans air et sans eau, nous nous sentions devenir fous. De vraies scènes de folie se sont passées dans le noir. Des camarades sont morts d'asphyxie ou de soif dans le noir. A l'arrivée, coups de crosse, puis la mise en quarantaine, ce qui signifiait la

schlague pour tout et pour rien. La mortalité a été effroyable parmi les camarades dépouillés de leurs vêtements et laissés dans la neige avec le costume rayé et les claquettes aux pieds.

Il faut dire que les transports de Juifs étaient encore plus épouvantables : quand on ouvrait les wagons, beaucoup étaient déjà morts et on voyait les survivants tomber tous les deux mètres, agonisants.

Le régime du camp visait à l'extermination en utilisant au maximum et aux moindres frais de nourriture notre force de travail, continuellement renouvelée par les nouveaux arrivants.

Pour combler les trous effroyables de mortalité dans les camps de Dora, Lora, S 3 et autres usines souterraines, les SS puisaient des fournées de 2 000 camarades dans la masse du camp. C'est ce qu'on appelait les commandos d'extermination.

• Est-ce vrai, ce qu'on dit des tortures nazies ? As-tu été torturé toi-même ?

• Après mon arrestation, j'ai été frappé et torturé dix jours sans arrêt par la Gestapo. Ce n'est que la fatigue qui arrêtaient leur curiosité sur *La Vérité* et sur la IV^e Internationale. Si j'avais lâché un seul mot, c'était la mort.

Au camp, les tortures étaient moins courantes : appels prolongés sous la neige, pendaisons, matraquages. Pour des infractions minimales ou même sans raison, on pouvait être envoyé au block 46, où on inoculait le typhus pour faire des expériences.

• Que faut-il penser de ces méthodes ?

• C'est le retour à la barbarie, conséquence inévitable de la volonté morbide d'une classe condamnée à se survivre. Tant que le capitalisme restera debout, il donnera naissance à des régimes d'oppression de plus en plus barbares. Camp de Poulo Condor, où périrent des milliers de révolutionnaires indochinois ; camp de Gurs, où on laissa mourir de faim les révolutionnaires espagnols ; et, le plus monstrueux de

tous, Buchenwald, créé d'abord contre les communistes allemands : dans tous les cas, le même responsable, la bourgeoisie décadente. Là-bas, j'ai souvent pensé à ces mots de Trotsky : *"Si le prolétariat ne prend pas le pouvoir, nous connaissons un tel degré de barbarie qu'il vaudrait mieux fabriquer une cage de millions de mètres cubes, y mettre l'humanité et la plonger au fond des mers."*

• Mais comment pouvait fonctionner cette immense machine de répression ?

• Par la hiérarchie de la terreur. Le simple détenu était terrorisé par le Vorarbeiter, celui-ci terrorisé par le Kapo, le Kapo terrorisé par le Meister (contremaître), celui-ci par l'Obermeister, l'Obermeister par le directeur, le directeur par l'officier de la Wehrmacht, qui, lui-même, tremblait devant le simple SS. Ainsi, on pouvait nous faire fabriquer des V 1, des fusils et des canons, nous faire réparer les camions des SS malgré notre volonté de freiner le travail.

Mais c'est dans les commandos de terrasse et de carrières que les camarades souffraient le plus, étant directement menés à la schlague par ces chiens de SS.

• Quel était le comportement de la population allemande à votre égard ?

• La population allemande, pour sa presque totalité, ignorait entièrement les conditions dans lesquelles nous vivions. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à questionner les prisonniers de guerre français qui travaillaient à 4 ou 5 km de notre camp : eux-mêmes n'ont jamais rien pu connaître de notre sort. Ils furent stupéfaits de notre état lorsque nous fûmes libres. Personne n'oserait démentir ces faits. Mais de plus, les SS trompaient l'opinion allemande par un bourrage de crâne intensif, qui nous présentait comme des bandits de droit commun.

Cependant, par des rapports clandestins de camarades avec la population civile, progressivement, nous arrivions à

l'éclairer et, de plus en plus, des tentatives de solidarité à notre égard pouvaient être notées.

Aucun déporté de Buchenwald ne pourra nier les nombreux gestes de la population de Weimar envers nos camarades à la suite du bombardement du 24 août, qui fit 500 victimes dans le camp.

Il faut comprendre que la fraternisation était un acte héroïque, exceptionnel, en raison de la terreur qui pénétrait jusqu'au sein des familles. Ainsi, une femme de Weimar, qui avait préparé un repas sur une nappe blanche pour quelques camarades, les mit précipitamment à la porte parce que des voisins arrivaient en visite.

La haine contre les SS était générale. Il arriva même que des officiers de la Wehrmacht se confièrent à nous en disant des SS : ce sont des bandits. Le 20 juillet, tous les SS nous avaient abandonnés pour cerner les casernes de la Wehrmacht.

J'ai pu discuter moi-même un soir avec un soldat de la Wehrmacht qui nous gardait : il nous expliqua qu'il en avait marre de la guerre, et tous ses camarades aussi. Il essayait de nous faire comprendre que lui et nous, les forçats, nous étions tous dans une même prison. Quand je lui demandai : *"Pourquoi vous ne faites pas la révolution ?"*, il m'affirma que cela ne pouvait plus tarder : il était de Munich. Quelques jours après, cinq camarades s'évadaient avec une sentinelle. D'autres répondaient, quand on leur parlait de révolution : *"C'est impossible, il y a les SS !"*

• Et après votre libération ?

• La population allemande est plongée dans le désarroi total, dans l'hébétude. Elle se rend compte que rien n'est changé ; **les alliés ont maintenu le maire nazi de Weimar, la police nazie et la plupart des fonctionnaires nazis.**

Personne, y compris des camarades communistes allemands du camp, n'entrevoit d'issue pour le moment. En maintenant le régime de la terreur, en reprenant la matraque échappée aux SS,

l'état-major allié assure la continuité de l'ordre capitaliste et conjure momentanément la perspective d'une révolution.

Lorsque la population a eu connaissance de notre sort, très fréquemment de vieux Allemands nous abordaient pour nous expliquer que jamais ils n'auraient pu imaginer cela. Nombreux sont les cas de petits commerçants qui nous ont donné du pain, du lait ou de la charcuterie. La propagande américaine ou d'un Simonin, qui veut les présenter comme des lâches devant les vainqueurs, est un odieux mensonge, que tous les camarades de Buchenwald doivent démasquer. Il s'agissait d'une sympathie réelle qui trouvait enfin la possibilité de se manifester.

• Pourrais-tu me parler des prisonniers politiques allemands ?

A Buchenwald, les politiques allemands étaient encore au nombre de 3 000 à 4 000, **internés depuis douze ans !** Buchenwald, comme Dachau, a été construit pour eux et en a contenu des dizaines de milliers.

Dans l'ensemble, communistes ou social-démocrates, ils ont été soulevés par un immense enthousiasme au moment de la libération. Puis, ils ont rapidement compris ce qui se passait et ont sombré dans le désespoir.

La première manifestation politique fut un honteux document publié par les social-démocrates, déclarant : *"Nous nous reconnaissons devant le monde entier (...) responsables de la réparation des dommages que le peuple allemand a commis par l'hitlérisme."*

A mon départ, le parti communiste n'avait pas encore pris position publiquement. Cependant, une réunion avait eu lieu, à laquelle s'étaient abstenus de participer quelques-uns des principaux responsables du PCA. De vieux militants communistes allemands sont venus trouver nos camarades trotskystes et leur ont dit : *"L'heure est venue, vous devez vous manifester publiquement"*, et ils ont demandé une discussion politique préalable avec nos représentants. Ce que nous avons accepté, sous condition que

seraient éliminés ceux qui avaient failli à leur dignité de prisonniers politiques. Un texte de nos camarades allemands, qui se prononçait pour une République allemande des soviets, a eu un profond retentissement chez les camarades communistes allemands, qui, en grand nombre, demandèrent à garder le contact avec les trotskystes lorsqu'ils seront retournés chez eux.

Les social-démocrates, en se scindant sur une base nationaliste entre Autrichiens et Allemands, ont montré le degré de putréfaction qui peut atteindre la II^e Internationale.

• Une dernière question : les déportés français ?

• Deux camps très nets : d'un côté, le clan bourgeois, auquel s'accrochaient les socialistes réformistes ; de l'autre, les militants ouvriers du PCF et des syndicats, qui ont constitué, grâce à leur cohésion, une organisation clandestine remarquable. Ils ont organisé la communauté clandestine française et eux seuls pouvaient le faire. Malgré leurs erreurs, ils ont rendu d'immenses services. Par leur collaboration avec les camarades communistes allemands, ils ont sauvé des milliers de vies ouvrières.

De notre côté, nous, trotskystes, nous avons réussi à nous regrouper en cellules de plusieurs nationalités et nous avons été à la pointe du combat internationaliste.

Dans l'ensemble, les Français ont manifesté un chauvinisme croissant et écœurant. Mais une fraction importante du PC réagissait vigoureusement contre ces éléments et luttait pour une politique internationaliste. La direction communiste, libérée de la pression constante de la bureaucratie du Kremlin, avait adopté, depuis neuf mois, la même attitude ; en particulier le camarade Marcel Paul, dont le comportement fut

en tout point exemplaire. *L'Humanité* publiée là-bas témoigne clairement de la justesse des positions de ces camarades. J'ai connu à Buchenwald de nombreux militants ouvriers admirables. J'ai confiance qu'ils sauront un jour rompre avec le stalinisme traître et qu'ils nous aideront à construire un puissant parti de la révolution prolétarienne.

Ceux des militants ouvriers français qui ont, par leur attitude dans les conditions les plus effroyables, maintenu l'honneur de la classe ouvrière face à la répression n'ont pas le droit de se laisser désavouer par les politiciens de leur parti qui se vautrent dans l'union sacrée avec la bourgeoisie. Nous ne voulons pas croire que les camarades communistes qui ont maintenu haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien à Buchenwald s'assoieront aujourd'hui au même festin impérialiste que les Thorez et les Duclos pour y manger du "Boche".

Et reprenons avec ceux qui ont travaillé nuit et jour à la confection de ce numéro unique de *L'Huma* fait à Buchenwald : "*Il y a deux Allemagnes, l'une, celle de Hitler qu'il faut exterminer ; l'autre, l'Allemagne antifasciste, qu'il faudra aider.*" Le général Foch se déclarait plus proche des hobereaux prussiens que du communiste français. Nous, camarades, notre choix est fait entre le communiste allemand et le bourgeois français, fut-il un "résistant".

•
• •

Telles sont les premières déclarations faites par un camarade trotskyste, notre camarade Liber, qui a passé deux ans dans les bagnes de Hitler.

**Un Cahier
du CERMTRI
sur la révolution
allemande**

80^e anniversaire de la révolution allemande de 1918-1919

LE 3 mars 1918, les bolcheviks russes se sont vu contraints de signer avec l'impérialisme allemand le traité de paix de Brest-Litovsk, à des conditions encore bien pires que celles qu'ils avaient refusées en février de la même année. La discussion était si vive parmi les bolcheviks que le parti fut au bord de l'explosion. Fallait-il décréter la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme allemand, comme le préconisait Boukharine ? Fallait-il, comme l'avait fait prévaloir Trotsky en janvier, ne pas signer tout en déclarant la fin de la guerre ? Fallait-il, comme le défendait Lénine, accepter les conditions épouvantables imposées par l'état-major allemand pour sauver la révolution russe de l'invasion et de l'anéantissement, les paysans russes sous l'uniforme refusant de continuer à faire la guerre ?

De toute façon, tout se concentrait sur une question centrale : où en est le déclenchement de la révolution internationale dans le reste de l'Europe, et avant tout en Allemagne ?

Car les bolcheviks étaient convaincus que l'Allemagne constituait la plaque tournante de la révolution européenne. La révolution russe n'était à leurs yeux que la première étape de la révolution mondiale. Pendant l'année 1918, c'est le "retard" de la révolution allemande qui constituera la toile de fond de la discussion autour du problème de la paix séparée.

Mais, en janvier-mars 1918, la révolution allemande n'en était encore

qu'aux préliminaires. Et Lénine écrivait, le 20 janvier 1918 : *"Ce serait une erreur de fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie en essayant de déterminer si la révolution socialiste éclatera ou non en Europe et surtout en Allemagne dans les six prochains mois."*

Cependant, polémique avec ceux qui pensaient qu'il fallait risquer *"la défaite des bolcheviks pour détourner une partie des forces de la contre-révolution allemande et sauver ainsi la révolution allemande"*, il affirmait en février 1918 que ce serait même *"directement un devoir"* de le faire.

Et il affirmait par ailleurs : *"Il est absolument exact que, sans révolution allemande, nous périrons."*

Les révolutionnaires allemands étaient conscients de cette étroite liaison entre la révolution en Russie et en Allemagne. Dans l'avant-dernière *Lettre de Spartakus*, de septembre 1918, où la signature du traité de Brest-Litovsk était vivement critiquée parce qu'elle risquait de retarder l'explosion de la révolution allemande, une note précisait : *"Nous reproduisons cet article seulement en raison de sa conclusion : sans révolution allemande, pas de salut pour la révolution russe, pas d'espoir pour le socialisme dans cette guerre mondiale. Il n'existe qu'une solution : le soulèvement massif du prolétariat allemand."*

A l'occasion du 80^e anniversaire de la révolution allemande de 1918-1919, le CERMTRI consacre le n° 91 de ses Ca-

hiers, paru en décembre 1998, à la publication d'un certain nombre de documents et témoignages sur cette première phase de la révolution allemande.

Son sort n'était pas scellé en janvier 1919, mais la répression du mouvement révolutionnaire à Berlin et ailleurs en Allemagne, et l'assassinat de ses deux dirigeants révolutionnaires les plus prestigieux, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, lui avaient porté un sérieux coup.

Les documents et témoignages publiés dans ce numéro des *Cahiers* sont constitués pour une part de textes parfois "classiques", mais qu'il est aujourd'hui difficile de se procurer, entre autres :

— l'allocution de Karl Liebknecht au balcon du château impérial, à Berlin, proclamant la "république socialiste allemande" ;

— l'article de Rosa Luxemburg du 27 novembre 1918 : "L'Achéron s'est mis en mouvement" ;

— de larges extraits des débats du congrès de fondation du Parti communiste allemand (fin décembre 1918-début janvier 1919) et du discours que Rosa Luxemburg y fit sur le programme, qui montre à la fois sa lucidité et l'absence tragique de prise concrète du petit groupe "Spartakus", devenu Parti Communiste, sur les événements ;

— l'article de Trotsky d'avril 1919 : "Une révolution qui traîne en lon-

gueur", où il cherche à lier les enseignements de la révolution russe avec les développements en Allemagne sans les identifier ;

— un passage du livre de Paul Frölich sur Rosa Luxemburg, malheureusement épuisé pour le moment, consacré à "Spartakus et l'insurrection de janvier 1919".

Ce *Cahier* donne par ailleurs des extraits du livre d'un certain E. O. Volkmann, dont la traduction française est parue chez Plon, en 1933. L'auteur était un officier, pas particulièrement sympathisant du mouvement ouvrier, mais il restitue d'une manière vivante certains des grands moments de la révolution allemande.

Le journaliste français Paul Gentizon, en revanche, ne cache pas son jeu : il était correspondant du *Temps*, dont Trotsky disait qu'il était la "bourgeoisie faite journal". Il s'est trouvé à Munich pendant les journées révolutionnaires de novembre 1918 et son témoignage sur le caractère profond du mouvement populaire est d'autant plus crédible.

Nous ne saurions trop recommander l'achat et la lecture de ce numéro des *Cahiers du CERMTRI*.

Jacqueline Bois

Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés

C'EST incontestablement la période de la guerre et de la sortie de guerre qui fit connaître les noms de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht au monde entier ; surtout, d'ailleurs, celui de Karl Liebk-

necht, dont l'action publique contre la boucherie impérialiste commença par son refus de voter, dès le 1^{er} décembre 1914, les crédits militaires, en tant que député social-démocrate ayant rompu la discipline de sa fraction parlementaire.

On sait la popularité formidable que lui valut, chez les travailleurs allemands, mais aussi au-delà d'eux (1), l'acte qui consista à crier le 1er mai 1916, sur la Postdamer Platz, à Berlin : "A bas la guerre ! A bas le gouvernement !" Il fut condamné à quatre ans de forteresse. Quant à Rosa Luxemburg, elle fut incarcérée le 18 février 1915 pour avoir déclaré lors d'une réunion à Francfort, en septembre 1913 : "Si l'on attend de nous que nous levions nos armes de mort contre nos frères français ou ceux d'un autre pays, nous déclarons : non, nous ne le ferons pas." Relâchée fin janvier 1916, elle fut de nouveau arrêtée en juillet et emprisonnée successivement à Berlin, Wronke, puis Breslau (Wrocław), dont elle ne sortira que le 8 novembre 1918 (2).

Bravant les conditions politiques de l'état de siège durant la guerre impérialiste, s'était opéré en Allemagne un regroupement de sociaux-démocrates restés fidèles à leurs convictions révolutionnaires et donc hostiles à la collaboration des dirigeants socialistes avec leur propre bourgeoisie, collaboration traduite notamment par le vote des crédits de guerre. Ce regroupement sur la gauche s'intitula Spartacus. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en étaient deux figures éminentes. Quand, en 1917, une partie de la social-démocratie fit scission pour fonder l'USPD (sociaux-démocrates indépendants), Spartacus intégra le nouveau parti en continuant à publier son organe politique propre et à déterminer sa propre ligne d'action.

Pour prévenir une gigantesque explosion sociale, dont les signes avant-coureurs se multiplient, alors que la guerre s'enlise dans des opérations militaires dévoreuses de vies humaines à une échelle inouïe et que les conditions de vie des masses se détériorent de jour en jour, Guillaume II désigne, début octobre 1918, un nouveau gouvernement, dans lequel entrent les sociaux-démocrates, moyennant quelques concessions en matière de libertés publiques.

Liebknecht, emprisonné à Luckau, est libéré le 20 octobre : il est salué à Berlin par une puissante manifestation ouvrière.

Au port de Kiel, à l'issue de nombreuses manifestations qui ont réalisé l'unité des soldats et des ouvriers, le pouvoir passe entre les mains d'un conseil des ouvriers et des soldats.

Les 6, 7 et 8 novembre, le mouvement fait tache d'huile dans tous les ports de la mer du Nord, puis gagne l'intérieur, avec formation de conseils ouvriers dans toutes les grandes villes.

Le 8, novembre, Rosa Luxemburg est libérée de la prison de Breslau.

La révolution éclate à Berlin le 9 novembre

L'empereur Guillaume II abdique. Ebert, leader social-démocrate, est nommé chancelier du Reich. La République allemande est proclamée. Les sociaux-démocrates et les sociaux-démocrates indépendants constituent au plan national un conseil de 6 commissaires du peuple, à parité pour les deux formations. Un congrès national des conseils est prévu, ainsi que des élections à une Assemblée constituante.

Le 11 novembre, l'armistice est signé.

Le conseil des commissaires du peuple publie un appel, qui garantit les libertés publiques, promet la journée de 8 heures, une politique sociale, des mesures contre le chômage. Cependant, un décret maintient en vigueur les lois et décrets existants.

Fin novembre, des affiches qui appellent au meurtre de Karl Liebknecht sont apposées à Berlin.

Pendant le premier congrès des conseils d'ouvriers et de soldats d'Alle-

(1) Voir encadré et lire *Nous crions grâce, 154 lettres de pacifistes, juin-novembre 1916 (lettres envoyées à Brizon après son intervention à la Chambre)*, les Éditions ouvrières, collection Mouvement social, 1989.

(2) Lire la remarquable biographie de Rosa Luxemburg écrite par Paul Frölich (Maspéro, 1965, traduction Jacqueline Bois).

Allemagne, du 16 au 21 décembre, les spartakistes, très minoritaires (10 délégués sur 489) dans le congrès (où dominent les sociaux-démocrates majoritaires et indépendants), mais bénéficiant à l'extérieur de l'appui des éléments les plus avancés et d'une sympathie populaire croissante, organisent des manifestations de rue avec envoi de délégations au congrès. Sur le plan militaire, le congrès adopte une résolution qui vise à transformer complètement les rapports entre hommes de troupe et officiers : commandement exercé par le conseil supérieur des soldats, élu par les conseils de soldats, discipline assurée par les conseils de soldats, abolition de tous les signes distinctifs de grades.

Après la provocation sanglante, finalement mise en échec, dont ont été victimes les matelots révolutionnaires à la veille de Noël 1918, les socialistes indépendants démissionnent des postes qu'ils occupaient dans le conseil des commissaires du peuple et dans le gouvernement de Prusse.

La révolution à un tournant

Indiscutablement, il y a une profonde radicalisation des masses ouvrières berlinoises. La "rue" est devenue leur moyen d'expression le plus immédiat pour essayer de faire fonctionner dans un sens favorable aux travailleurs les *conseils d'ouvriers et de soldats*, dont les dirigeants, portés par la première vague de la révolution, développent une politique pro-bourgeoise.

La question centrale du parti ouvrier indépendant commencera à recevoir une réponse à la fin de 1918, lors du congrès de fondation du *Parti communiste allemand* (Ligue Spartakus), les 30, 31 décembre 1918 et 1er janvier 1919. Mais Rosa Luxemburg, Paul Lévi, Karl Liebknecht sont mis en minorité sur leurs propositions de participation aux élections à l'Assemblée constituante. En fait, l'impatience révolutionnaire sort victorieuse de ce congrès.

Quelques jours plus tard, les militants communistes (englobant les diverses composantes qui ont fusionné pour fonder le PCA) sont confrontés à la révocation du très populaire préfet de police de Berlin, le socialiste indépendant Eichhorn, qui avait mis en place des forces de sécurité révolutionnaires.

Face à cette situation, Rosa Luxemburg, si elle est pour une grève générale de protestation, estime qu'il serait prématuré que le prolétariat combatte pour le pouvoir. Mais le mouvement spontané se développe dans cette direction et sa représentation, bâtie par les différentes composantes révolutionnaires dans le cours de l'action, appelle au soulèvement contre le gouvernement. Liebknecht, de sa propre autorité, engage le PC dans cette voie.

Situation complexe : les masses sont dans la rue, mais le moment était-il déjà venu où la classe ouvrière pouvait postuler au pouvoir ?

Cela pouvait-il s'envisager indépendamment d'une majorité acquise dans le prolétariat allemand aux vues révolutionnaires, majorité se traduisant dans les conseils d'ouvriers et de soldats, et s'exprimant dans le mouvement syndical par des positions clés, et tout cela, dans l'ensemble du pays ?

La contre-révolution frappe la tête de la révolution

Dans la séance qui clôtura le congrès de fondation du PCA, le 1^{er} janvier 1919, Rosa Luxemburg avait très exactement analysé la situation qui se nouait au moment même où elle prononçait son discours sur le programme (3) :

« *Le seul moyen d'amener la victoire de la révolution prolétarienne, c'est, au*

(3) On trouvera, de la page 53 à la page 66 du *Cahier du CERMTRI La Révolution allemande, 1918-1919*, l'essentiel du discours de Rosa Luxemburg, d'où les citations de l'article sont extraites.

rebours, de commencer par miner le gouvernement Ebert-Scheidemann, pas à pas, par une lutte sociale révolutionnaire de masses du prolétariat.

Camarades, ici la devise est : "Au commencement était l'action", et l'action, c'est que les conseils d'ouvriers et de soldats sentent leur vocation et apprennent à devenir le seul pouvoir dans toute l'Allemagne » (4).

Au fur et à mesure que se déroulent les événements, il apparaît de plus en plus clairement que l'insurrection n'atteindra pas le but qu'elle s'était fixé, dans le feu de l'action : celui du renversement du gouvernement. Mobilisés pour passer à l'offensive, les travailleurs sont réduits à la défensive et ce, dans les pires conditions. Rosa tient à rester solidaire du prolétariat berlinois confronté à cette épreuve. Épreuve terrible, parce que la contre-révolution, constatant l'enlèvement du mouvement, sentant son avantage, se déchaîne avec une violence inouïe. Pendant plusieurs jours, dans Berlin, se multiplient les provocations anti-ouvrières, les meurtres de révolutionnaires, perpétrés par la soldatesque enrôlée dans les **corps francs**, unités spéciales entraînées à la guerre civile, opérant sous la conduite d'officiers contre-révolutionnaires.

Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont leur tête mise à prix. L'heure impliquerait des mesures de précaution drastiques, le refuge dans un endroit clandestin loin de Berlin. Or les déménagements incessants des deux dirigeants traqués ne suffiront pas à les dérober à leurs bourreaux, qui quadrillent la capitale après le reflux ouvrier. Arrêtés dans l'appartement d'un sympathisant à Wilmersdorf, dans la soirée du 15 janvier, ils sont transférés au quartier général de la division de la cavalerie de la garde, à l'hôtel Eden. Après avoir subi des interrogatoires dont on peut imaginer la violence, Liebknecht, sorti le premier, frappé d'un coup de crosse à la tête, a été jeté ensanglanté dans une auto, qui l'a emporté au Tiergarten, vaste espace boisé aménagé en grande partie en zoo (d'où son nom), au centre de Berlin : là, les militaires qui l'escortaient l'ont achevé. Rosa Luxemburg, déjà meurtrie par les interrogatoires, a été emportée, évanouie, puis abattue. Son corps, jeté dans le Landwehrkanal, ne sera retrouvé que plusieurs mois plus tard.

Pierre Roy

(4) Ce qui est souligné ici et plus bas l'est par nous (Pierre Roy).

P. S. : Le n° 2 des *Cahiers* comporte une brève étude (pp. 110 à 113) sur une version falsifiée de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, par l'historien américain Iouri Felchtinski, dans la revue russe *Voprossy Istorii*.

En juin 1916, un hommage était rendu à Liebknecht et à la minorité socialiste allemande à la tribune de l'Assemblée nationale par le député socialiste de l'Allier, Pierre Brizon, et ses deux collègues, Raffin-Dugens, de l'Isère, Alexandre Blanc, du Vaucluse, qui, tous les trois, s'étaient rendus peu de temps auparavant à la conférence internationale de Kienthal.

Chambre des députés (séance du 24 juin 1916) :

M. le Président : La parole est à M. Brizon.

M. Brizon : Messieurs, après deux ans d'une guerre qui dévaste l'Europe, la ruine, la saigne, la menace d'épuisement, les gouvernements des pays belligérants demandent encore des milliards et encore des hommes, pour prolonger cette guerre d'extermination.

Au moment d'un vote si grave, notre pensée se tourne vers la paix dans la liberté, vers ceux qui y travaillent avec la conscience d'accomplir le plus beau devoir qui soit au monde, vers les courageux socialistes de la minorité allemande... (*Applaudissements sur divers bancs à l'extrême gauche - Mouvements divers.*)

M. Mayéras : Vive Liebknecht ! (*Exclamations et bruit.*)

(...) M. Brizon : ... qui sont l'espoir du monde dans le combat contre le fléau le plus terrible qui se soit jamais abattu sur les hommes.

Ils luttent contre la guerre. Ils luttent contre l'Empire. Ils luttent pour la paix immédiate et sans annexion. Et voici ce qu'ils disent :

"Dans cette guerre monstrueuse entre deux coalitions formidables, dans cette guerre désormais immobilisée, malgré le flux et le reflux des batailles, il n'y a et il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus. Ou plutôt, tous seront saignés, ruinés, épuisés.

Avec la jeunesse dans la tombe, les meilleures générations sacrifiées, la civilisation en partie détruite, la fortune perdue, la désolation partout, une victoire serait-elle une victoire ?

Et s'il y avait, par malheur, des vainqueurs exaspérés et des vaincus irrités, la guerre recommencerait pour la vengeance, pour la revanche.

Car la guerre n'a jamais tué la guerre.

Il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher les guerres futures : c'est la victoire du socialisme, en Allemagne et dans les autres pays, sur les classes, les gouvernements et les hommes de proie.

(...) *Les peuples veulent la paix. Ce sont eux, ce sont les paysans, ce sont les meilleurs ouvriers de la civilisation qui tombent en masse, victimes d'une guerre qui n'est pas la leur, puisqu'elle n'a pas pour but d'écraser la féodalité internationale qui les exploite.*

(...) *Pleurons les morts, crient-ils, et sauvons les vivants. Sauvons les travailleurs pour le socialisme. Sauvons les milliards pour relever les ruines, panser les blessures et faire des réformes sociales. Sauvons tout ce qui peut être encore sauvé ; le monde en a besoin pour renaître à l'espérance."*

(...) Eux et nous, nous sommes fidèles aux antiques décisions des congrès socialistes internationaux d'après lesquels, si la guerre éclate malgré tout, c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour la faire cesser promptement.

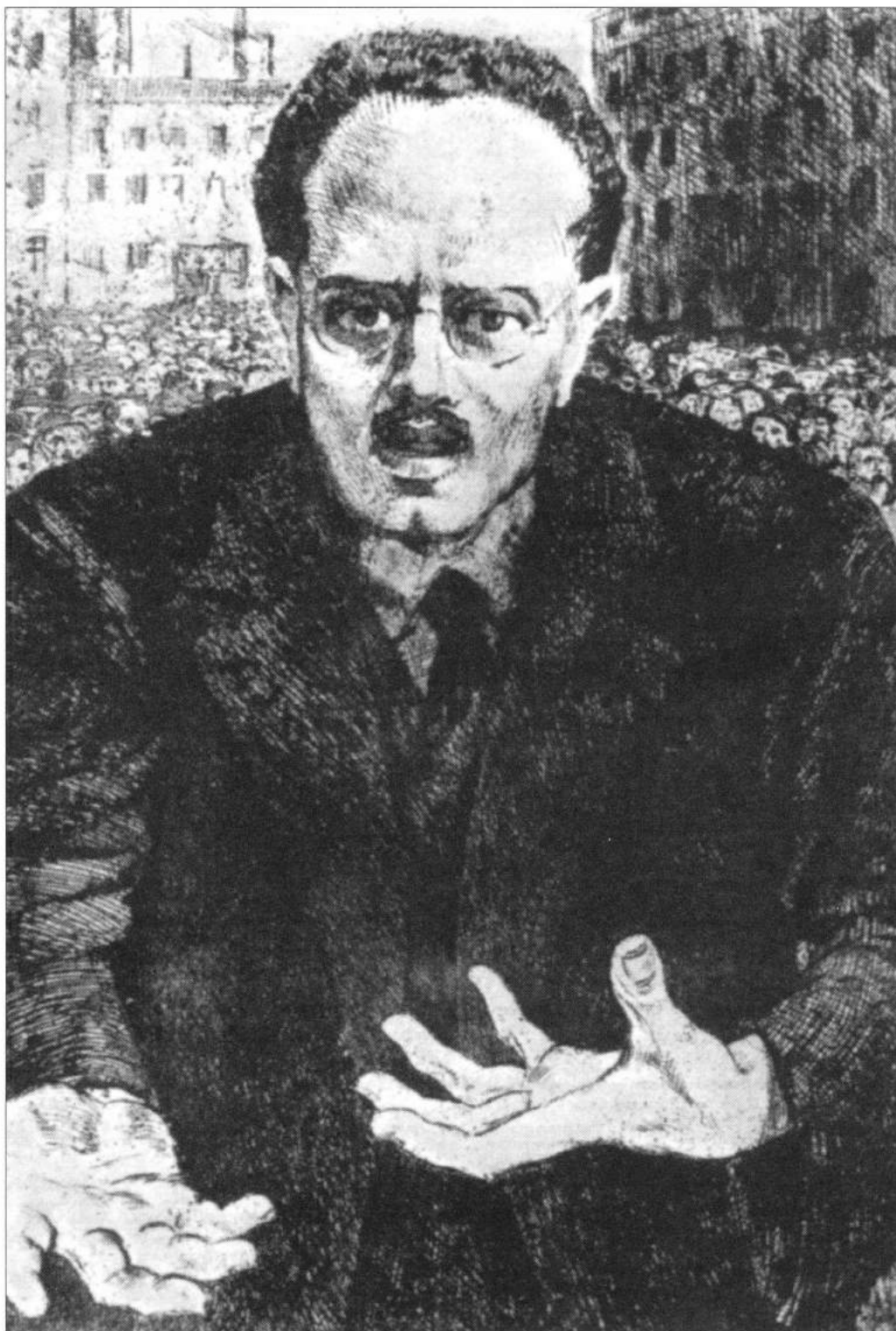
Pour aider ces hommes dans leur rude combat contre la guerre, pour la paix sans annexion, pour un armistice immédiat (*Bruit.*), nous déclarons que leurs paroles citées sont aussi les nôtres (...).

M. le Président : Si vous avez parlé, je crois, d'armistice immédiat, c'est l'opinion des socialistes allemands, je ne dis rien : si c'est la vôtre, je ne puis laisser passer cette parole sans protester.

M. Brizon : C'est la nôtre aussi (*Exclamation et bruit*) (...).

M. Brizon : Nous regrettons le mauvais emploi des milliards perdus pour le peuple et nous votons contre les crédits de guerre, pour la paix, pour la France, pour le socialisme (*Exclamations prolongées - Bruit.*)

(Extrait du *Journal officiel*, du 25 juin 1916)



Dessin représentant Karl Liebknecht s'adressant à la foule.

Chronique des falsifications

Une singulière interview

A l'occasion de la sortie sur les écrans du film *Disparus, Le Monde* (10 février 1939) publie une interview du fils de Victor Serge, Vlady Kibaltchitch. L'auteur de l'interview, un certain Francis Marmande, met dans sa bouche les lignes suivantes, dont on a peine à croire que le fils de Serge les ait vraiment prononcées :

“Et Reiss ? Le seul à savoir où était opéré Sédov... Passons...”

Ignace Reiss a été abattu par le Guépéou le 4 septembre 1937. Léon Sédov a été admis à la clinique Narcisse-Diaz pour être opéré le 6 février 1938. Ignace Reiss ne pouvait donc rien savoir... Vlady Kibaltchitch aurait-il confondu Reiss et l'agent du Guépéou Zborowski, lui seul effectivement au courant de l'endroit où était opéré Sédov ? Ou le journaliste du *Monde* aurait-il — ce qui nous paraît plus probable — confondu les deux noms en mettant au net ses notes ou son enregistrement ?

Quand le ridicule ne tue pas

Joël Kotek, auteur de *La Jeune Garde* (Le Seuil, 1998), écrit : “Lénine, faute de pouvoir capturer la Seconde Internationale, avait dû se résoudre à créer la Troisième Internationale (Komintern)” (p. 23).

Cette phrase appelle deux remarques :

a) l'idée qu'avant 1914, Lénine ait pu seulement songer à “capturer la Seconde Internationale”, alors même que le Parti bolchevique (proclamé seulement en janvier 1912 par 18 délégués, à Prague) n'avait que de rares liens internationaux, aurait suscité un rire homérique chez tous les dirigeants de la II^e Internationale et, sans aucun doute, chez Lénine lui-même.

b) la décision de créer une nouvelle Internationale apparaît chez Lénine (et d'ailleurs, en même temps chez Trotsky) en 1914, face à l'alignement de la social-

démocratie allemande (et de la quasi-totalité des partis sociaux-démocrates du monde) derrière son Etat bourgeois dans la guerre mondiale. Cette intention se heurte cependant à une vive résistance dans les rangs mêmes du Parti bolchevique, jusques et y compris en 1917 !

L'ouvrage de Joël Kotek se distingue encore par quelques autres mérites remarquables : il comporte un chapitre intitulé “Le code génétique bolchevique”, sous-titré : “La preuve par les pactes germano-soviétiques” (pp. 59 à 82). Et, par souci d'équilibre, sans doute, il affirme que la CIA a financé “des organisations aussi puissantes que la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ou aussi prestigieuses que le Congrès pour la liberté de la culture, sans oublier, en France, le syndicat Force ouvrière” (p. 9), amalgamant, en pas-

sant, des organisations syndicales disposant d'adhérents, et donc de cotisations, avec une ONG, qui, par définition, ne vit

que de "subventions" gouvernementales ou paragouvernementales.

J.-J. M.

Psychiatrie et "communisme"

Lettre du docteur Jean Ayme à la revue *Histoire* (1)

Le 29 juillet 1998

Monsieur le Directeur de la rédaction

Ayant été l'un des fondateurs du "Comité des psychiatres français contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives", qui a contribué à faire condamner l'usage dévoyé de notre discipline en URSS par la communauté psychiatrique internationale, au Congrès mondial d'Honolulu, en 1977, je me dois de vous faire part de ma réaction scandalisée à l'encadré de la page 12 de votre numéro spécial de juillet-août 1998. Le moins qu'on en puisse dire est qu'il manque de rigueur scientifique.

Pour accréditer la thèse à la mode selon laquelle la répression, sous toutes ses formes, débute dès la révolution d'Octobre et procède selon une logique linéaire et manichéenne, l'auteur opère par amalgames et fait subir à l'histoire des distorsions surprenantes. Il déclare, à propos de la condamnation de Maria Spiridonova : *"Comme le montre cet exemple tragique, c'est bien du tout début du régime communiste, et non de l'ère de Brejnev, que date l'usage de la psychiatrie en Russie à des fins de répression politique."* Cette affirmation témoigne d'une méconnaissance de l'histoire de la psychiatrie en URSS et de l'usage politique qui a pu en être fait.

Pour schématiser, on peut la diviser en trois périodes :

- la période révolutionnaire ;
- la période stalinienne ;
- la période post-stalinienne.

Le freudisme, déjà accueilli avec ferveur par l'intelligentsia bien avant la révolution d'Octobre, trouve son terreau dans le renouveau idéologique et la libération des mœurs, qui caractérise l'après-17, ce dont témoigne l'usage, voire le surusage, du terme d'hystérie, sur quoi Freud forge le concept de névrose. La psychanalyse sera largement utilisée dans les nouvelles structures médicales et pédagogiques qui se mettent en place. On peut se référer, entre autres, à l'ouvrage d'Alexandre Etkind, *Histoire de la psychanalyse en Russie*, pour juger de cette influence. Il y montre le rôle joué par Léon Trotsky dans le soutien à la psychanalyse jusqu'à son exil en 1927. Dans ce contexte, on peut considérer que, au-delà d'une dérive stigmatisante, la référence à l'hystérie est une manière de tenir compte, pour les conditions d'incarcération de Maria Spiridonova, de sa tuberculose comme de ses troubles psychiques.

La prise du pouvoir par Staline conduit à une condamnation de la psychanalyse, réputée *"idéologie bourgeoise"*, considérée comme pernicieuse eu égard au retour à une morale digne de l'époque victorienne, qualifiée de *"prolétarienne"*, avec dénonciation de l'union libre, limitation du divorce, condamnation de l'avortement et de l'homosexualité. Cet oukase stalinien sera fatal à la psychiatrie soviétique. Elle devient à l'image de l'évolution de la société, conformiste, carcérale et répressive.

Il n'en reste pas moins que, à l'époque de la terreur stalinienne, être condamné à

séjourner dans un des deux "hôpitaux psychiatrique spéciaux", gérés par le KGB, qui existent alors, Kazan et Leningrad, est une chance pour échapper aux rigueurs climatiques et alimentaires du goulag, et ce, d'autant plus que les détenus ne sont soumis à aucun traitement.

Mais cette fonction de sauvetage jouée par les psychiatres et leurs institutions n'aura qu'un temps ; elle va disparaître après la mort de Staline et le XX^e Congrès.

Vladimir Boukovsky, auteur de l'ouvrage *Une nouvelle maladie mentale en URSS, l'opposition*, en 1971, et coauteur, avec notre courageux collègue, Sémion Glouzman, du *Guide de psychiatrie pour les dissidents soviétiques*, retrace de façon très précise cette inversion de la situation dans un rapport au congrès des psychiatres canadiens, à Toronto, en mai 1977 :

"Khrouchtchev déclare en 1959 qu'en Union soviétique il n'y a plus de détenus politiques", écrit-il. Les opposants sont déclarés irresponsables et envoyés dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux, dont le nombre va considérablement augmenter. Des traitements de plus en plus intensifs sont appliqués aux sujets qui refusent de faire amende honorable.

Avec Brejnev, le dispositif répressif psychiatrique atteint sa vitesse de croisière. La pièce maîtresse est l'institut médico-légal Serbski, où les dissidents sont mis en observation de façon quasi systématique. Plus besoin de recourir à la naïveté généreuse de certains psychiatres, qui croyaient encore faire œuvre de "sauvetage". Des médecins, souvent parmi les plus illustres, délivrent des expertises de complaisance. Nul besoin de recourir à la "schizophrénie torpide" chère au professeur Snejevsky ; le contenu des expertises et leur argumentation sont d'une pauvreté affligeante : la seule référence à la nécessité de réformes sociales permet d'affirmer l'existence d'une paranoïa et de condamner le sujet à la prison psychiatrique.

Cette procédure n'offrira que des avantages jusqu'aux révélations de Boukovsky et Glouzman et la mobilisation des mathématiciens et psychiatres français pour la libération de Léonide Pliouchtch :

- évitement d'un procès public ;
- condamnations à répétition, tant que n'est pas obtenue l'abjuration ;
- disqualification du discours oppositionnel, réputé propos de fou.

Ce dernier aspect est, du reste, volontiers utilisé ailleurs par ceux qui n'échappent pas au racisme ordinaire à l'égard des malades mentaux. M. Le Pen ne qualifiait-il pas naguère ses adversaires politiques de "schizophrènes" ? M. Dominique Colas n'en est pas loin lorsqu'il déclare : "*Peut-être faudrait-il conclure que c'est bien une maladie de l'esprit qui a permis la persistance du communisme.*"

**Docteur Jean Ayme,
ancien président du Syndicat
des psychiatres des hôpitaux**

P. S. : Je vous autorise à publier cette lettre, avec ses références bibliographiques :

Jean Ayme : *Chronique de la psychiatrie publique à travers l'histoire d'un syndicat*, éditions Ères, Ramonville Sainte-Agne, 1995.

Vladimir Boukovsky : *Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition*, éditions du Seuil, Paris, 1971.

Vladimir Boukovski et Sémion Glouzman : *Guide de psychiatrie pour les dissidents soviétiques*, Samizdat, 1970

Vladimir Boukovsky : *Témoignage au congrès canadien de psychiatrie, 3 mai 1977, actes du congrès*.

Alexandre Etkind : *Histoire de la psychanalyse en Russie*, PUF, Paris, 1995.

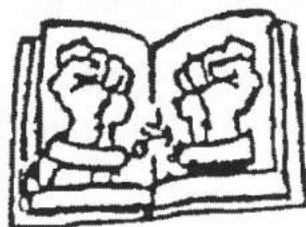
Tania Mathon et Jean-Jacques Marie : *L'affaire Pliouchtch*, éditions du Seuil, Paris, 1976.

Jean-Michel Palmier : "La psychanalyse en Union soviétique", *Histoire de la psychanalyse*, sous la direction de Roland Jacard, éditions Hachette, Paris, 1982.

(1) La revue *Histoire* en a publié un extrait dans son n° 224.

Les archives du CERMTRI

**(Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux)**



Nous commençons, dans ce numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier*, la présentation du fonds d'archives que le CERMTRI met à la disposition de ses adhérents. Chaque trimestre, nous publierons une séquence définie par thème et par date. Pour des raisons pratiques, cet inventaire restera général. Bien entendu, nous sommes à la disposition de chacun pour compléter les informations. Le CERMTRI a publié des inventaires dans plusieurs de ses *Cahiers du CERMTRI*, disponibles sur demande (20 F + frais de port).

Mouvement syndical en France jusqu'en 1940

COMPTE RENDUS DE CONGRÈS

1911 : conférence extraordinaire des **bourses, unions et fédérations**.

23, 24, 25 décembre 1917 : conférence extraordinaire de la **CGT** (Clermont-Ferrand) : débats au moment de la révolution russe.

15-18 juillet 1918 : congrès à Paris.

15-21 septembre 1919 : congrès à Lyon.

27 septembre-2 octobre 1920 : congrès à Orléans.

CGT-U : congrès national 12 au 17 novembre 1923 (Bourges).

1921 : Premier Congrès de l'**Internationale syndicale rouge** - résolutions et statuts.

1922 : Deuxième Congrès de l'**Internationale syndicale rouge** - thèses et résolutions.

1922 : Deuxième Congrès de l'**Internationale syndicale rouge** - discours (Nin, Monmousseau, Tresso, Zinoviev).

CGT : septembre 1935.

CGT réunifiée : congrès du 2 au 5 mars 1936, juste avant les grèves de juin 1936.

CGT : congrès du 14 au 17 novembre 1938, dernier congrès avant la Deuxième Guerre mondiale.

LA VIE OUVRIÈRE

Revue syndicaliste regroupant un "noyau militant" contre l'union sacrée, pour l'internationalisme prolétarien et la révolution russe.

Du 20 mai 1910 au 20 mai 1914 (Monatte, Rosmer, Trotsky...).

De 1919, n° 1 (nouvelle série), à 1924 (Monmousseau, qui fait passer la revue au stalinisme).

PRESSE SYNDICALE DIVERSE de 1914 à 1940

Nombreux numéros, mais pas de collections suivies :

Le Travailleur parisien

La Voix des employés

Le Peuple (quelques numéros 1921-1938)

La Bataille syndicaliste

La Voix du Peuple

Le Parti du Travail

Journaux corporatistes divers (employés, marins, cuisiniers...)

Union des syndicats ouvriers de la Seine CGT (1922)

L'Echo des employés (1919-1923)

La Vie syndicale CGT-U (1924)

1934-1939 : documentation très fournie sur le mouvement syndical dans les PTT, presse syndicale :

Le Ralliement des PTT

Syndicat des employés PTT

La Bataille des PTT (tendance unitaire), 1934-1938

PTT, syndicat des agents (tendance confédérée), 1938-1939

Documentation : vie de la section de Paris-Central télégraphique, réunification CGT et CGT-U à la base, tracts et résolutions contre la guerre.

Syndicats (Belin), 1937-1939

ENSEIGNANTS

Le Syndicalisme dans l'enseignement, Histoire de la Fédération de l'enseignement, L. Bouët, M. Dommanget, G. Serret, F. Bernard.

L'Internationale de l'enseignement (1922-1935).

L'Ecole émancipée (1920-1939).

L'Avant-Garde syndicaliste (syndicat des Enseignants de l'Hérault, décembre 1931).

L'Emancipation, bulletin mensuel de la Fédération des syndicats de l'enseignement laïque (Bouët, Dommanget, Serret, etc.), juin 1936.

La Philosophie du marxisme et l'enseignement officiel, 1935 - "Cahiers de contre-enseignement prolétarien", par R. Maublanc, édité par le Bureau d'édition (PCF).

La Fédération de l'enseignement dans les assises syndicales, interventions de Serret, Bouët, Salducci au congrès de la CGT-U de septembre 1933 et de Dommanget à la Fédération Autonome du 19 novembre.

N. B. : Plusieurs thèses universitaires sur le syndicalisme enseignant entre les deux guerres, déposées au CERMTRI, peuvent être consultées.

REGROUPEMENTS SYNDICALISTES

Avant-Garde syndicale, organe d'action syndicaliste révolutionnaire (n° 1, 2 et 3, de novembre 1935 à janvier 1936).

Le Réveil syndicaliste, cercle syndicaliste lutte de classe (complet du 15 janvier 1938 au 31 juillet 1939).

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire créée par P. Monatte et Louzon, après leur départ du PCF.

Collection complète à partir du n° 1 (janvier 1925).

LE CRI DU PEUPLE

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire, organe du Comité pour l'indépendance syndicale.

Du n° 1 (4 décembre 1929) au n° 83 (15 juillet 1931).

LE COMBAT SYNDICALISTE

CNT-AIT (anarchiste), nombreux numéros de mai-juin 1930 à août 1938.

Brochures syndicales

Le CERMTRI possède de nombreuses brochures syndicales et politiques, nous donnons un aperçu, ci-dessous, de ce qu'il est possible de consulter. *Le Cahier du CERMTRI n° 63* est un inventaire des brochures disponibles.

Avant 1920

1902 : *Les Rouges et les Jaunes*, brochure de l'Union des syndicats de la Seine contre la création d'un syndicat financé par le patron et l'Eglise.

1906-1911 : différentes brochures de propagande de la CGT pour la diminution du temps de travail : *Les 9 heures dans le bâtiment*, *La journée de 8 heures*, *La semaine anglaise*.

1907 : *La Révolte du 17^e*, édité par l'Union des syndicats de la Seine.

1907 (?) : *Le 1er Mai à travers le monde*, édité par **Le Réveil ouvrier**, union des syndicats de Nancy.

1908 : *Syndicalisme et socialisme*, Hubert Lagardelle, Victor Griffuelhes, Arturo Labriola.

1909 : *Contre l'escroquerie des retraites ouvrières*, brochure de la CGT contre un projet de loi pour instaurer des retraites par capitalisation.

1909 : *Mort à la pieuvre du bâtiment*, contre le travail à la tâche.

1910 : *La Vie chère*, CGT, contre les accapareurs et les spéculateurs.

1911 : *ABC Syndicaliste*, Georges Yvetot.

1918 : *Aux organisations syndicales, aux travailleurs organisés* : le programme de la CGT.

De 1920 à 1939

1920 : *L'action confédérale et la grève des cheminots*, CGT.

1920 : *La nationalisation - les raisons, la nécessité*, brochure de propagande de la CGT.

1921 : *Lettre aux abonnés de La Vie ouvrière*, A. Rosmer et P. Monatte.

1921 : *Comités CSR*, Georges Dumoulin.

1921 : *Les syndicalistes français et la guerre*, Georges Dumoulin.

1922 : *Ce que doit savoir tout travailleur syndiqué*, bulletin de propagande édité par la Bourse du travail de Marseille.

1923 : *D'Amiens à Bourges, documents des congrès de 1906 et 1923*, discussion sur la Charte d'Amiens, édité par *La Vie ouvrière*.

1923 : *Historique de la grève d'avril-mai 1923* dans le textile, édité par le syndicat du textile de la CGT-U.

1925 : *Vers l'unité syndicale CGT-U*.

1926 : *La Fédération de l'enseignement, son histoire*, CGT-U.

1927 : *Pour l'unité syndicale quand même !*, brochure éditée par la CGT-U.

1929 : *Maurice Chambelland, discours prononcé au Ve Congrès de la CGT-U* (préface de Monatte).

1935 : *Le plan de la CGT à la conquête du pouvoir*, discours du délégué de l'Union départementale des syndicats de l'Isère au CCN des 18 et 19 mars 1935 (rédigé par Trotsky).

1935 : *Le problème agraire et paysan devant le corps enseignant*, par G. Serret, édité par la Fédération unitaire de l'enseignement.

1936 : *Les buts et l'organisation du syndicalisme révolutionnaire*, édité par la CGT-SR.

1937 : *Ce qu'est le syndicalisme révolutionnaire*, CGT-SR.

1937 : *Où va le mouvement syndical* (tendance anarchiste).

1937 : *Les nationalisations*, par la fédération des techniciens de l'industrie CGT.

1938 : *Le syndicalisme et la guerre*, éditions de la CGT-SR.

1938 : *Les grèves de la métallurgie parisienne de mars 1938* (fédération CGT des techniciens de l'industrie).

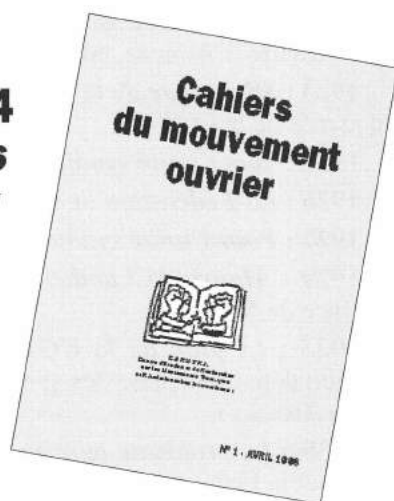
Notre fonds d'archives a été constitué à partir de dons faits par les militants. Participez à la défense de la mémoire collective du mouvement ouvrier en confiant vos archives au CERMTRI, qui s'engage à les mettre à la disposition des chercheurs et des militants de toutes tendances.

C.E.R.M.T.R.I.

**Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux**

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 01.44.83.00.00.
Ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 13 h 30 à 18 heures.

**Les n^{os} 1, 2, 3 et 4
des Cahiers
du mouvement ouvrier
sont toujours disponibles**



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **50 francs**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **180 francs**

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Abonnement d'un an : à partir du n° 1 à partir du n° 2
 à partir du n° 3 à partir du n° 4 à partir du n° 5

Commande du n° 1 : Commande du n° 2 :
Commande du n° 3 : Commande du n° 4 : Commande du n° 5 :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Au sommaire des prochains numéros

Vadim Rogovine : L'armée soviétique en 1938, au lendemain des purges.

Raffin-Dugens : De la lutte contre la guerre mondiale au combat pour la révolution mondiale.

Uriage, le corporatisme chrétien et le nazisme (suite).

Giorgio Amico : Gramsci et le stalinisme.

Mikhail Panteleiev : Du nouveau sur le procès du Parti industriel (1930).

Tania Chavckhoukova : Le mouvement ouvrier en Russie aujourd'hui.

Dossier Zavis Kalandra.

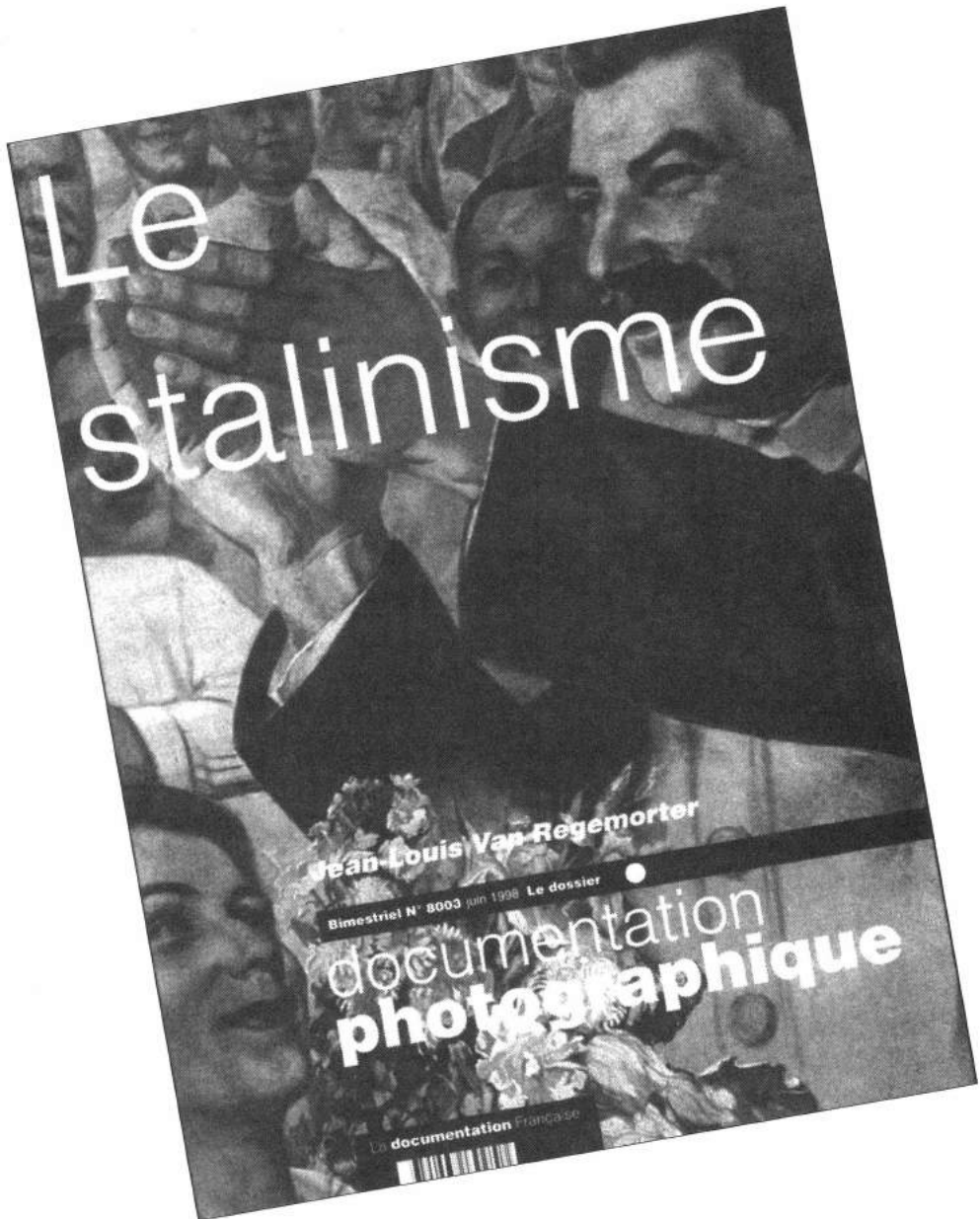
Gueorgui Gueorguiev et la police politique bulgare de 1948 à 1998.

Pages oubliées :

— Fiodor Dan : Les mencheviks et l'URSS

— Daniel Guérin : Quel avenir pour le peuple tchèque ?

— Brizon : Le discours (haché d'interruptions) contre la guerre, le 12 décembre, à la Chambre des députés, suivi de son agression physique et de la suspension provisoire de son mandat.



**Un recueil de documents
et une analyse très utiles**

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360